
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
VOL. XLI

J O U R N A U X
DE
L'Assemblée Législative

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 15 JANVIER AU 14 MARS 1907

— CES DEUX JOURS INCLUS —

Dans la sixième et la septième année du règne de Notre Souverain

LE ROI EDOUARD VII

ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DE LA ONZIÈME LÉGISLATURE
DE QUÉBEC

SESSION 1907

Imprimés par ordre de l'Assemblée Législative

QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR LA CIE DE PUBLICATION DU "SOLEIL", QUÉBEC

VOL. XLI.



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MAI prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA
Province de *Québec*. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le TRENTIÈME jour du mois de JUIN prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, NOÛS avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TRENTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TRENTIÈME jour du mois de JUIN mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous d'être présents au temps susdit vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le NEUVIÈME jour du mois d'AOUT prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-NEUVIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Roi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le NEUVIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—

SALUT.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets: Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le DIX-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. Témoin : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—

SALUT.

A TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIX-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIXIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—

SALUT.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, devons exempter, et à chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
PROVINCE DE *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, nommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le QUINZIÈME jour du mois de JANVIER prochain. et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le QUINZIÈME jour du mois de JANVIER prochain—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve prorogée *pro formâ* au QUINZIÈME jour du mois de JANVIER prochain.

MAINTENANT, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de maintenir cette date du dit QUINZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez prersonnellement et soyez en Notre dite cité de *Québec*, MARDI, le QUINZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DEPECHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent six, et de Notre Règne la sixième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1907

Mardi, 15 janvier 1907

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée), pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Le message suivant est apporté par Arthur St-Jacques, écuyer, gentil-homme-huissier de la Verge Noire :—

MESSIEURS,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif, et là—

L'honorable Orateur du Conseil législatif s'exprime comme suit :

Honorables Messieurs,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

“ Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé que l'Honorable M. Weir, ci-devant Orateur de l'Assemblée législative, ayant accepté

l'office de ministre des travaux publics et du travail, ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature, avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi, suivant la loi."

Et les députés étant de retour,—

L'honorable M. Gouin, député du district électoral de Montréal, division No 2, s'adressant au greffier, (qui se lève et se tourne de son côté), propose à la Chambre pour son Orateur, Philippe Honoré Roy, écuyer, député du district électoral de Saint-Jean, secondé dans sa proposition par l'honorable M. Turgeon, député du district électoral de Bellechasse.

Et la question étant soumise : "Que Philippe Honoré Roy, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur," elle est, en conséquence, mise aux voix par le Greffier, et il est—

Résolu :—*Nemine contradicente*, que Philippe Honoré Roy, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré Philippe Honoré Roy dûment élu Orateur de la Chambre, ce dernier est conduit au fauteuil par l'honorable M. Gouin et l'honorable M. Turgeon, et étant sur le premier degré du marchepied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant à l'unanimité pour son Orateur, dans les termes suivants :

"J'offre à la Chambre mes sincères remerciements pour l'honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur. Je m'efforcerai de mériter constamment sa confiance. Je suis pénétré de mon incapacité à remplir cette position, mais me reposant sur la bienveillance et la co-opération des honorables députés des deux côtés de cette Chambre, je tâcherai de faire mon devoir du mieux qu'il me sera possible et de remplir les fonctions de président avec justice et impartialité. J'espère que la Chambre m'aidera à revendiquer nos droits et privilèges, à maintenir nos règlements et à assurer la liberté des débats, conformément aux usages établis."

Alors, il s'assied dans le fauteuil et la masse (qui, auparavant, était sous la table) est placée sur la table.

Le message suivant est apporté par Arthur St-Jacques, écuyer, gentil-homme-huissier de la Verge Noire :

"M. l'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif, et là, M. l'Orateur parle comme suit :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

"L'Assemblée législative m'a élu son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

“ Si, dans l'exécution de mes devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur.”

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif répond en ces termes :

“ M. l'ORATEUR,

J'ai l'ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous faire part de l'entière confiance de Sa Majesté en vos talents, votre diligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs de la charge distinguée d'Orateur de l'Assemblée législative à laquelle vous avez été appelé par cette Chambre. Il déclare, en outre, que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme, Monsieur, comme Orateur de l'Assemblée législative.”

Les députés étant de retour dans leur salle de séances, M. l'Orateur informe la Chambre que, depuis la dernière session, M. l'Orateur a reçu l'avis suivant de la vacance survenue dans le district électoral de Brome :

QUÉBEC, 31 août 1906.

L'HON. W. A. WEIR,

Orateur de l'Assemblée législative

Québec.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de donner ma démission de membre de l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Brome.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé)

J. C. McCORKILL.

Témoins :

H. T. MACHIN, }

O. A. BÉRIAU. }

M. l'Orateur fait aussi rapport que durant la vacance, le greffier de la couronne en chancellerie a reçu, en vertu de l'article 107 des Statuts refondus, les mandats suivants lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs d'élection pour les districts électoraux d'Argenteuil, de Brome, des Îles-de-la-Madeleine, d'Iberville, de l'Assomption et de Montréal, division No 5.

Canada,
Province de Québec, }
savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A Monsieur L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des Statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral d'Argenteuil, à la dite Assemblée Législative, en remplacement, durant cette présente législature, de l'honorable William Alexander Weir, nommé ministre des Travaux Publics et du Travail.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce trente-unième jour du mois d'août mil neuf cent six.

(Signé) LOMER GOUIN,

Député du district électoral de Montréal, No 2.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Canada,
Province de Québec, }
savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A monsieur L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de Brome, à la dite Assemblée Législative, en remplacement, durant cette présente Législature, de l'honorable J. C. J. S. McCorkill, démissionnaire.

Donné sous nos seings, à Québec, Province de Québec, ce trente-unième jour du mois d'août mil neuf cent six.

(Signé) LOMER GOUIN,

Député du district électoral de Montréal, No 2.

ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Canada,
Province de Québec, }
savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A Monsieur L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des Statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral des Iles-de-la-Madeleine, à la dite Assemblée Législative, en remplacement, durant cette présente Législature, de Monsieur Robert Jameson Leslie, décédé.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce dix-neuvième jour du mois d'octobre mil neuf cent six.

(Signé) LOMER GOUIN,

Député du district électoral de Montréal, No 2.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Canada,
Province de Québec, }
savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A monsieur L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des Statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral d'Iberville, à la dite Assemblée Législative, en remplacement, durant cette présente Législature, de l'honorable François Gosselin, appelé au Conseil législatif.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce dix-neuvième jour du mois d'octobre mil neuf cent six.

(Signé) LOMER GOUIN,

Député du district électoral de Montréal, No 2.

(Signé) ADÉDARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Canada,
Province de Québec, }
Savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A Monsieur L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des Statuts refondus de la Province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de l'Assomption, à la dite Assemblée Législative, en remplacement, durant cette présente Législature, de Monsieur Joseph Edouard Duhamel, qui a accepté une charge salariée de la Couronne.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce dix-neuvième jour du mois d'octobre mil neuf cent six.

(Signé) LOMER GOUIN,

Député du district électoral de Montréal, No 2.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Canada,
Province de Québec, }
savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

A monsieur L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des Statuts refondus de la Province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de Montréal, division No 5, à la dite Assemblée Législative en remplacement, durant cette présente Législature, de M. C. Benfield Carter, décédé.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce troisième jour du mois de décembre mil neuf cent six.

(Signé) LOMER GOUIN,

Député du district électoral de Montréal, No 2.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

M. l'Orateur a aussi l'honneur d'informer cette Chambre qu'il a reçu, du greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats d'élection suivants pour les districts électoraux d'Argenteuil, Brome, Iles-de-la-Madeleine, Iberville et l'Assomption.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉBEC, 15 janvier 1907.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du trente-unième jour d'août mil neuf cent six, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à Monsieur G. F. Calder, officier-rapporteur pour le district électoral d'Argenteuil, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable William Alexander Weir, nommé ministre des Travaux Publics et du Travail, l'honorable William Alexander Weir, avocat, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, 15 janvier 1907.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du trente-unième jour d'août mil neuf cent six, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à Monsieur H. Ernest Williams, officier-rapporteur pour le district électoral de Brome, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable J. C. J. S. McCorkill, démissionnaire, Monsieur William Frederick Vilas, manufacturier, du village de Cowansville, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, 15 janvier 1907.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuvième jour d'octobre mil neuf cent six, émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur et adressé à Monsieur P. Contant, officier-rapporteur pour le district électoral d'Iberville, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable François Gosselin, appelé au Conseil législatif, Monsieur Joseph Aldéric Benoit, cultivateur, de Saint-Grégoire-le-Grand, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, 15 janvier 1907.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuvième jour d'octobre mil neuf cent six, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur E. A. Brasset, officier-rapporteur pour le district électoral des Iles-de-la-Madeleine, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, aux lieux et place de Monsieur Robert Jameson Leslie, décédé, Monsieur Louis Albin Thériault, instituteur, du Hâvre-aux-Maisons, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, 15 janvier 1907

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuvième jour d'octobre mil neuf cent six, émis par Son Honneur le Lieu-

tenant-Gouverneur et adressé à Monsieur B. Rocher, officier-rapporteur pour le district électoral de L'Assomption, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, aux lieux et place de Monsieur Joseph-Edouard Duhamel, qui a accepté une charge salariée de la Couronne, Monsieur Louis-Joseph Gauthier, avocat, Conseil du Roi, de la ville des Laurentides, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

M. William Frederick Vilas, député élu pour le district électoral de Brome, Joseph Aldéric Benoit, député élu pour le district électoral d'Iberville, Louis Albin Thériault, député élu pour le district électoral des Isles-de-la-Madeleine et Louis Joseph Gauthier, député élu pour le district électoral de L'Assomption, ayant prêté le serment d'office et signé le rôle qui le contient, prennent leurs sièges, après le cérémonial d'usage.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 1) concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, ce bill qui est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser, par un discours, aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

J'éprouve un vif plaisir à vous souhaiter la bienvenue dans cette enceinte où vous rappelle l'accomplissement de vos devoirs parlementaires.

Nous avons lieu de nous féliciter du résultat favorable des travaux des représentants du Canada et des provinces, qui se sont réunis à Ottawa, en

octobre dernier, pour étudier et régler l'importante question du subside fédéral. Aidé du puissant concours des délégués des autres provinces, mon gouvernement a réussi à faire reconnaître la justice de ses réclamations. Le gouvernement fédéral s'est rendu aux demandes des provinces, et il ne reste qu'à faire adopter la législation qui consacrera l'entente intervenue entre le pouvoir central et les diverses administrations provinciales.

Les gouvernements d'Ontario, de Manitoba et de Saskatchewan font des instances auprès du gouvernement du Canada pour obtenir, chacun, une partie du territoire de Keewatin. La province de Québec n'a aucun intérêt immédiat dans ce territoire, dont elle est séparée par la baie d'Hudson. Il n'en est pas de même de la contrée s'étendant de la frontière septentrionale de notre province au détroit d'Hudson, entre la baie du même nom et l'océan Atlantique. Géographiquement, et, pour une large part, historiquement, cette vaste région et les îles qui en dépendent forment partie de la province de Québec, bien qu'administrativement elles en soient séparées. Dans l'intérêt du Canada et dans celui de cette contrée, il importe qu'elle soit annexée au territoire actuel de la province. Mon gouvernement est à faire les démarches nécessaires pour obtenir des autorités fédérales l'annexion de cette région.

Le différend auquel a donné lieu la prise de possession, en vertu d'une autorisation émanant du gouvernement de Terre-Neuve, de terres appartenant à cette province, n'est pas encore réglé. Mon gouvernement a dû recourir aux tribunaux pour se protéger contre cet empiètement, et, tout en restant bien disposé à s'entendre avec les autorités de Terre-Neuve au sujet de la fixation de la frontière entre ce pays et le nôtre, il ne négligera rien pour faire respecter nos intérêts.

Les questions qui se rattachent aux pêcheries de la Province ont été discutées à la conférence d'Ottawa. Quoiqu'elles n'aient pas alors été résolues, il y a lieu de croire qu'elles le seront avant longtemps de manière que tous nos droits soient sauvegardés.

Afin de contribuer efficacement au relèvement du niveau de l'enseignement dans nos écoles primaires, le gouvernement a donné suite à son projet de favoriser la fondation d'écoles normales où pourront se former des institutrices compétentes et a, jusqu'à présent, subventionné deux de ces écoles. Dans le but d'induire les commissions scolaires à augmenter le traitement des institutrices et d'engager celles-ci à demeurer plus longtemps dans la carrière de l'enseignement, il a subordonné la distribution d'une partie de l'allocation votée pour fins d'instruction publique à l'observance de conditions qui ne manqueront pas de produire ces résultats. Les mesures prises à ce sujet par l'administration recevront, je n'en doute pas, votre entière approbation.

Pour réussir dans les carrières du commerce et de l'industrie, il suffisait autrefois, à la rigueur, d'une sorte d'apprentissage technique, et presque de routine. Aujourd'hui, à raison de la transformation et du perfectionnement incessants de procédés de production et d'échange, il faut des connaissances et une éducation spéciales. La lacune qui existe à cet égard dans l'organisation de notre enseignement public préoccupe vivement mon gouvernement, et il

vous demandera, pour la combler, le vote de mesures ayant pour objet la fondation de trois institutions—une école technique à Québec, et une école de hautes études commerciales et une école technique à Montréal. Les jeunes gens qui se destinent au commerce ou à l'industrie trouveront dans ces écoles un enseignement directement approprié aux besoins actuels.

L'agriculture continue à faire des progrès sérieux. Grâce aux connaissances puisées à l'Ecole d'industrie laitière, grâce aussi aux meilleurs procédés employés, les fabricants de beurre et de fromage ont pu obtenir un prix plus élevé pour leurs produits. Afin de seconder les efforts du nombre de plus en plus considérable de cultivateurs qui se livrent à cette industrie, mon gouvernement se propose d'améliorer l'enseignement donné à l'Ecole d'industrie laitière et de le rendre le plus complet possible. Il s'efforcera aussi d'adopter des mesures propres à protéger contre certaines fraudes les patrons des beureries et des fromageries.

Le gouvernement donne une attention toute particulière à l'amélioration des chemins ruraux. Il vous demandera d'accorder, pour ce service, un crédit plus élevé que celui qui y a été affecté dans le passé.

Les statistiques portant sur la vente des terres, particulièrement celles qui sont relatives au nombre de titres émis par la Couronne, démontrent qu'à aucune autre époque de notre histoire, l'activité du domaine public n'a été aussi grande. La construction prochaine d'une nouvelle voie ferrée à travers la partie septentrionale de la Province donnera une nouvelle impulsion à ce mouvement colonisateur.

La multiplicité et le coût des procès auxquels donnent lieu les accidents survenus au cours du travail dans les établissements industriels, n'ont pas cessé de préoccuper ceux qui ont à cœur la continuation, en ce pays, de bons rapports entre employeurs et employés. L'importance des intérêts en jeu de parts et d'autres rend difficiles les réformes en cette matière.

Désireux de faire une œuvre sérieuse, le gouvernement sollicitera votre opinion sur l'opportunité de confier à une commission la tâche de consulter les intéressés et d'étudier les mesures propres à satisfaire à la fois le capital et le travail.

La refonte des statuts a progressé depuis la session dernière et la commission vous soumettra son deuxième rapport.

Messieurs de l'Assemblée législative :

Je suis heureux de vous annoncer que l'état des finances de la Province continue d'être satisfaisant. Les comptes du dernier exercice, qui seront déposés devant vous, indiquent que si l'intérêt public a rendu nécessaire de porter la dépense de certains services au-delà des prévisions, cet excédent a été plus que compensé par la plus-value des revenus, et que le résultat général de l'année se solde par un surplus des recettes sur les dépenses.

Un rapport semblable existe entre le revenu et la dépense de l'année courante.

Les prévisions pour le prochain exercice, préparées avec toute l'économie que permet l'efficacité du service public, vous seront bientôt soumises et vous serez appelés à voter les crédits demandés.

La compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique ayant payé les \$7,000,000.00 qui restaient dus sur le prix de vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ce montant a été affecté au rachat des emprunts de 1874 et de 1876, au paiement de l'emprunt temporaire de \$700,000.00 et au remboursement de l'emprunt de 1878, échéant en 1908.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Le parlement sera appelé à modifier les lois du revenu et à pourvoir à la construction d'une nouvelle prison pour le district de Montréal.

Plusieurs projets de loi d'intérêt général seront soumis à vos délibérations. Je mentionnerai spécialement une mesure sur les compagnies d'assurance et les sociétés de bienfaisance, une refonte des lois sur les sociétés par actions et divers projets au sujet de l'administration de la justice criminelle et civile.

J'ai confiance que vous apporterez l'attention la plus sérieuse à l'étude des sujets que je viens d'énumérer et que vos décisions contribueront à assurer le bon gouvernement et la prospérité de notre province."

L'honorable M. Gouin propose, secondé par l'honorable M. Turgeon et il est—

Résolu :—Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, prononcé devant les deux branches de la Législature, soit pris en considération, demain.

Résolu :—Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soit nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ;
2. Ordres permanents ;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ;
4. Bills privés ;
5. Législation et lois expirantes ;
6. Comptes publics ;
7. Agriculture, immigration et colonisation ;
8. Différentes branches d'industrie en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Turgeon, et—

Résolu,—Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné.—Que les honorables MM. Gouin, Turgeon, Robitaille, Weir, Kaine et LeBlanc et MM. Tellier, Décarie, Jobin, Mackenzie et Girard composent le dit comité.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

Par M. Benoit,—la pétition de J. A. J. Pigeon, de St-Georges de Henri-ville, district d'Iberville.

Par M. Bergevin,—la pétition de la corporation de la ville de Beauharnois.

Par M. Caron (L'Islet),—la pétition de la compagnie de pulpe de Métabetchouan.

Par M. Côté,—la pétition de Louis Larose et autres, de Québec, et du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la ville de Québec.

Par M. Daignault,—la pétition de J. E. Boulais et autres, de Ste-Angèle de Monnoir et d'ailleurs.

Par M. Décarie,—les pétitions du village de Notre-Dame des Neiges Ouest, de dame Suzanne Walker et autres, de Montréal; de la corporation de la ville de Lévis; de "The Glee Club Teutonia," de Montréal; de Louis Lachance et autres de la Longue-Pointe; de la corporation de la Longue-Pointe; de Jean Ludger David et autres, de Lowell, E.-U., et d'ailleurs; des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception, d'Outremont, et du Crédit Municipal Canadien, de Montréal.

Par M. Kelly,—la pétition de J. X. Lavoie et autres, de Percé et d'ailleurs.

Par M. Lacombe,—la pétition de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Par M. McKenzie,—la pétition du Club des Ingénieurs, de Montréal.

Par M. Perrault,—les pétitions de dame Mathilde M. Pratt et autres, de Longueuil et d'ailleurs; de dame Florence Henderson et autres, de Montréal; de la corporation de la ville de Longueuil.

Par M. Tanguay (Lac-St-Jean),—la pétition des syndics de la paroisse de St-Joseph d'Alma.

Par M. Taschereau,—la pétition de la "Royal Trust Co.," de Montréal.

L'honorable M. Tessier, trésorier de la province, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906.

(Document de la session No 2).

L'honorable M. Weir dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906.

(Document de la session No 4).

L'honorable M. Turgeon dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1906.

(Document de la session No 5).

L'honorable M. Roy dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Secrétaire et Régistratre de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1905 au 30 juin 1906.

(Document de la session No 6).

Aussi, le trente-sixième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec, pour l'année 1905. *(Document de la session No 15).*

Et aussi, les rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1905. *(Document de la session No 16).*

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur trois messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits messages sont lus comme suit par M. l'Orateur :

(Tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte).

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués ; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes, auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

(Document de la session No 11).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 15 janvier 1907.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1907, et approuvé par lui le 4 janvier 1907, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

(Document de la session No 10).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 15 janvier 1907.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. *(Document de la session No 12).*

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 15 janvier 1907.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre : L'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales, au Secrétaire de la Province, en vertu de l'article 4618 S. R. P. Q.

(Document de la session No 13).

Aussi, état indiquant les permis accordés en vertu de la loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères (4 Ed. VII, ch. 34) dans le cours de l'année fiscale (1905-1906), et le fonds social autorisé de ces corporations étrangères munies de permis ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis.

(Document de la session No 14).

Aussi, la réponse à une adresse, en date du 12 février 1906, demandant la production d'une copie de tous ordres en Conseil, correspondance et documents se rapportant aux lots et terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres patentes, avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces lots ou terrains et les fins pour lesquelles ils ont été octroyés, dans chaque cas, depuis le 31 mai 1904.

(Document de la session No 17).

Et la réponse à une adresse en date du 27 février 1906, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la classification des terres de la Couronne, suivant la loi 4 Ed. VII, chap. 13.

(Document de la session No 18).

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 16 janvier 1907

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Bergevin,—les pétitions de Andrew H. Gault et autres, de Montréal, et des commissaires d'écoles de la ville de Beauharnois.

Par M. Blouin,—la pétition de Raymond Belleau, de Lévis.

Par M. Cherrier,—la pétition de la ville de Sorel.

Par M. Côté,—la pétition de l'hon. E. B. Garneau et autres, de Québec.

Par M. Décarie,—les pétitions des villages de Mégantic et d'Agnès; de la "North Shore Power Co"; de dame Marie-Louise Tourville et autres, de Montréal; d'Aaron Wolofski et autres, de Montréal; du Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal; des syndics de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal; du Crédit Foncier Franco-Canadien; de la ville de Notre-Dame-de-Grâces; de la "Shawinigan Water & Power Co."; d'Isidore Crépeau et autres, de Montréal; des Révérendes Sœurs de Ste-Croix, et des Sept-Douleurs et de la compagnie de chemin de fer Urbain de Montréal.

Par M. Gillies,—la pétition de Robert Bickerdike et autres, de Montréal.

Par M. Langlois,—les pétitions de "The Equitable Mutual Fire Insurance Co."; des marguilliers de la paroisse de St-Thomas, Montréal; de l'Académie de billards Marcotte, de Montréal; de la corporation de la cité de Montréal; de James F. Strachan et autres, de Montréal, de l'hon. E. B. Garneau et autres, de Québec et d'ailleurs; de la corporation de la cité de Montréal.

Par M. Lacombe,—la pétition d'Arthur Contant, de Montréal.

Par M. Lafontaine (Berthier),—la pétition de Jos. Marion, de Lanoraie.

Par M. Mackenzie,—les pétitions de "The Shawinigan Carbide Co"; de "The Black Lake Chrome and Asbestos Co", de la corporation du village de Verdun; de "The Philipsburg Railway and Quarry Co"; de dame Marceline Labranche et autres, de Montréal.

Par l'hon. M. Robitaille,—les pétitions de la corporation de la cité de Québec et du Rév. A. Nunesvais et autres, de Québec.

Par M. Roy (Montmagny),—les pétitions de Frank McCrea et autres, de

Sherbrooke ; de la Cie de chemin de fer Lotbinière et Mégantic ; de S. Dale Harris et autres, de Montréal et de Jos. Audet et autres, de Bellechasse.

Par M. Stephens,—la pétition du Lt.-Col. J. Carson et autres, de Montréal.

Par M. Taschereau,—les pétitions d'Elzéar Boivin et autres, de Chicoutimi et de " The Quebec and St. Maurice Industrial Co. "

Par M. Tellier,—la pétition de dame Hectorine Langevin et autres, de Québec.

Par M. Walsh,—la pétition de J. H. Dillon, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De J. A. A. Pigeon, demandant une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De la ville de Beauharnois, demandant une loi amendant sa charte.

De la compagnie de Pulpe de Métabetchouan, demandant une loi amendant sa charte et ratifiant certains arrangements financiers faits avec les actionnaires.

Des commissaires d'écoles protestantes de Québec, demandant une loi les autorisant à émettre des débentures.

De Louis Larose et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.

De J. E. Boulais et autres, demandant la constitution en corporation de la " Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce. "

Du " German Club Teutonia ", demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " German Club Teutonia. "

De la corporation du village de Notre-Dame-des-Neiges-Ouest, demandant une loi la constituant en municipalité de ville.

De Dame Suzanne Walker et autres, demandant une loi amendant la loi 2 Ed. VII, ch. 115, concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

De la ville de Saint-Louis, demandant une loi amendant sa charte.

De Louis Lachance et autres, demandant une loi constituant en corporation la municipalité de Tétreauville, de Montréal.

De la corporation de la paroisse de la Longue-Pointe, demandant une loi la constituant en corporation de ville.

De Jean Ludger David et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Ferdinand David.

Des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception demandant une loi les constituant en corporation.

Du Crédit Municipal Canadien demandant une loi amendant sa charte.

De J. X. Lavoie et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Gaspesian Railway Company. "

De l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant une loi amendant sa charte.

Du Club des Ingénieurs de Montréal, demandant une loi amendant ses pouvoirs et permettant certains changements à sa charte.

De Dame Mathilda D. La Frenière et autres, demandant une loi concernant la succession de feu John Pratt.

De Dame Florence Henderson et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Canadian Nurses Association".

De la ville de Longueuil, demandant une loi refondant et revisant sa charte.

Des syndics de la paroisse de St-Joseph d'Alma, demandant une loi les autorisant à construire une église et pour d'autres fins.

De la "Royal Trust Company", demandant une loi concernant la succession de feu Robert Peddie.

L'honorable M. Weir, du comité spécial nommé pour choisir les membres des divers comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a choisi l'honorable M. Weir comme président.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres devant faire partie des comités permanents de cette Chambre."

Ordres permanents :—Les honorables MM. Tessier (Rimouski), LeBlanc, Robitaille ; MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Caron (l'Islet), Champagne, Chauret, Dupuis, Gauthier, Godbout, Mackenzie, Pelletier, Perrault, Pilon, Smith et Tellier.

Bills privés :—Les honorables MM. Turgeon, Weir, Tessier, Roy, Prévost, Robitaille et LeBlanc ; MM. Bergevin, Bernard, Bissonnette (Montcalm), Bissonnette (Stanstead), Blanchard, Blouin, Cardin, Caron (l'Islet), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Côté, Daignault, D'Auteuil, Delâge, Dupuis, Fiset, Gauthier, Gendron, Giard, Girard, Godbout, Gosselin, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Langlois, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Morin, Mousseau, Neault, Panet, Pelletier, Perrault, Roy (Montmagny), Smith, Stephens, Tanguay (Lac St-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tellier, Tériault, Tessier (Trois-Rivières), Tourigny, Vilas, Walker et Walsh.

Comptes public :—Les honorables M M. Gouin, Turgeon, Weir, Tessier, Roy, Prévost, Kaine et LeBlanc ; M. M. Bergevin, Benoit, Cardin, Chauret, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Dion, Dupuis, Fiset, Gillies, Gosselin, Kelly, Lafontaine (Maskinongé), Langlois, Lemieux, Lafferté, Morin, Neault, Ouellette, Perrault, Roy (Montmagny), Stephens, Tanguay (Wolfe), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Taschereau, Tourigny, Vilas, et Walker.

Chemins de fer et canaux :—Les honorables M M. Gouin, Turgeon, Weir, Tessier, Roy, Prévost, Kaine et LeBlanc ; M. M. Blouin, Bernard, Bergevin.

Bissonnette (Montcalm), Bissonnette (Stanstead), Blanchard, Caron (Matane), Champagne, Cherrier, Côté, Daignault, D'Auteuil, Décarie, Delège, Dupuis, Gauthier, Gendron, Giard, Gillies, Girard, Gosselin, Jobin, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Lafferté, Langlois, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Mousseau, Neault, Ouellette, Pelletier, Perrault, Petit, Pilon, Roy (Montmagny), Smith, Stephens, Tanguay (Lac St-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier, (Trois-Rivières), Walker et Walsh.

Agriculture et Immigration :—Les honorables M M. Turgeon et Tessier ; M M. Bissonnette (Montcalm), Bergevin, Benoit, Bernard, Blanchard, Cardin, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Daignault, Décarie, Dion, Delège, Dorris, Dupuis, Fiset, Gendron, Giard, Gillies, Godbout, Lafontaine (Maskinongé), Lafontaine (Berthier), Lacombe, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Morin, Morissette, Mousseau, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Perrault, Pilon, Roy (Montmagny), Petit, Smith, Tanguay (Lac-St-Jean), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Tériault, Tourigny et Walker.

Industries :—Les honorables M M. Turgeon, Weir et Kaine ; M. M. Blouin Bernard, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Côté, Dion, Dorris, Fiset, Giard, Girard, Gosselin, Jobin, Lafferté, Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Morissette, Mousseau, Morin, Nault, Petit, Smith, Stephens, Tourigny, Vilas.

Privileges et élections :—Les honorables M M. Gouin, Turgeon, Weir, Prévost, Robitaille et LeBlanc ; M M. Champagne, Gauthier, Girard, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Tellier et Tessier (Trois-Rivières).

Législation et lois expirantes :—Les honorables M M. Gouin, Turgeon, Weir, Tessier (Rimouski), Roy (Kamouraska), Prévost, Robitaille et LeBlanc ; M M. Champagne, D'Auteuil, Décarie, Delège, Dupuis, Gauthier, Godbout, Lacombe, Mackenzie, Morin, Mousseau, Panet, Roy, (Montmagny), Taschereau, Tellier et Tessier (Trois-Rivières).

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Gauthier, appuyé par M. Vilas, propose et il est—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable SIR LOUIS-AMABLE JETTÉ, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il lui a plu de nous adresser, à l'ouverture de la présente session.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Tessier, secondé par l'honorable M. Gouin, et,—

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens de payer les subsides accordés à Sa Majesté.

L'honorable M. Tessier dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1906.

(Document de la session No 3.)

L'honorable M. Prévost dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries pour l'année finissant le 30 juin 1906.

(Document de la session No 7)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 17 janvier 1907

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Champagne,—la pétition de Toussaint Préfontaine, de Montréal.

Par M. Côté,—la pétition de l'hon. E. B. Garneau et autres, de Québec.

Par M. Décarie,—les pétitions de Chs. Cushing et autres, de Montréal et de E. Muir et autres, de Montréal.

Par M. Delâge,—la pétition du Rév. L. A. Déziel et autres, de Beauport.

Par M. Gauthier,—la pétition de la Société des Artisans Canadiens-français, de Montréal.

Par M. Girard,—la petition de "The Quebec and Saguenay Railway Co."

Par M. Langlois,—la pétition de John-C. Heintz et autres, de Montréal.

Par M. Pelletier,—la pétition de la corporation de la cité de Sherbrooke.

Par M. Stephens,—les pétitions du Synode du diocèse de Montréal et de Dame Gertrude-Caroline Jack, et autres, de Montréal.

Par M. Taschereau,—la pétition de Marie-Louise Lacombe et autres, de N.-D. des Neiges Ouest, Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

D'Andrew Hamilton Gault et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Andrew Fred. Gault.

Des commissaires d'écoles de la ville de Beauharnois, demandant une loi ratifiant un acte d'échange.

De Raymond Belleau, demandant une loi autorisant la Chambre des Notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De la cité de Sorel, demandant une loi ratifiant certains règlements.

De l'honorable E. B. Garneau et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Québec et Lac Champlain.

Des corporations des villages de Mégantic et d'Agnès, demandant une loi les constituant en corporation de ville.

De la "North Shore Power Company", demandant une loi amendant sa charte.

De la "Montreal Street Railway Company", demandant une loi amendant sa charte.

De Dame Marie Louise Tourville et autres, demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable Louis Tourville.

D'Aaron Wolofski et autres, demandant une loi constituant en corporation la "Congregation of Temple Salomon of Montreal".

Du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, demandant une loi amendant la loi 32 Vict., ch. 16, sec. 23.

Des syndics de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal, demandant une loi concernant un acte de répartition et pour d'autres fins.

Du Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant une loi amendant sa charte.

De la ville de Notre-Dame-de-Grâces, demandant une loi amendant sa charte.

De la "Shawinigan Water & Power Company", demandant une loi amendant sa charte.

D'Isidore Crépeau et autres, demandant une loi constituant en corporation la "Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company."

De la corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant une loi déterminant ses pouvoirs d'emprunter et d'hypothéquer ses immeubles.

De Robert Bickerdike et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company."

De la Compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu, demandant une loi lui conférant des pouvoirs additionnels.

Du Très Révérend Evêque Carmichael et des marguilliers de la paroisse Saint-Thomas, de Montréal, demandant une loi ratifiant un acte de vente.

De l'Académie de Billards Marcotte, demandant une loi lui accordant des pouvoirs additionnels.

De la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte relative-
ment à la construction de conduits souterrains.

De James F. Strachan et autres, demandant une loi autorisant les exécuteurs de la succession de feu François-Xavier Beaudry, à vendre certain bien substitué.

De l'honorable E. B. Garneau et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Chibougamou et Baie James.

De la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte relative-
ment à l'administration générale.

D'Arthur Contant, demandant une loi autorisant l'Association des Architectes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De Joseph Marion, demandant une loi ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion.

De la "Shawinigan Carbide Company", demandant une loi l'autorisant à émettre des débentures et pour d'autres fins.

De la "Black Lake Chrome and Asbestos Company", demandant une loi ratifiant et confirmant un acte de ratification par Guillaume-Narcisse Ducharme et autres, à James N. Greenshields.

De la corporation du village de Verdun, demandant une loi la constituant en municipalité de ville.

De la "Philipsburg Railway and Quarry Company", demandant une loi amendant sa charte.

De Dame Marcelline LaBranche et autres, demandant une loi ratifiant un acte de vente par Dame Marcelline LaBranche à la "Society of the Mon-
real General Hospital".

De la cité de Québec, demandant une loi amendant sa charte.

Du Rév. A. Nunesvais et autres, demandant une loi constituant en corporation "Les Frères de Saint-Vincent de Paul".

De Frank McCrea et autres, demandant une loi constituant en corporation la "Quebec Eastern Railway Company".

De la "Lotbinière and Megantic Railway Company", demandant une loi amendant sa charte.

De S. Dale Harris et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Lower St. Lawrence Power Company".

De Joseph Audet et autres, demandant une loi constituant en corporation "L'Institut des Frères de Notre-Dame des Champs".

Du lieutenant colonel John Carson et autres, demandant une loi constituant en corporation la "Royal Highlanders of Canada Armoury Association".

D'Elzéar Boivin et autres, demandant une loi constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin, de Chicoutimi, Limitée.

De la "Quebec and St. Maurice Industrial Company", demandant une loi amendant sa charte.

De Dame Hectorine Langevin et autres, demandant une loi facilitant l'exécution du testament de feu Sir Hector Langevin.

Et de J. H. Dillon, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

M. Mackenzie, président *pro temp.* du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité, après avoir choisi P. J. L. Bissonnette (Montcalm) pour son président, a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie de Pulpe de Métabetchouan ;

Des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec ;

De la ville de St-Louis ;

Du Crédit Municipal Canadien ;

De l'Association de Bienfaisance des pompiers de Montréal ;

Et du Club des Ingénieurs de Montréal, demandant, respectivement, des amendements à leur charte ;

De Jean-Ludger David et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Ferdinand David ;

De Dame Anna Suzanne Walker et autres, demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-Octave Villeneuve ;

Du “ German Club Teutonia ” ;

Et de “ The Canadian Nurses Association ”, demandant, respectivement, une loi les constituant en corporation.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Girard, du comité des Industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Blouin son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Gillies, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Gillies son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Champagne, du comité des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi L. A. Taschereau, écr., pour son président et est d'avis de recommander à votre honorable Chambre que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Champagne, du comité de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Gouin son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Morin, du comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Morin son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Gillies, du comité des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Weir son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Champagne, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a élu M. Champagne son président et recommande que son quorum soit réduit à six membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables messieurs Chapais, de Boucherville, Girouard, Gosselin, Lanctôt, Mathieu, Rolland, de Varennes et Ward.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 33) concernant le club allemand “ Teutonia ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'hon. M. Turgeon, et il est—

Ordonné,—Que le nom de l'honorable M. Prévost soit ajouté à ceux des membres composant le comité de colonisation et d'immigration.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 18 janvier 1907

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

Par M. Delâge,—la pétition du Club de Golf d'Ottawa.

Par M. Gillies,—la pétition de la ville d'Iberville.

Par M. Morrisset,—les pétitions de la compagnie de téléphone de Belle-chasse et de Paul Hébert et autres, de Québec.

Par l'hon. M. Robitaille,—la pétition de Albert H. Peters et autres, de Québec.

Par M. Tanguay (Lac St. Jean),—la pétition de la ville de Terrebonne.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Toussaint Préfontaine et autres, demandant une loi établissant les conditions de l'élargissement et de l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

De l'honorable F. B. Garneau et autres, demandant une loi constituant en corporation la "Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans".

De Chs Cushing et autres, demandant une loi amendant la charte de la cité de Montréal.

D'Ebénézer Muir et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Ebénézer Muir.

Du Rév. L. A. Déziel et autres, demandant une loi constituant en corporation les syndicats de l'école St-Edouard, à Beauport.

De la société des Artisans Canadiens-Français, demandant une loi amendant sa charte.

De la "Quebec and Saguenay Railway Company", demandant une loi amendant sa charte.

De John C. Heintz et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Merchants Light and Power Company".

De la cité de Sherbrooke, demandant une loi amendant et refondant sa charte.

Du Synode du diocèse de Montréal, demandant une loi ratifiant certains actes du Synode du diocèse de Montréal.

De Dame Gertrude-Caroline Jack et autres, demandant une loi concernant la succession de feu James Jack.

De Marie-Louise Lacombe et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe.

L'hon. M. Robitaille, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit:

"Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas, savoir:

De l'association des constructeurs de Québec.

De la ville de Mégantic.

Des frères de Saint-Vincent-de-Paul.

De la ville de Verdun.

Et de "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association", demandant respectivement une loi les constituant en corporation.

De Raymond Belleau, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De "The Montreal Street Railway Co." ;

De la compagnie "Equitable" d'assurance mutuelle contre le feu ;

Et de la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant respectivement des amendements à leur charte.

Et d'Andrew Hamilton Gault et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Andrew Fred. Gault".

Ordonné,—Que M. Godbout ait la permission de présenter un Bill (No 40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Sur motion de M. Godbout et avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill (No 43) constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Sur motion de M. Stephens et avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. McKenzie ait la permission de présenter un Bill (No 39), constituant en corporation la ville de Verdun.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 51) amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 41), modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chap. 137 et la loi 57 Vict., chap. 87 qui contiennent la charte de la corporation des Sœurs de Ste-Croix et des Sept-Douleurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 87), concernant la succession A. F. Gault.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Côté ait la permission de présenter un Bill (No 42) constituant en corporation l'association des constructeurs de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 59) constituant en corporation " Les Frères de Saint-Vincent-de-Paul ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 66) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Perrault.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre à l'étude la question d'un amendement à la loi des licences ayant pour effet d'établir une commission pour les municipalités rurales d'après le principe de celles de certaines villes pour l'octroi des licences d'hôtel?

2. Dans l'affirmative, un projet de loi sera-t-il présenté au cours de la présente session?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. Pas dans le moment. 2. Non.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter une loi au cours de la présente session, pour changer les dispositions des articles 1143, 1144 et 1145 des statuts refondus et des lois qui les amendent, à l'effet de fixer la taxe à un taux uniforme pour toutes les corporations et compagnies commerciales, basé sur le montant du capital?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Non.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter une loi, au cours de la présente session, pour changer les dispositions des articles 1145 et suivants des statuts refondus et des lois qui les amendent, de manière à charger la même taxe sur le fonds de réserve des banques et autres institutions financières que sur le capital versé?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Non.

M. Perrault propose, appuyé par M. Blanchard, et il est—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la liste des employés au palais de justice de Montréal et de ceux du palais de justice de Québec avec leurs salaires respectifs et la nature de leur emploi.

Les bills suivants sont lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Et Bill (33) concernant le club allemand " Teutonia ".

L'honorable M. Tessier, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, l'état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, et préparés par l'auditeur de la province, tel que requis, pendant l'intervalle écoulé entre la session terminée le 9 mars 1906 et l'ouverture de la session suivante le 15 janvier 1907.

ÉTAT des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la Province de Québec, pendant l'espace de temps écoulé entre la session terminée le 9 mars 1906 et l'ouverture de la session suivante, le 15 janvier 1907, et préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
2	<i>Charges sur le Revenu :</i> Timbres, Licences, etc. : Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de défrayer certaines dépenses additionnelles encourues durant le reste de l'année courante, pour le service des timbres, licences, etc., le crédit voté pour ce service pour l'exercice courant étant insuffisant.....	128	22 mars 1906.....	\$ cts. 3,500 00	\$ cts. 3,500 00	\$ cts. 3,499 70	\$ cti. 30
3	<i>Terres et Forêts :</i> Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de payer les dépenses à encourir durant le reste de l'année fiscale, par le Département des Terres et Forêts, trois des crédits affectés à ce service se trouvant insuffisants : Dépenses générales..... \$52,000 00 Arpentages..... 2,000 00 Dépenses contingentes..... 4,000 00	226	27 avril 1906.....	\$ cts. 58,000 00	\$ cts. 58,000 00	\$ cts. 58,000 00	

ETAT des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refundus de la Province de Québec, pendant l'espace de temps écoulé entre la session terminée le 9 mars 1906 et l'ouverture de la session suivante le 15 janvier 1907, et préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.—*Suite.*

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
4	<i>Gouvernement Civil :</i> Dépenses contingentes : Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de payer les dépenses contingentes des services ci-dessous, les crédits affectés à ces services pour l'exercice courant se trouvant insuffisants : Bureau du lieutenant-gouverneur . \$1,000 00 Dépt. du procureur-général. 1,500 00 do secrétaire-provincial..... 1,000 00 267		12 mai 1906 amendant O. C. No 228 du 20 avril 1906.	3,500 00	3,500 00	3,452 57	47 43
5	<i>Colonisation, Mines et Pêcheries :</i> Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de payer les comptes dus par le Département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour les services des Pêcheries et des comptes courants, les crédits affectés à ces services pour l'année courante ayant été insuffisants : Pêcheries, etc..... \$ 4,619 00 Comptes courants..... 3,850 00 284		12 mai 1906.....	8,469 00	8,469 00	8,451 50	17 50

Administration de la Justice, etc.; charges du Revenu :		287	19 mai 1906.....	9,000 00	8,718 62	281 38
<p>Montant requis d'urgence afin de permettre au Trésorier de payer pour le reste de l'année courante, les dépenses se rapportant aux services de la police et des registrateurs, les crédits de ces services pour l'année étant insuffisants.</p>						
<p>Administration de la Justice, etc :</p>						
<p>Police..... \$ 3,000 00</p>						
<p>Charges sur le revenu :</p>						
<p>Registrateurs ; salaires et dépenses contingentes... 6,000 00</p>						
<p>Charges sur le Revenu :</p>						
<p>Dépenses re licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., 63 Vict., Chap. 12 :</p>						
<p>Montant requis pour permettre au Trésorier de payer le reste de l'année les dépenses urgentes pour le service de la perception des licences, des droits sur les successions et des taxes sur les corporations commerciales, etc., le crédit pour ce service ayant été insuffisant,....</p>						
<p>356 14 juin 1906..... 3,659 00 3,365 23 293 77</p>						
<p>Dette publique :</p>						
<p>Frais d'administration :</p>						
<p>Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de payer la commission de 1/2 de 1 pour cent réclamée par la Banque de Montréal, Londres sur £1,195,300, capital des emprunts de 1874 et de 1876, payés par la dite banque à l'échéance, la somme de la dite commission s'élevant à £1,494 2s 6d, équivalant à \$7,271.40, le budget de l'année courante ne contenant pas de crédit à cette fin.....</p>						
<p>397 27 juin 1906..... 7,271 40 7,271 40</p>						

ETAT des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la Province de Québec, pendant l'espace de temps écoulé entre la session terminée le 9 mars 1906 et l'ouverture de la session suivante le 15 janvier 1907, et préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.—Suite.

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balance.
				\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
9	<i>Administration de la Justice :</i> Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de payer les dépenses relatives à l'administration de la justice, et qui n'ont pas été payées à cause de l'insuffisance des crédits affectés à ce service pour l'année finissant le 30 juin 1906.....	420	30 juin 1906....	40,000 00	40,000 00	40,000 00	
10	<i>Administration de la Justice :</i> Montant supplémentaire requis d'urgence pour permettre au Trésorier de payer les dépenses relatives à l'administration de la justice, qui n'ont pas été payées, à cause de l'insuffisance des crédits affectés à ce service pour l'année finissant le 30 juin 1906....	443a	30 juin 1906.....	25,000 00	25,000 00	24,908 52	91 48
11	<i>Asiles d'aliénés :</i> Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de payer les dépenses ayant trait au service des asiles d'aliénés, le crédit affecté à ce service, pour l'année finissant le 30 juin 1906, ayant été insuffisant.....	443b	30 juin 1906.....	33,000 00	33,000 00	31,239 49	1,760 51

12 Travaux publics :																																																													
	Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de payer certaines dépenses se rapportant aux travaux publics, les crédits affectés à trois de ces services, pour l'année finissant le 30 juin 1906, ayant été insuffisants :																																																												

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,—Bureau de l'Auditeur

Québec, 18 janvier 1907.

A. H. VERRÉT, Auditeur de la Province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Lundi, 21 janvier 1907.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Décarie,—les pétitions de l'Hôpital Alexandra ; du " Dominion Park Co," de Montréal ; de " The Western Hospital ", de Montréal ; de Francis H. W. Bovey, de Montréal.

Par M. Dion,—la pétition de la corporation de la ville de Fraserville.

Par M. Marchildon,—les pétitions de W. G. Tait et autres, de Pictou, N. S. et d'ailleurs ; de Louis A. Racine et autres, de Montréal.

Par M. Neault,—la pétition de " The Shawinigan Lake's Power and Electric Co."

Par M. Tourigny,—la pétition d'Ovide Brouillard et autres, de Drummondville et d'ailleurs.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'"Ottawa Gulf Club," demandant une loi confirmant sa charte et augmentant ses pouvoirs.

De la ville d'Iberville, demandant une loi refondant sa charte.

De la compagnie du téléphone de Bellechasse, demandant une loi amendement sa charte.

De Paul Hébert et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Continental Fire Insurance Company."

D'Albert H. Peters et autres, demandant une loi définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters.

Et de la ville de Terrebonne, demandant une loi refondant et remplaçant sa charte.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 152) ratifiant certains actes de transport des biens de successions.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 150) amendant la loi 4 Ed. VII, ch. 27.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Les bills suivants sont lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (66),—autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession.

Bill (41),—modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137 et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des Sœurs de Ste-Croix et des Sept-Douleurs.

Bill (42),—constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.

L'Ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (51) amendant de nouveau les lois concernant la " Montreal Street Railway Company "

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois, et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par l'honorable M. Leblanc.—1. Quels ont été les adjudicataires ou acquéreurs de chacun des lots de terre faisant autrefois partie du terrain de la Compagnie d'Exposition de Montréal, dans la ville de Saint-Louis, et vendus par le gouvernement du premier d'avril au trente juin 1906 ?

2. Quelle est l'étendue en superficie de ces lots ?

3. Quel a été le prix de vente au pied carré ?

4. La vente s'en est-elle faite par encan public ou par vente privée ?

5. Quel est le nom des personnes ou agents qui ont vendu pour le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :—1. Monsieur Jean P. Décarie, médecin, de la cité de Montréal.

2. 249,331 pieds carrés.

3. 13 1/2 centins.

4. Vente faite au plus haut soumissionnaire, après soumissions demandées par la voie des journaux et envoi de circulaires aux principaux courtiers d'immeubles de Montréal.

5. Vente faite par le gouvernement représenté par le ministre de l'Agriculture.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie des arrêtés du conseil, correspondance, soumissions et documents se

rapportant à la vente de 92 lots de terrain situés dans la ville Saint-Louis, appartenant autrefois à la Compagnie d'Exposition de Montréal, telle qu'annoncée par le gouvernement dans la *Gazette Officielle* du 28 avril.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : un état détaillé des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1906 jusqu'à date.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 22 janvier 1907

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :—

Par M. Chauret,—la pétition de la ville de N. D. des Neiges.

Par M. Cherrier,—la pétition de la Cie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada.

Par M. Décarie,—la pétition de Ucal H. Dandurand et autres, de Montréal.

Par M. Dupuis,—la pétition d'Edmond Lussier et autres, du village de Bordeaux.

Par M. Gendron,—la pétition d'Alphonse Taillefer et autres, de Montebello et d'ailleurs.

Par M. Lacombe,—les pétitions de Georges A. Kieffer et autres et de Joseph Lamoureux et autres, de Montréal.

Par M. Marchildon,—la pétition de J. F. Desmarais et autres, de Montréal et d'ailleurs.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l' "Alexandra Hospital," demandant une loi amendant sa charte.

De Francis H. W. Bovey demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De "The Western Hospital of Montréal", demandant une loi amendant sa charte.

De la "Dominion Park Company", demandant une loi amendant sa charte.

De la ville de Fraserville, demandant une loi amendant sa charte.

D'Alphonse Racine et autres, demandant une loi constituant en corporation l' "Aquarium".

De William G. Tait et autres, demandant une loi confirmant et ratifiant les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres à William G. Tait et autres.

Et de la "Shawinigan Lake's Power & Electric Company", demandant des pouvoirs additionnels.

D'Ovide Brouillard et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company".

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas, savoir :

Du village de Notre-Dame-des-Neiges Ouest.

De "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company."

D'Elzéar Boivin et autres.

De la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Ile d'Orléans.

Des Syndics de l'Ecole St-Edouard, à Beauport, demandant respectivement une loi les constituant en corporation.

Du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

De la corporation de la cité de Québec.

De la "Shawinigan Carbide Company."

De la "Shawinigan Water and Power Company."

De la Société des Artisans Canadiens-Français.

De la cité de Sherbrooke et de la ville d'Iberville, demandant, respectivement, des amendements à leur charte.

De Toussaint Préfontaine, demandant une loi concernant la rue Gain dans la cité de Montréal.

Des syndics de la paroisse de St-Joseph d'Alma, demandant une loi les autorisant à construire une église et pour d'autres fins.

De Dame Mathilda D. Lafrenière et autres, demandant une loi concernant la succession de feu John Pratt.

De Dame Marie Louise Tourville, demandant une loi concernant la succession de feu l'hon. Louis Tourville.

De Dame Marcelline Labranche et autres, demandant une loi ratifiant un acte de vente par Dame Marcelline Labranche à la "Society of the Montreal General Hospital."

De Dame Hectorine Langevin *et al*, demandant une loi concernant la succession de feu Sir Hector Langevin.

De Dame Gertrude Caroline Jack *et al*, demandant une loi concernant la succession de feu James Jack.

Et de Dame Marie Louise Lacombe et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe."

M. Pelletier, du comité des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill (33) concernant le Club allemand Teutonia, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (43) constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association", auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre."

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 96) constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Edouard, à Beauport.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Côté ait la permission de présenter un Bill (No 34) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill (No 50) concernant le testament de feu James Jack,

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Côté ait la permission de présenter un Bill (No 130) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (No 78) concernant la succession de feu l'honorable sir Hector Langevin.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay (Lac-St-Jean) ait la permission de présenter un bill (No 110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 31) amendant la charte du Crédit foncier Franco-Canadien.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 71) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 75) amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 77) concernant la succession Tourville.

En conséquence, il présente ce Bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 93) concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un bill (No 38) déclarant légale la vente du lot No 238 du cadastre du quartier St-Louis, Montréal, faite par Dame Marcelline Labranche *et al* à la Société de l'Hôpital Général de Montréal, et ratifiant le contrat de cette vente.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 72) concernant la "Shawinigan Carbide Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gauthier ait la permission de présenter un Bill (No 48) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 102) concernant l'élargissement et ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (No 151) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'hon. M. LeBlanc.—A la page VI du rapport général du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906, on lit ce qui suit : “ Nous avons créé, sur les deux rives du St-Laurent, “ un bon nombre de petites colonies que nous nous efforçons de peupler ”.

1. Quel est le nombre de ces petites colonies ?
2. A quel endroit, canton ou comté se trouvent-elles établies ?
3. Quel est leur nom respectif ?
4. Quelle est la date de leur fondation respective ?

Réponse par l'honorable M. Prévost :

Au sud du St. Laurent. Dans le comté de Bonaventure : 1. Colonie Ouvrard sur réserve du chemin Mercier dans les cantons Cox et Hope, ouverte en 1904.

2. Colonie St. Thomas d'Aquin, sur la réserve du chemin Mercier, en arrière de Bonaventure, dans les cantons Cox et Hamilton, ouverte en 1905.

3. Colonie de l'Alverne, dans le canton Mann, ouverte vers 1900.

4. Colonie de St-André de Ristigouche, dans le canton Ristigouche, ouverte en 1898.

Dans le comté de Matane : 5. Saint-Léandre, dans le canton Matane, ouverte en 1898.

6. Colonie du Lac du Portage, dans le canton Matane, ouverte en 1904.

7. St-Léon-le-Grand, dans les cantons Amqui et Pinault, ouverte vers 1904.

8. Colonie du Lac Amqui, dans les cantons Pinault et Jetté, ouverte vers 1904.

9. Colonie de Saint-Agricole, dans les cantons Nemtayé et Awantjish, ouverte vers 1900.

10. Colonie Awantjish, au sud-ouest de Sayabec, ouverte vers 1899.

11. Colonie du lac Pitre, dans le canton Lepage, ouverte vers 1900.

Dans le comté de Témiscouata : 12. Colonie des lacs Squattecks, canton Robitaille, où un chemin convenable se rend depuis 1904.

13. Colonie du canton Robinson, ouverte en 1904.

14. Colonie St-Benoit, dans les cantons Robinson et Packington.

Au nord du St-Laurent. Le Lac St-Jean: Réserve du canton Dalmas, parties Centre et Est, ouverte en 1904.

16. Colonie du canton Girard, ouverte en 1902.

Comté de Maskinongé : 17. Colonie du canton Masson, ouverte en 1904.

Comté de Joliette : 18. Colonie du canton Gouin, ouverte en 1905.

Comté d'Ottawa : 19. Réserve du chemin Gouin, cantons Boyer, Rochon et Moreau.

20. Saint-François Régis, au lac des Ecorces, canton Campbell, ouverture vers 1898.

21. Colonie de Saint-Aimé du lac des Iles, canton Bouthillier, ouverture vers 1901.

Comté de Pontiac : 22. Saint-Isidore, cantons Baby et Laverlochère, ouverture vers 1900.

23. Saint-Benoit, canton Laverlochère, ouverte vers 1902.

24. Saint-Placide, canton Guigues, ouverte vers 1904.

L'honorable M. Weir dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur : Rapports, états et statistiques des chemins de fer, conformément aux art. 5176, par. 4, 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1906.

(Document de la session No 20).

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur : Rapports des compagnies de chemins de fer subventionnées par la Législature de Québec, indiquant les recettes et les dépenses de ces chemins de fer et adressés à l'honorable Ministre de la Colonisation et des Travaux publics, conformément au statut 1 Ed. VII, ch. 2, pour l'année finissant le 30 juin 1906.

(Document de la session No 19).

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 23 janvier 1907

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cherrier,—la pétition de "The St. Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Co."

Par M. Décarie,—la pétition de l'hôpital Notre-Dame, de Montréal.

Par M. Delâge,—la pétition de la corporation du village de Montmorency.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la ville de Notre-Dame-des-Neiges; demandant une loi amendant sa charte.

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada, demandant une loi lui accordant des pouvoirs additionnels.

D'Ucal H. Dandurand et autres, demandant une loi constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'île de Montréal.

D'Edouard Lussier et autres, demandant une loi amendant la charte du village de Bordeaux.

D'Alphonse Taillefer et autres, demandant une loi constituant en corporation la "Little Nation Railway Company."

De George A. Kieffer et autres, demandant une loi constituant en corporation le Mont de Piété de Bonsecours.

De Joseph Lamoureux et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Assistance Publique.

Et de F. Desmarais et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Life Underwriters' Association of the Province of Quebec."

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas :

De J. E. Boulais et autres, demandant la constitution en corporation de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce ;

De Louis Lachance et autres, demandant une loi constituant en corporation la municipalité de Tétreauville ;

Et de la ville de Longueuil, demandant une loi refondant et amendant sa charte."

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Daignault ait la permission de présenter un Bill (No 35) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 46) refondant et revisant la charte de la ville de Longueuil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 129) constituant en corporation "The Canadian Nurses Association."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Qu'un comité spécial, composé des honorables Messieurs Gouin, Turgeon, Weir, Tessier, Prévost, LeBlanc, et de messieurs Tellier, Perrault, Dupuis, Tessier (Trois-Rivières), Champagne, Gillies, Cardin, Chauret, Roy (Montmagny), soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque, et qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à leurs Honneurs la proposition ci-dessus.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les Honorables Messieurs Gouin, Turgeon, Weir, Roy, Robitaille, LeBlanc, et Messieurs Champagne, Tellier, Giard, Perrault, Delâge, Lacombe et Walker agiront, de la part de cette Chambre, comme membres du dit comité des impressions.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Turgeon, Roy, Robitaille et Tessier, et MM. Blanchard, Bernard, Cardin, Champagne, Cherrier, Chauret, Delâge, Morin, Décarie, Lacombe, Tellier, Pelletier, Lemay, Walker, Mackenzie, Perrault, Bissonnette (Montcalm), Dupuis, Caron (l'Islet), Taschereau, Gendron, Lafontaine (Berthier), Tanguay (Wolfe), Smith, Ouellette, Mousseau, Gauthier et Benoît, soit nommé pour prendre en considération les divers amendements à être faits au Code municipal.

Résolu,—Que le troisième paragraphe de la 58ième règle de cette Chambre ne soit pas appliqué aux pétitions pour bills privés présentées depuis vendredi dernier, et qu'il soit suspendu jusqu'à vendredi prochain, inclusivement, en ce qui concerne la présentation des pétitions pour bills privés.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (87) concernant la succession A. F. Gault.

Bill (48) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français.

Bill (45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Bill (50) concernant le testament de feu James Jack.

Bill (78) concernant la succession de feu l'honorable Sir Hector Langevin.

Bill (31) amendant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Bill (71) amendant l'acte constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company".

Bill (75) amendant la loi 32 Victoria, ch. 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal.

Bill (72) concernant la "Shawinigan Carbide Company".

Et bill (38) déclarant légale la vente du lot No 238, du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par Dame Marceline Labranche *et al*, à la société de l'Hôpital-Général de Montréal et ratifiant le contrat de cette vente.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (33) concernant le club allemand "Teutonia".

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (43) constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association".

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 24 janvier 1907.

M. l'Orateur dépose sur la table de la Chambre l'état des affaires de diverses institutions de charité. pour l'année 1905-1906.

(Document de la session No 23.)

Aussi, un état des affaires du Club de Garrison de Québec, pour 1906.

(Document de la session No 24.)

Aussi, l'état des affaires de la commission des chemins à barrières de l'Ile Jésus, pour 1906.

(Document de la session No 25.)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Gendron,—la pétition du Rév. André Mouttet et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la "St-Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company, Limited," demandant une loi concernant la commune de Laprairie.

De l'Hôpital Notre-Dame, demandant une loi lui donnant le pouvoir d'emprunter, et pour d'autres fins.

Et de la corporation du village de Montmorency, demandant une loi déclarant que les dispositions de la loi des cités et villes, 1903, concernant les élections, lui soient applicables.

M. l'Orateur présente à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature, pour l'année 1906-1907, qui se lit comme suit :

A l'honorable Orateur et aux

honoraables membres de l'Assemblée législative.

Le Bibliothécaire a l'honneur de vous soumettre son rapport pour la vacance de 1906-1907 :

Conformément à un ordre de l'Assemblée législative, le bibliothécaire a dû préparer un supplément au catalogue général des livres de la bibliothèque imprimé en 1903. Ce premier supplément couvre les années 1903, 1904, 1905 et 1906, jusqu'au premier de décembre.

Durant cette période, la bibliothèque s'est enrichie d'environ 5,500 volumes, ainsi répartis, année par année.

1903.....	1,325
1904.....	1,020
1905.....	2,100
1906.....	1,000

Ce résultat pourra être regardé comme satisfaisant, étant donnée la modicité du budget affecté annuellement aux acquisitions de livres. Encore importe-t-il de tenir compte qu'il a fallu, en 1904, défalquer de l'appropriation ordinaire de \$2,000, la somme de \$500 pour payer une partie des frais d'impression du catalogue général.

Outre les livres achetés depuis 1903, ce premier supplément en mentionne un certain nombre d'autres qui pour une raison ou pour une autre, ne figurent pas au catalogue général. De telles omissions auraient été évitées, si la bibliothèque avait été strictement fermée au public pendant cinq ou six mois. Mais il nous a semblé préférable de ne pas avoir recours à un tel procédé sachant bien que l'on pourrait tôt ou tard, combler les lacunes. Ce travail de réparation a été accompli avec tout le soin possible par le bibliothécaire lui-même et par son assistant, et aujourd'hui l'on peut dire que le catalogue général et son supplément constituent un inventaire complet des livres de la bibliothèque.

Ce supplément maintenant sous presse sera distribué durant la présente session.

L'installation d'un certain nombre de meubles sous formes d'étagères, pouvant contenir chacun environ 200 volumes, aura sans doute pour effet de nous faire attendre le jour où une nouvelle bibliothèque sera construite avec des proportions assez vastes pour contenir à l'aise les 70,000 volumes qui, à l'heure présente, sont distribués dans sept pièces différentes. Cet éparpillement des livres constitue une regrettable anomalie, à laquelle il ne saurait être remédié qu'en faisant un grand tout de ces nombreux appendices qui rendent le service difficile, pour ne pas dire plus.

Depuis l'ouverture de la dernière session, la bibliothèque s'est accrue de 1,000 volumes et de 200 brochures, au moyen d'achats, d'échanges et de dons particuliers.

Le nombre actuel des volumes de la bibliothèque est de 70,250 et des brochures 18,300.

Le tout humblement soumis.

N. É. DIONNE,

Bibliothécaire de la Province de Québec.

Ordonné,—Que M. Delàge ait la permission de présenter un Bill (No 156) amendant l'article 806 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin ait la permission de présenter un Bill (No 157) amendant les articles 70 et 2330 des Statuts refondus pour donner au tribunal de Saint-Hyacinthe juridiction concurrente sur certaines paroisses du comté de Shefford.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Girard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de documents indiquant : 1. Le résultat de l'affectation d'une partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O et O., au paiement des divers emprunts de 1874, 1876 et 1878, en vertu de la loi 6 Ed. VII, ch. 2, avec le détail des paiements ;

2. Le résultat de l'affectation de la balance du prix de cette même vente, au montant de \$1,460,380.00, en vertu de cette même loi, au paiement de l'emprunt temporaire de \$700,000.00 du 30 juin 1897 et au parachèvement du fonds d'amortissement des actions inscrites en vertu de la loi 60 Victoria, ch. 2, avec le détail des paiements.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de documents indiquant : 1. Le montant total mis de-côté pour le fonds d'amortissement sur chacun des emprunts constituant la dette fondée de la Province, depuis le 1er juillet 1880, en vertu des statuts autorisant les dits emprunts ;

2. Ce montant et la nature des placements faits par la province de Québec depuis 1880, autres que le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O. pour assurer le paiement des divers emprunts au moment de l'échéance, au moyen des fonds d'amortissement.

3. Le montant du découvert qu'il faudra combler à l'échéance des emprunts créés depuis le 1er juillet 1880 jusqu'au 1er avril 1897, faute d'avoir observé les diverses lois autorisant leur création en rapport avec le fonds d'amortissement.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Un état détaillé de toutes les ventes, locations ou concessions à un titre quelconque, de chutes ou pouvoirs hydrauliques, consenties par le gouvernement de cette province, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er janvier 1907, avec indication du mode suivi dans chaque cas, du site et du nombre approximatif de chevaux-vapeurs utilisables de chacun de ces pouvoirs, du nom de chaque acquéreur, locataire ou concessionnaire, de la date, du terme et de la nature du droit concédé dans chaque cas, du prix obtenu et des autres condi-

tions imposées, du montant réellement perçu par la province dans chaque cas, et de la quantité de forces hydrauliques réellement développée ou utilisée, dans chaque cas.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : —une copie : 1. De tous arrêtés en conseil, contrats, rapports, lettres et documents se rapportant à la construction de la nouvelle annexe du palais de justice de Montréal ; 2. D'un état complet et détaillé des dépenses occasionnées à la province par la construction de la dite annexe.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : —Copie des ordres en conseil, correspondance, rapports et documents se rapportant à l'augmentation du subside fédéral aux provinces, depuis le 1er juillet 1905 jusqu'à date.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Gouin, dépose sur le bureau de la Chambre la correspondance relative à l'augmentation du subside fédéral.

(Document de la session No 21).

Et les minutes des délibérations de la conférence des représentants du Canada et des provinces, octobre 1906. *(Document de la session No 22).*

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon et il est—

Ordonné,—Que les minutes des procédures de la conférence interprovinciale et de la conférence des membres du gouvernement du Canada et des membres des gouvernements provinciaux tenues à Ottawa, en octobre 1906, soient imprimées dans les deux langues pour l'usage des membres de cette Chambre et publiées comme documents de la présente session.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (39) constituant en corporation la ville de Verdun.

Bill (115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

Bill (35) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce.

Bill (46) refondant et revisant la charte de la ville de Longueuil.

Et bill (129) constituant en corporation " The Canadian Nurses Association."

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 25 janvier 1907.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :—

Par M. Décarie,—la pétition de R. Sergent et autres, de Paris, France, et d'ailleurs.

Par M. Mackenzie,—la pétition de F. P. Walton, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

Du Rév. A. Mouttet et autres, demandant une loi érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe, et pour d'autres fins.

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Cardin son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres ”.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas :

De Joseph Marion, demandant une loi ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente de J.-Bte Marion à Joseph Marion ;

D'Edmond Lussier et autres, demandant une loi amendant la charte du village de Bordeaux ”.

M. Dupuis, du comité des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (66) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec quelques amendements :

Bill (42) loi constituant en corporation l'association des constructeurs de Québec.

Bill (41) loi modifiant et interprétant la loi 12 Vict., chap. 137, et la loi 57 Vict., chap. 87, qui contiennent la charte de la corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.”

Ordonné,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 114) amendant la charte de la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaulville de Montréal, et la municipalité scolaire du village de Tétreaulville de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 128) amendant la charte du village de Bordeaux.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lafontaine (Berthier), ait la permission de présenter un Bill (No 70) ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill (No 154) amendant l'article 5754a des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'expropriation.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill (No 155) amendant la loi des cités et villes, 1903.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois.—1. Le conseil de l'instruction publique a-t-il organisé un enseignement anti-alcoolique dans les écoles primaires de la province de Québec ?

2. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de voir lui-même à l'organisation d'un semblable enseignement ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—1. Dans les écoles élémentaires protestantes ainsi que dans les deux degrés des écoles modèles, les leçons sur la tempérance et sur l'hygiène sont données aux élèves, tel que requis par le programme d'études.

Le manuel autorisé de physiologie dont on se sert dans les écoles modèles et les académies est : "The making of the Body", de Longmans, nouvelle édition. Ce livre traite de la question alcoolique.

L'enseignement oral des sciences naturelles forme aussi partie du programme d'études des écoles catholiques dans les trois cours élémentaire, intermédiaire et supérieur. Parmi ces sciences se trouve l'hygiène qui comprend l'enseignement anti-alcoolique.

Le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique a approuvé divers traités sur ce sujet ; le "Manuel d'Hygiène à l'usage des écoles et des familles", par le docteur S. Lachapelle ; le "Traité élémentaire d'Hygiène privée", et les "Préceptes d'Hygiène scolaire", par le docteur J. I. Desrochers ; comme livre du maître, le livre du docteur Panneton, "Leçons d'hygiène pratique" et celui du docteur J. G. Paradis, "Petit traité d'hygiène" à l'usage des écoles primaires. Il a aussi recommandé la diffusion du livre de M. Edmond Rousseau, "Alcool et Alcoolisme" et le "Petit manuel anti-alcoolique" du chanoine R. O. Sylvain.

Par M. Langlois.—Quel est le nombre des bibliothèques publiques et gratuites dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—Il n'existe pas de statistiques à ce sujet.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. M. E. Lupien, garde-chasse de la Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé, a-t-il été destitué de ses fonctions ?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui a-t-il été destitué ?

3. Par qui a-t-il été remplacé ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. Oui.

2. Sur rapport et à la demande de M. J. A. Bélisle, inspecteur général de la chasse et de la pêche.

3. Il n'a pas encore été remplacé.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Est-ce l'intention du gouvernement de vendre encore cette année des limites à bois ?

2. Dans l'affirmative, à quel endroit de la province se trouvent ces limites ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : Non.

Il est proposé par M. Bernard, appuyé par M. Neault, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre un état complet et détaillé des items de dépenses suivantes, figurant à la page 124 du rapport général du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906, savoir :

L'honorable Jean Prévost, ministre :

Dépenses de voyage en Belgique.....\$ 2,000 00

Denis Donovan, secrétaire-particulier :

Dépenses de voyage en Belgique..... 332 85

L'abbé Jos. Arts :

Circulaires, brochures et frais de propagande, etc. 289 15

Baron de l'Epine :

Indemnité pour diriger vers la province de Québec, le mouvement d'immigration belge. 250 00

Rodolphe Lafrenière :

Rédaction, publicité et traduction..... 25 00

F. E. Turcotte :

Frais de voyage et déboursés pour évaluation de terrain..... 50 00

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre un état complet et détaillé des dépenses occasionnées à la province par le congrès de colonisation de Saint-Jérôme, en 1905.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (30) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec.

Bill (36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges. .

Bill (96) constituant en corporation les Syndics de l'école St-Edouard, à Beauport.

Bill (77) concernant la succession de feu l'honorable Louis Tourville.

Bill (93) concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe.

Et bill (102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

Le bill (34) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans, est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc.

L'honorable M. Tessier, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre : Etat des cautionnements des officiers publics de la province de Québec, du 1er février 1906 au 21 janvier 1907 inclusivement, tel que requis par l'article 633 des Statuts refondus de la province de Québec.

(Document de la session No 26).

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du premier mars 1906, pour la production de la correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés à propos du fait que dans certaines villes de cette province, les ventes de terrains pour taxes municipales sont faites par le shérif du district au lieu d'être faites par le greffier de la ville. (*Document de la session No 27*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 28 janvier 1907

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De R. Sergent et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Mattawin Lumber Company. "

Et de Frederick P. Walton, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur :

(*Tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte*).

L.-A. JETTÉ,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous en remercie bien sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 26 janvier 1907.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (No 4) amendant la loi de l'instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet) ait la permission de présenter un Bill (No 160) amendant l'article 21 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

M. Mackenzie propose, appuyé par M. Walker, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que le 3ème paragraphe de la 58ème règle de la Chambre soit suspendu et que permission lui soit accordée de présenter la pétition de Dame Marie-Louise Papineau demandant une loi concernant le testament d'Eléanor Westcott.

La pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur la table de la Chambre.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 37) concernant le Club des Ingénieurs de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137 et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 66) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 42) constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Côté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (70) ratifiant la révocation de la substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion.

Bill (44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 152) ratifiant certains actes de transport des biens de successions.

M. Delâge, appuyé par M. Godbout, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, mercredi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école polytechnique de Montréal.

Résolu,—Que, mercredi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'hygiène publique.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 29 janvier 1907

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Décarie,—la pétition de la ville de Westmount.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de Dame Marie-Louise Papineau et autres, demandant une loi concernant le testament de feu Dame Mary Eléonor Westcott, est lue et reçue.

M. Chauret propose, appuyé par M. Dupuis, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que la règle 49 de cette Chambre concernant les bills privés, soit suspendue, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Thomas Hannah, demandant une loi validant une vente et adjudication d'Ovide Antoine Richer et autres à lui-même, le 3 juillet 1885.

Ordonné,—Que la dite pétition soit lue et reçue.

La pétition est, en conséquence, lue et reçue.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Bill (115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve.

Bill (71) amendant la loi constituant en corporation la “ Shawinigan Water and Power Company ” et les lois qui l'amendent.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement.

Bill (87) concernant la succession A. F. Gault.

Bill (78) concernant la succession de feu l'honorable Sir Hector L. Langevin.

Bill (31) amendant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Bill (38) déclarant légale la vente du lot No 238 du cadastre du quartier St-Louis, Montréal, faite par Dame Marceline Labranche *et al*, à la Société de l'Hôpital-Général de Montréal, et ratifiant le contrat de cette vente.

Et bill (130) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec.”

M. Dupuis, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la ville de la Longue-Pointe.

Des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception.

De “ The Gaspesian Railway Company ”.

De “ l'Aquarium ”.

De l'Assistance publique.

Et de “ The Life Underwriters' Association of the Province of Quebec ”, demandant respectivement une loi les constituant en corporation.

De la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Et de la ville de Notre-Dame-des-Neiges, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De Chs. Cushing et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

De J. A. A. Pigeon, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Des syndics de la paroisse de Ste-Cunégonde de Montréal, demandant une loi concernant un acte de répartition et pour d'autres fins.

De J. F. Strachan et autres, demandant une loi concernant la succession de feu F. X. Beaudry.

D'Arthur Content, demandant une loi autorisant l'Association des Architectes de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres.

Du synode du diocèse de Montréal, demandant une loi ratifiant certains actes.

Et de William G. Tait et autres, demandant une loi ratifiant les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres à William G. Tait et autres."

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (No 116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Kelly ait la permission de présenter un Bill (No 47) concernant la compagnie du chemin de fer Gaspé.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Benoit ait la permission de présenter un Bill (No 65) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur Pigeon au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 80) constituant en corporation Les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 123) constituant en corporation "The Life Underwriters Association of the Province of Quebec".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 109) pour valider, confirmer et ratifier les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres héritiers de feu Sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent deux.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 53) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre III, concernant le paiement de la construction de l'église de Sainte-Cunégonde, Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 64) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 83) amendant la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 95) constituant en corporation l'Assistance publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Marchildon ait la permission de présenter un Bill (No 106) constituant en corporation l'Aquarium.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 105) amendant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (No 117) faisant disparaître les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (No 158) amendant l'article 283 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 159) amendant l'article 426 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (150) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 27.

M. Roy (Montmagny) propose, secondé par M. Thériault, que ce bill soit lu la seconde fois, maintenant. La motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur.

M. Jobin propose en amendement, appuyé par M. Mousseau.—Que le mot " maintenant " soit retranché et remplacé par les mots : " dans six mois ".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Benoit,
Bernard,
Bissonnet (Stanstead),
Blanchard,
Cardin,
Chauret,
Côté,
Décarie,
Fiset,
Gauthier,
Gillies,
Godbout,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Lacombe,
Lafferté,
Langlois.
LeBlanc,
Lemay,*

*Lemieux,
Mackenzie,
Marchildon,
Morisset,
Mousseau,
Ouellette,
Pelletier,
Pilon,
Roy (Kamouraska),
Smith,
Tanguay (Wolfe)
Taschereau,
Tellier,
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières),
Tourigny,
Turgeon,
Vilas,
Walker,
Walsh,
Weir.—Total 42.*

CONTRE :

Messieurs

Bergevin,
Caron (Matane),
Caron (L'Islet),
Cherrier,
D'Auteuil,
Delâge,
Dion,
Dupuis,

Giard,
Girard,
Lafontaine (Maskinongé),
Morin,
Roy (Montmagny),
Tanguay (Lac-St-Jean),
Thériault.—Total 15.

La proposition est résolue dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant soumise, il est—
Ordonné,—Que ce bill soit lu, la deuxième fois, dans six mois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (154) amendant l'article 5754a des Statuts refondus concernant l'expropriation.

M. Mousseau, appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (155) amendant la loi des cités et villes, 1903.

M. Mousseau, appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Fiset.—1. Le gouvernement a-t-il pris connaissance de la loi concernant l'observance du dimanche présentée à la session de 1906 du parlement fédéral ?

2. Qu'a-t-il l'intention de faire concernant cette loi ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Oui. 2. A l'étude.

Par M. Langlois.—Quel est le montant des taxes perçues des voyageurs de commerce, du premier juillet 1906 au premier janvier 1907?

Réponse par l'honorable M. Tessier : \$8,600.00.

Il est proposé par M. Langlois, appuyé par M. Lemieux, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état donnant annuellement, depuis 1894-95, les dépenses de réparation et d'entretien de Spencer Wood.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le bill (41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137 et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des sœurs de Ste-Croix et des Sept-Douleurs.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés :

Bill (59) constituant en corporation les Frères de Saint-Vincent de Paul.

Bill (110) concernant la construction d'une nouvelle église à St-Joseph d'Alma.

• Et bill (37) concernant le Club des Ingénieurs de Montréal.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre, en date du 26 février 1906, donnant le montant total approximatif dépensé par la province, depuis 1867 jusqu'au 1er juillet 1905, pour la construction des palais de justice et prisons.

(Document de la session No 28.)

Réponse à une adresse, en date du 21 janvier 1907, demandant la production de copie des arrêtés-du-conseil, correspondance, soumissions et documents se rapportant à la vente de 92 lots de terrain situés dans la ville Saint-Louis,

appartenant autrefois à la Compagnie d'Exposition de Montréal, telle qu'annoncée par le gouvernement dans la *Gazette Officielle* du 28 avril.

(Document de la session No 29.)

Et, réponse à un ordre, en date du 20 février 1906, pour la production d'une copie de la correspondance et des documents se rapportant à l'octroi aux pères de douze enfants vivants, et à un prolongement de délai à leur être accordé pour faire valoir leur réclamation. (Document de la session No 30.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 30 janvier 1907

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la ville de Beauharnois ;

De l'Académie de Billards Marcotte ;

Et de " The Quebec and St-Maurice Industrial Company " demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De la Compagnie de chemin de fer Chibougamou et Baie James ;

De " The Merchants' Light & Power Company " ;

Et de la Compagnie des Boulevards de l'Île de Montréal, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;

De la " Royal Trust Company ", demandant une loi concernant la succession de feu Robert Peddie ;

Et de F. H. W. Bovey, demandant une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen. "

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

Bill (35) constituant en corporation la compagnie d'assurance mutuelle du commerce.

Votre comité a aussi examiné le bill (72) concernant la " Shawinigan Carbide Company Limited, " et a l'honneur de le rapporter sans amendement."

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que la 49ième règle de cette Chambre soit suspendue pour ce qui concerne la pétition de la ville de Westmount demandant une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est alors lue et reçue.

M. Lemieux propose, appuyé par M. Marchildon, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que la 49ième règle de cette Chambre soit suspendue, et que la pétition de la compagnie “The Magdalen River Valley Railway Company” soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est alors lue et reçue.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un bill (No 82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 85) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un bill (No 49) amendant la charte de la ville de Beauharnois.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 79) constituant en corporation la compagnie des Boulevards de l'Île de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un bill (No 124) concernant “The Chibougamou and James Bay Railway Company.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un bill (No 112) concernant certains pouvoirs à l'Académie de billards de Marcotte.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 119) amendant la loi qui constitue en corporation “ The Quebec and St. Maurice Industrial Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 122) concernant la succession de feu Robert Peddie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter un projet de loi, au cours de la présente session, à l'effet de déterminer, d'une manière fixe, la proportion annuelle de son aide aux municipalités rurales pour la création et l'amélioration des chemins ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : A l'étude.

Par M. Bernard.—Quel est le nombre de permis de chasse accordés, en temps prohibé, par le Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, pendant l'année 1906 ?

2. Quels sont les noms des personnes à qui les dits permis ont été accordés, pendant cette année ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1 et 2. Mars 10.— A Chase Casgrain, Montréal. Permis scientifique pour se procurer des canards et autres oiseaux de mer.

Août 25—Dr F. Marien, Montréal. Permis pour fins scientifiques comme professeur de biologie et d'histologie de l'Université Laval, de Montréal, pour gibier à poil et à plume, poissons ; permis accordé pour six mois, avec obligation de faire rapport au département.

Septembre 19.—Rév. Jos. B. Mignault, séminaire de Sainte-Thérèse. Permis scientifiques pour fins générales.

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe, et il est—

Ordonné,—Que les minutes des délibérations du comité des comptes publics pendant les sessions de 1904, 1905 et 1906, soient déposées sur le bureau, et que lecture en soit donnée à cette Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.

M. Blanchard, appuyé par M. Fiset, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général certaines résolutions concernant l'école polytechnique de Montréal.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,— Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion étant soumise, la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Roy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'en sus de l'allocation annuelle qui lui est maintenant payée en vertu des lois 57 Victoria, chapitre 23, section 17, et 3 Edouard VII, chapitre 17, section 4, il sera alloué à la corporation de l'école polytechnique à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme de trois mille piastres.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Chauret, en conséquence, rapporte la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'en sus de l'allocation annuelle qui lui est maintenant payée en vertu des lois 57 Victoria, chapitre 23, section 17, et 3 Edouard VII, chapitre 17, section 4, il sera alloué à la corporation de l'école polytechnique à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme de trois mille piastres.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est agréée.

Ordonné,—Que l'hon. M. Roy, ait la permission de présenter un Bill (No 2) concernant l'école polytechnique de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (4) amendant la loi de l'Instruction publique.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour étude en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable J. O. Villeneuve.

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La motion est soumise à la Chambre, qui se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre s'étant constituée en comité général, et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que ce bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (87) concernant la succession A. F. Gault.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter à cette Chambre sans amendement.

Ordonné, Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (78) concernant la succession de Sir Hector Langevin.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (31) amendant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (38) déclarant légale la vente du lot No 238, du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par Dame Marcelline Labranche *et al*, à la Société de l'Hôpital-Général de Montréal, et ratifiant le contrat de cette vente.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois maintenant ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant posée : ce bill serait-il adopté maintenant ? La Chambre se divise et la proposition est acceptée.

En conséquence, le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'Ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (130) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivant sont lus, séparément, la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (64) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Bill (52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse la Longue-Pointe.

Bill (53) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 111, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde, Montréal.

Bill (65) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen.

Bill (68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Bill (80) constituant en corporation les Sœurs Missionnaires de l'Immaculé-Conception.

Bill (116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué.

Bill (123) loi constituant en corporation "The Life Underwriter's Association of the province of Quebec".

Bill (95) constituant en corporation l'Assistance publique.

Bill (105) amendant la charte de la cité de Montréal.

Bill (106) constituant en corporation l'Aquarium.

Et bill (117) faisant disparaître certains doutes qui semblent exister quant à certains actes du Synode du diocèse de Montréal.

Le bill (47) loi concernant la compagnie du chemin de fer de Gaspé est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre, en date du 18 janvier 1907, pour la production de copie de la liste des employés du palais de justice de Montréal et de ceux du palais de justice de Québec, avec leurs salaires respectifs et la nature de leur emploi.
(Document de la session No 31).

Réponse à un ordre, en date du 21 janvier 1907, pour la production d'un état détaillé des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1906, jusqu'à date.
(Document de la session No 32).

Réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1907, pour la production de documents indiquant : 1. Le résultat de l'affectation d'une partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O. ou paiement de divers emprunts de 1874, 1876 et 1878, en vertu de la loi 6 Éd. VII, ch. 2, avec le détail des paiements ;

2. Le résultat de l'affectation de la balance du prix de cette même vente, au montant de \$1,460,380.00, en vertu de cette même loi, au paiement de l'emprunt temporaire de \$700,000.00 du 30 juin 1897 et au parachèvement du fonds d'amortissement des actions inscrites en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 2, avec le détail des paiements.
(Document de la session No 33)

Et réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1907, pour la production de copie de documents indiquant : 1. Le montant total mis de côté pour le fonds d'amortissement sur chacun des emprunts constituant la dette fondée de la Province, depuis le 1er juillet 1880, en vertu des statuts autorisant les dits emprunts ;

2. Ce montant et la nature des placements faits par la province de Québec depuis 1880, autres que le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O., pour assurer le paiement des divers emprunts au moment de l'échéance, au moyen des fonds d'amortissement ;

3. Le montant du découvert qu'il faudra combler à l'échéance des emprunts créés depuis le 1er juillet 1880 jusqu'à 1er avril 1897, faute d'avoir observé les diverses lois autorisant leur création en rapport avec le fonds d'amortissement.

(Document de la session No 34).

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à s'unir pour la formation d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions, tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions du Conseil législatif, durant la présente session et composé des honorables Messieurs Allard, Archambault, Berthiaume, Bryson, Garneau N., Gilman, Lanctôt, Pérodeau et de Varennes, soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans le dit comité collectif.

L'honorable M. Gouin dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la commission chargée de la révision et de la refonte des Statuts généraux de la province de Québec, avec la deuxième partie du projet de refonte.

(Document de la session No 35)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi 31 janvier 1907.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (75) loi amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal.

Bill (46) loi refondant et revisant la charte de la ville de Longueuil.

Bill (77) concernant la succession de l'hon. M. Tourville.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De J.-H. Dillon, demandant une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

Du Très Révérend James Carmichael, évêque du diocèse de Montréal, et des marguilliers de la paroisse de St-Thomas, demandant une loi ratifiant un certain acte de vente ;

De la compagnie de chemin de fer Québec et Saguenay, demandant une loi amendant sa charte ;

Et de Dame Marie Louise Papineau et autres, demandant une loi concernant le testament de feu Dame Mary Eleonor Westcott.

Votre comité a aussi examiné la pétition d'Albert H. Peters et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Simon Peters et trouve que les avis n'ont été publiés dans la *Gazette Officielle* que depuis le 19 du présent mois, mais, attendu que toutes les parties intéressées ont signé la dite pétition, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle ”.

Résolu, — Que ce rapport soit adopté.

Ordonné, — Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 161) amendant le Code de procédure civile relativement à la rédaction des jugements.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Chauret, ait la permission de présenter un Bill (No 162) amendant l'article 2427 des Statuts refondus relativement à la cour des commissaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Benoit ait la permission de présenter un Bill (No 163) amendant les articles 100, 809, 819, 1061 du Code municipal relativement aux appels à la Cour de circuit et pourvoyant à la nomination d'experts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné, — Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 136) définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois, et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Walsh ait la permission de présenter un Bill (No 111) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen Joseph-Henry Dillon, au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 103) concernant la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (No 97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John-Thomas Molson de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois, et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois,—Est-ce l'intention du gouvernement d'organiser un service de statistiques relativement aux bibliothèques publiques et gratuites dans la province de Québec?

Réponse par l'honorable M. Roy : A l'étude,

Par M. Chauret,—1. Le Conseil exécutif a-t-il autorisé l'ouverture des écoles du soir ailleurs que dans les centres industriels où il y a une population d'au moins 2,500 âmes?

2. Dans l'affirmative, dans quels endroits?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. et 2. Non.

Par M. Chauret,—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, durant la présente session, des amendements à la loi des licences de façon à n'accorder une licence d'hôtel que par mille de population?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Non.

Il est proposé par M. Cardin, appuyé par M. Smith, et—

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre : Une liste des montants payés par le gouvernement à l'école de l'industrie laitière, chaque année, depuis sa fondation jusqu'à ce jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (4) amendant la loi de l'Instruction publique.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Tessier, trésorier de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, signé de sa main.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (*les députés se tenant debout, tête découverte*) ainsi qu'il suit :

L. A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1908, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces estimations à la considération de la Chambre.

(*Document de la session No 1.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 31 janvier 1907.

Ordonné, — Que ce message ainsi que les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Perrault rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois sont adoptées.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (35) constituant en corporation la compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (72) concernant la "Shawinigan Carbide Company".

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (79) constituant en corporation la compagnie des Boulevards de l'île de Montréal.

Bill (85) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen.

Bill (112) conférant certains pouvoirs à l'académie de billard Marcotte.

Bill (119) amendant la loi qui constitue en corporation "The Quebec and St-Maurice Industrial Company."

Bill (122) concernant la succession de feu Robert Peddie.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres.

M. Lacombe, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1907, demandant un état mentionnant quelles ont été annuellement, depuis 1894-95, les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer Wood.

(Document de la session No 36.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 1^{er} février 1907

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :—

Par M. Pelletier,—la pétition de L. E. Geoffrion et autres, de Montréal.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (39) constituant en corporation la ville de Verdun.

Et bill (36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges.

Votre comité a examiné aussi le bill (70) ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion, et à l’honneur de le rapporter sans amendement.”

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été données dans chaque cas, savoir :

De “ The Black Lake Chrome and Asbestos Company ”, demandant une loi ratifiant et confirmant un acte de ratification par Guillaume Narcisse Ducharme *et al* à James N. Greenshields.

De la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte relativement à l’administration générale.

De la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte relativement à la construction de conduits souterrains.

De “ The Western Hospital of Montreal ”, et de la “ Dominiom Park Company ”, demandant respectivement des amendements à leur charte.

Du Rév. Père Mouttet et autres, demandant une loi érigeant civilement la paroisse de St-Ignace de Loyola de Nominigüe et de “ The Mattawan Lumber Company ”, demandant une charte.”

Ordonné,—Que M. MacKenzie ait la permission de présenter un Bill (92) ratifiant et confirmant un acte de ratification par Guillaume Narcisse Ducharme *et al* à James N. Greenshields.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gendron ait la permission de présenter un Bill (108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d’une église et d’une sacristie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (81) amendant la loi constituant en corporation “The Western Hospital of Montreal”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (133) constituant en corporation la “Mattawan Lumber Company”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (94) amendant la charte de la “Dominion Park Company, Limited”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (100) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la construction de conduits souterrains et pour autres fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (101) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Kelly ait la permission de présenter un Bill (166) amendant la loi de la chasse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (156) amendant l'article 806 du Code civil.

M. Delâge appuyé par M. Taschereau propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Bernard.—1. A qui a été vendu le lot No 25 du XI^{ème} rang de “La Minerve” ?

2. Quand a-t-il été vendu ?

3. Quand a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. Le lot 25 du 11^{ème} rang de “La Minerve” a été vendu à Nazaire Coderre ; 2. il a été vendu le 11 janvier 1883 ; 3. 1/5 du prix d'achat a été payé le 11 janvier 1883 et la balance a été payée en avril 1884.

M. Bernard.—1. Le gouvernement a-t-il donné instruction à M. Bruce Payne de collecter la somme d'une piastres comme permis de tuer le chevreuil à tout citoyen résident ou non dans la province de Québec ?

2. Dans l'affirmative, sur quel article de la loi le Ministre de la Colonisation des Mines et des Pêcheries, s'est-il basé pour donner pareil ordre ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : Non.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (75) amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (46) refondant et revisant la charte de la ville de Longueuil.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (77) concernant la succession Tourville.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company".

Bill (114) amendant la charte de la cité de Québec.

Bill (83) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-des-Neiges.

Bill (111) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Henry Dillon au nombre de ses membres.

Et bill (97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 103) concernant la compagnie du chemin de fer Quebec et Saguenay.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 4 février 1907

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, les états d'affaires de plusieurs institutions de charité, pour l'année 1905-1906.

(Documents de la session No 23.)

M. Pelletier propose, appuyé par M. Daignault, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue et que la pétition de L. E. Geoffrion et autres, de la cité de Montréal, demandant un bill incorporant le Club de Réforme de Montréal, soit maintenant lue et reçue.

La pétition est, en conséquence, lue et reçue.

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet) ait la permission de présenter un Bill (164) amendant l'article 833 du Code de procédure civile, relativement à la

contrainte par corps dans les cas d'actions en dommages basées sur ses injures verbales ou écrites.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lafontaine (Berthier) ait la permission de présenter un Bill (169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (70) ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (49) amendant la charte de la ville de Beauharnois.

Bill (101) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale.

Bill (100) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins.

Bill (92) ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme *et al* à James-N. Greenshields.

Bill (108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe, et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie.

Et bill (94) amendant la charte de la " Dominion Park Company, limited. "

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Delage.—1. En quelle année les commissions scolaires catholiques et protestantes des cités de Montréal et de Québec ont-elles été organisées et par quel gouvernement ?

2. En vertu de quelles lois ces commissions existent-elles ?

3. A la demande de qui et par quel gouvernement ces lois ont-elles été proposées ?

4. Quelle institution similaire ces commissions ont-elles remplacée ?

5. Quelles sont les membres qui composent actuellement ces différentes commissions, la date de leur nomination et par qui ont-elles été nommés ?

6. Une enquête a-t-elle déjà été tenue sur ses commissions ? Dans l'affirmative, à quelle date, par qui fut-elle demandée, par qui fut-elle faite ? Un rapport a-t-il été préparé et transmis ?

7. Le gouvernement a-t-il reçu quelque plainte : 1. Quant à la composition actuelle des dites commissions ; 2. Quant à l'administration qu'elles font des deniers qui leur sont confiés ; 3. Quant à leur observation des lois et règlements concernant l'instruction publique dans cette province.

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. En 1846, en vertu de l'acte 9 Vict., ch. 27, s. 42, par le gouvernement Draper-Viger.

2. En vertu de l'acte 9 Vict., ch. 27, compris dans le chapitre 15 des S. R. du B. C. et amendé, quant au nombre des commissaires d'écoles de Montréal et de Québec, et à leur mode de nomination par 32 Vict., ch. 16 ; 54 Vict., ch. 52, et 57 Vict., ch. 24.

Actuellement la commission scolaire catholique de Montréal est composée de neuf membres, dont trois sont nommés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, trois par l'archevêque de Montréal, et trois par la corporation de la cité de Montréal.

La commission scolaire catholique de Québec est composée de huit membres, dont quatre sont nommés par le gouvernement et quatre par la corporation de la cité de Québec.

Les commissions scolaires protestantes de Montréal et de Québec comprennent chacune six membres, dont trois sont nommés par le gouvernement et trois par chacune des corporations de ces villes.

3. (a). Il n'y a aucune trace de ces demandes dans les archives des départements.

(b). Par les gouvernements Draper-Viger, Chauveau, Mercier et Taillon.

4. Les commissions antérieures organisées par l'acte 9 Vict., ch. 27, s. 52,

étaient composées chacune de six membres, tous nommés par les corporations des cités de Montréal et de Québec.

5. La commission scolaire catholique de Montréal est actuellement composée de MM. le chanoine, Dauth, président, le curé W. O'Meara, le chanoine F. L. T. Adam, nommés par l'archevêque de Montréal, le juge C. Piché, J. H. Semple, le juge Paul, G. Martineau, nommés par le gouvernement; l'échevin S. D. Vallières, l'échevin Dan Gallery, l'échevin L. Payette, nommés par la corporation de Montréal.

La commission scolaire protestante de Montréal comprend : Le Rev. W. I. Shaw, président, M. G. W. Stephens, M. P. P., le Rev. Jas. Barclay, nommés par le gouvernement; M. H. A. Ekers, maire de Montréal, l'échevin J. Robertson, l'échevin I. H. Stearns, nommés par la corporation.

La commission scolaire catholique de Québec est composé de huit membres, savoir : MM. l'abbé J. D. Beaudoin, curé, J. B. Morissette, William Power, Abel Rochette, nommés par le gouvernement; Mgr Gauvreau, curé de St-Roch, le Rév. Père Valiquette, curé, le Rév. Père Henning, curé, le docteur Jobin nommés par le Conseil de Ville.

La commission scolaire protestante de Québec est composé comme suit : Le très Rév. L. W. Williams, M. A. J. Messervey, M. Peter Johnson, nommés par le gouvernement; M. E. A. Pfeiffer, M. W. J. Ray, M. Alex. Cummings, nommés par le Conseil de Ville.

6. Oui, à Montréal, en 1883, fut demandée par requête d'un grand nombre de citoyens de Montréal.

MM. Charles J. Coursol, Léonidas H. Davidson, Charles J. Doherty, Charles Glackmeyer et Adélard de Martigny furent nommés commissaires pour tenir cette enquête par commission du 4 janvier 1883. Un rapport a été fait et reçu au secrétariat, le 29 juin 1883.

7. Non.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. M. Joseph Thibeu, de Sainte-Anne des Monts, comté de Gaspé, est-il à l'emploi du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les positions qu'il occupe ?

3. Quelle est la date où il a commencé à exercer chacune de ses fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Oui.

2. Régistrateur, depuis le 21 février 1880; greffier de la cour de magistrat, puis greffier de la cour de circuit, depuis le 18 décembre 1894.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes contre un de ses employés du nom de Joseph Thibeu, résidant à Sainte-Anne des Monts, comté de Gaspé ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de ces plaintes ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui.

2. Deux des chefs de la plainte reçue ne se rapportent en rien aux charges remplies par M. Joseph Thibeau ; les autres ont trait à des matières de procédure dont la connaissance aurait dû être référée à un tribunal.

Par M. Fiset.—1. En quelle année le gouvernement a-t-il vendu le pouvoir d'eau de La-Tuque, dans le comté de Champlain ?

2. Quel montant l'a-t-il vendu ?

3. A quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. La vente date du 18 mars 1905.

2. \$50,000.00.

3. Dépenser \$500,000.00 dans les trois ans de la vente pour développer le pouvoir hydraulique sous peine de révocation de la vente.

Par M. Delâge.—1. L'honorable Secrétaire de la province a-t-il reçu une requête de la part d'un certain nombre d'institutrices n'enseignant plus, mais ayant enseigné pendant 25 années et plus, par laquelle elles demandent une gratification, en outre de leur pension, pour leurs services rendus à la cause de l'éducation ?

2. Semblable requête a-t-elle été transmise à l'un des comités du Conseil de l'Instruction publique et, dans l'affirmative, a-t-elle reçu son approbation ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder cette demande ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—1. Oui.

2. Oui.

3. A l'étude.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Résolu,—Que demain la Chambre se formera en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les terres publiques.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 2) concernant l'Ecole Polytechnique de Montréal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'hygiène publique.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;—et la motion étant soumise à la Chambre,—elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Roy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se forme, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que deux membres du Conseil d'hygiène de la province de Québec, en sus des sept autorisés par la loi 1 Edouard VII, chapitre 19, section 2, recevront l'allocation de cinq piastres par jour accordée par la section 3 de la dite loi pour chaque assemblée en outre de leurs dépenses de voyages et des autres dépenses nécessaires.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Robitaille fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. Robitaille rapporte, en conséquence, la résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que deux membres du Conseil d'hygiène de la province de Québec, en sus des sept autorisés par la loi 1 Edouard VII, chapitre 19, section 2, recevront l'allocation de cinq piastres par jour accordée par la section 3 de la dite loi, pour chaque assemblée, en outre de leurs dépenses de voyages et des autres dépenses nécessaires.

La dite résolution ayant été lue deux fois est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (5) concernant l'hygiène publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 5 février 1907

M. Bergevin, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic ;
De "The Philipsburg Railway and Quarry Company" ;
Du "Ottawa Gulf Club" ;
De la Compagnie de Téléphone de Bellechasse ;
Et de la ville de Westmount, demandant respectivement des amendements à leur charte ;
De la "Quebec Eastern Railway Company" ;
De la "Continental Fire Insurance Company" ;
De la "Provincial Fire Insurance Company", demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;
De Frederick P. Walton, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen."

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill 48.—Loi amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français

Bill 59.—Loi constituant en corporation les Frères Saint-Vincent de Paul.

Bill 37.—Loi concernant "The Engineers Club of Montreal".

Bill 80.—Loi constituant en corporation les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception.

Et bill 95.—Loi constituant en corporation l'Assistance publique.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill 129.—Loi constituant en corporation "The Canadian Nurses Association".

Bill 65.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen.

Bill 117.—Loi élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal.

Bill 111.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Henry Dillon, au nombre de ses membres.

Bill 97.—Loi ratifiant et confirmant le contrat d'une vente par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill 50.—Loi concernant le testament de feu James Jack, et trouve que le préambule du dit bill n'a pas été prouvé.

Le promoteur du bill 123.—Loi constituant en corporation "The Life Underwriters' Association of the Province of Quebec", ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à Votre Honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill et que les sommes payées par lui au comptable de l'Assemblée législative lui soit remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill.

Votre comité recommande à Votre Honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au douze du présent mois, inclusivement."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill 103.—Loi concernant la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements :

Bill 47.—Loi concernant la compagnie du chemin de fer de Gaspé ;

Bill 51.—Loi amendant de nouveau les lois concernant la " Montreal Street Railway Company".

Votre comité recommande, aussi, que le délai pour la présentation des bills privés soit étendu jusqu'à mardi prochain, le 12 courant."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un bill (62) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morisset ait la permission de présenter un bill (88) amendant la charte de la compagnie de téléphone de Bellechasse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morisset ait la permission de présenter un bill (90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tourigny ait la permission de présenter un bill (89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un bill (91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (126) amendant la charte de la ville de Westmouut.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un bill (63) constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un bill (141) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Laferté ait la permission de présenter un bill (165) détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (172) amendant le Code de procédure civile relativement à la cession de biens.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat d'élection suivant pour le district électoral de Montréal, division No 5 :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 5 février 1907.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du septième jour de janvier mil neuf cent sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à l'honorable Rosaire Thibaudeau, officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, division No 5, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec durant la présente Législature aux lieu

et place de M. C. Benfield Carter, décédé, M. Charles-Ernest Gault, courtier, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Charles-Ernest Gault, écuyer, député élu pour la division électorale de Montréal, division No 5, ayant prêté le serment d'office et signé le rôle qui le contient, prend son siège après le cérémonial d'usage.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général certaines résolutions concernant les terres publiques.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Gouin :— Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, alors, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ),

Résolu,—Que l'endroit ou les endroits où pourra être coupé du bois en vertu d'un permis émis par le ministre des terres et forêts, en vertu de l'article 1343b (4 Ed. VII, c. 13, s. 21 ; 5 Ed. VII, c. 16, s. 9) des Statuts refondus, pourront être déterminés par ce ministre.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Perrault rapporte alors la dite résolution qui est lue, la première fois, comme suit :

Résolu,—Que l'endroit ou les endroits où pourra être coupé du bois en vertu d'un permis émis par le ministre des terres et forêts, en vertu de l'article 1343b (4 Ed. VII, c. 13, s. 21 ; 5 Ed. VII, c. 16, s. 9) des Statuts refondus, pourront être déterminés par ce ministre.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides :

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity," pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum," (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mil trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants' Home", Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour l'entretien d'enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young men's

Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Western General Hospital," pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Incurables, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent qua-

rante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies' Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu

du Sacré-Cœur de Jésus, pour les épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Œuvre de la Crèche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hotel-Dieu de Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Perrault rapporte alors du comité des subsides plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity," pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum," (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mil trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants' Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

22. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

23. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

24. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

25. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies' Hebrew Benevolent Society", pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

26. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour l'entretien d'enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Western General Hospital," pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordé à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent piastres soit accordée

à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Incurables, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies' Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Christian Association," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Œuvre de la Crèche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux

Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

79. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

80. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

81. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (157) amendant les articles 70 et 2330 des Statuts refondus pour donner au tribunal de Saint-Hyacinthe juridiction concurrente sur certaines paroisses du comté de Shefford.

Ordonné,—Que cet ordre du jour soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (161) amendant le Code de procédure civile relativement à la rédaction des jugements.

M. Taschereau, appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. Perrault propose, appuyé par M. Blanchard, et il est—

Résolu,—que le 5ème paragraphe de la 57ème règle de cette Chambre, soit amendé en ajoutant les mots “ d'architecte, d'ingénieur civil ”, après le mot “ d'arpenteur ”.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (71) amendant l'acte constituant en corporation la “ Shawinigan Water & Power Company ” et les lois qui l'amendent.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marchildon fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (39) constituant en corporation la ville de Verdun.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 6 février 1907.

M. Bissonnette (Montcalm) du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la “ North Shore Power Company ” et de la ville de Fraserville, demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De Ebenezer Muir *et al*, demandant une loi, concernant la succession de feu Ebenezer Muir ;

De la “ Lower St-Lawrence Power Company ” ;

Et du Mont de piété “ Le Bonsecours,” demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;

De la “ St-Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company ”, demandant une loi concernant la commune de Laprairie.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la corporation du village de Montmorency demandant une loi concernant ses élections municipales et trouve que les avis ne sont pas complètement donnés, mais comme la matière a été discutée dans le conseil de la dite municipalité et que la majorité du dit conseil a approuvé la pétition, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine demandant une loi la constituant en corporation, votre comité trouve que les avis ne sont pas complètement donnés, mais attendu que les trente jours d'avis seront à peu près expirés lorsque le bill sera pris en considération par le comité des chemins de fer, en conséquence, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (160)—loi amendant l'article 21 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendement :

Bill (159)—loi amendant l'article 426 du Code municipal.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (116)—loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry, à vendre certain bien substitué.

Bill (85)—loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Francis-Henry-Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen ”.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (44)—loi divisant la paroisse de la Longue-Pointe, et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et la municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal.

Et bill (52)—loi érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe ”.

L'honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (152)—loi ratifiant certains actes de transport de biens de successions ”.

Il est proposé par M. Perrault, appuyé par M. Lacombe, et —

Ordonné,—Que le bill (159) amendant l'article 426 du Code municipal, rapporté par le comité du Code municipal avec certains amendements, soit de nouveau référé au dit comité avec instruction de le reconsidérer.

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet) ait la permission de présenter un Bill (55) amendant la charte de la compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (113) concernant la commune de Laprairie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dion ait la permission de présenter un Bill (120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (107) constituant en corporation le mont-de-piété, “ Le Bonsecours.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (74) amendant la loi organique de la “The North Shore Power Company”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (118) concernant la substitution Ferdinand David.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéi-commissaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Delàgè ait la permission de présenter un Bill (137) concernant le village de Montmorency.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (57) concernant la compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill (99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, Limitée.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny), ait la permission de présenter un Bill (69) constituant en corporation “The Lower Saint Lawrence Power Company.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill (168) amendant la loi 34 Victoria, ch. 12, et les lois qui l'amendent, concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois, et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chaurét ait la permission de présenter un Bill (173) amendant l'article 2098 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (174) amendant l'article 89 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (167) amendant les articles 443 et 485 du Code de procédure civile relativement à la taxation des jurés assignés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Jobin ait la permission de présenter un Bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

En conséquence il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. Tellier propose, appuyé par l'hon. M. LeBlanc, et il est—

Ordonné,—Que le nom de M. Gault soit ajouté à ceux des membres composant les comités des bills privés, des chemins de fer, des comptes publics et des industries.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Taschereau.—1. Combien y a-t-il de compagnies d'assurance mutuelle (a) contre le feu, (b) sur la vie, faisant affaires dans la province de Québec ?

2. Le gouvernement se propose-t-il de nommer une commission pour faire une enquête sur leurs opérations et leurs conditions financières ?

3. Le gouvernement sait-il que plusieurs de ces compagnies d'assurance mutuelle sont loin de donner les garanties voulues de solvabilité ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1a. Quinze compagnies organisées sous les dispositions des Statuts refondus, titre II, chapitre 3, section 17, faisant affaires ; cinquante-quatre certificats ont été émanés en faveur de compagnies organisées sous les dispositions des Statuts refondus, titre II, chapitre 3, section 18. Ces compagnies ne sont pas sujettes à inspection.

1b. Aucune sous le contrôle du gouvernement de Québec.

2. A l'étude.

3. Non.

Il est proposé par M. Mousseau, appuyé par M. Jobin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des archives du coroner du district de Montréal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (162) amendant l'article 2427 des Statuts refondus relativement à la cour des commissaires.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (164) amendant l'article 833 du Code de procédure civile, relativement à la contrainte par corps dans les cas d'actions en dommages basées sur injures verbales ou écrites.

M. Caron (L'Islet), appuyé par M. Panet, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Résolu,—Que, jeudi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer une certaine résolution affectant certains deniers au paiement de la dette publique.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution concernant les terres publiques, rapportée du comité général, mardi, le 5 février dernier.

La résolution est, en conséquence, lu la deuxième fois et agréée.

Ordonné,—Que l'hon. M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (7) concernant les terres publiques.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (5) amendant la loi d'hygiène publique, 1901.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (71) amendant la charte de "The Shawinigan Water & Power Co".

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

L'amendement est lu la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cet amendement soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (48) amendement la charte de la Société des Artisans Canadiens-français.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (59) constituant en corporation les Frères de Saint-Vincent de Paul.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (37) concernant "The Engineers Club of Montreal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac Saint-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (80) constituant en corporation les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill, est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le Bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (95) constituant en corporation l'Assistance publique.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac Saint-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (129) constituant en corporation " The Canadian Nurses Association ".

Ce Bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (65) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (117) faisant disparaître certains doutes qui semblent exister quant à certains actes du Synode du diocèse de Montréal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (111) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Henry Dillon au nombre de ses membres.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (103) concernant la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (47) concernant la compagnie du chemin de fer de Gaspé.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (51) amendant de nouveau les lois concernant "The Montreal Street Railway".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada."

Et Bill (90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company".

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer :

Bill (91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company."

Bill (88) amendant la charte de la compagnie de téléphone de Bellechasse.

Et Bill (62) amendant la charte de la compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (43) constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association".

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 7 février 1907

Proposé par M. Tanguay (Lac Saint-Jean), appuyé par M. Taschereau et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que les règles 49 et 51 de cette Chambre soient suspendues pour ce qui concerne la pétition des syndics nommés pour la construction d'une nouvelle église dans la paroisse de Saint-Prime, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La pétition est, en conséquence, lue et reçue.

L'honorable M. Kaine, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 34.—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans, et l'a adopté avec un amendement.”

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill 122.—Loi concernant la succession de feu Robert Peddie.

Et bill 82.—Loi autorisant l'association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres.”

“ Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill 112.—Loi conférant certains pouvoirs à l'Académie de billard, Marcotte.

Bill (83)—loi amendant la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame des Neiges.”

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant leurs Honneurs de se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres avec mission d'étudier les rapports faits par la commission chargée de reviser et de refondre les Statuts d'un caractère général et permanent de la province, et de faire rapport, et informant leurs Honneurs que cette Chambre a nommé les honorables MM. Gouin et Weir, et Messieurs Champagne, Tellier, Taschereau, D'Auteuil, Mackenzie et Morin pour agir, de la part de cette Chambre, comme membres du dit comité conjoint.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Ordonné,—Que M. Lafontaine (Maskinongé) ait la permission de présenter un Bill (No 179) amendant l'article 1048 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 178) amendant le Code municipal relativement à l'entretien des chemins macadamisés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 177) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Lemieux.—1. Le gouvernement a-t-il reçu un rapport du bureau d'hygiène provincial sur la question de la mortalité infantile à Montréal ?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des suggestions du bureau d'hygiène provincial, relativement à l'inspection du lait et à l'établissement de dépôts de lait pur dans les grandes villes ?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de présenter quelque projet de loi pour protéger la vie des enfants contre l'incurie, la fraude et la malpropreté de certains laitiers ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—1. Sans avoir fait un rapport écrit, une délégation du conseil d'hygiène, au cours d'une entrevue avec le Premier Ministre et le Secrétaire de la province, l'été dernier, leur a représenté combien était grande la mortalité infantile, à Montréal en particulier, et l'attribuant en grande partie au lait, elle leur a soumis un projet de règlements relatifs au commerce du lait. Le gouvernement a subséquemment sanctionné ces règlements.

2. A la suggestion du conseil d'hygiène, il a été décrété par la loi d'hygiène de 1901, art. 47, que les pouvoirs des inspecteurs municipaux s'étendent aux vacheries et laiteries situées en dehors comme en dedans des limites de la municipalité dont relèvent ces officiers.

De plus, en nommant, l'année dernière, des inspecteurs de fromageries et de beurreries, le gouvernement a raison de croire que cette inspection aura pour résultat assez direct l'amélioration générale des laiteries et vacheries par toute la province.

Quant à la création de grands dépôts de lait dans les villes, il paraît sembler qu'il appartient plutôt aux villes intéressées qu'à l'autorité provinciale d'y pourvoir.

Il est proposé par M. Perrault, appuyé par M. Lacombe, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Une liste du montant total, par comté, des dépenses faites par les muni-

cipalités rurales de la province, dans l'espace des dernières dix années, pour la création ou l'amélioration des chemins, suivant les rapports faits aux départements de l'Agriculture, de la Colonisation ou des Travaux Publics.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Une liste des comtés dont une ou plusieurs municipalités n'ont pas encore fait rapport à l'honorable Secrétaire de la province, depuis 1905, sur leur situation financière, tel que requis pour le rapport intitulé : " Statistiques municipales ".

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Une liste du montant total des octrois, par comté, dans l'espace des dernières dix années, accordés par le gouvernement de la province aux municipalités rurales, pour la création ou l'amélioration des chemins.

Il est proposé par M. Tellier, appuyé par M. d'Auteuil, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :

Copie de tous documents, lettres et requêtes se rapportant à la demande d'allocation faite au gouvernement de cette province pour l'établissement d'une école ou académie commerciale de langue anglaise en la paroisse de St-Patrice de Rawdon, dans le district de Joliette.

Ordonné,—Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill (140) concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (151) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

M. Langlois, appuyé par M. Lacombe propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (165) détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

M. Laferté, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits en comité général au Bill (71) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company."

Ces amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry, à vendre certain bien substitué.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (85) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Francis-Henry-Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe, et érigeant la municipalité du village de Tétreaulville de Montréal, et la municipalité scolaire du village de Tétreaulville de Montréal.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Côté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (81) amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal".

Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount.

Bill (74) amendant la loi organique de la "North Shore Power Company."

Bill (86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.

Et bill (69) constituant en corporation "The Lower Saint Lawrence Power Company."

Le bill suivant est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer ;

Bill (63) constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (4) amendant la loi de l'Instruction publique.

Bill (42) constituant en corporation l'association des constructeurs de Québec.

Bill (66) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 8 février 1907

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la compagnie du chemin de fer de Québec au Lac Champlain ;

De la compagnie du chemin de fer Pontiac Central, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;

Et de la cité de Sorel, demandant des amendements à sa charte.

“ Votre comité a aussi examiné la pétition de la “ Shawinigan Lakes’ Power and Electric Company,” demandant des pouvoirs additionnels, et trouve que les avis n’ont pas été publiés dans les journaux anglais, mais comme la grande majorité des habitants de la localité intéressée parle la langue française, et que de plus, il n’y a pas de journaux anglais dans le comté, votre comité est d’opinion que les avis sont suffisants.

Quant à la pétition des syndics de l’église de Saint-Prime, demandant un bill relatif à la construction de la dite église, votre comité trouve que les avis n’ont pas été donnés, mais attendu que votre honorable Chambre a suspendu toutes les règles concernant cette pétition et le bill, vu l’urgence, votre comité est convenu de rapporter la dite pétition favorablement.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (106) constituant en corporation l’Aquarium ;

Bill (96) constituant en corporation les syndics de l’école St-Edouard, à Beauport ;

Bill (64) amendant la charte de la ville de St-Louis ;

Votre comité a aussi examiné le Bill (92)—loi ratifiant et confirmant un acte de ratification par Guillaume-Narcisse Ducharme *et al*, à James N. Green-shields et à l’honneur de le rapporter sans amendement.”

Ordonné,—Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill (132)—constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Pontiac Central.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (67)—concernant la cité de Sorel.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (125)—amendant la charte du Crédit municipal canadien.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Neault ait la permission de présenter un Bill (121)—concernant “ The Shawinigan Hydro Electric Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Côté ait la permission de présenter un Bill (134)—constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec au lac Champlain.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay (Lac St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (142)—concernant la construction d’une nouvelle église à St-Prime.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. D’Auteuil ait la permission de présenter un Bill (176) amendant la loi de la pêche de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (180) amendant l’article 1688 du Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative, qu’il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (31) amendant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Bill (72) concernant la “ Shawinigan Carbide Company, Limited.”

Bill (75) amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le bureau des commissaires d’écoles protestantes de Montréal.

Bill (130) amendant la loi concernant l’éducation dans la province de Québec, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d’écoles protestantes de la cité de Québec.

L’ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (152) ratifiant certains actes de transport de biens de successions.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac St-Jean), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (160) amendant l'article 21 du Code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi prochain pour considération en comité général.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Quels sont les agents des courtiers étrangers et les courtiers non résidents qui ont payé des droits de licence pendant l'année finissant le 30 juin 1906 ?

2. Quel est le montant des droits de licence payé par chacun d'eux ?

Réponse par l'hon. M. Gouin :—1 et 2, Agents de courtiers étrangers :

Louis S. Colwell,	Montréal.....	\$ 2000.00
Charles D. Monk	"	2000.00
Norman Benmore	"	2000.00
Norman F. Nash	"	2000.00
Alexander F. Mitchell	"	2000.00
John J. Quinlan	"	2000.00

Courtiers non résidents :

Robert A. Manning, Boston.	500.00
----------------------------	-------	--------

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement a-t-il prélevé aucuns montants d'argent sur les transferts d'actions, bons, etc., faits par J. J. Quinlan & Co., ou W. B. Chandler, depuis le 1er mai jusqu'au 1er novembre 1906 ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui.

2. De J. J. Quinlan & Co., \$631.90. De W. B. Chandler, \$1,647.70.

Par M. Langlois —1. A combien s'élève le produit de la vente des timbres judiciaires dans la province de Québec, 1905-1906 ?

2. Quel est le montant pour chaque district de la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—1. \$233,617.20.

2. Cette information se trouve dans l'état No 15, page 64, des Comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906.

Par l'honorable M. LeBlanc,—1. Le prix d'achat des limites à bois comportant les blocs No 3 de la rivière Bonaventure et Nos 1 et 2 de la rivière Bonaventure, en arrière, a-t-il été payé au gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et par qui ?

3. Quel est le nom des différentes personnes qui se sont portées acquéreurs des limites depuis le 1er juillet 1897 ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui.

2. Le 10 février 1902, par M. Napoléon Drouin.

3. M. Raymond Préfontaine ; M. le docteur Warren pour M. Raymond Préfontaine, M. Napoléon Drouin représentant M. Préfontaine.

Il est proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Perrault, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie du rapport de M. le Dr Woods, inspecteur des prisons, etc., en date du 10 avril 1906 et de la réponse à ce rapport de M. L. U. A. Genest, greffier de la paix, Trois-Rivières, en date du 28 avril 1906, adressé à M. le shérif Charles Dumoulin et transmise à l'honorable Procureur Général, à Québec.

Il est proposé par M. Giard, appuyé par M. D'Auteuil, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

1. Un état détaillé des revenus et des dépenses du parc National des Laurentides pour les années fiscales expirant les 30 juin 1905 et 30 juin 1906 ;

2. Du nombre des bâtisses qu'il y a dans le parc, l'endroit où elles sont situées et leur destination, avec le coût de construction et d'entretien de ces bâtisses.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Un état donnant : 1. La superficie en milles carrés du Parc National des Laurentides ;

2. Le nombre des surintendants et des gardiens employés dans le parc et le nombre de ceux employés dans un rayon de dix milles du parc, depuis le premier janvier 1905 jusqu'à date ;

3. Le nom de ces employés avec le salaire ou les gages payés à chacun d'eux ;

4. L'endroit que chacun d'eux surveille ou est supposé surveiller ;

5. Le temps pendant lequel chacun de ces employés a été réellement employé à cet ouvrage ;

6. Le nombre de caribous tués dans le parc durant l'année 1905 ;

7. Le nombre d'originaux tués dans le parc durant l'année 1905 ;

8. Le nom des personnes qui les ont tués ;

9. Le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc en 1905 ;

10. Le nom des personnes qui ont obtenu des permis de pêcher et de chasser dans le parc en 1905 ;

11. Le nombre de caribous tués dans le parc en 1906 ;
12. Le nombre d'orignaux tués en 1906 ;
13. Le nom des personnes qui les ont tués ;
14. Le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc en 1906 ;
15. Le nom des personnes qui ont obtenu un permis de chasser dans le parc en 1906.

Il est proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de tous documents, correspondance et plans se rapportant à la location, par le gouvernement, à Napoléon Drouin, marchand et échevin, de la ville de Québec, des îles de la rivière Bonaventure mentionnées à l'acte de location, depuis juillet 1897.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie d'ordres en conseil, correspondances, et tous documents concernant la vente de certaines limites à bois comportant le bloc No 3 sur la rivière Bonaventure, et les blocs Nos 1 et 2 sur la rivière Bonaventure, en arrière, depuis le 1er juillet 1897.

Proposé par M. Lafontaine (Maskinongé), secondé par M. Bernard et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

Un état détaillé des limites à bois vendues dans la province de Québec depuis le 13 mars 1902 avec le nom des acheteurs et adjudicataires originaux ; celui des acquéreurs subséquents, avec la date et le prix d'acquisition, et la date du transport dans chaque cas, avec copie des ordres en conseil fixant les honoraires des limites transférées.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (122) concernant la succession de feu Robert Peddie.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (112) conférant certains pouvoirs à l'Académie de billards Marcotte.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (83) amendant la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (34) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (81) amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal."

Bill (99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, à responsabilité limitée.

Bill (118) concernant la substitution des biens de Ferdinand David.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur la table de la Chambre :—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1907, pour la production d'une liste des comtés dont une ou plusieurs municipalités n'ont pas encore fait rapport à l'honorable Secrétaire de la province depuis 1905 sur leur situation financière, tel que requis pour le rapport intitulé : "Statistiques municipales."

(Document de la session No 37)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 11 février 1907.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (14) concernant les jurés du coroner.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (11) amendant le Code de procédure civile relativement aux actions *in formâ pauperis* et à certaines dispositions.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (10) amendant la loi concernant les syndicats coopératifs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (96) constituant en corporation les Syndics de l'école de Saint-Edouard, à Beauport.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (64) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (92) ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme *et al*, à James-N. Greenshields.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (107) constituant en corporation le mont-de-piété " Le Bonsecours ".

Bill (55) amendant la charte de la compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires.

Bill (67) concernant la cité de Sorel.

Et bill (125) amendant la charte du Crédit municipal canadien.

Le bill suivant est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer :

Bill (132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company".

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Taschereau,—1. Combien ont coûté, dans la province, les enquêtes des coroners pendant la dernière année fiscale ?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'apporter quelques changements aux systèmes d'enquêtes des coroners actuellement en usage ?

3. Le gouvernement est-il satisfait des résultats que donnent ces enquêtes ?

Réponse par l'hon. M. Gouin :—1. \$26,663.81.

2. Oui.

3. Les résultats n'ont pas toujours été satisfaisants.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Quels sont les différentes compagnies d'assurance qui ont payé la taxe directe imposée sur les corporations commerciales en vertu des articles 1143 et 1153b des Statuts refondus de Québec, (51-52 Vict., ch. 11, 59 Vict., ch. 15), durant l'exercice terminé le 30 juin 1906 ?

2. Quels sont les montants payés par chacune d'elle ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—Réponses 1 et 2.

VIE

Manufacturers Life Ins. Co.....	\$ 1,843.00
National Life Ass. Co. of Canada.....	250.00
Æthna Life Ins. Co.....	3,610.85

Pelican and British Empire Life Ins.....	\$ 477.22
Sun Life Ass. Co. of Canada.....	5,751.67
North British & Mercantile.....	100.41
La Sauvegarde.....	250.00
Standard Life Ass. Co.....	1,948.34
Commercial Union Ass. Co.....	146.84
Royal Ins. Co.....	221.65
Mutual Life Ins. Co. of New-York.....	2,706.44
Imperial Ass. Co.....	564.07
Confederation Life Association.....	1,032.63
United States Life Ins. Co.....	365.44
Crown Life Ins. Co.....	250.00
Mutual Life Association of Canada.....	970.90
Union Mutual Life Ins. Co.....	1,144.66
Northern Life Ass. Co.....	250.00
Liverpool, London & Globe.....	25.90
Canada Life Ass. Co.....	3,436.22
Provident & Savings Life Ass. Co.....	259.87
Equitable Life Ass. Society of U. S.....	2,330.73
Home Life Association of Canada.....	250.00
North American Assurance Co.....	1,088.08
Mutual Reserve Life Ins. Co.....	608.03
London and Lancashire Life Ass.....	1,157.80
Federal Life Ass. Co.....	341.88
Excelsior Life Ins. Co.....	250.00
New-York Life Ins. Co.....	5,326.00
Metropolitan Life Ins. Co.....	6,006.48
Travellers Ins. Co.....	1,670.20
Toronto Life Insurance Co.....	250.00
Great West Life Assurance Co.....	951.35
Royal Victoria Life Ins. Co.....	563.68
Union Life Ass. Co.....	555.92

FEU

London Ass. Corporation.....	299.21
North British & Mercantile Ins. Co.....	1,752.51
Commercial Union Ass. Co.....	834.21
Queen Ins. Co.....	948.21
Royal Ins. Co.....	2,370.00
Phoenix Ins. Co., of Hartford.....	272.87
Guardian Ins. Co.....	1,432.24
London Mutual Fire Ins. Co.....	434.38
Hartford Fire Ins. Co.....	427.85
Caledonian Ins Co.....	592.40
Phoenix Ass. Co., of London, Eng.....	1,480.65

Liverpool London & Globe Ins. Co.....	\$2,250.90
Northern Ass. Co.....	811.41
Scottish Union National Ins. Co.....	629.61
Norwich Union Fire Ins. Co. Society.....	749.64
Ætna Ins. Co.....	395.90
Home Ins. Co.....	371.78
British American Ass. Co.....	651.26
Sun Ins. Office.....	475.03
Anglo American Fire Ins. Co.....	267.04
Atlas Ins. Co.....	621.34
Alliance Ass. Co.....	731.41
London & Lancashire Ins. Co.....	369.66
Insurance Co. of North America.....	652.60
Phoenix Ins. Co. of Brooklyn.....	273.87
Law Union & Crown Ins. Co.....	250.00
Ottawa Fire Ins. Co.....	345.53
Equity Fire Ins. Co ...	250.00
Union Ass. Society.....	738.69
Mont Royal Ass. Co.....	537.25
Western Ass. Co.....	968.19
Quebec Fire Ins. Co.....	295.14
Montreal Canada Fire Ass. Co.....	626.73

GARANTIE, ACCIDENT ET AUTRES

The Dominion of Canada Guarantee and Accident Ins. Co.....	250.00
Dominion Plate Glass Ins. Co.....	250.00
Guarantee Co. of North America.....	250.00
Canada Accident Ins. Co.....	250.00
Dominion Guarantee Co. Ltd.....	250.00
Canadian Ry. Accident Ins. Co.....	272.38
Accident & Guarantee Co. of Canada.....	250.00
American Surety of New-York.....	250.00
Employers Liability Ass. Corporation.....	522.95
Canadian Casualty & Boiler Ins. Co.....	250.00
Travelers Ins. Co.....	249.09
London Guarantee & Accident Co. Ltd.....	250.00
Boiler Inspection & Ins. Co. of Canada.....	250.00
Ontario Accident Ins. Co.....	259.60
Ocean Accident & Guarantee Corporation.....	423.82
Transit Ins. Co.....	625.00
Live Stock Ins. Co.....	250.00
Lloyd Plate Glass Ins. Co.....	250.00
New-York Plate Glass Ins. Co.....	256.30
United States Fidelity & Guarantee Co.....	250.00

Dale & Co. Marine Ins. Brokers.....	\$250.00
Robert Hampson Ins. Brokers....	250,00
Robert Bickerdike Ins. Brokers.....	250.00
Riley & Co. Ins. Brokers.....	250.00
J. H. Molson & Co. Ins. Brokers,.....	250.00
Extra Provincial Insurance.....	53.98

L'hon. M. Gouin propose, appuyé par l'hon. M. Weir, et il est,—

Résolu,— Que l'article suivant soit inséré dans les Règles et Ordres de cette Chambre, après l'article 62 :

“62a. La reconsidération d'un projet de loi ou d'un article d'un projet de loi ou d'un amendement à icelui adoptés ou rejetés par le comité permanent ou spécial auquel il a été renvoyé, ou de toute motion adoptée ou rejetée par un tel comité, ne peut avoir lieu que du consentement des trois quarts des membres présents à ce comité.”

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 1er mars 1906, pour la production d'une copie de toutes les instructions générales ou particulières adressées par le ministre des terres de la Couronne ou son département, relativement à la vente ou à l'administration des terres publiques de cette province.

(*Document de la session No 38*).

Réponse à un ordre, en date du 6 février 1907, pour la production de la correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des archives du coroner du district de Montréal.

(*Document de la session No 39*).

Et réponse à un ordre, en date du 7 février 1907, pour production d'une copie de tous documents, lettres et requêtes se rapportant à la demande d'allocation faite au gouvernement de cette province pour l'établissement d'une école ou académie commerciale de langue anglaise en la paroisse de St-Patrice de Rawdon, dans le district de Joliette.

(*Document de la session No 40*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi. 12 février 1907

M. Dupuis, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la congrégation “ Temple Salomon of Montreal ” ;

De la compagnie de chemin de fer de la Rivière de la Petite-Nation, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;

Des syndics d'écoles de la municipalité de la ville de Beauharnois, demandant une loi ratifiant un acte d'échange ;

De la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada ;

Et de l'Hôpital Alexandra, demandant respectivement une loi amendant leur charte.

Votre comité recommande à Votre Honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 19^e jour de ce mois, et que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit prolongé jusqu'au 26^{ème} jour du dit mois”.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Bill (119) amendant la loi qui constitue en corporation “ The Quebec and St. Maurice Industrial Company.”

Bill (73) constituant en corporation “ The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company.”

Bill (110) concernant la construction d'une nouvelle église à St-Joseph D'Alma.

Et bill (86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéi-commissaires.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit étendu jusqu'au 19^e jour de ce mois, et que le délai pour la réception des rapports des dits bills soit prolongé jusqu'au 26^e jour de ce dit mois.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 91.—Loi concernant “ The Philipsburg Railway and Quarry Company ”, et l'a adopté avec un amendement ”.

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (162) amendant l'article 2427, des Statuts refondus relativement à la cour des commissaires ;

Bill (165) détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey-Falls, dans le comté de Drummond.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (164) amendant l'article 833 du Code de procédure civile relativement à la contrainte par corps dans les cas d'actions en dommages basées sur injures verbales ou écrites".

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 104) constituant en corporation la congrégation du Temple Salomon, de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill (No 61) revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gendron ait la permission de présenter un Bill (No 98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gendron ait la permission de présenter un Bill (No 138) amendant la charte de "The Ottawa Gulf Club", et augmentant ses pouvoirs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 58) conférant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois, et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéi-commissaires agissant en vertu du testament de feu Dame Mary Eleonor Westcott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 135) amendant la charte de l'hôpital Alexandra.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 171) amendant les Statuts refondus relativement à la prestation du serment.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (160) amendant l'article 21 du Code municipal.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins.

M. Lafontaine (Berthier), appuyé par M. Jobin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (172) amendant le Code de procédure civile relativement à la cession de biens.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay (Lac St-Jean), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (167) amendant les articles 443 et 485 du Code de procédure civile relativement à la taxation des jurés assignés.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (177) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

M. Perrault, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 113) concernant la commune de Laprairie.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bill privés.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1907, demandant la production d'une copie : 1. De tous arrêtés en conseil, contrats, rapport, lettres et documents se rapportant à la construction de la nouvelle annexe du palais de justice de Montréal ; 2. D'un état complet et détaillé des dépenses occasionnées à la province par la construction de la dite annexe.

(Document de la session No 41).

Et, l'état financier du Surintendant de l'instruction publique de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1906.

(Document de la session No 9).

L'honorable M. Weir propose, appuyé par l'honorable M. Roy, et il est—

Résolu,—Que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à jeudi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à jeudi prochain.

Jeudi, 14 février 1907

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (105) amendant la charte de la cité de Montréal, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.”

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins ;

Bill (177) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

“ Votre comité a aussi examiné le bill suivant et il l'a rejeté :

Bill (167) amendant les articles 443 et 485 du Code de procédure civile relativement à la taxation des jurés.”

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (62) amendant la charte de la compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

“ Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendements :

Bill (63) constituant en corporation “ The Quebec Eastern Railway Company.”

Ordonné,—Que M. Benoit ait la permission de présenter un Bill (No 60) refondant la charte de la ville d'Iberville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill (No 170) remplaçant l'article 293 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill (No 182) amendant l'article 2896 des Statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. D'Auteuil ait la permission de présenter un Bill (No 181) amendant les article 541 et 836 du Code municipal, concernant l'abattis des clôtures dans les chemins d'hiver.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Marchildon ait la permission de présenter un Bill (No 184) détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Smith.—1. Combien d'acres de terre le gouvernement possédait-il dans le comté de Mégantic, au premier juin 1897 ?

2. Combien d'acres de terre, dans le comté de Mégantic, le gouvernement avait-il loués ou mis sous licence de coupe, au premier juin 1897 ?

3. Combien d'acres de terre le gouvernement possédait-il dans le comté de Mégantic, au premier juin 1906.

4. Combien d'acres de terre dans le comté de Mégantic, le gouvernement avait-il loués ou mis sous licence de coupe, au premier juin 1906 ?

5. Combien d'acres de terre ont été donnés dans le comtés de Mégantic, en vertu de la loi des douze enfants ?

6. A qui ont-ils été donnés ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. 21,850 acres ;

2. 21,850 acres ;

3. 21,526½ acres ;

4. 20,480 acres ;

5. 1872 acres ;

6. Veuve Z. Gagné dit Bellavance, Sealey Richard, Ferdinand Boissonnault, Thomas Gilbert, Walter Geake, James Sutor, Jos. Clo. Denoncourt, Felin Skeling, Ferdinand Bolduc, Louis Paquet, Charles Trépanier, Etienne Grégoire, J.-Bte. Provençal, Jean Paquet, J.-Bte Dallaire, Ignace Roberge, Hubert Beaudoin, Ferdinand Baker et Edward J. Palmer.

Par M. Mackenzie.—1. Quel a été le montant total des primes payées pour assurance sur la vie, dans cette province, pendant le dernier exercice financier ?

2. Quel était le montant total de la taxe perçue sur ces primes pendant la même période ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. \$4,608,402.65.

2. \$46,956.26.

Il est proposé par M. Cardin, appuyé par M. Smith, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une liste des montants qui ont été payés, chaque année, depuis sa fondation jusqu'à ce jour, à la société de l'industrie laitière, y compris les octrois spéciaux pour la construction et l'exploitation de l'école de laiterie, en 1893 et les années suivantes, ainsi que pour le salaire de ses officiers et des officiers de la dite école, son maintien en opération, et quelles sommes ont été payées pour la construction de l'école actuelle et son maintien en opération.

Il est proposé par M. Dupuis, appuyé par M. Chauret, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance et de tous autres documents concernant les permis de chasse accordés par le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, pour des fins scientifiques, durant l'année 1906.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (160) amendant l'article 21 du Code municipal.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (162) amendant l'article 2427 des Statuts refondus relativement à la Cour des commissaires.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que ce bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (165) détachant certains lots du deuxième rang du canton du Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (L'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (166) amendant la loi de la chasse.

M. Kelly, appuyé par M. Petit, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (176) amendant la loi de la pêche de Québec.

M. D'Auteuil, appuyé par M. Giard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, des résolutions concernant certains déniers affectés au paiement de la dette publique.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Roy :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu 1.—Que le et après le premier juillet 1907, toutes les sommes d'argent provenant :

a. De la vente des biens seigneuriaux ne faisant pas partie des biens des Jésuites et appartenant au domaine de la Couronne, ou des montants reçus en commutation de quelque partie d'iceux ; et—

b. De la vente des biens dévolus ou qui seront dévolus à la Couronne par déshérence ;—

ne seront pas affectées aux services ordinaires de l'administration, mais constitueront un fonds spécial pour le rachat de la dette consolidée de la province.

Résolu 2.—Que les deniers provenant des sources ci-dessus mentionnées seront placés annuellement, par le Trésorier de la province, en bons, obligations

ou rentes inscrites de la puissance du Canada, ou de quelqu'une des provinces de la puissance ou de la Grande-Bretagne, ou de tout gouvernement étranger, ou de toute municipalité de la puissance du Canada, que le lieutenant-gouverneur en conseil approuvera.

Résolu 3.—Que les dividendes ou l'intérêt provenant des placements comme susdit seront affectés au paiement de l'intérêt de la dette consolidée de la province.

Résolu 4.—Que ce fonds spécial sera affecté au rachat des bons, obligations ou rentes inscrites émis par la province pour les divers emprunts constituant sa dette consolidée, à mesure que, de temps à autre, ils deviendront dus et payables, ou que le fonds ou toute partie d'icelui pourra, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être affecté, par le trésorier de la province, au rachat de tous bons, obligations ou rentes inscrites des divers emprunts constituant la dette consolidée de la province, quand la chose sera jugée opportune dans l'intérêt de la province.

Résolu, 5.—Que lorsque l'un des emprunts constituant la dette consolidée de la province sera dû et deviendra payable, ou lorsqu'il sera jugé opportun dans les intérêts de la province de racheter des bons, obligations ou rentes inscrites de quelqu'un des emprunts constituant la dette consolidée, comme il est dit dans la résolution précédente, le trésorier de la province, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, fera la vente ou disposera des placements du fonds spécial, ou de telle partie d'iceux qui sera requise à cette fin, et en appliquera le produit au rachat de l'emprunt échéant, ou à l'achat de bons, obligations ou rentes inscrites comme il est dit ci-dessus.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Perrault rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu 1.—Que le et après le premier juillet 1907, toutes les sommes d'argent provenant :

a. De la vente des biens seigneuriaux ne faisant pas partie des biens des Jésuites et appartenant au domaine de la Couronne, ou des montants reçus en commutation de quelque partie d'iceux ; et—

b. De la vente des biens dévolus ou qui seront dévolus à la Couronne par déshérence ;—

ne seront pas affectées aux services ordinaires de l'administration, mais constitueront un fonds spécial pour le rachat de la dette consolidée de la province.

Résolu 2.—Que les deniers provenant des sources ci-dessus mentionnées seront placés annuellement, par le trésorier de la province, en bons, obligations ou rentes inscrites de la puissance du Canada, ou de quelqu'une des provinces de la puissance ou de la Grande-Bretagne, ou de tout gouvernement

étranger, ou de toute municipalité de la puissance du Canada, que le lieutenant-gouverneur en conseil approuvera.

Résolu 3.—Que les dividendes ou l'intérêt provenant des placements comme susdit seront affectés au paiement de l'intérêt de la dette consolidée de la province.

Résolu 4.—Que ce fonds spécial sera affecté au rachat des bons, obligations ou rentes inscrites émis par la province pour les divers emprunts constituant la dette consolidée, à mesure que, de temps à autre, ils deviendront dus et payables, ou que le fonds ou toute partie d'icelui pourra, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être affecté, par le trésorier de la province, au rachat de tous bons, obligations ou rentes inscrites des divers emprunts constituant la dette consolidée de la province, quand la chose sera jugée opportune dans l'intérêt de la province.

Résolu 5.—Que lorsque l'un des emprunts constituant la dette consolidée de la province sera dû et deviendra payable, ou lorsqu'il sera jugé opportun dans les intérêts de la province de racheter des bons, obligations ou ventes inscrites de quelqu'un des emprunts constituant la dette consolidée, comme il est dit dans la résolution précédente, le trésorier de la province, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, fera la vente ou disposera des placements du fonds spécial, ou de telle partie d'iceux qui sera requise à cette fin, et en appliquera le produit au rachat de l'emprunt échéant, ou à l'achat de bons, obligations ou rentes inscrites comme il est dit ci-dessus.

Les dites résolutions ayant été lues une deuxième fois sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 9) concernant certains deniers affectés au paiement de la dette publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (119) amendant la loi qui constitue en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company".

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?
—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company".

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?
—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (110) concernant la construction d'une nouvelle église à St-Joseph d'Alma.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?
—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company."

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (137) concernant le village de Montmorency.

Bill (142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.

Bill (104) constituant en corporation la congrégation du Temple Salomon, de Montréal.

Bill (84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert.

Bill (135) amendant la charte de l'Hôpital Alexandra.

Et bill (58) conférant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada.

Les bills suivants sont lus, séparément, la deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer :

Bill (124) concernant "The Chibougamou and James Bay Railway."

Bill (140) concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Bill (134) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec au lac Champlain.

Et bill (98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company."

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1906, pour la production de l'état des limites forestières vendues ou sous licence dans la province de Québec, indiquant : 1. Les noms des propriétaires primitifs ; 2. la date de la vente ; 3. le prix payé par mille carré ; 4. le nombre de milles vendus.

2. Les noms des propriétaires actuels et les prix payés par mille carré, par les propriétaires actuels, en autant que cela apparaît aux transports enregistrés au département des terres de la Couronne.

3. Les noms des possesseurs de limites qui exploitent actuellement leurs limites, et aussi depuis quand ces limites sont exploitées.

4. La moyenne générale du montant de droits de coupe reçu annuelle-

ment par le gouvernement, par mille carré, de toutes les limites qui sont exploitées.

5. La moyenne du montant de droits de coupe reçu annuellement, au mille carré, de chaque possesseur de limites, séparément, prenant en considération le nombre de mille carrés dans sa limite.

(*Document de la session, No 42.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il accepte sa demande de former un comité mixte des deux Chambres pour examiner les rapports faits par la commission pour reviser les statuts d'une nature générale et permanente et a nommé les honorables Messieurs Allard, Archambault, Chapais et Mathieu, pour agir de la part de cette Chambre comme membres de tel comité mixte.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (38) déclarant légale la vente du lot 238 du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par Dame Marcelline Labranche *et al*, à la Société de l'Hôpital-Général, de Montréal, et ratifiant le contrat de cette vente.

Bill (78) concernant la succession de feu l'honorable Sir Hector L. Langevin.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (48) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Bill (41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137, et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Bill (46) amendant et revisant la charte de la ville de Longueuil.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (48) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil légis-

latif au Bill (32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137, et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (46) amendant et revisant la charte de la ville de Longueuil, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 15 février 1907.

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (178) amendant l'article 535 du Code municipal relativement à l'entretien des chemins macadamisés.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et, sans se prononcer sur le principe de ce bill, le renvoie à votre honorable Chambre pour étude.

Bill (153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (179) amendant l'article 1048 du Code municipal.”

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

Bill (74) amendant la loi organique de "The North Shore Power Company".

Bill (99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, limitée.

Bill (108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie.

Le promoteur du Bill (69) constituant en corporation "The Lower Saint Lawrence Power Company", ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes payées par lui au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill.

Résolu.—Que ce rapport soit adopté.

M. Dupuis, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné la pétition de Joseph Audet et autres, demandant une loi constituant en corporation "L'Institut des Frères de Notre-Dame des Champs" et trouve que les avis requis ont été donnés.

Quant à la pétition de Thomas Hannah demandant une loi validant une vente et une adjudication par Antoine Richer et autres à lui-même, votre comité trouve que les avis ne sont pas complètement donnés, mais attendu que les trente jours d'avis seront à peu près expirés, lorsque le bill sera pris en considération par le comité des Bills privés, en conséquence, votre comité recommande la suspension de la 51e règle."

Résolu.—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné.—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (131) constituant en corporation l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (139) validant la vente et adjudication faite par Ovide Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 3 juillet 1885.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (168) amendant la loi 34 Victoria, c. 12, et les lois qui l'amendent, concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal.

M. Mousseau, appuyé par M. Jobin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (171) amendant les Statuts refondus relativement à la prestation du serment.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company."

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (105) amendant la charte de la cité de Montréal.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (62) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (63) constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company."

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (136) définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters.

Bill (133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company."

Bill (141) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederic Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.

Et bill (76) définissant les pouvoirs des exécuteurs-testamentaires et fidéicommissaires agissant en vertu du testament de feu Dame Mary Eleonor Westcott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (2) concernant l'école polytechnique.

Bill (5) amendant la loi d'hygiène publique de Québec.

Bill (65) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen.

Bill (85) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen.

Bill (97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal.

Bill (111) autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre après examen, Joseph Henry Dillon, au nombre de ses membres.

Bill (152) ratifiant certains actes de transport de biens de successions, sujets à l'impôt.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (40) constituant en corporation la ville de Mégantic, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure des amendements soit remise à lundi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 18 février 1907.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre les Etats d'affaires de plusieurs institutions de charité pour l'année 1906.

(Document de la session No 23.)

Ordonné,—Que M. Kelly ait la permission de présenter un bill (187) amendant la loi de la pêche de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un bill (188) amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (70) ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion.

Bill (116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué.

Bill (122) concernant la succession de feu Robert Peddie.

Bill (129) constituant en corporation "The Canadian Nurses Association."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (71) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (71) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la Province de Québec, pour l'année 1905-1906. *(Document de la session No 8.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du premier février 1906, demandant production de toutes pièces justificatives sous forme de reçu ou

extrait des livres comme preuve que les montants d'emprunts temporaires représentés par l'item " intérêt sur avances " ont été remis à la Banque de Montréal à ou avant l'expiration de l'année fiscale 1904-1905.

(Document de la session No 45).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1906, pour la production d'un état indiquant : 1. Quelles compagnies de chemin de fer ont payé la taxe imposée par la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 2 ;

2. Quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, et les dates de ces paiements ;

3. Le montant encore dû à la Province par les compagnies de chemins de fer, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1.

(Document de la session No 43).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1907, pour la production d'une liste du montant total des octrois, par comté, dans l'espace des dernières dix années, accordés par le gouvernement de la province aux municipalités rurales, pour la création ou l'amélioration des chemins.

(Document de la session No 44).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1907, demandant la liste des montants payés par le gouvernement à l'école de l'industrie laitière, chaque année, depuis sa fondation jusqu'à ce jour.

(Document de la session No 49).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1906, pour la production d'un état détaillé des dépenses du gouvernement encourues par chaque département et non payées avant le 1er juillet 1905, donnant : 1. La nature et la date de chaque créance, avec le nom du créancier dans chaque cas. 2. Celles de ces créances qui ont été soldées depuis, avec, dans chaque cas, le montant payé, la date du paiement et le nom de la personne à qui tel paiement a été fait.

(Document de la session No 52).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1906, pour la production d'un état détaillé, par département, de toutes les réclamations faites contre le gouvernement avant le 1er juillet 1905, et qui n'ont pas encore été réglées, indiquant le montant et la nature de ces réclamations, avec le nom du réclamant dans chaque cas.

(Document de la session No 51.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 février 1906, pour la production d'une copie de la correspondance et des résolutions en rapport avec le congrès de chasse et de pêche, tenu sous la présidence de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, à l'hôtel Windsor, les 13 et 14 décembre dernier (1905).

(Document de la session No 50).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 février 1906, pour la production des noms des conférenciers agricoles nommés par le gouvernement de cette province, avec la liste des divers sujets qu'ils ont à traiter.

(Document de la session No 48.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1906, pour la production de documents, correspondance, etc., depuis le 1^{er} juillet 1897, entre le gouvernement et les agents financiers européens, ou toute personne, au sujet de la préparation du bilan général des affaires de la province, y compris les valeurs immobilières à son actif, en vue d'un nouvel emprunt, ou d'une consolidation définitive de toute la dette publique.

(Document de la session No 47.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1906, pour la production d'un état des réclamations pendantes entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance du Canada, avec indication de leur nature, de la date à laquelle elles ont été faites et des dernières procédures effectuées pour en arriver à une solution.

(Document de la session No 46.)

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (131) constituant en corporation l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Quel est le montant des dépenses de la province de Québec encourues pendant l'exercice finissant le 30 juin 1906 et non payées avant le 1^{er} juillet 1906 ?

2. Quel est le montant des mêmes dépenses payées depuis cette date ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :

DÉPENSES ORDINAIRES

1. \$39,054.96.

Se composant de :

Travaux publics et travail.....	\$ 8,361 38
Terres et forêts.....	7,434 25
Colonisation, mines et pêcheries.....	10,415 61
Bureau du revenu, département du trésor.....	8,154 36
(Contre ce montant, il y avait au 30 juin 1906, \$12,- 994.84 entre les mains des percepteurs, appartenant aux revenus de 1905-1906).	
Imprimeur du Roi.....	1,807 92
Administration de la justice.....	2,107 66
Divers en général.....	773 78

\$ 39,054 96

2. \$39,054 96.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

1. \$46,648.19.

Se compose de :

Construction, à Montréal, d'édifices publics.....	\$ 37,259 66
Ecole d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe.....	8,000 00
Palais de Justice, Sherbrooke.....	1,388 53
	<u>\$ 46,648 19</u>

2. \$46,648.19.

Des dépenses semblables encourues avant le 30 juin 1905, mais produites postérieurement et payées à même les recettes de l'année 1905-1906, se sont élevées à :

Ordinaires.....	\$ 56,921 20
Extraordinaires.....	42,943 05

Par M. Smith.—1. Quel montant d'argent a-t-il été payé par le comité protestant de l'instruction publique au fonds des municipalités pauvres, dans la province de Québec, pour l'année 1906 ?

2. Quel a été le montant payé à chaque comté, et à combien d'écoles dans chaque comté ?

3. Quel montant sera probablement disponible pour l'année 1907 ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. \$7,560.00.

2.—COMTÉS.	Montants.	Nombre d'écoles.
Argenteuil	\$ 695 00	37
Bagot	65 00	2
Beauce	100 00	4
Bonaventure.....	720 00	37
Charlevoix.....	50 00	1
Compton.....	575 00	49
Dorchester.....	120 00	3
Drummond	195 00	8
Gaspé	585 00	20
Joliette.....	65 00	2
Lotbinière.....	85 00	2
Maskinonge	50 00	1
Mégantic.....	465 00	29
Montcalm.....	90 00	5
Ottawa.....	1,600 00	59
Pontiac.....	715 00	27
Portneuf.....	70 00	3
Québec-Comté	275 00	10
Richmond.....	60 00	3

Rouville.....	2 ⁵ 00	1
Labrador.....	200 00	9
Shefford.....	160 00	9
Stanstead.....	70 00	9
Terrebonne.....	75 00	2
Deux-Montagnes.....	35 00	1
Vaudreuil.....	95 00	3
Wolfe.....	110 00	3
Iles-de-la-Madeleine.....	210 00	6
	<hr/> \$7,560 00	<hr/> 345

3. \$8,551.00.

Par M. Langlois : 1. Combien d'exemplaires de la première édition de " Mon Premier Livre " ont été distribués dans chaque comté de la province de Québec ?

2. A-t-il été tiré une deuxième édition de " Mon Premier Livre " ?

3. Dans l'affirmative, à combien d'exemplaires ?

4. " Mon Premier Livre " a-t-il été revu et corrigé avant d'en faire tirer une deuxième édition ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. 280,000 exemplaires 1ère et 2e partie.

2. Oui.

3. 70,000.

4. Oui.

Par M. Mousseau.—Quelles sont les causes de la destitution d'Alexandre Vallée, ancien garde de la prison de Montréal ?

2. Sur quel rapport le nommé Vallée a-t-il été destitué ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Négligence dans l'accomplissement de ses devoirs et absence sans permission, ainsi que conduite reprehensible.

2. Sur rapport du shérif.

Par M. Langlois.—1. Le gouvernement sait-il que la Société des Gens de Lettres, de France, a, maintenant, un bureau à Montréal et qu'elle prélève des droits et contributions des journaux français de la province de Québec, pour la publication de romans, articles littéraires, etc ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger cette société à payer une taxe au trésor provincial ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :

1 et 2.—Le gouvernement est à se renseigner sur la nature des affaires de cette compagnie dans la Province où, d'après nos informations elle n'a un représentant que depuis le mois de décembre dernier, et si elle tombe sous le coup de la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, elle sera requise de s'y conformer.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Quelles sont les personnes qui composent le bureau de direction de la “Chibougamou Gold and Asbestos Company” ?

2. A quelle date cette compagnie a-t-elle été incorporée ?

3. Quel est le montant de son capital-actions ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—MM. Jacob A. Jacobs, Peter McKenzie et David Steindler.

2. 1er décembre 1905.

3.—\$6,000,000.

Par M. Bernard.—1. Combien d'exemplaires du livre intitulé : “La Province de Québec”, par Alexandre Girard, ont été tirés ?

2. Dans quel but cette publication a-t-elle été faite ?

3. Combien d'exemplaires de cet ouvrage ont été distribués ?

4. Combien la publication, l'impression et la distribution en ont-elles coûté ?

Réponse par l'honorable M. Tessier.—1. 20,000.

2. Pour distribution pendant l'exposition de Liège et faire connaître, tant à l'étranger qu'en Canada, les ressources de la province de Québec et son développement agricole, minier, industriel et commercial.

3. Environ 18,000.

4. \$12,056.54.

Il est proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des permis d'exploitation minière accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant :

1. Le nom des personnes ayant obtenu ces permis ; 2. Le montant exigé pour chaque permis ; 3. Le montant payé pour chaque permis, avec la date du paiement ; 4. Le montant resté dû pour chaque permis ; 5. La superficie de chaque terrain mis ainsi sous permis, avec, suivant le cas, l'endroit, le canton, le comté, le territoire non organisé ou le territoire non arpenté où se trouve tel terrain ; 6. Le terme ou la durée de tel permis.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des renouvellements de permis d'exploration accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant : 1. Le nom des personnes ayant obtenu ces renouvellements ; 2. Le montant exigé pour chaque renouvellement ; 3. Le montant payé pour chaque renouvellement ; 4. Le montant resté dû pour chaque renouvellement ; 5. La superficie du terrain pour l'exploration duquel tel renouvellement de permis d'exploration a été accordé, désignant la localité où se trouve ce terrain ; 6. Le terme ou la durée de tel renouvellement.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des permis d'exploration minière accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant : 1. Le nom des personnes ayant obtenu ces permis ; 2. Le montant exigé pour chaque permis ; 3. Le montant payé pour chaque permis, avec la date du paiement ; 4. Le montant resté dû pour chaque permis ; 5. La superficie du terrain mis

ainsi sous permis, avec, suivant le cas, l'endroit, le canton et le comté, le territoire non arpenté ou le territoire non organisé où il se trouve ; 6. Le terme ou la durée de tel permis.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des permis d'exploitation et d'exploration minières accordés depuis le 30 juin 1905, donnant : 1. Le nom des personnes qui ont obtenu ces permis ; 2. Le montant exigé pour chaque permis ; 3. Le montant payé pour chaque permis avec la date de paiement ; 4. Le montant resté dû pour chaque permis ; 5. La superficie de chaque terrain mis ainsi sous permis avec, suivant le cas, l'endroit, le canton, le comté, le territoire non organisé ou le territoire non arpenté où se trouve tel terrain ; 6. Le terme ou la durée de tel permis.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres-en-conseil et un état détaillé se rapportant aux ventes de terrains miniers, depuis le 1er juillet 1906, faisant voir : 1. La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit du canton, du comté, du territoire non organisé ou du territoire non arpenté où se trouve ce terrain, les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu ; 2. Le montant du prix de vente originaire avec la date du paiement, et, dans chaque cas, la nature de l'effet avec lequel tel paiement a été effectué ; et, si un terme de paiement a été donné, pour combien de temps et pour quelles raisons tel délai a été accordé ; 3. Le nom de l'acheteur originaire, dans chaque cas, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions, ainsi que le nom et la résidence des acquéreurs subséquents et le prix d'achat payé par ces derniers ; 4. La date de chacune de ces transactions.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres-en-conseil, correspondance et documents se rapportant à la "Chibougamou Gold and Asbestos Company", avec un état donnant le nombre, le nom et la résidence de ses directeurs et de ses actionnaires, le montant du capital-actions autorisé, le montant du capital souscrit, et celui du capital payé par chacun d'eux.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres-en-conseil et d'un état détaillé se rapportant aux ventes de terrains miniers au montant de \$19,770.00, tel que mentionné à la page 154 du rapport général du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906, faisant voir : 1. La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit, du canton, du comté, du territoire non organisé ou du territoire non arpenté où se trouve tel terrain ; les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu ; 2. Le montant du prix de vente, avec la date du paiement, et, dans chaque cas, la nature de l'effet avec lequel tel paiement a été effectué ; et, si un délai de paiement a été donné, pour combien de temps, et pour quelles raisons tel délai a été accordé ; 3. Le nom de l'acheteur originaire dans

chaque cas, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions, ainsi que le nom et la résidence des acquéreurs subséquents, et le prix d'achat payé par ces derniers ; 4. La date de chacune de ces transactions.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (14) concernant les jurés du coroner.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être étudié en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (10) amendant la loi concernant les syndicats coopératifs.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être étudié en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (9) affectant certains deniers au paiement de la dette publique.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (7) concernant les terres publiques.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 19 février 1907

M. Gillies, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (88) amendant la charte de la compagnie de téléphone de Bellechasse.

Bill (98) constituant en corporation “ The Little Nation River Railway Company. ”

M. Tessier (Trois-Rivières), du comité des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (93) concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe.

Bill (55) amendant la charte de la compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires.

Bill (125) amendant la charte du Crédit municipal canadien.

Bill (142) concernant la construction d’une nouvelle église à Saint-Prime.

“ Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l’honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (118) concernant la substitution Ferdinand David.

Bill (137) concernant le village de Montmorency.

Bill (104) constituant en corporation la Congrégation du Temple Salomon, de Montréal.

Bill (84) ratifiant un certain acte d’échange fait entre les syndics d’écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois, et le révérend J.-D. Anderson et E.-A. Robert.

Bill (135) amendant la charte de l’hôpital Alexandra.

“ Le promoteur du bill 53. — Loi amendant la loi 4 Edouard VII, concernant le paiement de la reconstruction de l’église de Sainte-Cunégonde, de Montréal, ayant déclaré qu’il désirait ne pas procéder avec ce bill, Votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes payées par lui au comptable de l’Assemblée législative lui soient remises, moins les frais de la traduction et de l’impression du dit bill.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Bergevin, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De l’Hôpital Notre-Dame, demandant une loi lui donnant le pouvoir d’emprunter et pour d’autres fins ;

Et de la ville de Terrebonne, demandant une loi refondant et remplaçant sa charte.”

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (127) concernant l’hôpital Notre-Dame.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (54) constituant en corporation “ The Merchant’s Light and Power Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill (190) pour le maintien des libertés communes en matière d'observance dominicale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bissonnette (Montcalm) ait la permission de présenter un Bill (192) concernant la juridiction de la cour de circuit quant aux cantons de Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Benoit ait la permission de présenter un Bill (186) amendant le Code municipal relativement au rachat des rentes constituées.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité de Code municipal.

Ordonné,—Que M. Benoit ait la permission de présenter un Bill (191) amendant l'article 31 du Code municipal relativement à l'annexion de partie de paroisse à une municipalité rurale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Il est proposé par l'hon. M. Prévost, appuyé par l'hon. M. Roy, et—

Ordonné,—Qu'une certaine lettre du baron de l'Épine, adressée à l'hon. M. Prévost, soit déposée sur la table de la Chambre.

L'hon. M. Prévost propose, appuyé par l'hon. M. Roy,—et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur :—Que la lettre du baron de l'Épine soit insérée dans les procès-verbaux et les journaux de cette Chambre,—

Un débat s'élève.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

L'honorable M. LeBlanc propose, ensuite, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

Et la motion principale étant de nouveau soumise,—

L'honorable M. LeBlanc soulève l'objection qu'il n'a pas été donné d'avis de la dite motion.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (9) affectant certains deniers au paiement de la dette public.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (14) concernant les jurés du coroner.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (10) amendant la loi concernant les syndicats coopératifs.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (11) amendant le Code de procédure civile relativement aux actions *in forma pauperis*.

Le bill est en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être étudié en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois maintenant ?—

M. Lafontaine (Maskinongé) propose, en amendement, appuyé par M. Tessier (Trois-Rivières) : Que le mot "maintenant" soit retranché et remplacé par les suivants : "dans les six mois."

L'amendement étant soumis à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

La motion principale étant, de nouveau, soumise, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (177) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (180) amendant l'article 1688 du Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs.

M. Perrault, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

L'honorable M. LeBlanc.—Quelle est cette compagnie privée qui a entrepris de faire des explorations dans la vallée de la rivière Bell, tel que mentionné à la page 155 du rapport du Ministre de la Colonisation, Mines et des Pêcheries pour l'année finissant le 30 juin 1906 ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : Les permis d'exploration ont été donnés au nom de George W. Mitchell, Montréal.

Il est proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant le montant payé par les membres de la Bourse de Montréal à même l'item :—Taxe sur les transferts d'actions, bons, etc., \$33,386.66, qui se trouve à la page 6 des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906. 2. Les noms des compagnies qui ont payé quelque chose sur cet item. 3. Le mon-

tant payé par chacune d'elles. 4. Le nom des courtiers ou agents financiers, autres que les membres de la Bourse de Montréal, qui ont payé quelque chose sur l'item en question. 5. Le montant payé par chacun de ces courtiers ou agents financiers.

Il est proposé par M. Giard, appuyé par M. d'Auteuil et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des rapports, correspondance et documents se rapportant à la mort de Clarence Drake, de Compton, arrivée le 29 décembre 1906.

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe et il est—

Résolu,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, la question de l'amélioration du service de la bibliothèque et de certains services généraux par l'installation d'une bâtisse au centre de la cour intérieure du Parlement devrait être mise à l'étude par le gouvernement de cette province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (91) concernant " The Philipsburg Railway and Quarry Company. "

La Chambre s'étant constituée en comité général, et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill tel que modifié soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à l'examen de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (128) érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux.

Bill (120) amendement la charte de la ville de Fraserville.

Et bill (138) amendant la charte de "The Ottawa Golf Club" et augmentant ses pouvoirs.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (80) constituant en corporation les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (59) constituant en corporation les Frères de Saint-Vincent de Paul.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (59) constituant en corporation les Frères de Saint-Vincent de Paul, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1907, pour la production d'un état donnant : 1. La superficie en milles carrés du Parc National des Laurentides ; 2. Le nombre des surintendants et des gardiens employés dans le parc et le nombre de ceux employés dans un rayon de dix milles du parc, depuis le premier janvier 1905 jusqu'à date ; 3. Le nom de ces employés avec le salaire ou les gages payés à chacun d'eux ; 4. L'endroit que chacun d'eux surveille ou est supposé surveiller ; 5. Le temps pendant lequel chacun de ces employés a été réellement employé à cet ouvrage ; 6. Le nombre de caribous tués dans le parc durant l'année 1905 ; 7. Le nombre d'orignaux tués dans le parc durant l'année 1905 ; 8. Le nom des personnes qui les ont tués ; 9. Le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc en 1905 ; 10. Le nom des personnes qui ont obtenu des permis de pêcher et de chasser dans le parc en 1905 ; 11. Le nombre de caribous tués dans le parc en 1906 ; 12. Le nombre d'orignaux tués en 1906 ; 13. Le nom des personnes qui les ont tués ; 14. Le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc en 1906 ; 15. Le nom des personnes qui ont obtenu un permis de chasser dans le parc en 1906. (*Document de la session No 53.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1907, demandant la production d'une copie de tous ordres-en-conseil, correspondance et documents se rapportant à la "Chibougamou Gold and Asbestos Company," avec un état donnant le nombre, le nom et la résidence de ses directeurs et de ses actionnaires, le montant du capital-actions autorisé, le montant du capital souscrit, et celui du capital payé par chacun d'eux.

(*Document de la session No 54.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 février 1907, demandant la production de copie d'ordres en conseil, correspondances, et tous documents concernant la vente de certaines limites à bois comportant le bloc No 3 sur la rivière Bonaventure, et les blocs Nos 1 et 2 sur la rivière Bonaventure, en arrière, depuis le 1er juillet 1897. (*Document de la session No 55*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 janvier 1907, pour la production d'un état complet et détaillé des items des dépenses suivantes, figurant à la page 124 du rapport général du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906, savoir :

L'honorable Jean Prévost, ministre :

Dépenses de voyage en Belgique.....\$ 2,000 00

Denis Donovan, secrétaire particulier :

Dépenses de voyage en Belgique..... 332 85

L'abbé Jos. Arts :

Circulaires, brochures et frais de propagande, etc. 289 15

Baron de l'Epine :

Indemnité pour diriger vers la province de
Québec le mouvement d'immigration belge.. 250 00

Rodolphe Lafrenière :

Rédaction, publicité et traduction..... 25 00

F. E. Turcotte :

Frais de voyage et déboursés pour évaluation
de terrain..... 50 00

(*Document de la session No 56*.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1907, pour la production d'une copie :

1. D'un état détaillé des revenus et des dépenses du Parc National des Laurentides pour les années fiscales expirant le 30 juin 1905 et 30 juin 1906 ;

2. Du nombre des bâtisses qu'il y a dans le parc, l'endroit où elles sont situées et leur destination, avec le coût de construction et d'entretien de ces bâtisses.
(*Document de la session No 57*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1907, pour la production d'une copie de tous documents, correspondance et plans se rapportant à la location, par le gouvernement, à Napoléon Drouin, marchand et échevin, de la ville de Québec, des îles de la rivière Bonaventure mentionnées à l'acte de location depuis juillet 1897.
(*Document de la session No 58*).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 février 1906, pour la production d'une copie de tous documents relatifs à la réclamation de M. A. B. Dupuis, contre le gouvernement de la province de Québec, au sujet de la cause de Robitaille vs Leblanc, et de certains lots du canton de Hamilton, dans le comté de Bonaventure.
(*Document de la session No 59*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 20 février 1907

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le Bill (171) amendant les Statuts refondus relativement à la prestation du serment, et l'a adopté sans amendement.”

Ordonné,—Que M. Laferté ait la permission de présenter un Bill (185) relatif aux termes et séances de la Cour supérieure et de la Cour de circuit dans le comté de Drummond.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Weir ait la permission de présenter un Bill (26) autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents de travail.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'hon. M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (28) amendant le Code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'hon. M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (18) constituant en corporation l'école technique de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'hon. M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (25) constituant en corporation l'école des hautes études commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Il est proposé par M. Fiset, appuyé par M. Neault, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des documents se rapportant à la loi concernant l'observance du dimanche et de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, à ce sujet.

M. Fiset propose, ensuite, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

Il est proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Delâge, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une copie des documents concernant la publication des rapports judiciaires officiels de Québec.

M. Lafontaine (Maskinonge) propose, appuyé par M. Bernard,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que le Bill (179) amendant l'article 1048 du Code municipal, rapporté du comité comme ayant été rejeté, soit remis sur les ordres du jour pour seconde lecture, jeudi prochain.

La proposition est résolue dans la négative.

M. Chauret propose, appuyé par M. Dupuis,—et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—Que le Bill (167) amendant les articles 443 et 485 du Code de procédure civile relativement à la taxation des jurés, rejeté par le comité de législation, soit inscrit au feuillet des ordres du jour, jeudi prochain, pour étude en comité général.

M. Tellier propose, en amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc,—Que ce bill ne soit pas inscrit sur les ordres du jour pour étude en comité général, jeudi prochain, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité de législation pour être étudié de nouveau,—

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est accepté.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (178) amendant le Code municipal relativement à l'entretien des chemins macadamisés.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre, se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Weir propose, appuyé par l'honorable M. Roy, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Weir, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant une allocation à être accordée pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la pension de retraite des juges de sessions.

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'école technique de Montréal.

Résolu,—Que, demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'école des hautes études commerciales.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill tel qu'amendé soit maintenant pris en considération. Et les amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (74) amendant la loi organique de la "North Shore Power Company."

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, limitée.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe, et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (93) concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe.

La Chambre s'étant constituée, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (55) amendant la charte de la compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains amendements financiers avec les actionnaires.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Trois-Rivières), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (125) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Mousseau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (118) concernant la substitution Ferdinand David.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (137) concernant le village de Montmorency.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (104) constituant en corporation la Congrégation du Temple Salomon, de Montréal.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la

municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanquay (Lac St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (135) amendant la charte de l'hôpital Alexandra.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Vilas fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (88) amendant la charte de la compagnie de téléphone de Bellechasse.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company."

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (96) constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Edouard, à Beauport.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (71) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company."

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, —et la motion est soumise à la Chambre, par M. l'Orateur,—Que ces amendements soient lus, la deuxième fois, maintenant. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les dits amendements sont lus la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (59) constituant en corporation les Frères de Saint-Vincent de Paul.

Et ces amendements sont lus la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés.

Bill (109) pour valider, confirmer et ratifier les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres héritiers de feu sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent deux.

Bill (57) concernant la compagnie "Equitable" d'assurance mutuelle contre le feu.

Bill (127) concernant l'hôpital Notre-Dame.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il a passé les Bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

Bill (37) concernant " The Engineers Club of Montreal ".

Bill (39) constituant en corporation la ville de Verdun.

Bill (64) amendant la charte de la ville de St-Louis.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (37) concernant " The Engineers' Club of Montreal " et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements fait par le Conseil législatif au Bill (39) constituant en corporation la ville de Verdun, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (64) amendant la charte de la ville de St-Louis, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1907, donnant un état indiquant le montant payé par les membres de la Bourse de Montréal à même l'item : 1. Taxe sur les transferts d'actions, bons, etc., \$33,386.66, qui se trouve à la page 6 des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906.

2. Les noms des compagnies qui ont payé quelque chose sur cet item.

3. Le montant payé par chacune d'elles.

4. Le nom des courtiers ou agents financiers, autres que les membres de la Bourse de Montréal, qui ont payé quelque chose sur l'item en question.

5. Le montant payé par chacun de ces courtiers ou agents financiers.

(Document de la session No 60.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1906, pour la production d'une copie de la correspondance en rapport avec l'état actuel des réparations et de l'entretien des bureaux du département des mines.

(Document de la session No 61.)

Et, réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1906, pour la production d'un état détaillé des dépenses du gouvernement encourues par chaque département et non payées avant le 1er juillet 1905, donnant : 1. La nature et la date de chaque créance avec le nom du créancier dans chaque cas. 2. Celles de ces créances qui ont été soldées depuis, avec, dans chaque cas, le montant payé, la date du paiement et le nom de la personne à qui tel paiement a été fait.

(Document de la session No 62.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 21 février 1907

M. Dupuis, du comité des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (101) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l’administration générale.

Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount.

Votre comité a aussi examiné le bill (141) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederic Parker Walton au nombre de ses membres, après examen, et a l’honneur de le rapporter sans amendement. ”

Ordonné,—Que M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill (148) annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté de Mégantic, pour toutes fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill (147) détachant du comté de Sherbrooke une partie de la paroisse de Bonsecours et l’annexant au comté de Shefford, pour toutes fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l’honorable M. LeBlanc.—1. A quelles personnes le pouvoir d’eau de La-Tuque a-t-il été vendu ?

2. Combien de chevaux-vapeur ce pouvoir d’eau peut-il fournir ?

Réponse par l’honorable M. Turgeon : 1. Messieurs Cyrille Tessier, N. P. et Gustave G. Stuart, avocat, (In Trust).

2. 79,000 au minimum.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Le docteur W. Maguire, agent des terres, à New-Carlisle, a-t-il été destitué ?

2. Dans l’affirmative, pour quelle raison et par qui a-t-il été remplacé ?

Réponse par l’honorable M. Turgeon : 1. Oui.

2. Pour plaintes portées contre lui. Remplacé par M. J. A. Dorais, N. P.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Monsieur N. Arsenault, agent des terres, à Carleton, a-t-il été destitué ?

2. Dans l’affirmative, pour quelle raison et par qui a-t-il été remplacé ?

Réponse par l’honorable M. Turgeon : 1. Oui.

2. En 1895 M. W. H. Clapperton a été destitué sans cause et remplacé par M. Arsenault. Le gouvernement a cru qu’il était de l’intérêt public de confier à M. Clapperton ses anciennes fonctions.

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, et il est—

Ordonné,—Que le bill (50) concernant le testament de feu James Jack, soit inscrit au feuillet des ordres du jour, demain, pour être considéré en comité général.

Il est proposé par M. Mousseau appuyé par M. Jobin et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et quelque personne que ce soit, relativement à l'immigration récente d'une portion notable de colons originaires de la vieille colonie française Saint-Pierre et Miquelon.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc secondé par M. Tellier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

Copie de tous ordres en conseil, correspondances, rapport, mémoire et documents se rapportant :—1. A l'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil d'un certain règlement du conseil municipal de la paroisse de Longueuil accordant certaines franchises à la compagnie de tramway de Longueuil ; 2. A l'érection en municipalité de village, sous le nom de "Montréal-sud", d'un certain territoire extrait des limites de la municipalité de la paroisse de Longueuil.

Proposé par M. Lafontaine (Maskinongé), secondé par M. Bernard, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

Copie de tous ordres en conseil, correspondances et documents se rapportant à la destitution du docteur W. Maguire, agent des terres, à New-Carlisle, et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la destitution de M. N. Arsenault, agent des terres, à Carleton, et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. Langlois propose, appuyé par M. Mousseau,—et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—Que, attendu que les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer-Wood, depuis 1867, se sont élevées aux montants suivants :

1867-68.....	\$	00	00
1868-69.....		00	00
1869-70.....		672	88
1870-71.....		3,184	30
1871-72.....		2,428	88
1872-73.....		64,490	30
1873-74.....		28,894	59

1874-75.....	\$ 8,473 75
1875-76.....	7,853 00
1876-77.....	7,753 11
1877-78.....	8,721 74
1878-79.....	7,249 74
1879-80.....	13,311 89
1880-81.....	13,245 87
1881-82.....	23,824 74
1882-83.....	23,780 94
1883-84.....	15,950 00
1884-85.....	10,129 07
1885-86.....	8,109 00
1886-87.....	6,737 32
1887-88.....	7,758 67
1888-89.....	6,114 22
1889-90.....	9,010 92
1890-91.....	8,264 35
1891-92.....	8,208 37
1892-93.....	8,851 31
1893-94.....	13,919 66
1894-95.....	9,416 00
1895-96.....	7,919 16
1896-97.....	8,515 40
1897-98.....	8,443 65
1898-99.....	8,035 27
1899-1900.....	7,215 43
1900-01.....	7,192 37
1901-02.....	7,864 06
1902-03.....	7,080 30
1903-04.....	7,701 76
1904-05.....	8,210 47
1905-06.....	9,460 71

Total..... \$355,998 46

Il soit résolu,—Que cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette Province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'améliorations à Spencer-Wood, et de disposer de cette propriété à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant ;

Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de Lieutenant-Gouverneur, pour l'aider à réaliser cette économie considérable.

Et, un débat s'élevant,—

M. Dupuis propose, appuyé par M. Chauret, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, en

comité général, au Bill (102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

Les amendements sont lus la deuxième fois.

Résolu,—Que la Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre procède de nouveau à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (37) concernant le Club des Ingénieurs de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (121) concernant "The Shawinigan Hydro Electric Company."

Bill (61) revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

Bill (60) refondant la charte de la ville d'Iberville.

Bill (139) validant la vente et l'adjudication faite par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 3 juillet 1885.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1907, pour la production d'une copie de la correspondance et de tous autres documents concernant les permis de chasse accordés par le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, pour des fins scientifiques, durant l'année 1906.

(Document de la session No 63.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 22 février 1907

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill (159) amendant l'article 426 du Code municipal et l'a adopté sans amendement."

M. Pelletier, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (131) constituant en corporation l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs.

Bill (67) concernant la cité de Sorel.

"Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada."

Bill (68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces."

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le Bill (140) concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Rivière Madeleine, — et l'a adopté avec plusieurs amendements."

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (183) remplaçant l'article 2054 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (149) amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, vu l'urgence, la 31ième règle de cette Chambre soit suspendue, et que permission lui soit donnée de présenter un bill intitulé : "Loi concernant l'observance du dimanche."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la deuxième fois maintenant ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi prochain, pour être considéré en comité général.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable M. Roy, et il est—

Résolu,—Que, lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Kaïne,—et la motion est soumise à la Chambre—Que la lettre du baron de l'Epine, en date du 30 octobre 1906, déposée sur le bureau de la Chambre, à la séance du dix-neuf de février courant, soit inscrite dans les procès-verbaux et les journaux de cette Chambre.

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, appuyé par M. Bernard, que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants :

"Attendu qu'il n'y a pour la Chambre aucune raison d'insérer aux procès verbaux, cette lettre portant la date du 30 octobre 1906, attribuée au Baron de L'Epine, et produite à la séance du 19 février courant :

Attendu qu'une question de privilège a été soulevée au sujet de cette

lettre et que, pour l'honneur de cette Chambre, il convient de référer toute cette question au comité qu'il appartient ;—

Qu'il soit résolu que la dite lettre soit référée au comité des privilèges et élections pour informations et rapport à la Chambre”.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre,— M. Tellier propose, en sous-amendement, appuyé par M. Giard,—

“ Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion en amendement de l'honorable M. LeBlanc, savoir : “ Et avec instruction au dit comité des privilèges et élections de s'enquérir de la provenance de la dite lettre, des circonstances dans lesquelles elle a été écrite, des circonstances dans lesquelles elle est parvenue entre les mains du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et généralement de tout ce qui concerne cette lettre, ainsi que des matières et choses auxquelles elle réfère, d'entendre l'honorable M. Prévost ainsi que M. le Baron de l'Epine et leurs témoins, sous serment, et de faire rapport de tous ses procédés à cette Chambre ”.

Le dit sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Gault,
Giard,

Lafontaine, (Maskinongé),
LeBlanc,
Tellier.—Total 6.

CONTRE :

Messieurs

Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnet, (Stanstead),
Blanchard,
Cardin,
Caron, (Matane),
Champagne,
Chauret,
Côté,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Dorris,
Gendron,
Gillies,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,

Kelly,
Lacombe,
Lafontaine (Berthier),
Mackenzie,
Panet,
Pelletier,
Perrault,
Pilon,
Robitaille,
Roy, (Kamouraska),
Tanguay, (Lac-St-Jean),
Tanguay, (Wolfe),
Taschereau,
Tessier, (Rimouski),
Thériault,
Turgeon,
Walker,
Weir.—Total 37.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

L'amendement étant, alors, mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :
Messieurs

Bernard,
Gault,
Giard,

Lafontaine (Maskinongé),
LeBlanc,
Tellier.—Total 6.

CONTRE :
Messieurs

Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnet (Standstead),
Blanchard,
Cardin,
Caron (Matane),
Champagne,
Chauret,
Côté,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Dorris,
Gendron,
Gillies,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,

Kelly,
Lacombe,
Lafontaine (Berthier)
Mackenzie,
Panet,
Pelletier,
Perrault,
Pilon,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Tanguay (Lac-St-Jean),
Tanguay (Wolfe),
Taschereau,
Tessier (Rimouski),
Thériault,
Turgeon,
Walker,
Weir.—Total 37.

L'amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau proposée, l'honorable M. LeBlanc soulève le point d'ordre qu'en vertu de la 94^{ème} règle de la Chambre, l'impression de cette lettre ne peut pas être ordonnée.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre soulevé par l'honorable M. LeBlanc, comme suit : " La 94^{ème} règle ne s'applique qu'à l'impression des documents réunis, après chaque session, dans les volumes intitulés : " Documents de la session ". Mais la Chambre a certainement le droit d'ordonner l'insertion, dans les procès-verbaux de ses séances et dans les journaux de ses délibérations, d'un document dont elle a permis le dépôt sur son bureau et qui forme partie de ses archives, en conséquence, je renvoie le point d'ordre.

La motion principale est alors soumise.—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1907, demandant la production d'une copie de tous ordres en conseil,

correspondances, rapports, mémoires et documents se rapportant :—1. A l'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil d'un certain règlement du conseil municipal de la paroisse de Longueuil accordant certaines franchises à la compagnie de tramway de Longueuil; 2. A l'érection en municipalité de village, sous le nom de " Montréal-Sud ", d'un certain territoire extrait des limites de la municipalité de la paroisse de Longueuil.

(Document de la session No 64.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1907, pour la production d'une copie du rapport de M. le Dr Woods, inspecteur des prisons, etc., en date du 10 avril 1906 et de la réponse à ce rapport de M. L. U. A. Genest, greffier de la paix, Trois-Rivières, en date du 28 avril 1906, adressée à M. le shérif Charles Dumoulin et transmise à l'honorable Procureur Général, à Québec.

(Document de la session No 65.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 février 1907, pour la production d'une copie des documents concernant la publication des rapports judiciaires officiels de Québec. *(Document de la session No 66.)*

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (171) amendant les Statuts refondus relativement à la prestation du serment.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (184) détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant pour toutes fins à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

M. Marchildon appuyé par M. Lemieux propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (188) amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud.

M. Blouin appuyé par M. Bergevin propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.—La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 21 février dernier, sur la motion proposée par M. Langlois, qui se lit comme suit :

Qu'attendu que les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer-Wood, depuis 1867, se sont élevées aux montants suivants :

1867-68.....	\$	00 00
1868-69.....		00 00
1869-70.....		672 88
1870-71.....		3,184 30
1871-72.....		2,428 88
1872-73.....		64,490 30
1873-74.....		28,894 59
1874-75.....		8,473 75
1875-76.....		7,853 00
1876-77.....		7,753 11
1877-78.....		8,721 74
1878-79.....		7,249 74
1879-80.....		13,311 89
1880-81.....		13,245 87
1881-82.....		23,824 74
1882-83.....		23,780 94
1883-84.....		15,950 00
1884-85.....		10,129 07
1885-86.....		8,109 00
1886-87.....		6,737 32
1887-88.....		7,758 67
1888-89.....		6,114 22
1889-90.....		9,010 02
1890-91.....		8,264 35
1891-92.....		8,208 37
1892-93.....		8,851 31
1893-94.....		13,919 66
1894-95.....		9,416 00
1895-96.....		7,919 16
1896-97.....		8,515 40
1897-98.....		8,443 65
1898-99.....		8,035 27
1899-1900.....		7,215 43
1900-01.....		7,192 37
1901-02.....		7,864 06
1902-03.....		7,080 30
1903-04.....		7,701 76
1904-05.....		8,210 47
1905-06.....		9,460 71
Total.....		\$355,998 46

Il soit résolu, que cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette Province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'améliorations à Spencer-Wood, et de disposer de cette propriété à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant ;

Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéresse-

ment des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de Lieutenant-Gouverneur, pour l'aider à réaliser cette économie considérable."

Et le débat se continuant,—

M. Tellier propose, en amendement, appuyé par M. Giard,—

"Que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants :—" Cette Chambre, tout en constatant que le parti libéral a oublié, négligé, méconnu ou sacrifié, depuis bientôt dix ans qu'il est au pouvoir, cet article de son programme comportant l'abandon de Spencer-Wood et la suppression de toute dépense pour le logement du Lieutenant-Gouverneur, s'il persiste à maintenir à Spencer-Wood la résidence du Lieutenant-Gouverneur, fera tout en son pouvoir pour réduire autant que possible les frais d'administration et d'entretien de cette propriété ".

L'amendement étant proposé,—

L'honorable M. LeBlanc, propose, en sous amendement, appuyé par M. Bernard,—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin du dit amendement :—

" Et cette Chambre espère que le gouvernement s'appliquera à réduire les dépenses, non-seulement à Spencer Wood, mais dans toutes les branches du service public ".

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Dorris,
Gault,
Giard,

Lafontaine (Maskinongé),
LeBlanc.
Tellier.—Total 7.

CONTRE :

Messieurs

Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Blanchard,
Caron (Matane),
Champagne,
Chauret,
Côté,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Gendron,
Gillies,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Lacombe,

Lafontaine (Berthier),
Marchildon,
Panet.
Pelletier,
Perrault,
Pilon,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Tanguay (Lac-Saint-Jean),
Tessier (Rimouski),
Taschereau,
Thériault,
Turgeon,
Weir.—Total 33.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

L'amendement étant ensuite mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR ;

Messieurs

*Bernard,
Dorris,
Gault,
Giard,*

*Lafontaine (Maskinongé),
LeBlanc,
Tellier.—Total 7.*

CONTRE :

Messieurs

*Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Blanchard,
Caron (Matane),
Champagne,
Chauret,
Côté,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Gendron,
Gillies,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Lacombe,*

*Lafontaine (Berthier),
Marchildon,
Panet,
Pelletier,
Perrault,
Pilon,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Tanguay (Lac-Saint-Jean),
Taschereau,
Tessier (Rimouski),
Thériault,
Turgeon,
Weir.—Total 33.*

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

La motion principale est alors soumise et résolue dans l'affirmative, *nemine contradicente*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Langlois.—1. Quel est le nombre des compagnies d'assurance contre le feu, non licenciées, faisant affaires dans la province de Québec ?

2. Quel est le nombre de ces compagnies, non licenciées, qui ont déposé entre les mains du gouvernement, conformément à la loi, un état assermenté de leurs opérations ?

3. Le gouvernement sait-il que la compagnie d'assurance " Vermont Mutual " fait ouvertement et sans autorisation, des affaires dans les cantons de l'est ?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de demander à cette compagnie de faire un dépôt entre les mains du gouvernement et de produire un rapport ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : L'inspecteur officiel des compagnies d'assurance contre le feu a porté à la connaissance du gouvernement que la compagnie d'assurance " Vermont Mutual ", non licenciée, a fait quelques affaires dans la province et qu'elle n'a pas d'agent résidant dans cette province.

L'inspecteur d'assurance doit voir à ce que cette compagnie se conforme à la loi.

D'après nos renseignements c'est la seule compagnie non licenciée qui fait des affaires dans la province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (106) constituant en corporation l' " Aquarium ".

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (141) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenu lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (62) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic.

Bill (63) constituant en corporation " The Quebec Eastern Railway Company."

Bill (73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company."

Bill (92) ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme *et al.*, à James-N. Greenshields.

Bill (95) constituant en corporation l'Assistance publique.

Bill (110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma.

Bill (119) amendant la loi constituant en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (33) concernant le "German Club Teutonia".

Bill (34) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et de l'Île d'Orléans.

Bill (45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Bill (82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Contant au nombre de ses membres.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (35) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce.

Bill (36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges.

Bill (77) concernant la succession Tourville.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (33) concernant le "German Club Teutonia", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (34) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et de l'Île d'Orléans, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Contant au nombre de ses membres, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (35) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (77) concernant la succession Tourville, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 25 février 1907

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre l'état d'affaires de la congrégation des Sœurs du Perpétuel Secours de St-Damien, comté de Bellechasse, pour l'année 1906.

(Document de la session No 23).

Ordonné.—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (19) concernant la constitution en corporation par lettres-patentes des compagnies par actions.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (22) amendant l'article 4658 des Statuts refondus relativement aux compagnies à fonds social.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (196) amendant la loi des mines de 1892.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1907, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et quelque personne que ce soit, relativement à l'immigration récente d'une portion notable de colons originaires de la vieille colonie française Saint-Pierre et Miquelon.

(Document de la session No 67).

Aussi, réponse à un ordre de la Chambre du 8 février 1906, pour la production de copie de documents se rapportant aux taxes sur les compagnies d'assurance sur la vie et à l'assurance d'état.

(Document de la session No 68)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (6) concernant l'observance du dimanche.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (131) constituant en corporation l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

M. l'Orateur s'adresse alors à la Chambre ainsi qu'il suit :

“ Je constate par les procès-verbaux de la séance de vendredi dernier, et par l'article 42 du feuillet des ordres, que l'honorable député d'Hochelaga a donné avis que, “ lors de la considération en comité général et à la troisième lecture du Bill (68).—Loi amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces ”, il proposerait de référer le bill de nouveau au comité des bills privés. Comme il est de mon devoir de signaler à la Chambre toute irrégularité de la procédure, je crois opportun de déclarer que, l'avis de motion de l'honorable député d'Hochelaga, n'était pas nécessaire. Je profiterai de l'occasion pour bien définir la 31^{ème} règle relative aux avis de motion. Elle se lit comme suit :

“ 31. Toute motion demandant l'autorisation de présenter un bill, une “ résolution, une adresse, de nommer un comité ou de faire une interpellation, doit être précédée d'un avis de deux jours ; mais cette règle ne “ s'applique pas aux bills publics après leur présentation, ni aux bills privés, “ ni aux motions pour prolonger l'ajournement de la Chambre. L'avis préalable doit être déposé sur le bureau avant six heures. Il est imprimé à la “ suite du procès-verbal du jour. ”

“ La règle est donc très claire. En autant qu'elle s'applique aux bills publics et privés, elle n'exige l'avis que pour leur présentation. A la généralité de la règle, il n'y a que la seule exception prévue par la 67^e règle, en vertu de laquelle, avis doit être donné de tout amendement important à un bill privé. Mais lorsque la Chambre a autorisé la présentation d'un bill, toutes les motions nécessaires pour les diverses phases de la procédure, relative aux bills, se font sans avis préalable.

“ Je crois devoir ajouter que l'honorable député d'Hochelaga, était parfaitement dans l'ordre, vendredi dernier, en proposant après la lecture du 17^{ème} rapport du comité des bills privés, le renvoi immédiat, de nouveau, du Bill No 68, au comité des bills privés, parce qu'un avis n'est pas requis pour une motion à l'effet de renvoyer un bill à un comité permanent de la Chambre. Qu'il me suffise de citer l'autorité de May, page 374, 2^e édition.

“ No notice is required of a motion to commit a Bill to a standing committee, and this motion can be made though the bill is under consideration “ by a committee of the whole House. ”

“ (Il n'est requis aucun avis de motion pour soumettre un bill à un comité permanent, et la motion peut être faite même alors que le bill est soumis à l'examen du comité général de la Chambre). ”

“ Si l'honorable député d'Hochelaga ne s'était pas tout de suite désisté de sa demande, et s'il avait proposé sa motion, il eût été de mon devoir de la déclarer dans l'ordre. ”

“ Je fais ces remarques avec le désir d'être utile à la Chambre, en lui disant clairement l'interprétation que je donne à la 31ième règle, et l'application que j'en ferai. ”

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, et il est—

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés pour y être reconsidéré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (67) concernant la cité de Sorel.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (64) amendant la charte de la ville de Saint-Louis. et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (35) constituant en corporation la compagnie d'assurance Mutuelle du Commerce, et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges, et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (77) concernant la succession de feu l'honorable Louis Tourville, et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (33) concernant le club allemand "Teutonia.", et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (34) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'Ile d'Orléans, et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt, et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (82) autorisant l'association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Contant au nombre de ses membres, et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (D) remplaçant l'article 5486 des Statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage ou les deux, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (E) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (C) concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Il est proposé par l'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, et—

Ordonné,—Que le Bill (C) du Conseil législatif, concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers, soit lu la première fois maintenant.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

Il est proposé par l'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, et—

Ordonné,—Que le Bill (D) remplaçant l'article 5486 des Statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage ou les deux, soit lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

Il est proposé par l'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, et—

Ordonné,—Que le Bill (E) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture soit maintenant lu une première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Chauret.—1. Le gouvernement sait-il que huit jurés qui n'ont pas répondu à l'appel, dans une cause de Nathan Sack vs P. W. Fern, instruite devant la Cour supérieure, à Montréal, ont été condamnés à l'amende de dix piastres chacun, le 20 février courant, et qu'ordre a été donné par le juge Archibald au shérif de procéder sans délai à faire payer ces amendes ?

2. Le gouvernement, à la demande de ces jurés, remettra-t-il ces amendes ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Non ?

2.

Par M. Bissonnette (Montcalm).—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de venir en aide à la construction du prolongement du chemin de fer de Saint-Jacques jusqu'à Saint-Théodore, passant par Rawdon, dans le comté de Montcalm ?

2. Dans l'affirmative, des demandes officielles de la part des promoteurs de ce projet ont-elles été faites au gouvernement depuis le 1er juillet 1906 ?

Réponse par l'honorable M. Weir : 1. A l'étude.
2. Non.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

M. Jobin propose, appuyé par M. Mousseau,—et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—que ce bill soit lu la deuxième fois maintenant. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé pour étude à un comité spécial composé de tous les membres du comité de législation et de MM. Bissonnette (Montcalm), Pelletier, Daignault, Lemieux, Morissette, Côté, Fiset et Jobin.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (170) remplaçant l'article 293 du Code de procédure civile.

M. Mousseau appuyé par M. Jobin propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (185) relatif aux termes et séances de la cour supérieure et de la cour de circuit dans le comté de Drummond.

M. Laferté appuyé par M. Cherrier propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (182) amendant l'article 2896 des Statuts refondus de la province de Québec.

M. Mousseau appuyé par M. Jobin propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (192) concernant la juridiction de la cour de circuit quant aux cantons de Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm.

M. Bissonnette appuyé par M. Bernard propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la constitution en corporation, par lettres-patentes, des compagnies par actions.

L'honorable M. Weir propose, appuyé par M. Tessier, et il est—

Résolu,—Que, jeudi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions pourvoyant à la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (28) amendant le Code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter à cette Chambre sans amendement.

Ordonné, Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 26 février 1907.

M. Gillies du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements :

Bill (124) constituant en corporation “ The Chibougamou and James Bay Railway Company ” ;

Bill (132) constituant en corporation “ The Pontiac Central Railway Company ”.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (134) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec au lac Champlain.

Votre comité recommande aussi d'étendre les délais pour la réception des rapports du comité des bills privés, jusqu'à mardi, le 5 mars prochain".

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dix-huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (49) amendant la charte de la ville de Beauharnois.

Bill (90) constituant en corporation " The Continental Fire Insurance Company ".

Bill (109) validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Sir Isaac Coffin à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux.

Et bill (127) concernant l'hôpital Notre-Dame.

Votre comité a examiné aussi le bill (81) amendant la loi constituant en corporation " The Western Hospital of Montreal ", et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au cinq de mars prochain, inclusivement".

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le Bill (168) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et l'a rejeté."

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (199) amendant l'article 291 de la loi de l'instruction publique relativement à la signification de l'avis spécial.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lafontaine (Berthier) ait la permission de présenter un bill (145) amendant la loi de la chasse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gosselin ait la permission de présenter un Bill (198) amendant l'article 291 du Code municipal concernant les électeurs municipaux.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Avant de procéder à l'ordre du jour, M. l'Orateur s'adresse à la Chambre ainsi qu'il suit :

“ L'honorable député de Laval m'ayant interpellé, à la séance d'hier, comme il en avait le droit, pour savoir si j'avais reçu une lettre de monsieur le baron de l'Epine, je crois devoir informer la Chambre qu'en effet telle lettre m'a été remise. J'en ai accusé réception, et j'ai informé monsieur le baron de l'Epine que je donnerais à sa lettre la considération autorisée par le règlement. J'ai sans délai étudié la question de procédure se rattachant à cet incident, et je désire informer immédiatement la Chambre de mes conclusions. Les personnes étrangères à l'Assemblée législative ne peuvent s'adresser à cette Chambre que par la seule voie régulière d'une pétition rédigée suivant la forme réglementaire. On ne peut pas s'adresser à la Chambre par l'intermédiaire de son Orateur. A ce sujet, la Chambre me permettra sans doute de lui citer le précédent absolument formel que je trouve dans le second volume des “ Débats ” de la Chambre des Communes, d'Ottawa, session de 1879, sous la présidence de l'honorable Joseph Godéric Blanchet, député de Lévis. M. l'Orateur Blanchet avait reçu une certaine lettre d'Angleterre destinée à la Chambre des Communes. La Chambre s'occupa de cette communication à deux reprises—en premier lieu, le 22 avril 1879, comme suit :

“ M. l'Orateur : Je présente un mémoire qui a été adressé à la Chambre des Communes par l'association de réciprocité et de libre-échange d'Angleterre (Reciprocity and Free trade Association of England), signé par le président, John Saxton, par l'ordre de cette association.

“ Je recommande que ce mémoire soit déposé sur le bureau de la Chambre.

“ M. Anglin : Ce n'est pas la coutume de permettre à un corps étranger de s'adresser à la Chambre des Communes.

“ M. l'Orateur : L'année dernière, la Chambre a refusé de recevoir une requête parce qu'elle était signée par des citoyens des Etats-Unis ; mais celle-ci porte les signatures de sujets anglais.

“ M. Anglin : C'est introduire une coutume extraordinaire qui pourrait avoir des conséquences également extraordinaires.

“ En effet si l'on peut s'adresser à nous à propos de questions commerciales, l'on pourrait en faire autant relativement à d'autres sujets ; et nous ne permettons pas même à nos propres concitoyens de communiquer avec la Chambre autrement que par voie de pétition.

“ M. l'Orateur : Comme je ne connais aucune règle parlementaire qui décide pareille matière, je laisse à la Chambre le soin de se prononcer.

“ M. Holton : Je crois que l'honorable Orateur a parfaitement raison.

“ Ce document n'est qu'une simple lettre, et, comme question de convenance parlementaire, je ne vois pas comment la Chambre pourrait recevoir des lettres à moins qu'elles ne se terminent par une prière.

“ M. Tupper : Il serait bon, selon moi, de laisser le document sur le bureau de la Chambre ”.

Le lendemain, 23 avril 1879, la question fut de nouveau soulevée, et M. l'Orateur Blanchet décida comme suit :

“ M. Orton : Avant de passer aux ordres du jour, je veux appeler l'attention de la Chambre sur un mémoire fort extraordinaire, envoyé hier et qui, je crois, a été déposé sur le bureau de la Chambre d'une façon irrégulière. Je crois devoir signaler ce mémoire, d'autant plus qu'il a directement trait à la politique du gouvernement actuel. Il vient de l'association libre-échangiste et de réciprocité d'Angleterre.

“ M. l'Orateur : Après avoir de nouveau étudié la question, voici ce que j'ai à dire au sujet du mémoire irrégulièrement déposé sur le bureau, hier : Aucun document ne peut être présenté à la Chambre, que par un message du gouverneur-général, ou en réponse à un ordre ou à une adresse de la Chambre ou en vertu d'un statut qui exige sa production. Les personnes étrangères au parlement doivent s'adresser à la Chambre par pétition et il a été fréquemment décidé qu'aucune lettre, déclaration, adresse ou remontrance ne pouvaient être reçues si elles n'étaient rédigées dans une certaine forme. Dans le cas d'une pétition, un membre la présente de son siège, et doit voir à ce quelle ne contienne aucune violation flagrante des règles de la Chambre. La pratique parlementaire ne veut pas que l'Orateur présente une pétition même rédigée en bonne et due forme. Une requête fut envoyée à monsieur l'Orateur Addington, pour qu'il la présentât, comme membre de la Chambre ; il ne voulut pas y consentir, regardant ce procédé comme tout à fait irrégulier. Le document dont il s'agit n'est pas une pétition, mais une communication contenant une déclaration relative au tarif canadien qui occupe actuellement la Chambre. De fait, un membre ne pourrait pas régulièrement présenter ce document de son siège parce qu'il offre *primâ facie*, tous les indices d'une irrégularité. En 1841, monsieur Milner Gibson voulut présenter une déclaration analogue, signée au nom de la population de Manchester, dont elle exprimait les vœux au sujet des lois sur le blé ; mais l'Orateur ne voulut pas l'y autoriser. Le document dont il s'agit ici, ne nous étant pas arrivé sous forme de pétition régulière et n'ayant pas été produit en vertu d'un autre ordre de la Chambre, ne mérite aucune attention.”

“ La Chambre me permettra de lui faire remarquer l'unanimité de l'opinion formelle exprimée par tous ceux qui prirent la parole, opinion que M. l'Orateur Blanchet traduisit en termes si énergiques dans sa décision.

“ Je suis convaincu que la Chambre se rendra très facilement compte des difficultés incessantes qui entraveraient constamment ses délibérations, s'il pouvait être permis à tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre ne sont pas satisfaits de ses décisions, de les discuter, pour les approuver ou les critiquer, dans des lettres adressées à l'Orateur qui devrait les lui communiquer. Dans mon opinion, semblable innovation ne peut pas être permise parce qu'elle serait absolument contraire, non seulement à la pratique constante, mais à l'esprit incontestable de nos institutions parlementaires dont la base essentielle est la liberté de discussion.”

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents de travail.

L'honorable M. Weir, appuyé par M. Tessier, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion étant soumise,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Weir informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à sa considération.

(EN COMITÉ)

Résolu 1.—Que les commissaires et le secrétaire nommés en vertu de la loi autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail, recevront pour leurs services une indemnité qui sera fixée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, laquelle ne pourra excéder dix piastres par jour.

Résolu 2.—Que l'indemnité des commissaires et du secrétaire et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, papeterie et autres choses nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs, en vertu de la loi précitée, seront payées par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté deux résolutions.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu 1.—Que les commissaires et le secrétaire nommés en vertu de la loi autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail, recevront pour leurs services une indemnité qui sera fixée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, laquelle ne pourra excéder dix piastres par jour.

Résolu 2.—Que l'indemnité des commissaires et du secrétaire et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, papeterie et autres choses nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs en vertu de la loi précitée, seront payées par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont adoptées.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général sur le Bill (26) autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquelles donnent lieu les accidents de travail.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (11) amendant le Code de procédure civile relativement aux actions *in forma pauperis* et à certaines dépositions.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et la modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 27 février 1907.

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements :

Bill (186) amendant le Code municipal relativement au rachat des rentes constituées.

Bill (181) amendant les article 541 et 836, du Code municipal, concernant l'abattis des clôtures dans les chemins d'hiver.

“ Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (191) amendant l'article 31 du Code municipal relativement à l'annexion de partie de paroisse à une municipalité rurale.”

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (114) amendant la charte de la cité de Québec.

Bill (138) confirmant la charte du " Ottawa Golf Club " et augmentant ses pouvoirs.

Bill (133) constituant en corporation " The Mattawin Lumber Company."

Votre comité a aussi examiné le bill 139.—Loi validant la vente et adjudication par Ovide Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du trois juillet 1885, et a l'honneur de le rapporter sans amendement."

M. Champagne, du comité de législation présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements.

Bill 180.—Loi amendant les articles 1688 et 2261 du Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et la rejeté :

Bill 185.—Loi relative aux termes et séances de la cour supérieure et de la cour de circuit dans le comté de Drummond.

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill (202) concernant les responsabilités résultant des accidents aux ouvriers au cours de leurs travaux.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (13) constituant en corporation l'Ecole technique de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Weir ait la permission de présenter un Bill (12) amendant la loi relative aux établissements industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Weir ait la permission de présenter un Bill (17) concernant l'Ecole normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'institution royale pour l'avancement des Sciences et pour d'autres fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Kelly ait la permission de présenter un Bill (201) relatif aux termes et séances de la cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois.—1. Quel montant a été prélevé, par le gouvernement, des sociétés de secours mutuel, en vertu de l'article 3104p des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 62 Victoria, chapitre 32, pour défrayer les dépenses occasionnées par la nomination d'un inspecteur ?

2. Quelles sont les sociétés qui ont été appelées à verser leur contribution ?

3. Quelle contribution a été versée par chacune d'elles annuellement depuis 1899 ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :

No. 1. \$1,078.49.

No. 2. Ladies of the Maccabees.

Soc. Mutuelle Française de Montréal.

Union St-Joseph de Lachine.

Catholic Order of Foresters.

Knights of Pythias.

Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec.

Ancient Order of Hibernians.

Scottish Order of Clans.

Catholic Mutual Benefit Association.

Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge, Quebec.

Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette.

Montreal Life & Accident Benefit Association.

Union Saint-Joseph à Saint-Sauveur de Québec.

Knights of Columbus.

Royal Arcanum.

Ancient Order of United Workmen.

Musicians' Benevolent Society.

Union Saint-Pierre de Montréal.

La Caisse des Familles de Québec.

Union des Commis Marchands de Montréal.

Union Saint-Joseph et Saint-Michel de Sorel.

Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthé.

Société de Bienfaisance de Coaticook.

Union Saint-Joseph de St-Chs. Borromée de Charlesbourg

Société Bienveillante de Saint-Roch.

Union Saint-Joseph de Beauport.

Union Saint-Joseph de Saint-Henri.

L'Alliance Nationale.

Société des Artisans Canadiens-Français.

Société Saint-Jean-Baptiste de Masson.

Société Saint-Jean-Baptiste de Valleyfield.

Daughters and Maids of England Benevolent Society.

Knights of the Maccabees of the World.

Independent Order of Odd Fellows—Manchester Unity.

Société Saint-Joseph de Hull.

Independent Order Sons of Benjamin.
 Union Saint-Joseph de Sherbrooke.
 Union Saint-Joseph de Drummondville.
 Union Saint-Joseph de Trois-Rivières.
 Union Fraternal League.
 Union Saint-Vincent de Montréal.
 Société Saint-Jean-Baptiste de bienfaisance d'Aylmer.
 Société de Bienfaisance de Waterloo.
 Union Saint-Joseph de L'Ancienne Lorette.
 Association des Bouchers et Commerçants de lard de Québec.
 Union Saint-Joseph des Artisans de Mégantic.
 Association de Bienfaisance des Boulangers de Montréal.
 L'Union Belge de Montréal.
 The Montreal Street Railway Benefit Association.
 Hebrew Sick Benefit Association.
 Ship Workmen's Mutual Benefit Association of the Port of Montreal.
 Montreal Life and Aid Association.

No 3.	1902	1903	1904
Soc. Mutuelle Française de Montréal.....	\$ 1 78	\$ 1 55	\$ 1 42
Scottish Order of Clans.....	5 63	5 09	5 22
Catholic Mutual Benefit Association.....	21 69	20 34	19 94
Independent Order of Odd Fellows Grand Lodge	116 07	114 07	122 68
Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec.....	16 65	16 18	15 19
Knights of Columbus.....	7 13	5 89	4 72
Musicians' Benevolent Society of Montreal....	2 08	2 03	1 92
Union Saint-Pierre de Montréal.....	25 79	23 45	26 36
Union des Commis Marchands de Montréal...	3 56	3 54	3 44
Union Saint-Joseph de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg.....	9 33	8 72	8 09
Soc. Bienveillante de St-Roch.....	8 63	8 69	8 49
Daughters and Maids of England Benevolent Society.....	7 99	10 40	10 69
Independent Order of Odd Fellows Manchester Unity.....	44 55	42 15	39 73
Knights of the Macabees of the world.....	26 92	28 59	29 23
Société St-Joseph de Hull.....	2 08	2 03	1 92
Independent Order of the Sons of Benjamins..	25 79	23 95	26 37
Union St-Joseph de Trois-Rivières.....	12 47	12 32	10 88
Union Fraternal League.....	3 56	4 94	8 49
Soc. St-Jean-Baptiste de Waterloo.....	2 63	2 20	2 68
Union St-Joseph de l'Ancienne Lorette.....	5 11	4 62	4 72
Union St-Joseph des Artisans de Mégantic....	5 78	5 46	5 15
Hebrew Sick Benefit Society.....	6 91	5 88	6 94
	<u>\$362 13</u>	<u>\$ 352 09</u>	<u>\$ 364 27</u>

Aucune contribution n'a été demandée pour les années 1899, 1900 et 1901. Les autres sociétés n'ont payé aucune contribution.

Par M. Langlois.—1. Quel est le nombre d'instituteurs et d'institutrices laïques enseignant sans brevet dans la province de Québec ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger à l'avenir l'application de l'article 93 de la loi de l'instruction publique, qui oblige toute personne, pour enseigner, à être pourvue d'un brevet de capacité ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. 1,164 sur les 6,961 qui enseignent dans les écoles élémentaires, modèles et académiques, sous contrôles et indépendantes.

2. Le département de l'Instruction publique exige, autant que possible, l'application de l'article 93 de la loi scolaire.

Par M. Langlois.—Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter l'octroi annuel au fonds de pension des instituteurs et institutrices ?

Réponse par l'honorable M. Roy : A l'étude.

Par M. Giard.—1. Quel est le coût de rédaction, d'impression, de photogravure, de tirage et de circulation de l'ouvrage intitulé le "Nouveau Québec" ?

2. Combien M. Pelland, publiciste du département des mines et pêcheries, a-t-il retiré, en rapport avec le dit ouvrage ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. L'impression, la photogravure et le tirage ont coûté \$2,398,81. La rédaction et la circulation n'ont rien coûté.

2. Rien.

Par M. Giard.—1. Quel montant M. Alfred Pelland, publiciste du département de la colonisation, des mines et des pêcheries, a-t-il reçu, comme salaire, depuis le 1er juillet 1905 ?

2. A combien se montent ses dépenses de voyage et autres, depuis la même date ?

3. Quelle est la nature des fonctions qu'il a remplies depuis la même date ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. \$100.00 par mois.

2. \$374.00.

3. Publiciste du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Par M. Giard.—1. M. J. Obalski, surintendant des mines, a-t-il obtenu des congés depuis le 1er juillet 1905 ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et pour combien de temps ?

3. A-t-il reçu depuis la date sus-nommée, le montant de son traitement régulier ?

4. A combien se montent ses dépenses de voyages et autres, en outre de son salaire, depuis la même date ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. Oui, un congé.

2. Du 9 août 1906 au 14 septembre 1906.

3. Oui.

4. \$527.00.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Combien le gouvernement a-t-il employé d'experts miniers dans les explorations, depuis le 1er juillet 1905 ?

2. Quels sont leurs noms ?

3. Quelle est la durée de leurs fonctions respectives ?

4. Quelles sommes d'argent a-t-il été payée à chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1, 2, 3, 4. Aucun autre expert que M. Obalski, surintendant des mines, n'a été employé dans les explorations depuis le 1er juillet 1905.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Y a-t-il eu des travaux exécutés au palais de justice et à la prison de Sainte-Scholastique, depuis le 1er juillet 1905 ?

2. Dans l'affirmative, quel est le coût de ces travaux ?

3. A-t-il été demandé des soumissions ?

Réponse par l'honorable M. Weir.—1. Oui.

2. \$7,000.00.

3. Oui.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Combien d'arpentages ont été ordonnés et faits depuis le 1er juillet 1905 ?

2. Par qui, et à quels endroits ont-ils été faits ?

3. Quel est le coût de chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon ;

1. Onze.

2.

3. Voir tableau ci-dessous.

Arpenteurs.	Localités.	Coût.
Lemoine, C. E.,	Côte Nord, Golfe St-Laurent.....	\$3,178 70
Fafard, Eug.,	Canton Robinson.....	900 00
Laberge, F. C.,	Lig. frontière Prov. Ont. et Québec.....	4,097 46
Gagnon, Gédéon,	Côte Nord, Golfe St-Laurent.....	2,504 00
Bourget, C. A.,	Canton York, Comté Gaspé	1,805 32
Lacoursière, J. O.,	Canton Talon, Comté Montmagny.....	5,221 16
Tremblay, William,	Canton Otis, Comté Saguenay.....	474 33
Simard, Téléphore,	Canton Guerin, Comté Pontiac.....	2,825 44
Courval, L. P. de,	Riv. Valin, Comté Chicoutimi.....	3,376 28
do	Tributaires du St-Maurice.....	5,660 00
Simard, Onésime,	Canton Joly, du lac Tremblant.....	596 80

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay (Lac St-Jean), et il est—

Résolu,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, il serait désirable d'amender la loi de la succession légale de manière à mettre l'époux survivant au nombre des héritiers de l'époux prédécédé.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier et—

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de la correspondance et des documents en la possession du gouvernement, depuis le premier juillet 1906, se rapportant à la demande de certains intéressés, à l'effet que la cour de circuit siège tous les trois mois à Matane.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

Copie de tous arrêtés ministériels, correspondance, demandes de soumissions, soumissions, contrats et documents en rapport avec le nouveau palais de justice de Sherbrooke.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Lafontaine (Maskinongé), secondé par M. Bernard et—
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de toutes lettres du ministre ou du département adressées à l'agent des terres, à New Carlisle, dans le comté de Bonaventure, au sujet de la perception des droits de coupe de cette agence, et des réductions des droits de coupe que cet agent a reçu instruction d'accorder, depuis le 1er juillet 1905.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Une liste des lots vendus dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain, donnant le nom de l'acheteur, la date et le prix de l'achat, avec l'étendue et le numéro de chacun des lots ainsi achetés depuis le 1er juillet 1905.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie des rapports d'inspection pour classification des terres, dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (159) amendant l'article 426 du Code municipal.

M. Perrault, appuyé par M. Lacombe propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (173) amendant l'article 2098 du Code civil.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (174) amendant l'article 89 du Code civil.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (187) amendant la loi de la pêche de Québec.

M. Kelly, appuyé par M. Petit, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (190) pour le maintien des libertés communes en matière d'observance dominicale.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (183) remplaçant l'article 2054 du Code civil.

M. Mackenzie, appuyé par M. Vilas, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (149) amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, que le bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant le coroner du district de Québec.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école technique de Québec.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Tessier, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les mines de Québec.

L'honorable M. Weir propose, appuyé par l'honorable M. Tessier, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les établissements industriels.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant une subvention à l'éducation protestante dans la province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (165) détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (7) amendant la loi concernant les terres publiques.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (117) élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal.

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, sans amendement.

Bill (6) concernant l'observance du dimanche.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (7) amendant la loi concernant les terres publiques et ces amendements sont lus la première fois.

Et la question étant posée : Ces amendements seront-ils lus la deuxième fois maintenant?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (117) élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de

certaines actes du Synode du diocèse de Montréal et ces amendements sont lus deux fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaines résolutions accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon—et la motion étant soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Tessier informe, alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général, et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada".

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (49) amendant la charte de la ville de Beauharnois.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company".

La Chambre s'étant constituée, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (109) pour valider, confirmer et ratifier les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres héritiers de feu sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent deux.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (127) concernant l'hôpital Notre-Dame.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac-St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (81) amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal".

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac-St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (132) constituant en corporation " The Pontiac Central Railway Company. "

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (40) constituant en corporation la ville de Mégantic, et ces amendements sont lus la deuxième fois. Et la question étant posée : La Chambre adoptera-t-elle les dits amendements ?—

M. Girard propose en amendement, appuyé par M. Morin : " Que tous les mots après " Que " soient retranchés et remplacés par les suivants : Un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que cette Chambre a adopté ses amendements avec la modification suivante : " Les mots après "du secrétaire-trésorier " qui précèdent la clause 14, dans le dit bill, tel qu'amendé par le Conseil législatif sont retranchés et remplacés par les suivants : " Dépôt des candidats. "

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est adopté.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 28 février 1907

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (9) affectant certains deniers au paiement de la dette publique ;

Bill (10) amendant la loi concernant les syndicats coopératifs ;

Bill (14) concernant les jurés du coroner ;

Bill (86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.

Bill (103) concernant la Compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.

Bill (162) amendant l'article 2427 des Statuts refondus relativement à la cour des commissaires.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

Bill (177) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (177) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, transmis par Arthur St Jacques, écuyer, gentilhomme-Huissier de la Verge Noire :

M. l'Orateur,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec les membres de la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif et là, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés suivants :

- 2 Loi concernant l'école polytechnique.
- 4 Loi amendant la loi de l'Instruction publique.
- 5 Loi amendant la loi d'hygiène publique de Québec, 1901.
- 6 Loi concernant l'observance du dimanche.
- 7 Loi amendant la loi concernant les terres publiques.
- 9 Loi affectant certains deniers au paiement de la dette publique.
- 10 Loi amendant la loi concernant les syndicats coopératifs,
- 14 Loi concernant les jurés du coroner.
- 31 Loi amendant la charte du Crédit foncier-canadien.
- 32 Loi amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.
- 33 Loi concernant le "German Club Teutonia".
- 34 Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Ile d'Orléans.
- 35 Loi constituant en corporation la compagnie d'assurance mutuelle du commerce.
- 36 Loi constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges.
- 37 Loi concernant "The Engineers' Club of Montreal."

-
- 38 Loi déclarant légale la vente du lot No 238 du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par dame Marcelline Labranche *et al*, à la Société de l'Hôpital-Général de Montréal, et ratifiant le contrat de cette vente.
 - 41 Loi modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137, et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.
 - 42 Loi constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.
 - 43 Loi constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association."
 - 45 Loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.
 - 46 Loi refondant et revisant la charte de la ville de Longueuil.
 - 48 Loi amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français.
 - 59 Loi constituant en corporation les Frères de Saint-Vincent de Paul.
 - 62 Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic.
 - 63 Loi constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company".
 - 64 Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.
 - 65 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen.
 - 66 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire.
 - 70 Loi ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion.
 - 71 Loi amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent.
 - 72 Loi concernant la "Shawinigan Carbide Company, Limited."
 - 73 Loi constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company".
 - 75 Loi amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de Montréal.
 - 77 Loi concernant la succession Tourville.
 - 78 Loi concernant la succession de feu l'honorable sir Hector L. Langevin.
 - 80 Loi constituant en corporation les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception.
 - 82 Loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Contant au nombre de ses membres.
 - 85 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen.
 - 86 Loi concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.
 - 92 Loi ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume Narcisse Ducharme *et al*, à James N. Greenshields.
 - 95 Loi constituant en corporation l'Assistance publique.
 - 96 Loi constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Edouard, à Beauport.

-
- 97 Loi ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal.
- 103 Loi concernant la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.
- 110 Loi concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma.
- 111 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Henry Dillon au nombre de ses membres.
- 116 Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry, à vendre certain bien substitué.
- 117 Loi élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal.
- 119 Loi amendant la loi qui constitue en corporation " The Quebec and St. Maurice Industrial Company ".
- 122 Loi concernant la succession de feu Robert Peddie.
- 129 Loi constituant en corporation " The Canadian Nurses Association. "
- 130 Loi amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec.
- 152 Loi ratifiant certains actes de transport de biens de successions, sujets à l'impôt.
- 162 Loi amendant l'article 2427 des Statuts refondus relativement à la Cour des commissaires.
- 165 Loi détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.
- Les députés reviennent à leur salle de séances.

M. Morin, du comité de législation, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill (167) amendant les articles 443 et 485 du Code de procédure civile relativement à la taxation des jurés.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (182) amendant l'article 2896 des Statuts refondus de la province de Québec ".

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (200) amendant l'article 95 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois.—1. Dans combien de comtés la moyenne du traitement payé aux institutrices est-elle inférieure en 1905-1906 à la moyenne de 1904-1905 ?

2. Quels sont ces comtés ?

3. Quelle est la moyenne des traitements payés en 1904-1905 et 1905-1906, respectivement, pour chacun de ces comtés ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. 13 comtés.

	Année 1904-5	Année 1905-06
2 et 3. Berthier	\$134	\$131
Châteauguay	159	157
Deux-Montagnes.....	149	143
Laprairie	159	154
L'Assomption.....	136	135
Maskinongé.....	128	118
Nicolet	97	96
Richelieu	123	119
Rouville	138	136
Trois-Rivières.....	182	159
Verchères	144	132
Wolfe	138	136
Yamaska.....	104	103

Par M. Langlois.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que le système de ventilation est nul dans quatre-vingt-quatorze maisons d'écoles dans le district d'inspection de M. Filteau ?

2. Dans l'affirmative, à quelles mesures le gouvernement se propose-t-il d'avoir recours pour mettre fin à un pareil état de choses ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—1. Cette information est contenue dans le rapport daté du 24 juillet 1906, de M. A. M. Filteau, inspecteur des écoles d'une partie du comté d'Ottawa.

2. Il s'efforce de faire appliquer les règlements du Conseil de l'instruction publique concernant la ventilation des maisons d'écoles.

L'honorable M. Roy secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 janvier 1907, pour la production d'un état détaillé de toutes ventes, locations ou concessions à un titre quelconque, de chutes ou pouvoirs hydrauliques, consenties par le gouvernement de cette province depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er janvier 1907, avec indication du mode suivi dans chaque cas, du site et du nombre approximatif de chevaux-vapeurs utilisables de chacun de ces pouvoirs, du nom de chaque acquéreur, locataire ou concessionnaire, de la date, du terme et de la nature

du droit concédé dans chaque cas, du prix obtenu et des autres conditions imposées, du montant réellement perçu par la province dans chaque cas, et de la quantité de forces hydrauliques réellement développée ou utilisée dans chaque cas.
(Document de la session No 69.)

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, requêtes, affidavits, lettres et messages se rapportant à la destitution de M. Alfred Lévesque, de Joliette, de sa charge de grand constable du district de Joliette, ainsi qu'à la nomination de son remplaçant, M. Wilfrid St. George, du même lieu.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (171) amendant les Statuts refondus relativement à la prestation du serment.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (159) amendant l'article 426 du Code municipal.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm), fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que ce bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, —Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (180) amendant les articles 1688 et 2261 du Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (148) annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté de Mégantic, pour toutes fins.

M. Pelletier, appuyé par M. Daignault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (181) amendant les articles 541 et 836 du Code municipal concernant l'abattis des clôtures dans les chemins d'hiver.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre s'étant constituée en comité général, et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mousseau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (106) constituant en corporation l'Aquarium.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (50) concernant le testament de feu James Jack.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (140) concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (124) concernant " The Chibougamou and James Bay Railway. "

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (138) amendant la charte de " The Ottawa Golf Club " et augmentant ses pouvoirs.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (133) constituant en corporation " The Mattawan Lumber Company. "

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que ce bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (139) validant la vente et l'adjudication faite par Ovide Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 3 juillet 1885.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a joint de le rapporter sans amendement.

Ordonné—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (39) constituant en corporation la ville de Verdun, et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement au Bill (40) constituant en corporation la ville de Mégantic, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (51) amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company."

Bill (87) concernant la succession de A. F. Gault.

Bill (169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier pour toutes les fins.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (51) amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (87) concernant la succession de A. F. Gault, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier pour toutes les fins, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 1er mars 1907

M. Langlois, du comité des bills privés, présente à la Chambre le vingtième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (100) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins.

Bill (128) érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux.

Bill (120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903.

Bill (57) concernant la Compagnie Equitable d'Assurance Mutuelle contre le feu.

Bill (60) refondant la charte de la ville d'Iberville.

Bill (113) concernant la commune de Laprairie.

Votre comité a examiné aussi le bill (68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame de Grâce, référé de nouveau à votre comité, et y a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du bill (58) conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill.”

L'honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens, et l'a amendé.”

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (15) amendant l'article 1109 des Statuts refondus concernant certaines amendes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaine résolution concernant une allocation à être accordée pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Gouin—et la motion étant soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Roy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder annuellement au syndicat financier de l'université Laval, à Québec, une somme de cinq mille piastres pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Perrault rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder annuellement au syndicat financier de l'université Laval, à Québec, une somme de cinq mille piastres pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

La résolution ayant été lue la deuxième fois est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (27) concernant une allocation à être accordée pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill, est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la pension de retraite des juges de sessions.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1.—Que si un juge de sessions, après avoir rempli sa charge pendant une période de quinze ans, au moins, est atteint d'une infirmité permanente qui l'empêche de remplir utilement ses fonctions et donne sa démission, ou si après avoir rempli sa charge comme tel durant une période de vingt-cinq ans au moins il donne sa démission, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, lui accorder une pension égale aux deux tiers du traitement annuel qu'il recevait lors de sa démission, et cette pension devra lui être servie sa vie durant.

Résolu, 2.—Que tout juge de sessions qui aura atteint l'âge de quatre-vingts ans, sera forcément mis à la retraite ; et qu'à tout juge de sessions qui sera ainsi mis à la retraite ou qui, ayant atteint l'âge de soixante-quinze ans, donnera sa démission et, dans ce dernier cas, aura rempli la charge de juge de sessions durant une période de vingt-cinq ans ou plus, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa mise à la retraite ou de sa démission.

Résolu, 3.—Que si un juge de sessions, après avoir rempli sa charge durant une période de trente ans et avoir été atteint d'une infirmité permanente ne lui permettant pas de remplir dûment ses fonctions, donne sa démission, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, lui accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait lors de sa démission, la dite pension devant compter de la date de sa retraite et lui être servie sa vie durant.

Résolu, 4.—Que si une personne qui touche une pension en vertu des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions vient à recevoir un

traitement pour l'exercice de quelque charge sous le gouvernement de la province, ce traitement sera réduit jusqu'à concurrence du montant de sa pension.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Bissonnette (Montcalm) rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que si un juge de sessions, après avoir rempli sa charge pendant une période de quinze ans au moins, est atteint d'une infirmité permanente qui l'empêche de remplir utilement ses fonctions et donne sa démission, ou si, après avoir rempli sa charge comme tel durant une période de vingt-cinq ans au moins, il donne sa démission, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, lui accorder une pension égale aux deux tiers du traitement annuel qu'il recevait lors de sa démission, et cette pension devra lui être servie sa vie durant.

Résolu, 2.—Que tout juge de sessions qui aura atteint l'âge de quatre-vingts ans, sera forcément mis à la retraite ; et qu'à tout juge de sessions qui sera ainsi mis à la retraite ou qui, ayant atteint l'âge de soixante-quinze ans, donnera sa démission et, dans ce dernier cas, aura rempli la charge de juge de sessions durant une période de vingt-cinq ans ou plus, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa mise à la retraite ou de sa démission.

Résolu, 3.—Que si un juge de sessions après avoir rempli sa charge durant une période de trente ans et avoir été atteint d'une infirmité permanente ne lui permettant pas de remplir dûment ses fonctions, donne sa démission, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, lui accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait lors de sa démission, la dite pension devant compter de la date de sa retraite et lui être servie sa vie durant.

Résolu, 4.—Que si une personne qui touche une pension en vertu des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions vient à recevoir un traitement pour l'exercice de quelque charge sous le gouvernement de la province, ce traitement sera réduit jusqu'à concurrence du montant de sa pension.

Et la question étant posée par M. l'Orateur : Ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois ?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces résolutions.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (29) concernant la pension des juges de sessions.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable M. Weir et il est—
Résolu,—Que, lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer une résolution concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le coroner du district de Québec.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon :—
Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Et, alors, la Chambre se forme en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'assigner au coroner du district de Québec un traitement fixe, ne devant pas excéder seize cents piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, et que ce coroner cessera dès lors d'avoir droit aux honoraires mentionnés au tarif de l'article 2692 des Statuts refondus.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Bissonnette (Montcalm) rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'assigner au coroner du district de Québec un traitement fixe, ne devant pas excéder seize cents piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, et que ce coroner cessera dès lors d'avoir droit aux honoraires mentionnés au tarif de l'article 2692 des Statuts refondus.

Et la question étant posée : Cette résolution sera-t-elle maintenant lue la deuxième fois ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

Et la question étant posée : La Chambre adoptera-t-elle, maintenant, cette résolution ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la résolution est agréée.

Ordonné,—Que l'hon. M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (24) concernant le coroner du district de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général, pour considérer certains résolutions concernant les établissements industriels.

L'honorable M. Weir propose, appuyé par l'honorable M. Tessier :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et adoptée.

L'honorable M. Weir informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les honoraires de chaque inspecteur pour l'inspection des chaudières à vapeurs et moteurs dans les établissements industriels ainsi que des conduites-vapeur en vertu de l'acte 3028 des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 57 Victoria, chapitre 30, section 1, seront fixés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra établir et, de temps à autre, changer des districts d'inspection, et fixer, changer et modifier des tarifs des frais de ces inspections.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Perrault rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que les honoraires de chaque inspecteur pour l'inspection des chaudières à vapeur et moteurs dans les établissements industriels ainsi que des conduites-vapeur en vertu de l'article 3028 des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 57 Victoria, chapitre 30, section 1, seront fixés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil,

Résolu, 2.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra établir et, de temps à autre, changer les districts d'inspection, et fixer, changer et modifier des tarifs des frais de ces inspections.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues la seconde fois, maintenant ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Et les résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant posée : Cette Chambre adoptera-t-elle ces résolutions ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les dites résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le Bill (12) concernant les établissements industriels.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (17) concernant l'Ecole normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des Sciences et pour d'autres fins.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général pour lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (19) concernant la constitution en corporation par lettres-patentes des compagnies par actions.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la constitution en corporation par lettres-patentes des compagnies par actions.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Gouin,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est soumise à la Chambre et résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Roy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les droits payables pour les lettres patentes accordées aux compagnies constituées jusqu'à présent en vertu d'une loi spéciale ou d'une loi générale en cette province pour un objet pour lequel la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions permettra d'accorder des lettres patentes, et qui sont actuellement des corporations existantes et valides, seront fixés de temps à autre par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que les droits payables pour les lettres patentes accordées à toute compagnie constituée en corporation en vertu d'une loi générale ou spéciale d'une autre province du Canada et à toute compagnie dûment constituée en corporation sous les lois du Royaume-Uni ou d'un pays étranger, pour l'exercice de quelqu'un des objets pour lequel des lettres patentes pourront être accordées en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions, et qui à l'époque de la demande des lettres patentes en vertu de la loi sus-dite, existent légalement, seront fixés de temps à autre par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 3. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, au besoin, établir, modifier et régler le tarif des droits payables lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions, et prescrire les formalités et le mode d'enregistrement à observer relativement à ces lettres, et tout ce qu'il sera nécessaire dans l'intention de la loi.

Que, quand il le jugera à propos le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra changer ce tarif des droits suivant la nature de la compagnie, le chiffre de son capital-actions ainsi que toutes autres particularités.

Que, dans le département du secrétaire de la province, il ne sera accordé de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires, en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions qu'après que tous les droits exigibles auront été dûment payés.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac-St-Jean) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Tanguay (Lac-St-Jean) rapporte alors les dites résolutions comme suit :

Résolu, 1.—Que les droits payables pour les lettres patentes accordées aux compagnies constituées jusqu'à présent en vertu d'une loi spéciale ou d'une loi générale en cette province pour un objet pour lequel la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions permettra d'accorder des lettres patentes, et qui sont actuellement des corporations existantes et valides, seront fixés de temps à autre par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que les droits payables pour les lettres patentes accordées à toute compagnie constituée en corporation en vertu d'une loi générale ou spéciale d'une autre province du Canada et à toute compagnie dûment constituée en corporation sous les lois du Royaume-Uni ou d'un pays étranger, pour l'exercice de quelqu'un des objets pour lequel des lettres patentes pourront être accordées en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions, et qui, à l'époque de la demande des lettres patentes en vertu de la loi susdite, existent légalement, seront fixés de temps à autre par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, au besoin, établir, modifier et régler le tarif des droits payables lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions, et prescrire les formalités et le mode d'enregistrement à observer relativement à ces lettres, et tout ce qui sera nécessaire dans l'intention de la loi.

Que, quand il le jugera à propos le lieutenant-gouverneur en conseil pourra changer ce tarif des droits suivant la nature de la compagnie, le chiffre de son capital-actions ainsi que toutes autres particularités.

Que dans le département du secrétaire de la province, il ne sera accordé de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires, en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions qu'après que tous les droits exigibles auront été dûment payés.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

Ordonné,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de considérer le Bill (19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (26) autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail.

L'honorable M. Weir, appuyé par l'honorable M. Tessier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (22) amendant l'article 4658 des Statuts refondus relativement aux compagnies à fonds social.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (177) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales, et ces amendements sont lues deux fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (182) amendant l'article 2896 des Statuts refondus de la province de Québec.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède de nouveau à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins, et ces amendements sont lues deux fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (167) amendant les articles 443 et 485 du Code de procédure civile relativement à la taxation des jurés assignés.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac Saint-Jean), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le bill (153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.

A six heures p. m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte ensuite pour le reprendre à sept heures et demie p. m.

4

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19^{ème} règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (101) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—

M. Décarie propose, en amendement, appuyé par M. Mackenzie :

Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général, avec instruction d'amender la clause 6, du dit bill, en remplaçant les mots " trois-cinquièmes ", dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots : " la majorité en nombre et en valeur ".

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, la proposition est résolue dans la négative.

La motion principale est alors soumise et il est,—

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède de nouveau à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (51) amendant de nouveau les lois concernant la " Montreal Street Railway ", et ces amendements sont lus deux fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac-Saint-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (106) constituant en corporation "L'Aquarium."

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

Ordonné, — Que M. Kelly ait la permission de présenter un Bill (189) amendant les Statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

M. Smith propose, appuyé par M. Mackenzie,—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie : 1. De la résolution adoptée sur motion de M. John White, au sujet d'une taxe provinciale pour l'éducation. 2. De tout memorandum du département de l'instruction publique ou de tous documents du comité protestant concernant une taxe d'état uniforme pour fins d'éducation.

Et, un débat s'élevant,—

M. Mackenzie propose, appuyé par M. Vilas et il est—

Ordonné.—Que ce débat soit ajourné.

Proposé par M. Mousseau, secondé par M. Jobin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état des sommes d'argent dépensées dans le comté de Soulanges, par le gouvernement de la province de Québec, depuis 1887.

M. Taschereau, membre de cette Chambre, se lève de son siège, sur une question de privilège et propose :

Que les articles du journal "l'Événement", en date des 23, 25, 26 et 28 février dernier, intitulés : "Ridicule et infâme"; "Ministres menteurs," "Le

Baron de L'Epine ", et l'extrait commençant par les mots " Il était 3.30 hrs." jusqu'à la fin de ce paragraphe " Une proposition " et " Une séance qui promet ", soient lus du bureau de cette Chambre.

Et la motion étant soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les articles suivants du journal " l'Evénement " sont lus par l'assistant-greffier de cette Chambre :

RIDICULE ET INFAME

QU'EST-CE QUE LE GOUVERNEMENT VEUT CACHER ?

" Après le vote de l'Assemblée législative sur la motion concernant l'incident Prévost-de l'Epine, l'on peut s'attendre à tout de la législature de Québec déshonorée par les fous ou les misérables qui en sont les maîtres.

Rappelons brièvement les faits. Accusé d'avoir compromis la réputation de la province de Québec en pays étranger, au cours d'un voyage officiel, M. Jean Prévost a jeté dans le public une lettre attribuée au Baron de l'Epine, comme explication de l'accusation portée contre lui.

Rien ne prouve que cette lettre ait été adressée à M. Prévost, et M. de l'Epine affirme de son côté, qu'il ne l'a jamais envoyée au ministre de la colonisation.

Or la Chambre a déclaré que cette lettre, qui vient on ne sait d'où, fera partie des procès-verbaux de l'Assemblée législative de Québec.

Tout le monde comprendra que cette attitude est d'un suprême ridicule. Vaudrait autant mettre dans le procès-verbal le portrait de M. Jean Prévost.

Le vote de la majorité est un vote de fous.

Mais c'est aussi un vote de misérables, car il refuse l'enquête demandée pour savoir d'où vient cette lettre, pourquoi elle aurait été écrite et à qui elle aurait été remise ou adressée.

Puisque le gouvernement tient tant à l'impression de cette lettre, c'est qu'il croit à son authenticité. Or, cette lettre elle-même est une accusation contre M. Prévost, d'avoir manqué à sa parole, d'avoir créé une mauvaise impression en Belgique et de s'être conduit de façon à organiser contre lui-même un dossier très dommageable pour sa réputation.

L'intérêt de M. Prévost, l'intérêt du gouvernement, était donc de voter immédiatement l'enquête demandée sur la provenance de la dite lettre.

L'un et l'autre ont refusé. Pas d'enquête. Fausse ou authentique, qu'importe les moyens par lesquels elle a été obtenue, la majorité de la Chambre a décrété que ce papier serait un document de la législature.

Voilà l'infamie que des misérables seuls pouvaient commettre.

Que cache donc cette manœuvre à la fois ridicule et infâme, pour qu'on ait pu réussir à la faire sanctionner par une majorité de la Chambre ? ”

MINISTRES MENTEURS

“ Nous en avons déjà dénoncé plusieurs. Nos lecteurs et le public en général s'étonnent pour ne pas dire qu'ils se scandalisent de nos affirmations.

Nous comprenons leur sentiment.

La parole officielle d'un ministre était naguère considérée comme sacrée.

Aujourd'hui encore quelques hommes publics se font de leur parole la même idée qu'en avait autrefois le public ; c'est-à-dire qu'ils se considéreraient déshonorés s'ils trompaient sciemment la Chambre et le public.

Mais il y en a guère de ces gentilshommes à la mode d'autrefois dans le cabinet actuel. En tout cas, M. Gouin, le premier ministre, le chef, n'est pas de ce nombre.

M. Gouin est un menteur.

Nous l'avons démontré l'autre jour, au sujet de l'incident Prévost.

En voici une nouvelle preuve, détachée encore du même incident.

Le premier ministre a dit, vendredi, (rapport du “ Soleil ” du 23 février, page 5, colonne troisième).

“ L'honorable député de Laval a prétendu lorsqu'il a exigé la production de l'original de la lettre de M. de l'Epine, que cette lettre n'avait jamais été écrite.

M. Leblanc.—Qu'elle n'avait jamais été envoyée.

M. Gouin.—Non, M. l'Orateur. Que la lettre n'avait jamais été écrite. Que l'honorable député relise l'article du journal qu'il a cité et sur lequel il s'est basé et il va se corriger lui-même.”

Or voici ce que disait l'article de “ l'Evénement, ”

“ M. Prévost avait même, dans le temps, fait imprimer et distribuer une lettre qu'il prétendait avoir reçue du baron.

Celui-ci soutient n'avoir jamais adressé ou envoyé semblable messive au ministre de la colonisation et quand même il l'eut envoyée, la lettre elle-même ne peut pas être l'objet d'une accusation de chantage pour des raisons qui seront données en temps opportun.

M. Gouin a donc menti à la Chambre, et son mensonge est d'autant plus grave que M. LeBlanc a corrigé le premier ministre à l'instant et que celui-ci n'a voulu tenir compte de l'interruption que pour affirmer une deuxième fois ce qu'il savait être faux.

Croyez à la parole de ces gens-là, maintenant ! ”

UNE PROPOSITION

AU PORTEUR DU PANACHE BLANC

M. Prévost s'est plaint amèrement à la Chambre mardi dernier, du fait que M. LeBlanc n'avait pas voulu, la veille, attendre son retour à Québec pour demander à M. Gouin la production de la fameuse lettre du baron de l'Epine.

L'homme au panache trouvait le procédé peu délicat, presque malhonnête, dans tous les cas, peu recommandable.

Si chatouilleux sur le point d'honneur, ce grand seigneur du nord !

Et cependant, c'est ce même gentilhomme qui profitait de l'absence du baron de l'Epine, pour accuser ce dernier de chantage, et qui, pour soutenir son accusation, l'étayait d'un document subtilisé.

C'est ce même gentilhomme, qui s'abritait derrière ses immunités parlementaires pour crier, le lâche qu'il est, qu'il avait refusé un jour, de recevoir un prêtre parce que ce dernier, au dire de son secrétaire, était en état d'ivresse.

M. Jean Prévost à cheval sur sa dignité et accusant les autres d'ivrognerie !

C'est encore ce même gentilhomme qui prétendait, toujours à l'abri de ses immunités parlementaires, que l'abbé Arts, de Belgique, était un prêtre qui vivait avec deux de ses cousines, des cousines à la mode de Bretagne, ajoutait Jean Sans Tête.

Nous avons une proposition à faire à ce pourfendeur de réputations.

S'il n'est pas le couillon que nous croyons, qu'il sorte de son embuscade et qu'il combatte visière levée, lance au poing.

Qu'il répète, hors de la Chambre, dans les colonnes d'un journal, sous la responsabilité de sa signature les lâches accusations qu'il formule sur un terrain où ses adversaires ne peuvent le rencontrer.

Il peut avoir du toupet. Il n'a pas de cœur et s'il refuse notre proposition, il n'est pas un gentilhomme.

BARON DE L'EPINE

Il était 3.20 heures lorsque l'orateur a pris le fauteuil, gonflé d'une longue consultation avec M. le Greffier de la Chambre qui est, en réalité, le leader de l'Assemblée sur les questions de procédure, les ministres n'en connaissant à peu près rien et le président n'y comprenant pas grand'chose.

UNE SEANCE QUI PROMET

UNE DEMANDE D'EXPULSION

Pour accompagner la lettre du Baron de l'Epine

La séance de demain vendredi, à l'Assemblée législative devrait être intéressante.

Si l'avis de motion donné par M. LeBlanc ne se perd pas encore en route, le député de Laval demandera la production de la lettre que le baron de l'Epine a adressée à l'Assemblée législative. Il s'en suivra peut-être un débat piquant. Mais il y a autre chose au programme.

La majorité de la Chambre a, paraît-il décidé de ne plus siéger, sous l'œil du représentant actuel de "L'Evenement" à l'Assemblée législative.

Et M. Taschereau, député de Montmorency, a donné avis d'une motion qui demande l'expulsion du représentant de "l'Evénement" de la tribune des journalistes. Or, comme M. le président de l'Assemblée s'est engagé d'avance à exécuter tous les vœux de la majorité, l'affaire est aussi bonne que faite.

Il y a dix-sept à dix-huit ans que la chose s'est vue.

M. Mercier règnait alors et le correspondant de la "Gazette" avait le don de lui déplaire.

Un bon jour, M. Mercier se choqua et menaça le dit journaliste de le faire expulser.

L'affaire en resta là, cependant.

La procédure annoncée contre le représentant de notre journal se fera ou ne se fera pas, peu importe pour lui ou pour le journal, et nous n'avons pas pour le moment la moindre intention de faire quoi que ce soit qui puisse être interprété comme une tentative d'influencer le vote de l'Assemblée.

Il sera toujours temps de dire ce que nous en pensons, après.

Pour le moment, nous voulons assurer nos lecteurs que de la tribune des journalistes ou d'ailleurs, le représentant de "l'Evénement" trouvera moyen de donner, comme par le passé, des rapports impartiaux, fidèles et aussi vécus que possible de ce qui se passera dans et autour de l'Assemblée législative."

M. Taschereau propose, appuyé par M. Delâge,—“ Que les articles du journal “l'Evénement,” en date des 23-25-26-28 février dernier, dont lecture vient d'être faite, constituent une violation des privilèges de cette Chambre.”

La motion est soumise par M. l'Orateur et la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Delâge,—“ Qu'ordre soit donné au Sergent d'Armes de cette Chambre d'interdire, à l'avenir, l'accès de la tribune des journalistes, au représentant actuel du journal “l'Evénement”,

M. Jean Dumont, vu la violation des privilèges de cette Chambre dont ce journal s'est rendu coupable, en adressant aux députés de la Législature les injures contenues dans les articles dont lecture vient d'être faite."

La motion est soumise par M. l'Orateur et la Chambre se divise.—Les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Blouin,
Caron, (Matane),
Cherrier,
Décarie,
Déloge,
Dion,
Dupuis,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,
Laferté.
Lafontaine (Berthier),
Lemay,

Mackenzie,
Morin,
Morisset,
Pelletier,
Pilon,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Smith,
Tanguay (Lac St-Jean),
Taschereau,
Turgeon,
Weir.—29.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
D'Auteuil,
Lafontaine (Maskinongé),

LeBlanc,
Panet,
Tellier.—6.

Ainsi la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'hon. M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, propose,—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—(Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de la lettre envoyée le 25 février courant, par M. le baron de l'Epine à M. l'Orateur, le priant de la faire insérer aux procès-verbaux de cette Chambre et protestant n'avoir jamais envoyé à l'honorable M. Prévost cette lettre datée du 30 octobre 1906, insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février courant.

M. Cherrier propose, en amendement, appuyé par M. Décarie :

Que tous les mots après "que" dans la motion soient retranchés et remplacés par les mots suivants : "M. l'Orateur soit prié de déposer seulement sur le bureau de cette Chambre, la lettre qui lui a été envoyée le 25 février dernier par M. le baron de l'Epine afin qu'elle soit référée à un comité spécial d'enquête composée de MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morrisset, Tellicr et d'Auteuil."

Et l'amendement étant soumis, M. Dupuis propose, en sous-amendement, appuyé par M. Pelletier :—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :—

"Et que ce comité s'enquiert comment la lettre datée du 30 octobre 1906, et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février dernier, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, avec instruction d'assigner des témoins et de les interroger sous serment et de faire rapport durant la présente session."

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Blouin,
Caron (Matane),
Cherrier,
Côté,
D'Auteuil,
Décarie,
Délage,
Dion,
Dupuis,
Gouin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,
Laferté,
Lafontaine (Maskinongé),
Lafontaine (Berthier),

LeBlanc,
Lemay,
Mackenzie,
Morrisset,
Pelletier,
Pilon,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Smith,
Tanguay (Lac-St-Jean),
Taschereau,
Tellier,
Thériault,
Turgeon,
Weir. — 33.

CONTRE : 0.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Et la Chambre continue à siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 2 mars 1907.

Et l'amendement proposé, ainsi amendé, étant soumis à la Chambre, il est adopté.

La motion principale, ainsi amendée, est alors soumise et elle est résolue dans l'affirmative.

M. Delâge propose, appuyé par M. Taschereau, et il est,—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (96) constituant en corporation les syndics de l'école de Saint Edouard, à Beauport, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution d'éducation.

M. Décarie propose, appuyé par M. Bergevin, et il est,—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (53) amendant la loi 4 Edouard VII, chap. 111, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde, Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

M. Décarie propose, appuyé par M. Bergevin, et il est,—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137 et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des Sœurs de Ste-Croix et des Sept-Douleurs, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une communauté religieuse.

M. Décarie propose, appuyé par M. Bergevin, et il est,—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (75) amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'instruction publique.

M. Décarie propose, appuyé par M. Bergevin, et il est,—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (80) constituant en corporation les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Proposé par M. Tellier, appuyé par M. D'Auteuil et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un tableau montrant, année par année, depuis le 1er juillet 1888 jusqu'au 1er juillet 1906, pour les écoles catholiques et les écoles protestantes, séparément : 1. La moyenne du traitement des instituteurs laïques brevetés, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires, savoir : (a) dans les écoles élémentaires ; (b) dans les écoles modèles et les académies ; (c) dans les écoles élémentaires, les écoles modèles et les académies.

2. La moyenne du traitement des institutrices laïques brevetées, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires, savoir : (a) dans les écoles élémentaires ; (b) dans les écoles modèles et les académies ; (c) dans les écoles élémentaires, les écoles modèles et les académies.

La Chambre reprend l'étude, en comité général, du Bill (153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence, et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre, une lettre du Baron de l'Epine, en date du 25 février 1907.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 4 mars 1907

M. Dupuis, du comité de législation, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec un amendement :

Bill (192) concernant la juridiction de la Cour de circuit quant aux cantons Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm.”

M. Langlois propose, appuyé par M. Morisset, et il est,—

Ordonné,—“ Que la recommandation du rapport du comité des bills privés présenté à la séance de vendredi dernier, au sujet du retrait du bill 58 intitulé : “ Loi conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du Canada ”, et à la remise de l'honoraire du dit bill, moins les frais de l'impression et de traduction, soit adoptée.”

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse, de l'Assemblée législative en date du 6 février 1906, demandant la production des ordres en conseil, documents et correspondance autorisant le Congrès de colonisation à St-Jérôme, les 21, 22 et 23 novembre 1905, et le Congrès de chasse et de pêche, à Montréal, les

12, 13 et 14 décembre 1905, ainsi que des comptes des frais encourus par la Province pour la convocation et la tenue de ces deux Congrès.

(Document de la session No 70).

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1906, pour production d'une copie de la correspondance échangée avec le gouvernement relativement au Congrès de la Colonisation, tenu à St-Jérôme les 21, 22 et 23 novembre dernier, ainsi qu'une copie des résolutions passées à ce congrès.

(Document de la session No 71).

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (206) amendant la loi de la chasse relativement à la vente du gibier.

En conséquence il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (23) concernant les compagnies d'assurances, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Weir ait la permission de présenter un Bill (207) amendant la loi relative aux édifices publics.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Weir ait la permission de présenter un Bill (208) amendant la loi relative aux établissements industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (213) concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Lé Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (28) amendant le Code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales.

Bill (74) amendant la loi organique de "The North Shore Power Company."

Bill (84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert.

Bill (93) concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe.

Bill (118) concernant la substitution Ferdinand David.

Bill (135) amendant la charte de l'hôpital Alexandra.

Bill (137) concernant le village de Montmorency.

Bill (141) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétraultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Tétraultville de Montréal.

Bill (83) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-des-Neiges.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe.

Bill (55) amendant la charte de la compagnie de Pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires.

Bill (91) concernant " The Philipsburg Railway Quarry Company. "

Bill (98) constituant en corporation " The Little Nation River Railway Company. "

Bill (125) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien. "

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétraultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Tétraultville de Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (83) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-des-Neiges, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (55) amendant la charte de la compagnie de Pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (91) concernant "The Philipsburg Railway Quarry Company," et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (125) amendant la charte du Crédit municipal canadien, et ces amendements sont lus deux fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (114) amendant la charte de la cité de Québec.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (100) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport

que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (128) amendant la charte du village de Bordeaux.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, au cours de la séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (57) concernant la compagnie "Equitable" d'assurance mutuelle contre le feu.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (60) refondant la charte de la ville d'Iberville.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (113) concernant la commune de Laprairie.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (87) concernant la succession de A. F. Gault et ces amendements sont lus deux fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois.—1. Quel est le montant dépensé par le gouvernement, par tête d'élèves inscrits pour l'éducation supérieure, en 1905-1906 ?

2. Quel est le montant dépensé par le gouvernement, par tête d'élèves inscrits, pour l'instruction élémentaire, en 1905-1906 ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. \$3.03.

2. \$1.31 par chaque élève inscrit au cours élémentaire des écoles de la province.

Par M. Langlois.—A la page 89 du rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail, on lit ce qui suit :

“ L'introduction des appareils de sauvetage et d'extinction s'opère bien lentement dans les collèges et les couvents des différentes divisions. Les propriétaires et directeurs retardent, pour une raison ou pour une autre, durant toute une année, et nous n'obtenons que le minimum des précautions demandée dans bien des cas. Là où il faudrait trois ou quatre appareils de sauvetage, on se contente d'en acheter un. Il reste donc beaucoup à faire dans notre province avant que l'on puisse dire que toutes les précautions ont été prises pour protéger la vie des enfants dans nos maisons d'éducation. ”

Est-ce l'intention du gouvernement de prendre des mesures particulières plus efficaces pour protéger la vie des enfants dans nos maisons d'éducation ?

Réponse par l'honorable M. Weir : Oui.

Par M. Langlois.—Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter le salaire des magistrats de district dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : A l'étude.

Par M. Langlois :—1. Sur quelles bases ou données se fait la distribution des fonds destinés à l'éducation supérieure en cette province, entre les diverses institutions de cette catégorie ?

2. Cette distribution est-elle faite entre ces diverses institutions à tant par tête d'élèves qui les fréquentent, ou est-elle simplement basée sur la valeur reconnue ou accordée à ces institutions ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. La distribution du fonds de l'éducation supérieure par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique n'est faite sur aucune base fixe, mais sur les besoins spéciaux des diverses maisons d'éducation et suivant les circonstances dans lesquelles elles se trouvent.

2. Non.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter à cette session une loi à l'effet d'abolir les taux de péage sur les ponts et aux barrières de péages ?

Réponse par l'honorable M. Weir : Non.

Par M. Bernard.—1. Quel est le nombre de personnes auxquelles des permis de recherches ont été accordés jusqu'à ce jour, dans le district de Chibougamou ?

2. Quel est le nombre de terrains miniers vendus, avec le nom des acquéreurs ?

3. Quel est le montant total reçu pour les permis et pour les ventes des terrains miniers ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. 215 personnes.

2. Six terrains miniers vendus à Messieurs Ed. Steindler, B. Léonard, J. A. Jacobs, Peter McKeznie, Francis Gunn et A. R. Johnson.

3. Permis.....	\$ 8,110 00
Ventes	10,230 00

Total.....	\$18,340 00
------------	-------------

Par M. Bernard.—Le rapport du ministère des Terres mentionne que 3,182 acres de terres ont été vendus pendant l'année expirant le 30 juin 1906, à monsieur John Breakey, de Québec :—1. Ces terrains ont-ils été octroyés pour des fins agricoles ?

2. Le gouvernement a-t-il exigé les conditions ordinaires d'établissement ?

3. Dans quels comtés, endroits et territoires, M. John Breakey possède-t-il de semblables concessions ?

4. Quelle est l'étendue de chacune d'elle ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1 et 2. Non, ces terrains ont été vendus pour des fins industrielles à un prix variant de \$3.00 à \$5.00 l'acre.

3. Dans le comté de Beauce.

4. Dans le canton de Risborough, une concession de 537 acres et une autre de 548 acres, le 28 mars 1889 ; dans le canton Metgermette-Sud, une concession de 961 acres, une autre de 976 acres, une troisième de 752 acres, le 30 juin 1898, et une quatrième de 2748 acres, le 25 juin 1904 ; dans le canton Marlow, une concession de 1728 acres, le 14 juin 1900 ; dans le canton Linière, une concession de 1367 acres, le 25 juin 1904.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement a-t-il reçu, dans le courant de 1906, de la part du baron de l'Epine, une demande d'achat de terrains dans le territoire de l'Abitibi pour y établir des colonies belges ?

2. Dans l'affirmative, de quelle étendue de terre a-t-il été question ?

3. Quelle réponse a-t-il été donné ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. Oui.

2. De 200 à 500,000 acres.

3. Le syndicat belge, représenté par M. de l'Epine, a refusé d'accepter les conditions du gouvernement.

Par M. Bernard.—1. Pour quelle somme a-t-on vendu, en février 1906, à Delphis Roy, certains lots de grève situés dans la baie du Cap-Chat ?

2. L'acquéreur est-il le même Delphis Roy qui tient l'agence des terres au Cap-Chat ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. Pour la somme de \$50.00 fixée par les officiers du département et par un arrêté en conseil.

2. Oui.

Par M. Bernard.—1. Quelle est l'étendue des terrains vendus dans les cantons Vallières et Mailhiot à MM. G. Stuart et Cyrille Tessier, et le prix payé pour ces terrains ?

2. A qui MM. Stuart et Tessier ont-ils transporté ces terrains, et pour quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. Deux concessions ont été faites : la première de 525 acres, et la deuxième de 1910 acres ; la première concession se trouve comprise dans la vente du pouvoir hydraulique de " La-Tuque " ;— Le prix payé pour la deuxième est \$1,910.00.

2. Le gouvernement n'a pas de renseignements à ce sujet.

Par M. Bernard.—1. Quel montant a été payé pour l'impression de la brochure de propagande " Région du Témiscamingue ", par M. Pelland, et combien d'exemplaires ont été tirés ?

2. Combien d'exemplaires a-t-il été distribué ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. La brochure " Le nouveau Québec, Région du Témiscamingue ", a été tirée à 10,000 exemplaires. Le reste de la réponse se trouve à la page 241 des procès-verbaux de l'Assemblée législative, troisième et présente session de la onzième Législature.

2. 4,600.

Par M. Mousseau.—1. L'école protestante d'Hochelaga qui vient d'être incendiée, était-elle sujette à l'opération de la loi provinciale concernant l'inspection des bâtiments publics ?

2. Dans l'affirmative, quand cette école a-t-elle, pour la dernière fois, subi l'inspection officielle ?

Réponse par l'honorable M. Weir :—1. Oui.

2. Le gouvernement attend à ce sujet des renseignements qui seront communiqués à la Chambre.

Proposé par l'hon. M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance et documents se rapportant aux plaintes portées contre Christophe Chouinard, percepteur du revenu provincial, à Matane, par le docteur A. Bouillon et autres.

Proposé par M. Bernard, appuyé par M. Lafontaine (Maskinongé), et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance, des requêtes et de tous autres documents se rapportant à des accusations ou plaintes portées contre Joseph Thibault, employé du gouvernement, à Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé.

Proposé par M. Langlois, appuyé par M. Lafontaine (Berthier), et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—La liste des établissements industriels, des édifices publics et des maisons d'éducation qui ne sont pas pourvus d'appareils de sauvetage en cas d'incendie.

M. Langlois propose, appuyé par M. Lafontaine (Berthier), et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (117) élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Mont-

réel, soit remis moins les frais d'impression et de traduction vu que ce bill concerne une institution religieuse.

M. Langlois propose, appuyé par M. Lafontaine (Berthier), et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal, soit remis moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une congrégation religieuse.

M. Tanguay (Lac St-Jean) propose, appuyé par M. Taschereau, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma, soit remis moins les frais d'impression et de traduction vu que ce bill concerne une institution religieuse.

M. Côté propose, appuyé par M. Ouellette, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (130) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec, soit remis moins les frais d'impression et de traduction vu que ce bill concerne l'instruction publique.

L'hon. M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et il est—

Ordonné,—Que l'amende de \$100 payée pour le bill (116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué, soit remise, vu que le promoteur a envoyé le bill et la requête douze jours avant la session, ignorant complètement l'existence de la règle actuelle.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay (Lac Saint-Jean) et il est—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le bill (122) concernant la succession de feu Robert Peddie, soit remise, vu que le retard apporté dans la production du bill est dû à un malentendu et non à la négligence ni à la faute de la dite succession.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (197) relative à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay (Lac-St-Jean), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (199) amendant l'article 291 de la loi de l'instruction publique relativement à la signification de l'avis spécial.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (145) amendant la loi de la chasse.

M. Lafontaine (Berthier), appuyé par M. Langlois, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. Cardin, appuyé par M. Smith, propose que le Bill (206) amendant la loi de la chasse relativement à la vente du gibier, soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. Kelly, appuyé par M. Petit, propose que le Bill (189) amendant les Statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons, soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (29) concernant la pension de retraite des juges de sessions.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (24) concernant le coroner du district de Québec.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (15) amendant l'article 1109 des Statuts refondus, concernant certaines amendes.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (C du Conseil) concernant les sociétés des patrons de fabriques de produits laitiers.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à demain pour être considéré en comité général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (F) amendant les Statuts refondus relativement à la société d'industrie laitière de la province de Québec, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable Weir, et il est,—*Ordonné*,—Que le Bill (F du Conseil législatif) amendant les Statuts refondus relativement à la société d'industrie laitière de la province de Québec, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 5 mars 1907

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le vingt-unième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (121) concernant "The Shawinigan Hydro-Electric Company".

Bill (143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

Bill (61) revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

Bill (79) constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Île de Montréal.

Bill (76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et des fidéi-commissaires en vertu du testament de feu Dame Mary Eleonor Westcott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

Le promoteur du bill (94) amendant la charte de la "Dominion Park Company, Limited," ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de la traduction et de l'impression du dit bill."

"Votre comité a aussi examiné le bill (136) définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters et trouve que le préambule du bill, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

Quant au bill (107) constituant en corporation le mont-de-piété, "Le Bonsecours", votre comité est convenu de le mettre de côté, parce que les pétitionnaires ne se sont pas conformés à la règle 58, qui exige que le paiement de toutes les sommes dues sur tout bill privé soit fait après sa seconde lecture".

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (176) amendant la loi de la pêche de Québec.

Bill (184) détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant pour toutes fins à la paroisse de Saint-Eulalie, dans le dit comté.

Bill (154) amendant l'article 575a des Statuts refondus concernant l'expropriation.

Bill (155) amendant la loi des cités et villes 1903".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (151) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

Bill (148) annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton au comté du lac Mégantic, pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture".

Ordonné,—Que M. Vilas ait la permission de présenter un Bill (203) amendant l'article 497 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Vilas ait la permission de présenter un bill (204) amendant la loi de l'instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Gouin soumet à la décision de M. l'Orateur la question de procédure suivante :

“ D'après la 43e règle, faut-il le consentement unanime de la Chambre, ou seulement le vote de la majorité, pour soumettre immédiatement la motion pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement par le comité général ” ?

M. Taschereau soumet, aussi, la question de procédure suivante à la décision de M. l'Orateur :

“ Qu'elle est la véritable interprétation à donner à la 67e règle ? ”

M. l'Orateur réserve sa décision sur les deux points.

Conformément à l'ordre du jour la Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer certaines résolutions accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

(EN COMITÉ)

Résolu 1.—Que sur la recommandation du ministre de l'agriculture, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à toute municipalité rurale et locale une subvention annuelle égale à la moitié des dépenses encourues pendant l'année expirée le 31 décembre précédent pour la confection et l'entretien de tous les chemins faits et améliorés aux frais de la corporation de cette municipalité, pourvu que cette subvention ne dépasse pas quatre cents piastres par année, et que la municipalité à subventionner ait adopté un règlement à cet effet d'après les prescriptions de la résolution suivante.

Résolu 2. Que pour qu'une municipalité rurale et locale puisse demander la subvention de quatre cents piastres mentionnée dans la résolution précédente, son conseil devra adopter, en vertu de l'article 535 du Code municipal, un règlement ordonnant que tous les chemins municipaux locaux et de comté à la charge des contribuables de la dite municipalité, seront faits, améliorés et entretenus, à ses frais, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe pour cet objet sur tous les biens imposables de la municipalité ; que le règlement adopté à cet effet ne pourra excepter les chemins de front, et qu'une copie devra en être transmise au ministre de l'agriculture ; qu'il deviendra en vigueur quinze jours après sa promulgation et restera en vigueur tel que pourvu par l'article 535 du Code municipal.

Résolu 3.—Que seulement deux municipalités locales et rurales par comté pourront être subventionnées conformément à la résolution 1 ; que si, dans le même comté plus de deux municipalités locales et rurales demandent la dite subvention, elle leur sera accordée à tour de rôle, suivant la date de leur demande, faite par résolution du conseil, pourvu qu'elles aient adopté ou adoptent dans le délai que leur fixera le ministre de l'agriculture, le règlement mentionné dans la résolution deuxième.

Que les dépenses encourues pour la confection ou l'entretien des chemins ne comprendront pas celles encourues pour l'entretien des chemins d'hiver.

Résolu 4.—Que, pour qu'une municipalité locale et rurale ait droit à la subvention, ses chemins devront être faits et entretenus d'après les règlements approuvés ou adoptés à ce sujet par le département de l'agriculture ; quelle devra, en outre, avant le 8 janvier, faire rapport au ministre de l'agriculture du montant qu'elle aura dépensé pour la confection et l'entretien de ses chemins pendant l'année expirée le 31 décembre précédent ; que ce rapport devra être transmis par lettre recommandée, rédigé d'après la formule fournie par le département de l'agriculture et accompagné d'un affidavit signé par le secrétaire-trésorier du conseil en attestant l'exactitude.

Résolu 5.—Que la subvention sera payable annuellement dans le mois de janvier.

Résolu 6.—Que les municipalités rurales et locales qui, avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, auront déjà adopté un règlement conformément à la résolution 2, ne seront pas tenues d'adopter un nouveau règlement, et que la loi qui sera basée sur ces résolutions leur sera applicable en autant que le règlement adopté ne sera pas incompatible avec les dispositions d'icelle.

Résolu 7.—Que les droits des municipalités locales dans la subvention susdite pourront être transportés à la municipalité de comté suivant la procédure ordinaire, pourvu que la dite municipalité de comté se charge des travaux dans les conditions ci-dessus prescrites.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Delâge rapporte alors les dites résolutions, qui sont lues comme suit :

Résolu 1.—Que sur la recommandation du ministre de l'agriculture, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à toute municipalité rurale et locale une subvention annuelle égale à la moitié des dépenses encourues pendant l'année expirée le 31 décembre précédent pour la confection et l'entretien de tous les chemins faits et améliorés aux frais de la corporation de cette municipalité, pourvu que cette subvention ne dépasse pas quatre cents piastres par année, et que la municipalité à subventionner ait adopté un règlement à cet effet d'après les prescriptions de la résolution suivante.

Résolu 2.—Que pour qu'une municipalité rurale et locale puisse demander la subvention de quatre cents piastres mentionnée dans la résolution précédente, son conseil devra adopter, en vertu de l'article 535 du Code municipal, un règlement ordonnant que tous les chemins municipaux locaux et de comté à la charge des contribuables de la dite municipalité, seront faits, améliorés et entretenus, à ses frais, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe pour cet objet sur tous les biens imposables de la municipalité ; que le règlement adopté à cet effet ne pourra excepter les chemins de front, et qu'une copie devra en être transmise au ministre de l'agriculture ; qu'il deviendra en vigueur quinze jours après sa promulgation et restera en vigueur tel que pourvu par l'article 535 du Code municipal.

Résolu 3.—Que seulement deux municipalités locales et rurales par comté pourront être subventionnées conformément à la résolution 1 ; que si, dans le même comté plus de deux municipalités locales et rurales demandent la dite subvention, elle leur sera accordée à tour de rôle, suivant la date de leur demande, faite par résolution du conseil, pourvu qu'elles aient adopté ou adoptent dans le délai que leur fixera le ministre de l'agriculture, le règlement mentionné dans la résolution deuxième.

Que les dépenses encourues pour la confection ou l'entretien des chemins ne comprendront pas celles encourues pour l'entretien des chemins d'hiver.

Résolu 4.—Que, pour qu'une municipalité locale et rurale ait droit à la subvention, ses chemins devront être faits et entretenus d'après les règlements approuvés ou adoptés à ce sujet par le département de l'agriculture ; qu'elle devra, en outre, avant le 8 janvier, faire rapport au ministre de l'agriculture du montant qu'elle aura dépensé pour la confection et l'entretien de ses chemins pendant l'année expirée le 31 décembre précédent ; que ce rapport devra être transmis par lettre recommandée, rédigé d'après la formule fournie par le département de l'agriculture et accompagné d'un affidavit signé par le secrétaire-trésorier du conseil en attestant l'exactitude.

Résolu 5.—Que la subvention sera payable annuellement dans le mois de janvier.

Résolu 6.—Que les municipalités rurales et locales qui, avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, auront déjà adopté un règlement conformément à la résolution 2, ne seront pas tenues d'adopter un nouveau règlement, et que la loi qui sera basée sur ces résolutions leur sera applicable en autant que le règlement adopté ne sera pas incompatible avec les dispositions d'icelle.

Résolu 7.—Que les droits des municipalités locales dans la subvention susdite pourront être transportés à la municipalité de comté suivant la procédure ordinaire, pourvu que la dite municipalité de comté se charge des travaux dans les conditions ci-dessus prescrites.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (24) concernant le coroner du district de Québec.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac-St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19^{ième} règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits en comité général au Bill (114) amendement la charte de la cité de Québec.

Ces amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (120) amendement la charte de la ville de Fraserville, 1903.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (106) constituant en corporation "L'Aquarium".

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (55) amendant la charte de la compagnie de Pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company", et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company", et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que la Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (44) divisant la paroisse de la Longue Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétraultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Trétraultville de Montreal, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (83) amendant la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (54) constituant en corporation la "Merchants Light and Power Company."

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgcon, et il est—

Ordonné,—Que l'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill (29) concernant la pension de retraite des juges de sessions, soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (196) amendant la loi des mines de Québec.

L'honorable M. Prévost, appuyé par l'honorable M. Tessier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être étudié en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (C du Conseil législatif) concernant les sociétés des patrons de fabriques de produits laitiers.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe avec ses amendements.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur bill avec plusieurs amendements pour lesquelles elle demande leur agrément.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (D du Conseil législatif) remplaçant l'article 5486 des Statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage ou les deux.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (E du Conseil législatif) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Prévost propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (F du Conseil législatif) amendant les Statuts refondus relativement à la Société d'Industrie laitière de la province de Québec.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Prévost propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Bernard.—D'après le rapport du ministère de la colonisation, le baron de l'Epine paraît avoir reçu une somme de \$250.00 pour diriger sur la province de Québec un mouvement d'immigration belge;—1. Quelle est la nature de ce mouvement et combien de belges ont été amenés ici par le baron de l'Epine?

2. Sur quel point de la province ces belges ont-ils été dirigés ?

3. Ce mouvement d'immigration belge se poursuit-il encore et le gouvernement entend-il le favoriser.

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. Le baron de l'Epine avait été chargé de diriger vers la province de Québec un mouvement d'immigration, de maraîchers et d'agriculteurs belges, et, en même temps, d'encourager les capitalistes de la Belgique à venir mettre en valeur les richesses naturelles de notre province. D'après les rapports de nos agents d'immigration, 444 Belges ont été placés dans la province de Québec, durant la dernière année fiscale. Il est impossible de préciser combien d'émigrants belges ont pu être dirigés, vers la province de Québec, par le baron de l'Epine.

2. Dans l'île de Montréal, chez les maraîchers, et dans les régions de colonisation.

3. Le gouvernement entend, dans la limite de ses attributions et de ses moyens pécuniaires, continuer d'encourager toute immigration saine dans la province de Québec.

Par M. Langlois.—Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour faire établir l'uniformité des livres dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Roy : L'article 215 de la loi de l'Instruction publique, paragraphe 4, pourvoit déjà à l'uniformité des livres dans toutes les écoles de chaque municipalité scolaire.

Proposé par M. Bernard, secondé par M. Giard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant les somme payées en 1906 et 1907 à M. J. C. Langelier, surintendant des gardes forestiers, pour dépenses de voyages et autres.

Il est proposé par M. Mousseau, appuyé par M. Jobin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous rapports faits sur la conduite d'Arthur Vallée, autrefois gardien de la prison de Montréal, et sur lesquels a été motivé la destitution du dit Vallée.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier,—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

1. Un état complet et détaillé des dépenses de l'honorable Ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries en rapport avec son voyage en Belgique avec quelques uns des officiers ou employés de son département, depuis le 1er janvier 1906 ; 2. D'un état complet et détaillé des dépenses de M. le baron de l'Epine et de M. l'abbé Arts en rapport avec le département de la colonisation, des mines et des pêcheries, depuis le 1er juillet 1905 ; 3. D'une copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et M. l'abbé Arts ou M. le baron de l'Epine, depuis le 1er janvier 1906 jusqu'à ce jour, et des pièces et annexes qui accompagnent telle correspondance.

Et la Chambre siège jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 6 mars 1907.

L'honorable M. Gouin propose en amendement, appuyé par l'honorable M. Tessier :—Que la motion soit amendée en ajoutant les mots "officielle et d'un caractère public", après les mots "une copie de toute la correspondance".

Et la motion principale, ainsi amendée, étant proposée, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre ayant siégé jusqu'à une heure moins quinze minutes, mercredi matin, s'ajourne à trois heures cet après-midi.

Mercredi, 6 mars 1907

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (206) amendant la loi de chasse de Québec.

Bill (188) amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrière de la rive sud.

Bill (149) amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments.

Bill (145) amendant la loi de chasse de Québec.

Bill (166) amendant la loi de chasse de Québec.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.

Bill (161) amendant le Code de procédure civile relativement à la rédaction des jugements. ”.

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (203) amendant l'article 497 du Code municipal.

“ Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill (198) amendant les articles 287 et 291 du Code municipal relativement aux électeurs municipaux.”

Ordonné,—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (205) amendant l'article 237 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois, et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois.—Le gouvernement a-t-il l'intention, par suite de la création de nouvelles écoles normales, d'abolir le bureau central des examinateurs ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Le gouvernement attendra les résultats donnés par les nouvelles écoles normales avant de prendre décision à ce sujet.

Par M. Mackenzie.—1. Quel montant a été dépensé, durant la dernière année fiscale, pour les fins d'immigration dans la province ?

2. Combien d'immigrants sont venus dans la province, durant la même période ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de s'efforcer davantage, à l'avenir, de diriger l'immigration dans la province ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. \$4,000.

2. La réponse à cette question se trouve dans le rapport général du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906, à la page 139 et suivantes jusqu'à 146 inclusivement.

3. Le gouvernement entend, dans la limite de ses attributions et de ses moyens pécuniaires, continuer d'encourager toute immigration saine dans la province de Québec.

Par M. Mackenzie.—Est-ce l'intention du gouvernement, dans un avenir prochain, et en vue de l'augmentation des subsides fédéraux, d'augmenter largement le crédit annuel voté comme aide à l'éducation élémentaire en cette province ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Oui.

Par M. Delàge.—1. Le gouvernement a-t-il été prié par le comité nommé pour organiser la célébration du troisième centenaire de la fondation de Québec, de contribuer aux dépenses que ces fêtes vont occasionner ?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement de se rendre au désir qui lui a été exprimé, et d'accorder la demande d'aide pécuniaire qui lui a été faite ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : Non.

Il est proposé par M. Mousseau, appuyé par M. Jobin et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie : 1. De la liste des membres de chaque cercle agricole en opération dans le comté de Soulanges, pour 1905-1906. 2. Des états de comptes produits par les secrétaires-trésoriers des cercles agricoles de St-Polycarpe, St-Télesphore et St-Clet.

Il est proposé par M. Kelly, appuyé par M. Petit, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de la correspondance se rapportant à l'augmentation du montant de la licence pour pêcher le saumon au filet, devant être payé par les pêcheurs de saumons au filet, dans le comté de Bonaventure et autres comtés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (153) conférant le contrôle absolu aux conseils, locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, au cours de la présente séance.

Proposé par l'honorable M. Robitaille, appuyé par M. Cardin, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (59) constituant en corporation les Frères de St-Vincent de Paul, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse, de charité et d'éducation.

Proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Langlois, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

Proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Langlois, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (95) constituant en corporation l'Assistance publique, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (192) concernant la juridiction de la cour de circuit quant aux cantons Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm.

La Chambre se forme en conséquence en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède en conséquence à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passé.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (184) détachant certain lot de la paroisse Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant pour toutes fins à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (148) annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté de Mégantic, pour toutes fins.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (186) amendement le Code municipal relativement au rachat des rentes constituées.

M. Benoit, appuyé par M. Thériault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour étude en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (201) relatif aux termes et séances de la cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa.

M. Kelly, appuyé par M. Petit, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (200) amendant l'article 95 du Code de procédure civile.

M. Tellier, appuyé par M. LeBlanc, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (47)—Loi concernant "The Gaspesian Railway Company."

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (47) concernant "The Gaspesian Railway Company," et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 27 février 1907, demandant la production de copie de tous arrêtés ministériels, correspondance, demandes de soumissions, soumissions, contrats et documents en rapport avec le nouveau palais de justice de Sherbrooke.

(Document de la session No 72.)

Sept heures et demie, p. m.

En vertu de la 19ème règle la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits à l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (106) constituant en corporation "L'Aquarium".

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (121) concernant "The Shawinigan Hydro Electric Company".

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—

M. Tellier propose en amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau référé au comité général de cette Chambre avec instruction d'y ajouter la clause suivante, après la clause 4^{ème}, savoir :—

“4a. La compagnie ne pourra cependant exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par les sections 2 et 4 de cette loi, sans avoir obtenu le consentement préalable du conseil municipal de toute municipalité dans laquelle la compagnie voudra exercer tels pouvoirs, tel consentement devant être donné par règlement, aux termes et conditions qui seront établis par le règlement.”

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

D'Auteuil,
Giard,
Jobin,
Kelly,
Lafontaine (Maskinongé),
LeBlanc,
Lemay,

Mackenzie,
Mousseau,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Tellier,
Weir.—Total 14.

CONTRE :

Messieurs

Benoît,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnet (Standstead),
Blanchard,
Cardin,
Champagne,
Chauret,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Dorris,
Fiset,
Gosselin,
Gouin,
Kaine,

Lacombe,
Laferté,
Lafontaine (Berthier)
Langlois,
Marchildon,
Morisset,
Neault,
Ouellette,
Pelletier,
Pilon,
Tanguay, (Lac-St-Jean),
Taschereau,
Tessier, (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières)
Thériault,
Turgeon.—Total 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant, alors, soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins, rapportées du comité général, mardi, le 5 mars dernier.

Ces résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général Bill (17) concernant l'Ecole normale McGill, ratifiant et confirmant un contract entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des Sciences et à d'autres fins.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution concernant une subvention à l'éducation protestante dans la province.

L'honorable M. Weir, appuyé par l'honorable M. Tessier, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Weir informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et la recommande à sa considération :

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu de la loi à être passée concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et à d'autres fins, de payer

chaque année, à même les deniers publics de la province, pour les fins de l'éducation protestante en cette province, en sus de tous deniers qui auraient été ainsi affectés à des fins autres que le soutien de l'école normale McGill, si cette dernière avait continué d'être en opération comme jusqu'ici, la somme de \$16,866.67, dont \$13,866.67 seront pris sur la somme votée pour les écoles normales et \$3,000 sur les subventions aux écoles élémentaires, en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, et en vertu de l'ordre en conseil passé à cet effet.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Bergevin rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu de la loi à être passée concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et à d'autres fins, de payer, chaque année, à même les deniers publics de la province, pour les fins de l'éducation protestante en cette province, en sus de tous deniers qui auraient été ainsi affectés à des fins autres que le soutien de l'école normale McGill, si cette dernière avait continué d'être en opération comme jusqu'ici, la somme de \$16,866.67, dont \$13,866.67 seront pris sur la somme votée pour les écoles normales et \$3,000 sur les subventions aux écoles élémentaires, en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, et en vertu de l'ordre en conseil passé à cet effet.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

Ordonné,—Que la dite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le Bill (17) concernant l'Ecole normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et à d'autres fins.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (17) concernant l'Ecole normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et à d'autres fins.

La Chambre se forme en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (196) amendant la loi des mines de Québec.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Proposé par l'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, et—

Résolu,—Que l'ordre de cette Chambre de ce jour, ordonnant l'adoption des résolutions rapportées du comité général, mardi, le 5 de mars courant, accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins, soit rescindé.

Résolu,—Que ces résolutions soient adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (8) concernant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (F du Conseil législatif) amendant les Statuts refondus relativement à la Société d'Industrie laitière de la province de Québec.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur bill avec plusieurs amendements pour lesquels il demande leur concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (15) amendant l'article 1109 des Statuts refondus, concernant certaines amendes.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ? —La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement au Bill (C) concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (11) amendant le Code de procédure civile relativement aux actions *in forma pauperis* et à certaines dépositions.

Bill (22) amendant l'article 4658 des Statuts refondus, relativement aux compagnies à fonds social.

Bill (26) autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail.

Bill (27) accordant une allocation pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

Bill (67) concernant la cité de Sorel.

Bill (81) amendant la loi constituant en corporation " The Western Hospital of Montreal."

Bill (90) constituant en corporation " The Continental Fire Insurance Company."

Bill (127) concernant l'Hôpital Notre-Dame.

Bill (131) constituant en corporation l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs.

Bill (138) confirmant la charte du " Ottawa Gulf Club " et augmentant ses pouvoirs.

Bill (142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (49) amendant la charte de la ville de Beauharnois.

Bill (88) amendant la charte de la Compagnie de Téléphone de Bellechasse.

Bill (89) constituant en corporation " The Provincial Fire Insurance Company of Canada."

Bill (99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi.

Bill (109) validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Isaac Coffin à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux.

Bill (132) constituant en corporation " The Pontiac Central Railway Company."

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (49) amendant la charte de la ville de Beauharnois, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (88) amendant la charte de la Compagnie de Téléphone de Bellechasse, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada" et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (109) validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Sir Isaac Coffin à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 7 mars 1907.

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (189) amendant les Statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons.

Bill (183) remplaçant l'article 2054 du Code civil.

Bill (200) amendant l'article 95 du Code de procédure civile.

Bill (173) amendant l'article 2098 du Code civil.

Bill (199) amendant l'article 291 de la loi de l'Instruction publique, relativement à la signification de l'avis spécial.

Bill (187) amendant la loi de pêche de Québec.”

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (174) amendant l'article 89 du Code civil.”

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (209) amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (210) légalisant un certain registre de l'état civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (214) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur décide comme suit les deux questions de procédure qui lui ont été soumises à la séance de mardi, 5 mars courant :—

“ La première question est celle de l'honorable Premier Ministre, posée dans les termes suivants :—

“ D'après la 43ième règle, faut-il le consentement unanime de la Chambre, “ ou seulement le vote de la majorité, pour soumettre immédiatement la motion “ pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement par le comité “ général ” ?

Il me faut en premier lieu définir ce qui constitue une “ phase ” de la procédure relative à un bill. A ce sujet, la règle 43 se lit comme suit :—

43. " Tout bill, avant d'être adopté, doit subir trois lectures, à des jours différents ; mais, dans les circonstances urgentes ou extraordinaires, un bill peut, en un seul jour, passer par deux ou trois lectures, et avancer de deux ou plusieurs phases".

Cette règle est d'une interprétation stricte. Les mots : " Tout bill, avant d'être adopté, doit subir trois lectures, à des jours différents", sont très clairs. Le mot " phases" qui termine la règle ne peut pas être appliqué à d'autres parties de la procédure qu'à celles des trois lectures. Il n'est nullement question, dans cette règle, du renvoi d'un bill au comité général, du rapport d'un bill par le comité général, avec ou sans amendement, ni des lectures des amendements à un bill et du concours dans les dits amendements.

Le consentement unanime de la Chambre n'est requis que lorsqu'il est proposé de faire subir deux lectures à un bill à la même séance, à l'exception toutefois des cas d'urgence prévus par la règle précitée.

La règle 31 se lit comme suit :

31. " Toute motion demandant l'autorisation de présenter un bill, une résolution, une adresse, de nommer un comité ou de faire une interpellation, doit être précédée d'un avis de deux jours ; mais cette règle ne s'applique pas aux bills publics après leur présentation, ni aux bills privés, ni aux motions pour prolonger l'ajournement de la Chambre. L'avis préalable doit être déposé sur le bureau avant six heures. Il est imprimé à la suite du procès-verbal du jour."

Je considère que cette règle 31 rend facile l'interprétation de la règle 43. En effet, j'attire l'attention de la Chambre sur le fait que la règle dit positivement que l'avis de deux jours n'est requis que pour la motion demandant la permission de présenter un bill, soit public, soit privé. Il s'en suit que toutes les motions subséquentes à la présentation d'un bill sont faites de droit, sans avis préalable, au jour et à l'instant fixés par la Chambre. Au sens parlementaire, que signifie le mot " Chambre" quand il s'agit d'une décision à prendre ?

La volonté de la Chambre s'exprime par la majorité régulièrement constatée. A cette règle générale, il n'y a que les exceptions prescrites par des règles positives. Or, en autant qu'il s'agit de la procédure relative aux bills, il n'y a que l'exception décrétée par la règle 43 qui exige, non pas le concours de la majorité, mais le consentement unanime pour faire subir deux lectures à un bill, à la même séance.

Je crois qu'il faut aussi lire la règle 43 conjointement avec la règle 47 pour bien en saisir le sens exact. La règle 47 se lit comme suit :

" Le président du comité général fait à la Chambre un rapport que celle-ci doit recevoir immédiatement, de tous les amendements adoptés par le comité. Le rapport fait, le bill peut être discuté et amendé avant que la troisième lecture en soit ordonnée. Mais quand un bill est rapporté sans amendement, la Chambre décide immédiatement que la troisième lecture en sera faite en tel temps qu'elle le jugera à propos."

Je souligne les mots suivants :

" Mais quand un bill est rapporté sans amendement, la Chambre décide

“immédiatement que la troisième lecture en sera faite à tel temps qu'elle le jugera à propos.”

Je conclus donc que toutes les motions, 1^o, pour le renvoi d'un bill au comité général, 2^o, pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement,—si le dit bill n'a pas été lu la seconde fois à la même séance, 3^o, pour la considération d'un bill amendé par le comité général, 4^o, pour les “deux lectures” et le “concours” de ces amendements, 5^o, pour la troisième lecture d'un bill amendé par le comité général,—toujours si la seconde lecture n'a pas eu lieu à la même séance, 6^o, ainsi que les motions pour les “deux lectures” de résolutions rapportées par le comité général et le “concours” dans les dites résolutions, toutes ces motions, dis-je, sont décidées par la majorité de la Chambre.

Pour appliquer ma conclusion au cas particulier que l'honorable Premier Ministre m'a soumis, je décide donc que la question de la proposition immédiate—ou ultérieure—de la motion pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement, est décidée par la majorité, et le consentement unanime de la Chambre n'est pas nécessaire.

A l'appui de cette décision, j'ai les autorités les plus concluantes. La Chambre me permettra sans doute de les lui indiquer, en ajoutant, quelques courtes citations, que je souligne en partie.

“Bourinot — 3^{ème} édition, page 668.—“But when a Bill is reported without amendment, it is forthwith ordered to be read a third time, at such time as may be appointed by the House”.

May, page 465, 10^{ième} édition, dit : “On the report of a Bill, if no amendments have been made, the bill is immediately ordered to be read a third time (see p. 472), or a future day is appointed for the third reading. If amendments have been made by the committee, the bill as amended is usually ordered to be taken into consideration on a future day; though, if the occasion should arise, the bill as amended may upon the report thereof, be immediately considered by the House. If the title has been amended, such amendment is specially reported.”

Si, comme le disent May et Bourinot, la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement est ordonné soit immédiatement, soit à un jour ultérieur, c'est donc que la Chambre a le choix de deux alternatives. Si elle veut que la troisième lecture soit proposée immédiatement, elle en a le droit. Mais comment exprimera-t-elle sa volonté? Evidemment, par la majorité constatée régulièrement, c'est-à-dire, au besoin, par le vote.

Donc, c'est la Chambre, c'est-à-dire la majorité, qui doit décider quand la motion pour la troisième lecture du bill lui sera soumise—soit maintenant, demain, ou un jour ultérieur.

Je dois informer cette Chambre que la même question a été définitivement décidée, à la Chambre des Communes d'Ottawa, par l'Orateur Sir James Edgar, à la session de 1898.

Le comité général avait rapporté le bill concernant “The Ontario and Rainy River Company” sans amendement.

L'opinion de la Chambre était très divisée au sujet du bill qui était com-

battu par ses adversaires à toutes les phases de la procédure. On insistait pour renvoyer la troisième lecture du bill au lendemain. Sir James Edgar trancha la question en appelant la Chambre à voter, et la majorité décida le point. Ce précédent a définitivement fixé la procédure, à la Chambre des Communes du Canada, où il est invariablement suivi.

Dans une lettre adressée à M. le greffier, en date du 22 mai 1902, l'honorable M. Brodeur, alors orateur, expose la pratique suivie, et conclut par les lignes suivantes :

“ Je dois vous dire que l'établissement de cette procédure est dû en grande partie à l'initiative de notre greffier actuel, Sir John Bourinot ”.

J'ajouterai que dans des lettres aussi adressées à M. le greffier, respectivement datées le 13 et le 15 décembre 1906, l'honorable M. Sutherland, Orateur actuel, à Ottawa, et M. Flint, greffier des Communes, le successeur de Sir John Bourinot, corroborent absolument toutes les autorités que j'ai citées.

Je passe maintenant à la seconde question.

L'honorable député de Montmorency m'a demandé de fixer l'interprétation de la règle 67 qui se lit comme suit :

“ Aucun amendement important à un bill privé ne peut être proposé en comité général, ou à la troisième lecture, à moins qu'il n'en ait été donné préalablement un jour franc d'avis ”.

J'avoue que cette rédaction n'est pas satisfaisante, surtout si on l'interprète en s'autorisant de l'usage constamment suivi. A la rigueur, l'usage ne paraît pas absolument conforme à la règle. Cependant, je ne vois pas comment on aurait pu faire autrement, sans rendre la règle 67 inapplicable. En effet, le second paragraphe de la règle 65 se lit comme suit :

“ Les bills rapportés de toute autre manière à la Chambre sont inscrits sur la feuille de l'ordre du jour pour la séance qui suit la réception du rapport, afin d'être examinés en comité général dans l'ordre de leur présentation ”.

Les bills rapportés par le comité des bills privés devant être inscrits pour comité général à la séance suivante, à quoi servirait la règle 67 si l'amendement dont avis a été donné ne pouvait pas être proposé avant deux jours. Si je lis la règle 31, qui exige deux jours d'avis pour toutes les motions pour les fins y énumérées, il me paraît évident que l'intention formelle de ceux qui ont rédigé et adopté la règle 67, a été de faire une exception à la règle générale des deux jours d'avis.

Je conclus que je ne dois pas décider le point qui m'a été soumis en dérogeant à l'usage suivi jusqu'à présent. Naturellement, la Chambre a le droit de modifier la règle 67, ainsi que toute autre règle, d'ailleurs, comme elle l'entendra, et de créer un usage nouveau.

Je me permettrai seulement de suggérer de l'amender en remplaçant les mots :—“ un jour franc d'avis ” par les suivants :—“ avis par l'inscription au feuillet des ordres de la séance ”.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre en date du 5 mars 1907 pour la production d'une copie de tous rapports faits sur la conduite d'Arthur

Vallée, autrefois gardien de la prison de Montréal, et sur lesquels a été motivée la destitution du dit Vallée. (*Document de la session No 73*).

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Bissonnette (Montcalm).—1. La réserve des sauvages située dans le canton Doncaster, appartient-elle aux dits sauvages ?

2. Dans la négative, quel est le véritable propriétaire de cette réserve ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. Le $\frac{1}{4}$ S. E. du canton Doncaster (16,000 acres) a été réservé en vertu de l'acte 14 et 15 Vict., chap. 106, pour l'usage des Sauvages Iroquois de Caughnawaga et des Deux-Montagnes.

2. Il est actuellement sous le contrôle du Département des Sauvages du Canada, à Ottawa.

Par M. Mousseau.—1. Reste-t-il des exemplaires des dix mille copies du Code scolaire que le gouvernement a acheté de M. Paul de Cazes ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de les distribuer, et quel mode entend-il suivre dans cette distribution ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. Oui, 1886 exemplaires.

2. Le département de l'Instruction publique distribue ce livre aux secrétaires-trésoriers des commissions scolaires ainsi qu'aux commissaires et aux syndics d'écoles qui en font la demande.

Par M. Mousseau.—1. Combien y avait-il de cercles agricoles dans la province de Québec, le premier janvier 1896 ?

2. Combien y en avait-il le premier janvier 1906 ?

3. Combien y en a-t-il actuellement ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. 509.

2. 574,

3. 593.

Il est proposé par M. Bergevin, appuyé par M. Blouin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance et des documents se rapportant à des joutes de boxe au parc Riverside, dans la municipalité de Delorimier.

M. Mousseau propose, appuyé par M. Jobin,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que le Bill (168) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal, qui a été rejeté par le comité de législation, soit remis sur les ordres du jour pour considération en comité général de la Chambre.

M. Mousseau propose, ensuite, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

Proposé par M. Delâge, appuyé par M. Taschereau, et—

Ordonné,—Que l'amende de \$100, payée pour le Bill (137) concernant le village de Montmorency,—soit remise, vu que les promoteurs ont envoyé le bill et la requête pendant la session et qu'ils ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

M. Gendron propose, appuyé par M. Pelletier, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (108) érigeant civilement la paroisse de St-Ignace de Loyola de Nominungue et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne la construction d'une église.

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe,—et la motion est soumise à la Chambre, Qu'attendu que les règlements municipaux en rapport avec la sécurité du public sont, en général, mal compris et mal observés par les institutions religieuses, les commissions scolaires, les propriétaires d'hôpitaux, d'asiles, d'hôtels, de salles publiques et d'établissements industriels ;

Qu'attendu qu'il est urgent de faire intervenir une autorité supérieure pour empêcher la répétition des désastres dont la province a été témoin depuis quelques années, et pour exercer un contrôle plus efficace sur la construction des édifices publics ; il soit :—

Résolu,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, le gouvernement serait justifiable de présenter immédiatement un projet de loi créant une commission technique avec une juridiction plus complète que celle des inspecteurs actuels et des pouvoirs assez étendus dans certains cas pour imposer l'obligation de construire à l'épreuve du feu.

Et, un débat s'élevant,—

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est,—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Il est proposé par M. Langlois, appuyé par M. Lacombe,—et la motion est soumise à la Chambre,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des documents se rapportant à la centralisation scolaire.

Un débat s'élevant,—

M. Lafontaine (Maskinongé), appuyé par M. Bernard propose, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements au bill (F) amendant les Statuts refondus relativement à la société d'industrie laitière de la province de Québec, sans amendement.

Sept heures et demie, p, m,

En vertu de la 19^{ème} règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (106) constituant en corporation l' Aquarium.

Ces amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Résolu,—Que la Chambre adopte ces amendements. Et la question étant posée : Ce bill sera-il lu la troisième fois, maintenant ?

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, appuyé par M. Tellier :—Que le mot " maintenant " soit retranché et remplacé, par les mots " dans six mois ".

Cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bissonnet (Stanstead),
Caron (l'Islet),
Côté,
D'Auteuil,
Jobin,
Lafontaine (Maskinongé),
- LeBlanc,

Morisset,
Mousseau,
Robitaille,
Roy (Montmagny),
Tellier.
Thériault,
Tourigny.—15.

C'ONTRE :

Messieurs

Benoit,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Blanchard,
Cardin,
Chauvet,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Dorris,
Dupuis,
Fiset,
Gosselin,
Kaine,
Kelly,

Lacombe,
Laferté,
Lafontaine (Berthier),
Langlois,
Lemay,
Marchildon,
Neault,
Ouellette,
Pelletier,
Pilon,
Prévost,
Roy (Kamouraska),
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières).—29.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant alors soumise,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative par le même vote que le précédent pris en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (50) concernant le testament de feu James Jack.

La Chambre en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (61) revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (79) constituant en corporation la compagnie des Boulevards de l'île de Montréal.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéi-commis-saires en vertu du testament de feu Dame Mary Eleonor Wescott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (47) concernant la compagnie du chemin de fer de Gaspé, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (49) amendant la charte de la ville de Beauharnois, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (88) amendant la charte de la compagnie de téléphone de Bellechasse, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (89) constituant en corporation "The Provincial

Fire Insurance Company of Canada ", et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, Limitée, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (109) pour valider, confirmer et ratifier les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent deux, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company ", et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

M. Jobin, appuyé par M. Mousseau, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (171) amendant les Statuts refondus relativement à la prestation du serment.

La Chambre s'étant, en conséquence, constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (176) amendant la loi de la pêche de Québec.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (186) amendant le Code municipal relativement au rachat des rentes constituées.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blanchard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (206) amendant la loi de chasse de Québec.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (188) amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Langlois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (145) amendant la loi de la chasse.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (203) amendant l'article 497 du Code municipal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marchildon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (198) amendant les articles 287 et 291 du Code Municipal relativement aux électeurs municipaux.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport

que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (147) détachant du comté de Sherbrooke une partie de la paroisse de Bonsecours et l'annexant au comté de Shefford, pour toutes les fins.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (204) amendant la loi de l'instruction publique.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général. Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (12) amendant la loi relativement aux établissements industriels.

L'honorable M. Weir propose, appuyé par l'honorable M. Tessier, — Que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant, — la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ? — La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (208) amendant la loi concernant les établissements industriels.

L'honorable M. Weir propose, appuyé par l'honorable M. Tessier : Que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (8) accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre : La réponse à un ordre de cette Chambre en date du 5 mars 1907, pour la production, 1. D'un état complet et détaillé des dépenses de l'honorable Ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, en rapport avec son voyage en Belgique avec quelques-uns des officiers ou employés de son département, depuis le 1er janvier 1906 ; 2. D'un état complet et détaillé des dépenses de M. le baron de l'Epine et de M. l'abbé Arts, en rapport avec le département de la colonisation, des mines et des pêcheries, depuis le 1er juillet 1905. 3. D'une copie de toute la correspondance officielle et d'un caractère public échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et M. l'abbé Arts ou M. le baron de l'Epine, depuis le 1er janvier 1906 jusqu'à ce jour, et des pièces et annexes qui accompagnent telle correspondance.

(Document de la session No 74.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 8 mars 1907.

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, le bilan de "The Royal Trust Company", pour l'année terminée le 31 décembre 1906.

(Document de la session No 78).

L'honorable M. Weir, du comité des comptes publics, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a siégé, ce matin, sous la présidence de l'honorable M. Weir. Les membres présents étaient : les honorables MM. Gouin et Weir ; MM. Benoit, Fiset, Gosselin, Gillies, Laferté, Neault, Ouellette, Roy (Montmagny), Tourigny, Walker et Vilas,

Aucune motion n'ayant été faite, votre Comité s'est ajourné."

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre ; la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1907, pour la production d'une copie : 1. De la liste des membres de chaque cercle agricole en opération dans le comté de Soulanges, pour 1905-1906. 2. Des états de comptes produits par les secrétaires-trésoriers des cercles agricoles de St-Polycarpe, St-Télesphore et St-Clet. *(Document de la session No 75.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1907, pour la production d'une copie de toutes lettres du ministre ou du département adressées à l'agent des terres à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, au sujet de la perception des droits de coupe de cette agence, et des réductions des droits de coupe que cet agent a reçu instruction d'accorder, depuis le 1er juillet 1905. *(Document de la session No 76.)*

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du cinq mars 1907, demandant la production d'un état indiquant les sommes payées en 1906 et 1907 à M. J. C. Langelier, surintendant des gardes forestiers, pour dépenses de voyages et autres. *(Document de la session No 77.)*

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à samedi prochain, à onze heures de l'avant-midi, pour s'ajourner ensuite à une heure p. m. ce jour-là.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (25) constituant en corporation l'école des hautes études commerciales.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre en conséquence, se constitue en comité général. Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école des hautes études commerciales.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts, n'excédant pas en tout trois cent mille piastres, qui seront contractés par la corporation de l'école des hautes études commerciales, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école des hautes études commerciales et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des musées d'échantillons de produits naturels et fabriqués, originaires du pays ou de l'étranger, et l'aménagement nécessaire en général.

Résolu, 2.—Que dans le but d'aider l'école des hautes études commerciales à être créée par la loi qui sera basée sur ces résolutions, et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'allouer à la dite école une somme annuelle de vingt mille piastres à prendre à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolu 3.—Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts mentionnés dans la résolution 1, et que le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général sur décision des membres de la corporation.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts, n'excédant pas en tout trois cent mille piastres, qui seront contractés par la corporation de l'école des hautes études commerciales, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école des hautes études commerciales et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des musées d'échantillons de produits naturels et fabriqués, originaires du pays ou de l'étranger, et l'aménagement nécessaire en général.

Résolu 2.—Que, dans le but d'aider l'école des hautes études commerciales à être créée par la loi qui sera basée sur ces résolutions et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'allouer à la dite école une somme annuelle de vingt mille piastres à prendre à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolu 3.—Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts mentionnés dans la résolution 1, et que le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général sur décision des membres de la corporation.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

Ordonné.—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du Bill (25) constituant en corporation l'école des hautes études commerciales.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (25) constituant en corporation l'école des hautes études commerciales.

La Chambre se forme alors en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (18) constituant en corporation l'école technique de Montréal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau au cours de la séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école technique de Montréal.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou plusieurs emprunts n'excédant pas, en tout, \$200,000.00 qui seront contractés par la corporation de l'école technique de Montréal, à être créée par la loi basée sur ces résolutions, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Montréal et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Résolu, 2.—Que, dans le but d'aider l'école technique de Montréal et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'allouer à la dite école une somme annuelle de \$10,000.00.

Résolu, 3.—Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts n'excédant pas, en tout \$200,000.00, qui seront

contractés par la corporation de l'école technique de Montréal, à être créée par la loi basée sur ces résolutions, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Montréal et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Résolu, 2.—Que, dans le but d'aider l'école technique de Montréal et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'allouer à la dite école une somme annuelle de \$10,000.00.

Résolu, 3.—Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois sont adoptées.

Ordonné.—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du Bill (18) constituant en corporation l'école technique de Montréal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (18) constituant en corporation l'école technique de Montréal.

La Chambre se forme alors en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Coy".

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company," et ces amendements sont lus deux fois et agréés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (207) amendant la loi relative aux édifices publics.

L'honorable M. Weir propose, appuyé par l'honorable M. Tessier :—Que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant,—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général. Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Mousseau.—1. Quelles sont les bases prises en matière d'exposition, pour la distribution des points relativement au mérite des sujets exposés ?

2. Existe-t-il des règlements provinciaux sur les expositions ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. Le département de l'agriculture a publié et distribué, il y a quelques années, une brochure préparée par M. O. E. Dallaire, conférencier agricole, sur l'échelle de points qui doit guider les juges, aux expositions. 2. Les lois provinciales qui régissent les sociétés d'agriculture et les règlements du Conseil d'Agriculture.

Par M. Mousseau.—Le ministère de l'agriculture peut-il fournir ou au moins indiquer les ouvrages contenant la description très détaillée des meilleurs races d'animaux pouvant s'acclimater au pays, savoir : chevaux, vaches, moutons, porcs, poules, dindes et canards ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Le ministère de l'agriculture a publié, depuis une quinzaine d'années, des traités spéciaux, qui ont été distribués, sur les diverses races d'animaux que l'on peut élever en ce pays, et dont la liste est ci-dessous donnée :

Manuel d'agriculture, par Ed. A. Barnard.

Traité de l'élevage du bétail, par le Dr J. A. Couture.

Bulletin sur l'élevage du mouton, par A. R. Jenner-Fust.

Bulletin sur le mouton, par Casgrain.

Le poulailler de la ferme, par Alex. Santerre.

L'élevage des porcs, par Alex. Santerre.

Elevage, alimentation et soins généraux de la volaille, bulletin de la ferme expérimentale d'Ottawa, par A. G. Gilbert et Victor Fortier.

Rapports de la ferme expérimentale d'Ottawa (chapitres sur les volailles).

Par M. Mousseau.—Quels sont, dans cette province, les principaux journaux, anglais et français, s'occupant d'agriculture et d'élevage spécial et général ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Le Journal d'Agriculture et d'Horticulture de la province de Québec, dans les deux langues.

Par l'honorable M. LeBlanc.—A combien se sont élevés les droits imposés, en vertu du tarif actuellement en force, dans le district de Montréal, en rapport avec la loi 12 Victoria, chapitre 112, intitulée : " Acte pour pourvoir à la construction de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada," pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1906 ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :

En argent.....	\$	2,226	23
En timbres.....		39,173	71
		<u> </u>	\$ 41,399 94

Par l'honorable M. LeBlanc. —1. A quelle date a été construit le palais de justice de Montréal ?

2. Combien a-t-il coûté en construction et réparations, jusqu'au 30 juin 1906 ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. De 1851 à 1857.

2. Avant la Confédération : Construction et réparations. \$ 338,675 40

Depuis la Confédération :

Construction.....	\$1,236,135	33
Réparations	171,483	50
	<u> </u>	1,407,618 92
		<u> </u>
		\$1,746,294 32

Il y a, de plus, \$11,692.04 payés par le shérif de Montréal, depuis 1868 à 1906, provenant des montants reçus par lui pour le fonds des bâties et des jurés pour réparations au palais de justice et à la prison ; la proportion dépensée pour chacun de ces édifices n'est pas indiquée dans les comptes publics.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Combien la prison de Montréal a-t-elle coûté en frais de réparation, depuis le 30 mai 1849.

Réponse par l'honorable M. Tessier :

Avant la Confédération.....	\$22,354	07
Depuis la Confédération	88,817	24
	<u> </u>	<u> </u>
		\$111,171 31

Il y a, de plus, \$11,692.04 payés par le shérif de Montréal, depuis 1868 à 1906, provenant des montants reçus par lui pour le fonds des bâties et des jurés pour réparations au palais de justice et à la prison ; la proportion dépensée pour chacun de ces édifices n'est pas indiquée dans les comptes publics.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Combien d'exemplaires du livre "La Province de Québec", par M. Alexandre Girard, ont-ils été distribués en rapport avec l'exposition de Liège ? 2. Par qui cette distribution a-t-elle été faite ? 3. Le commissariat canadien à l'exposition de Liège a-t-il favorisé ou découragé cette distribution ? 4. Dans l'un ou l'autre cas, de quelle manière ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. Près de dix milles exemplaires. 2. Par le baron de L'Épine. 3 et 4. Le baron de L'Épine nous a fait part que la commission canadienne avait refusé de laisser faire la distribution de cette brochure dans les bâties d'exposition du Canada.

Par M. Giard.—1. Y a-t-il des hôteliers demeurant dans la ville de Lévis qui ont payé l'amende pour infraction à la loi des licences, depuis le 1er juillet 1905 ? 2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces hôteliers et la date de leur condamnation respective ? 3. Quel montant ont-ils payé chacun ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. Oui.

Noms.	Date.	Amende.	Frais.
2. et 3 : Joseph Leclerc.....	5 sept. 1905	\$30 00	\$ 8 02
Wm. Lawlor.....	4 sept. 1906	30 00	8 03
Wm. Lawlor.....	15 nov. 1906	50 00	13 56
Joseph Leclerc.....	22 nov. 1906	50 00	8 06
Odilon Octeau.....	22 nov. 1906	50 00	8 06
X. Guérin.....	22 nov. 1906	50 00	8 46
Chas. Moisan.....	8 janv. 1907	50 00	8 20

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Le gouvernement a-t-il accordé une licence pour la vente des liqueurs spiritueuses à La-Tuque, depuis le 1er janvier 1906 ? 2. Dans l'affirmative, à qui cette licence a-t-elle été accordée ? 3. A quelles conditions ? 4. Combien a-t-il payé pour cette licence ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Non.

Par M. Gault.—Quels ont été les réviseurs pour la dernière révision des listes électorales pour les six divisions électorales de la cité de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : Le juge F. X. Choquet, M. A. L. DeMartigny et M. A. R. Hall.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (13) constituant en corporation l'école technique de Québec.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu, —Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, —Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau durant la séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école technique de Québec.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts n'excédant pas, en tout, \$100,000.00 qui seront contractés par la corporation de l'école technique de Québec, à être créée par la loi concernant l'école technique de Québec, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Québec et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Résolu, 2.—Que, dans le but d'aider l'école technique de Québec et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'allouer à la dite école une somme annuelle de \$10,000.00.

Résolu, 3.—Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné, —Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts, n'excédant pas, en tout, \$100,000.00 qui

seront contractés par la corporation de l'école technique de Québec, à être créée par la loi concernant l'école technique de Québec, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Québec et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Résolu, 2.—Que, dans le but d'aider l'école technique de Québec et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'allouer à la dite école une somme annuelle de \$10,000.00.

Résolu, 3.—Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois sont adoptées.

Résolu,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du Bill (13) constituant en corporation l'école technique de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (13) constituant en corporation l'école technique de Québec.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19ème règle, la Chambre procède à la considération des bills privés.

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (129) constituant en corporation "The Canadian Nurses Association",—soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Il est proposé par M. Lafontaine (Maskinongé), appuyé par M. Bernard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et toutes personnes travaillant ou demeurant à La-Tuque, depuis le 1er juillet 1906, en rapport avec le retrait de la licence accordée pour la vente de liqueurs spiritueuses à La-Tuque.

Il est proposé par M. Tellier, appuyé par M. Giard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé indiquant : 1. Le nom de chaque municipalité qui a demandé au gouvernement un octroi pour l'achat d'un concasseur ou d'une machine à chemin quelconque, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour. 2. Le nom de chaque municipalité qui a obtenu tel octroi. 3. Le montant octroyé et réellement payé dans chaque cas. 4. Le nom de la personne à qui l'octroi a été payé. 5. La nature et le prix de la machine à chemin à l'achat de laquelle le gouvernement a ainsi contribué.

Proposé par M. D'Auteuil, secondé par M. Giard, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de la correspondance, déclarations, rapports et tous documents et recommandations se rapportant à la nomination, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'un conseiller municipal pour le village de la Malbaie, en 1907.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Il est proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé donnant, année par année, le montant des droits perçus dans le district de Montréal, en vertu de la loi 12 Victoria, chapitre 112, intitulée :

“ Acte pour pourvoir à la construction et réparations de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada.”

M. Décarie propose, appuyé par M. Bergevin, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire supplémentaire payé pour le bill (125) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que les promoteurs ont envoyé le bill dix jours avant la session, se conformant ainsi à l'ancienne règle de la Chambre, et ignorant complètement l'existence de la règle actuelle.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Morisset, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le bill (131) constituant en corporation l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs,—soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution de charité.

M. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par M. Taschereau, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le bill (142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime,—soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

M. Dion propose, appuyé par M. Caron (Matane), et il est—

Ordonné,—Que l'amende de \$300.00 payée pour le Bill (120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903,—soit remise, vu que les promoteurs ont envoyé le bill et la requête pendant la session et qu'ils ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les mines de Québec.

L'honorable M. Prévost, appuyé par l'honorable M. Tessier, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Prévost informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se forme, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, si au cours de l'exploitation d'une des mines abandonnées en vertu de l'article 1425 des Statuts refondus tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 20, section 1, et remplacé par la loi 1 Edouard VII, chapitre 13, section 1, il est découvert de l'or ou de l'argent en quantité exploitable, le propriétaire exploitant pourra, dans les trois mois à compter de la mise en demeure par le département, en obtenir la concession de préférence à tout autre, au prix ordinaire des métaux supérieurs.

Résolu, 2.—Que les concessions minières comprendront, outre l'attribution ordinaire de cinq pour cent pour les chemins :

1. Dans les territoires non subdivisés, une étendue variant de cent à quatre cents acres, par sections de cent acres, séparées les unes des autres, ou formant un tout de cent, deux cents, trois cents ou quatre cents acres; chaque section mesurant treize chaînes de largeur sur quatre-vingts chaînes et quatre-vingts chaînons de profondeur.

2. Dans les cantons arpentés et subdivisés, et dans les seigneuries une étendue variant de un à quatre lots, pris séparément ou formant un seul lopin de terre, tels que décrits aux plans des arpentages ou du cadastre, selon le cas; chaque concession ne devant pas excéder quatre cents acres ni admettre de fractions de lots, sauf les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 1443.

Que les petites îles ou îlots, les lots de grève ou en eau profonde et les résidus de lots dont parties sont déjà affectées aux mines seront vendus pour la contenance qu'ils comporteront.

Résolu, 3.—Que tout propriétaire de terrain minier, de même que tout porteur de permis d'exploration ou d'exploitation aux termes du paragraphe 9 de la section IX de la loi des mines de Québec, pourra vendre, céder, transporter ou aliéner les droits lui résultant de son titre de propriété ou de son

permis, en communiquant une copie authentique ou un double des vente, cession, transport au ministre qui en fera faire un enregistrement sommaire dans un registre spécial, moyennant un honoraire de dix piastres.

Que toute vente, cession ou transport non ainsi enregistré sera nul à l'égard de la Couronne.

Que l'enregistrement sera fait dans les trente jours à la diligence de l'une ou de l'autre des parties intéressées. Que l'enregistrement subséquent à ce délai sera valide mais pourra être opposé aux transactions de dates postérieures seulement.

Résolu, 4.—Qu'une vente de concessions minières formant plus de quatre cents acres ne pourra être faite à une même personne dans un rayon de cent milles, dans la même année.

Que le lieutenant-gouverneur en conseil aura néanmoins, le droit d'assigner à cette personne, sur preuve suffisante de ses moyens et de ses capitaux, une étendue de terrain plus considérable, mais n'excédant pas mille acres.

Résolu, 5.—Qu'il ne sera pas accordé de permis d'exploration à une même personne couvrant plus de vingt-cinq milles carrés dans les territoires non arpentés, ou plus de trente lots de cent acres dans les territoires subdivisés, dans un rayon de cent milles. Que le porteur qui aura transporté son permis en tout ou en partie pourra en obtenir un autre pour une étendue égale à la portion cédée.

Que les permis actuellement en vigueur demeureront cependant renouvelables à la discrétion du ministre jusqu'au premier de janvier 1908, quelles que soient l'étendue et la situation des terrains qu'ils couvrent.

Résolu, 6.—Qu'un permis pour le surplus d'un territoire contigu à une concession minière sera nul à compter de la dite concession si celle-ci comporte le maximum d'étendu attribuable à la même personne, en conformité de l'article 1443 des Statuts refondus; sinon, le permis demeurera en vigueur, mais avec privilège d'achat en faveur du concessionnaire ou de ses représentants pour le complément du dit maximum seulement.

Résolu, 7.—Que lors de la demande d'achat de concessions minières et de la production des documents indiqués dans la loi des mines, le requérant sera tenu de payer au département le prix entier des concessions minières qu'il veut acquérir aux taux établis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 8.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra changer les prix, termes et conditions des permis d'exploration et d'exploitation et augmenter le prix des concessions minières.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors les dites résolutions qui sont lus comme suit :

Résolu, 1.—Que, si au cours de l'exploitation d'une des mines abandonnées

en vertu de l'article 1425 des Statuts refondus tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 20, section 1, et remplacé par la loi 1 Edouard VII, chapitre 13, section 1, il est découvert de l'or ou de l'argent en quantité exploitable, le propriétaire exploitant pourra, dans les trois mois à compter de la mise en demeure par le département, en obtenir la concession de préférence à tout autre, au prix ordinaire des métaux supérieurs.

Résolu, 2.—Que les concessions minières comprendront, outre l'attribution ordinaire de cinq pour cent pour les chemins :

1. Dans les territoires non subdivisés, une étendue variant de cent à quatre cents acres, par section de cent acres séparées les unes des autres, ou formant un tout de cent, deux cents, trois cents ou quatre cents acres ; chaque section mesurant treize chaînes de largeur sur quatre-vingts chaînes et quatre-vingts chaînons de profondeur.

2. Dans les cantons arpentés et subdivisés, et dans les seigneuries une étendue variant de un à quatre lots, pris séparément ou formant un seul lopin de terre, tel que décrits aux plans des arpentages ou du cadastre, selon le cas ; chaque concession ne devant pas excéder quatre cents acres ni admettre de fractions de lots, sauf les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 1443.

Que les petites îles ou îlots, les lots de grève ou en eau profonde et les résidus de lots dont parties sont déjà affectées aux mines seront vendus pour la contenance qu'ils comporteront.

Résolu, 3.—Que tout propriétaire de terrain minier, de même que tout porteur de permis d'exploration ou d'exploitation aux termes du paragraphe 9 de la section IX de la loi des mines de Québec, pourra vendre, céder, transporter ou aliéner les droits lui résultant de son titre de propriété ou de son permis, en communiquant une copie authentique ou un double des vente, cession, transport au ministre qui en fera faire un enregistrement sommaire dans un registre spécial, moyennant un honoraire de dix piastres.

Que toute vente, cession ou transport non ainsi enregistré sera nul à l'égard de la Couronne.

Que l'enregistrement sera fait dans les trente jours à la diligence de l'une ou de l'autre des parties intéressées. Que l'enregistrement subséquent à ce délai sera valide mais pourra être opposé aux transactions de dates postérieures seulement.

Résolu, 4.—Qu'aucune vente de concessions minières formant plus de quatre cents acres ne pourra être faite à une même personne dans un rayon de cent milles, dans la même année.

Que le lieutenant-gouverneur en conseil aura néanmoins, le droit d'assigner à cette personne, sur preuve suffisante de ses moyens et de ses capitaux, une étendue de terrain plus considérable, mais n'excédant pas mille acres.

Résolu, 5.—Qu'il ne sera pas accordé de permis d'exploration à une même personne couvrant plus de vingt-cinq milles carrés dans les territoires non arpentés, ou plus de trente lots de cent acres dans les territoires subdivisés, dans un rayon de cent milles. Que le porteur qui aura transporté son permis

en tout ou en partie pourra en obtenir un autre pour une étendue égale à la portion cédée.

Que les permis actuellement en vigueur demeureront cependant renouvelables à la discrétion du ministre jusqu'au premier de janvier 1908, quelles qu'en soient l'étendue et la situation des terrains qu'ils couvrent.

Résolu, 6.—Qu'un permis pour le surplus d'un territoire contigu à une concession minière sera nul à compter de la date de la dite concession si celle-ci comporte le maximum d'étendue attribuable à la même personne, en conformité de l'article 1443 des Statuts refondus; sinon le permis demeurera en vigueur, mais avec privilège d'achat en faveur du concessionnaire ou de ses représentants pour le complément du dit maximum seulement.

Résolu, 7.—Que lors de la demande d'achat de concessions minières et de la production des documents indiquées dans la loi des mines, le réquerant sera tenu de payer au département le prix entier des concessions minières qu'il veut acquérir aux taux établis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 8.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra changer les prix, termes et conditions des permis d'exploration et d'exploitation et augmenter le prix des concessions minières.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions pourvoyant à la construction d'une nouvelle prison à Montréal.

L'honorable M. Weir, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Weir informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général.



(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire ériger, sous le nom de prison centrale, une prison convenable, sur la propriété achetée par le gouvernement de cette province pour cette fin au Sault-au-Récollet, en vertu de l'ordre en conseil du 31 janvier 1891.

Résolu, 2.—Que cette prison devra posséder les dimensions suffisantes pour servir de prison commune pour le district de Montréal. Qu'elle sera construite sur la surveillance et d'après les instructions du ministre des travaux publics et du travail, conformément aux plans, spécifications et estimés qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que le coût de construction de cette prison ne sera pas imputable au fonds du revenu consolidé de la province, mais que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même les

deniers publics, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour défrayer, en tout ou en partie, le coût de cette construction, et ces avances seront remboursées à même les fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112 ; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé afin de rencontrer, en tout ou en partie, le coût de la construction de cette prison, à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout sept cent cinquante mille piastres, au moyen d'obligations émises sur le crédit de la province et dont l'intérêt et le principal seront imputés au fonds spécial ci-après mentionné.

Résolu, 4.—Que les obligations seront émises pour le terme de cinquante ans à compter de leur date, et porteront intérêt au taux de quatre pour cent par année, payable annuellement, qu'elles seront faites en la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, à l'endroit qu'il indiquera.

Résolu, 5.—Que, quand le lieutenant-gouverneur en conseil le jugera à propos, ces obligations pourront être rachetées en tout temps après l'expiration de vingt-cinq ans à compter de leur date, après avis d'un an dans la *Gazette Officielle de Québec*. Qu'à l'expiration de cet avis, l'intérêt sur icelles cessera de courir.

Résolu, 6.—Que pour le rachat de ces obligations, il sera créé un fonds d'amortissement annuel d'un montant qui, avec l'intérêt annuel sur icelui au taux de trois pour cent par an, sera suffisant pour rembourser en cinquante ans le principal des dites obligations.

Que ce fonds d'amortissement annuel sera déposé entre les mains du trésorier de la province, et ajouté à l'intérêt annuel sur les obligations, il formera une annuité d'un montant suffisant pour racheter ces obligations, en principal et intérêt, en cinquante ans.

Résolu, 7.—Que le montant de la dite annuité sera imputable aux fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112.

Résolu, 8.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à vendre la prison actuelle, et à affecter le produit de cette vente au fonds pour le rachat des dites obligations, en principal et intérêt.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire ériger, sous le nom de prison centrale, une prison convenable, sur la propriété achetée par le gouvernement de cette province pour cette fin au Sault-au-Récollet, en vertu de l'ordre en conseil du 31 janvier 1891.

Résolu, 2.—Que cette prison devra posséder les dimensions suffisantes pour servir de prison commune pour le district de Montréal. Qu'elle sera

construite sous la surveillance et d'après les instructions du ministre des travaux publics et du travail, conformément aux plans, spécifications et estimés qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que le coût de construction de cette prison ne sera pas imputable au fonds du revenu consolidé de la province, mais que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même les deniers publics, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour défrayer, en tout ou en partie, le coût de cette construction, et ces avances seront remboursées à même les fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112 ; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé afin de rencontrer, en tout ou en partie, le coût de la construction de cette prison, à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout sept cent cinquante mille piastres, au moyen d'obligations émises sur le crédit de la province et dont l'intérêt et le principal seront imputés au fonds spécial ci-après mentionné.

Résolu, 4.—Que les obligations seront émises pour le terme de cinquante ans à compter de leur date, et porteront intérêt au taux de quatre pour cent par année, payable annuellement, qu'elles seront faites en la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, à l'endroit qu'il indiquera.

Résolu, 5.—Que, quand le lieutenant-gouverneur en conseil le jugera à propos, ces obligations pourront être rachetées en tout temps après l'expiration de vingt-cinq ans à compter de leur date, après avis d'un an dans la *Gazette Officielle de Québec*. Qu'à l'expiration de cet avis, l'intérêt sur icelles cessera de courir.

Résolu, 6.—Que pour le rachat de ces obligations, il sera créé un fonds d'amortissement annuel d'un montant qui, avec l'intérêt annuel sur icelui au taux de trois pour cent par an, sera suffisant pour rembourser en cinquante ans le principal des dites obligations.

Que ce fonds d'amortissement annuel sera déposé entre les mains du trésorier de la province, et ajouté à l'intérêt annuel sur les obligations, il formera une annuité d'un montant suffisant pour racheter ces obligations, en principal et intérêt, en cinquante ans.

Résolu, 7.—Que le montant de la dite annuité sera imputable aux fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112.

Résolu, 8.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à vendre la prison actuelle, et à affecter le produit de cette vente au fonds pour le rachat des dites obligations, en principal et intérêt.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Weir ait la permission de présenter un Bill (21) concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (213) concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre pour demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Samedi, 9 mars 1907

Onze heures, a. m.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (20) amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions concernant les mines de Québec, rapportées du comité général, vendredi le 8 mars dernier.

L'honorable M. Prévost, appuyé par l'honorable M. Tessier propose que ces résolutions soient maintenant lues la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont en conséquence, lues la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces résolutions.

Ordonné,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du Bill (196) amendant la loi des mines de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (196) amendant la loi des mines de Québec.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que ce bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et ces amendements étant lus la première fois, il est—

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (213) concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (21) pourvoyant à la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal.

L'honorable M. Weir, appuyé par l'honorable M. Tessier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (183) remplaçant l'article 2054 du Code civil.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (173) amendant l'article 2098 du Code civil.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (166) amendant la loi de la chasse.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (199) amendant l'article 291 de la loi de l'instruction publique relativement à la signification de l'avis spécial.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (187) amendant la loi de la pêche.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (189) amendant les Statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (210) légalisant un certain registre de l'état civil.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par M. Côté, appuyé par M. Ouellette, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (134) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec au lac Champlain, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Proposé par M. Mackenzie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (38) déclarant légale la vente du lot No 238, du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par Dame Marceline Labranche *et al*, à la société de l'Hôpital-Général de Montréal et ratifiant le contrat de cette vente, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne un hôpital.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'amende de \$300 payée pour le Bill (133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company,"—soit remise, attendu que les promoteurs ont envoyé le bill et la requête dix jours avant la session, ignorant complètement l'existence de la règle actuelle.

Proposé par M. Mackenzie, appuyé par M. Vilas, et—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le bill (141) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres après examen,—soit remise, vu que l'Assemblée du Conseil général du Barreau, dont l'approbation était nécessaire pour faire publier l'avis de la pétition concernant ce bill, n'a pas eu lieu en temps pour donner l'avis prescrit.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (48) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

Proposé par M. Mackenzie, appuyé par M. Vilas, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (135) amendant la charte de l'Hôpital Alexandra, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne un hôpital.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Mousseau.—1. Les statistiques officielles permettent-elles au gouvernement d'établir le chiffre des enfants qui, à Montréal, ne fréquentent aucune école ? 2. Dans l'affirmative, quelle est la proportion ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. et 2, Non.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que les amendements suivants soient faits aux règles de procédure de cette Chambre :

1. “ Que le premier paragraphe de la 58ème règle soit amendé en remplaçant le mot “ huit ” par le mot “ quinze ”, dans la sixième ligne du dit paragraphe, tel que reproduit dans le Manuel de l'Assemblée législative.

2. “ 59a. (1). Tous les bills privés rapportés à la Chambre par un comité peuvent, en une seule motion pour que l'Orateur laisse le fauteuil, être renvoyés à la fois à un comité général de la Chambre, et ce comité peut examiner un ou plusieurs de ces bills et en autoriser le rapport à une même séance.

(2). A l'expiration de l'heure attribuée aux bills privés, le président à la levée de la séance du comité, rapporte à la Chambre les bills examinés par le comité, et le bill à l'étude, quand finit l'heure, retient sa place à l'ordre du jour pour la prochaine séance.

3. La 67ème règle est remplacée par la suivante :

“ 67. Aucun amendement à un bill privé, excepté quant à la forme, ne peut être proposé en comité général, ou à la troisième lecture, à moins qu'il n'en ait été donné préalablement avis par l'inscription au feuillet des ordres de la séance.

4. Le second paragraphe de la 86ème règle est remplacé par le suivant :

“ 2. Toute pétition qui ne porte pas atteinte aux privilèges de la Chambre et qui peut être reçue conformément aux règles et à la pratique, est apportée au bureau de la Chambre, à la séance qui suit sa présentation sur l'ordre de l'Orateur, et celui-ci ne peut permettre aucun débat au sujet de cette pétition. Mais la pétition peut être lue par le greffier, s'il en est ainsi ordonné ; et si elle demande le redressement devenu urgent de quelque grief personnel, la Chambre peut immédiatement entamer la discussion sur ce sujet.

5. La 85ème règle est remplacée par la suivante :

“ 85. Un député qui présente une pétition doit apposer son nom au dos d'icelle et se borner à mentionner les personnes au nom desquelles il la présente, le nombre des signataires et les principales allégations qu'elle renferme.

Une pétition peut être écrite, clavigraphiée ou imprimée ; mais la page qui contient les conclusions doit porter au moins trois signatures, s'il y a plus de deux pétitionnaires.”

Et un débat s'élevant, —

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

A une heure, p. m., M. l'Orateur, suivant l'ordre, ajourne la Chambre à lundi prochain.

Lundi, 11 mars 1907

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (193) amendant la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (194) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (30) amendant la loi des licences de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (212) amendant la loi du Barreau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'hon. M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (211) concernant les originaux de langue anglaise de certains statuts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (215) amendant la loi des cités et villes, 1903.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (24) concernant le coroner du district de Québec.

Bill (102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (101) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale.

Bill (105) amendant la charte de la cité de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (108) érigeant civilement la paroisse de St-Ignace de Loyola de Nominigüe et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie.

Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount.

Bill (133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company."

Bill (139) validant la vente et adjudication par Ovide Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du trois juillet 1885.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (101) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (105) amendant la charte de la cité de Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (139) validant la vente et adjudication par Ovide Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du trois juillet 1885, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,— Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :—La réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1907, pour production d'une copie de rapport, correspondance et documents se rapportant au décès de Clarence Drake, de Compton, arrivé le 29 décembre 1906.

(Document de la session No 79)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1907, demandant la production de copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la destitution du docteur W. Maguire, agent des terres à New Carlisle, et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis.

(Document de la session No 80).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1907, demandant la production de copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la destitution de M. N. Arsenault, agent des terres à Carleton et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis.

(Document de la session No 81.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1906, pour la production d'une liste des noms des diverses sociétés de colonisation en cette province et la production d'une copie de leur constitution.

(Document de la session No 82.)

Et, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 mars 1907, pour la production d'une copie de la correspondance, déclarations, rapports et tous documents et recommandations se rapportant à la nomination, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'un conseiller municipal pour le village de Malbaie, en février 1907.

(Document de la session No 83.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Depuis quand M. Alexandre Girard, est-il à l'emploi du gouvernement de cette province, soit comme fonctionnaire temporaire ou permanent ? 2. Quelles sommes d'argent a-t-il reçues comme employé temporaire ? 3. Monsieur Alexandre Girard est-il actuellement employé permanent ? 4. Depuis quelle date ? 5. Quel salaire reçoit-il ? 6. Quelles sont ses fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. Depuis le premier janvier 1899.

2. \$4,362.10. 3. Oui. 4. 1er mai 1905. 5. \$1,500 annuellement. 6. Officier spécial du département de l'Agriculture et rédacteur du Journal d'Agriculture et d'Horticulture de la province de Québec.

Il est proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état donnant le coût de la construction originaire du palais de justice de Montréal, le coût de sa reconstruction ordonnée sous le gouvernement Mercier, et le coût des réparations qu'il a subies jusqu'au 30 juin 1906.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (104) constituant en corporation "The Congregation Temple Salomon of Montreal", soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (81) amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal," soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le Bill (115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve, soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (118) concernant la substitution de Ferdinand David, soit remise, vu que les promoteurs ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount, soit remise, vu que les promoteurs ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le Bill (127) concernant l'hôpital Notre-Dame, soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de charité.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (186) amendant le Code municipal relativement au rachat des rentes constituées.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès.

M. Benoit propose, secondé par M. Thériault, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (198) amendant l'article 291 du Code municipal relativement aux électeurs municipaux.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès.

M. Lacombe propose, secondé par M. Gosselin, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (183) remplaçant l'article 2054 du Code civil.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (173) amendant l'article 2098 du Code civil.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (200) amendant l'article 95 du Code de procédure civile.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable Weir, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les raisons sociales et associations commerciales.

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les droits sur les successions.

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences de Québec.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Qu'à partir de demain, le 12 mars courant, inclusivement, il y ait deux séances par jour, la première de trois heures à six heures p. m., la seconde de huit heures p. m., jusqu'à l'ajournement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (113) concernant la commune de Laprairie.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (29) concernant la pension de retraite des juges de sessions.

Bill (184) détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet et l'annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le dit comté.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (124) constituant en corporation "The Temiscamingue, Chibougamou and James Bay Railway Company".

Bill (140) concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (124) constituant en corporation "The Temiscamingue, Chibougamou and James Bay Railway Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (140) concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (20) amendant la loi concernant la constitution de la cour supérieure.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits, en comité général, au Bill (196) amendant la loi des mines de Québec.

Ces amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Résolu.—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (214) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Benoit, propose que ce bill soit maintenant lu, la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée :—Ce bill sera-t-il lu, la troisième fois, maintenant ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trois mille six cent quatre-vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'administration de la Justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quarante six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires des juges des sessions de la paix de Québec et de Montréal, leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, et les dépenses contingentes de bureau, y compris le traitement du grand concétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide aux cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général, l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$8,900.00 pour la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud (pour la construction de ponts sur les rivières Saint-François et Yamaska, troisième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de 63 Vict., chap. 2, et pour \$2,500.00 pour le chemin de colonisation de Montfort, 10e paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la 60 Vict., chap. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Association laitière de la province de Québec, S. R. Q. Article 1749, et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses et la mise en opération de la nouvelle école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries et les inspecteurs. S. R. Q., Art 1753a et 1753c (54 Vict., chap. 20, et 63 Vict., chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la Province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres et Forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes courants, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Parc des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, sect. 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des études sur l'industrie forestière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Lacombe rapporte alors du comité des subsides plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trois mille six cent quatre-vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'administration de la Justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quarante six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires des juges des sessions de la paix de Québec et de Montréal, leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, et les dépenses contingentes de bureau, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide aux cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général, l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$8,900.00 pour la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud (pour la construction de ponts sur les rivières Saint-François et Yamaska, troisième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de 63 Vict., chap. 2, et pour \$2,500.00 pour le chemin de colonisation de Montfort, 10e paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la 60 Vict., chap. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Association laitière de la province de Québec, S. R. Q. Article 1749 et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses et la mise en opération de

la nouvelle école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries et les inspecteurs. S. R. Q., Art. 1753a et 1753c (54 Vict., chap. 20, et 63 Vict., chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la Province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des terres et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes courants, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Parc des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, sect. 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des études sur l'industrie forestière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 12 mars 1907

Trois heures p. m.

L'honorable M. Gouin présente à la Chambre le premier rapport du comité conjoint de la refonte des Statuts qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Archambeault, son président, et il demande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Il recommande que les membres qui le composent étudient pendant la vacance parlementaire, séparément, le premier et le second rapport de la commission, de manière à pouvoir, lorsqu'ils seront constitués de nouveau en comité, à la prochaine session, faire les observations qu'il croiront à propos relativement au travail de la commission, et suggérer les modifications, additions et omissions qu'ils croiront nécessaires.

Il recommande aussi qu'une copie du second rapport de la commission soit transmise à chacun des juges de la Cour du Banc du Roi et de la Cour Supérieure, aux magistrats de district, au secrétaire général du Barreau, aux secrétaires des diverses sections du Barreau et au secrétaire de la Chambre des notaires, et aussi aux secrétaires des associations de bibliothèques.

“ Votre comité a aussi reçu de l'honorable M. Archambeault, copie du premier rapport de la commission annoté par lui, qu'il transmet à votre honorable Chambre.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Tourigny ait la permission de présenter un Bill (216) amendant l'article 794 du Code municipal relativement à la nomination du surintendant.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements du Conseil législatif faits au Bill (101) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale.

Ces amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Et, la question étant posée : La Chambre adoptera-t-elle ces amendements ?—

M. Langlois propose, en amendement, appuyé par M. Dupuis : Que cette Chambre adopte ces amendements avec les modifications suivantes :

1. En retranchant l'alinéa ajouté comme dernier alinéa de l'article 50.

2. En retranchant dans l'alinéa ajouté à l'article 51, les mots suivants : “ Toutefois cet emprunt ne pourra être effectué qu'après qu'un règlement passé à cet effet aura été approuvé par la majorité des votes des électeurs propriétaires.”

3. En retranchant les mots suivants ajoutés à l'article 55 : " et approuvé par la majorité des votes des électeurs propriétaires de la cité ".

4. En retranchant le dernier alinéa de l'article 71.

5. En ajoutant, après le mot : " tracer ", dans la première ligne du paragraphe 119 de la section 10, les mots : " des plans ".

6. En remplaçant les mots : " aucun de ces travaux ", dans la première ligne du second alinéa du dit paragraphe 119, par les mots : " aucun des travaux prévus par ces plans ".

L'amendement est soumis à la Chambre, qui se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que cette Chambre a adopté leurs amendements au Bill (101) amendant la charte de la cité de Montreal relativement à l'administration générale, avec certains amendements.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nomingue et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie et, ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company", et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (139) validant la vente et l'adjudication faite par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 3 juillet 1885, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (124) concernant "The Temiscamingue, Chibogamou and James Bay Railway", et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (140) concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, et ces amendements sont lus la deuxième fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (21) pourvoyant à la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal.

L'honorable M. Weir propose, appuyé par l'honorable M. Tessier :—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—

Que ce bill soit lu la troisième fois, maintenant.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill, est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède, de nouveau, à l'étude des résolutions rapportées du comité des subsides, lundi le 11 mars dernier, et ces résolutions sont lues, ainsi qu'il suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trois mille six cent quatre-vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quarante six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires des juges des sessions de la paix de Québec et de Montréal, leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, et les dépenses contingentes de bureau, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide aux cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général, l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$8,900.00 pour la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud (pour la construction de ponts sur les rivières Saint-François et Yamaska, troisième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de 63 Vict., chap. 2, et pour \$2,500.00 pour le chemin de colonisation de Montfort, 10e paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la 60 Vict., chap. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908. •

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Association laitière de la province de Québec, S. R. Q. Article 1749 et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses et la mise en opération de la nouvelle école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries et les inspecteurs. S. R. Q., Art. 1753a et 1753c (54 Vict., chap. 20, et 63 Vict., chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la Province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres et Forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Parc des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, sect. 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des études sur l'industrie forestière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolu,—Que les dites résolutions soient adoptées.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les droits sur les successions.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Tessier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre en conséquence, se forme en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que lorsqu'une succession, ou partie de succession, don ou legs tombant sous le coup de la loi de Québec relative aux droits sur les successions est dévolu à une personne domiciliée ou à une association ayant son principal bureau d'affaires en dehors de l'empire britannique, un droit additionnel de cinq pour cent sera payé sur la valeur de cette succession, ou partie d'icelle, don ou legs, en sus du droit mentionné dans les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1191b des Statuts refondus, tel pu'édicte par la section 1 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 15, et remplacé par la loi 6 Edouard VII, chapitre 11, section 1.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu, 1.—Que lorsqu'une succession, ou partie de succession, don ou legs tombant sous le coup de la loi de Québec relative aux droits sur les successions est dévolu à une personne domiciliée ou à une association ayant son principal bureau d'affaires en dehors de l'empire britannique, un droit additionnel de cinq pour cent, sera payé sur la valeur de cette succession, ou partie

d'icelle, don ou legs en sus du droit mentionné dans les paragraphes 1, 2 et 3, de l'article 1191b des Statuts refondus, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 15, et remplacé par la loi 6 Edouard VII, chapitre 11, section 1.

La résolution ayant été lue la deuxième fois, il est,—

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à plus tard.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (209) amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences de Québec.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Tessier informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1.—Que sur chaque transfert de licence de magasin pour la vente des liqueurs en détail, le droit payable au percepteur du revenu de la province, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit :

- a. Dans la cité de Montréal, soixante-quinze piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres ;
- c. Dans toute autre cité, quarante piastres ;
- d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres.

Que sur chaque transfert de licence de magasin pour la vente de liqueurs en gros, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit :

- a. Dans la cité de Montréal, cent piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, soixante-quinze piastres ;
- c. Dans toute autre cité, cinquante piastres ;
- d. Dans toute autre partie de la province, trente piastres.

Que sur chaque transfert d'une licence d'embouteilleur, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit :

1. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur :
 - a. Dans la cité de Montréal, soixante piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres ;
 - c. Dans toute autre cité, quarante piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres.
2. S'il n'est pas brasseur :
 - a. Dans la cité de Montréal, quarante piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec, trente piastres ;
 - c. Dans toute autre cité, vingt piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de la province, dix piastres.

Que sur chaque transfert d'une licence pour la vente de vin canadien ou de cidre fabriqué par le vendeur, d'une licence de pharmacien, et d'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes en vertu des dispositions des articles 60 ou 69 de la loi 63 Victoria, chapitre 12, ou d'une licence d'hôtel de tempérance, le droit payable au percepteur du revenu de la province, sur l'octroi du transfert, devra être d'un cinquième du prix de la licence.

Résolu, 2.—Que pour chaque licence d'auberge ou de restaurant et pour y vendre des liqueurs enivrantes il sera payé :

a. Dans la cité de Québec, trois cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de deux cents piastres ou moins, trois cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de plus de deux cents piastres et moindre que quatre cents ; cinq cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ; sept cents piastres si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres et moindre que dix mille piastres ; quinze cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de dix mille piastres ou plus ;

b. Dans toute autre cité :

S'il n'y a qu'une licence émises, six cents piastres ;

Si deux licences sont émises, quatre cent cinquante piastres ;

Si trois licences sont émises, trois cent cinquante piastres ;

Si quatre licences ou plus sont émises, deux cent cinquante piastres.

c. Dans toute ville :

S'il n'y a qu'une licence émise, quatre cent cinquante piastres ;

Si deux licences sont émises, trois cent cinquante piastres ;

Si trois licences sont émises, deux cent cinquante piastres ;

Si quatre licences ou plus sont émises, deux cents piastres.

d. Dans tout village ou tout territoire organisé :

S'il n'y a qu'une licence émise, deux cent cinquante piastres ;

Si deux licences sont émises, deux cents piastres ;

Si trois licences ou plus sont émises, cent cinquante piastres.

e. Dans tout territoire non organisé, cent vingt-cinq piastres.

Résolu, 3.—Que, sur chaque licence de magasin de liqueurs de détail, il sera payé dans chacune des cités de Montréal et de Québec, vingt-cinq piastres

et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas les droits sur la licence ne soient pas de moins de trois cents piastres ou n'excèdent pas quatre cent cinquante piastres dans la cité de Montréal, ni de moins de deux cent cinquante piastres ou n'excèdent pas quatre cents piastres dans la cité de Québec.

Résolu, 4.—Que, sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros et de détail, lorsque cette licence pour la vente de liqueurs en gros sera accordée à un distillateur, le droit sera de mille piastres.

Résolu, 5.—Que, sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission, le droit sera le même que pour les licences de gros, à moins que le porteur de licence n'ait aucun stock soit en douane ou autrement, auquel cas le droit sera de trois cent cinquante piastres.

Résolu, 6.—Que si l'embouteilleur est en même temps brasseur, soit que sa brasserie soit située dans cette province soit qu'elle soit située en dehors de la province, et que le brasseur ait une ou plusieurs agences dans la province, le droit sera :

a. Pour le principal établissement ou la principale agence dans la province, sept cent cinquante piastres ;

b. Pour tout autre établissement ou agence dans tout comté en dehors de celui où est situé le principal établissement ou la principale agence dans la province, quatre-vingt-dix piastres

Résolu, 7.—Que, à l'exception des licences de colporteurs dont les transferts sont régis par les dispositions de l'article 292a, de la loi 63 Victoria, chapitre 12, le trésorier de la province pourra autoriser le transfert de toute licence mentionnée dans la deuxième partie de la loi des licences de Québec, de son titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire d'un droit additionnel égal à un cinquième du prix de cette licence et d'un honoraire d'une piastre au percepteur.

Résolu, 8.—Que le trésorier de la province pourra autoriser le percepteur du revenu de la province à transporter une licence de véhicule de colporteur, de son titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire de trois piastres et d'un honoraire d'une piastre au percepteur pour le transfert de chaque licence de véhicule.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que sur chaque transfert de licence de magasin pour la vente de liqueurs en détail, le droit payable au percepteur du revenu de la province, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit :

- a. Dans la cité de Montréal, soixante-quinze piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres ;
- c. Dans toute autre cité, quarante piastres ;
- d. Dans tout autre partie de la province, vingt piastres.

Que sur chaque transfert de licence de magasin pour la vente de liqueurs en gros, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert sera comme suit :

- a. Dans la cité de Montréal, cent piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, soixante-quinze piastres ;
- c. Dans tout autre cité, cinquante piastres ;
- d. Dans tout autre partie de la province, trente piastres.

Que sur chaque transfert d'une licence d'embouteilleur, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit :

1. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur :

- a. Dans la cité de Montréal, soixante piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres ;
- c. Dans toute autre cité, quarante piastres ;
- d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres ;

2. S'il n'est pas brasseur :

- a. Dans la cité de Montréal, quarante piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, trente piastres ;
- c. Dans toute autre cité, vingt piastres ;
- d. Dans toute autre partie de la province, dix piastres.

Que sur chaque transfert d'une licence pour la vente de vin canadien ou de cidre fabriqué par le vendeur, d'une licence de pharmacien, et d'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes en vertu des dispositions des articles 60 ou 69 de la loi 63 Victoria, chapitre 12, ou d'une licence d'hôtel de tempérance, le droit payable au percepteur du revenu de la province, sur l'octroi du transfert, devra être d'un cinquième du prix de la licence.

Résolu, 2.—Que pour chaque licence d'auberge ou de restaurant et pour y vendre des liqueurs enivrantes il sera payé :

a. Dans la cité de Québec, trois cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de deux cents piastres ou moins, trois cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de plus de deux cents piastres et moindre que quatre cents ; cinq cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ; sept cents piastres si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres et moindre que dix mille piastres ; quinze cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de dix mille piastres ou plus ;

b. Dans toute autre cité :

S'il n'y a qu'une licence émise, six cents piastres ;

Si deux licences sont émises, quatre cent cinquante piastres ;

Si trois licences sont émises, trois cent cinquante piastres ;

Si quatre licences ou plus sont émises, deux cent cinquante piastres.

c. Dans toute ville :

S'il n'y a qu'une licence émise, quatre cent cinquante piastres ;

Si deux licences sont émises, trois cent cinquante piastres ;

Si trois licences sont émises, deux cent cinquante piastres ;

Si quatre licences ou plus sont émises, deux cents piastres.

d. Dans tout village ou tout territoire organisé :

S'il n'y a qu'une licence émise, deux cent cinquante piastres ;

Si deux licences sont émises, deux cents piastres ;

Si trois licences ou plus sont émises, cent cinquante piastres.

e. Dans tout territoire non organisé, cent vingt-cinq piastres.

Résolu, 3.—Que sur chaque licence de magasin de liqueurs de détail, il sera payé dans chacune des cités de Montréal et de Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour laquelle la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas les droits sur la licence ne soient pas de moins de trois cents piastres ou n'excèdent pas quatre cent cinquante piastres dans la cité de Montréal, ni de moins de deux cent cinquante piastres ou n'excèdent pas quatre cents piastres dans la cité de Québec.

Résolu, 4.—Que sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros et de gros et de détail, lorsque cette licence pour la vente de liqueurs en gros sera accordée à un distillateur, le droit sera de mille piastres.

Résolu, 5.—Que sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission, le droit sera le même que pour les licences de gros, à moins que le porteur de licence n'ait aucun stock soit en douane ou autrement, auquel cas le droit sera de trois cent cinquante piastres.

Résolu, 6.—Que si l'embouteilleur est en même temps brasseur, soit que sa brasserie soit située dans cette province soit qu'elle soit située en dehors de la province, et que le brasseur ait une ou plusieurs agences dans la province, le droit sera :

a. Pour le principal établissement ou la principale agence dans la province, sept cent cinquante piastres ;

b. Pour tout autre établissement ou agence dans tout comté en dehors de celui où est situé le principal établissement ou la principale agence dans la province, quatre-vingt-dix piastres.

Résolu, 7.—Que, à l'exception des licences de colporteurs dont les transferts sont régis par les dispositions de l'article 292a, de la loi 63 Victoria, chapitre 12, le trésorier de la province pourra autoriser le transfert de toute licence mentionnée dans la deuxième partie de la loi des licences de Québec, de son titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire d'un droit additionnel égal à un cinquième du prix de cette licence et d'un honoraire d'une piastre au percepteur.

Résolu, 8.—Que le trésorier de la province pourra autoriser le percepteur du revenu de la province à transporter une licence de véhicule de colporteur, de son titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire de trois piastres et d'un honoraire d'une piastre au percepteur pour le transfert de chaque licence de véhicule.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues la seconde fois, maintenant ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (30) amendant la loi des licences de Québec.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (211) concernant les originaux de langue anglaise de certains statuts.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise.—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu, maintenant, la troisième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (215) amendant la loi des cités et villes, 1903.

L'hon. M. Gouin, appuyé par l'hon. M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours..

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable M. Weir, et il est—

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre, de ce jour, ordonnant l'étude en comité général du Bill (209) amendant la loi concernant les véhicules-moteurs, à la prochaine séance, soit rescindé.

Ordonné,—Que le dit bill soit renvoyé immédiatement à un comité général de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

La Chambre procède de nouveau à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount et ces amendements sont lus la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède de nouveau à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (105) amendant la charte de la cité de Montréal et ces amendements sont lus de nouveau et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi, le 7 mars dernier, sur la motion suivante :

Attendu que les règlements municipaux en rapport avec la sécurité du public sont, en général, mal compris et mal observés par les institutions religieuses, les commissions scolaires, les propriétaires d'hôpitaux, d'asiles, d'hôtels, de salles publiques et d'établissements industriels;

Qu'attendu qu'il est urgent de faire intervenir une autorité supérieure pour empêcher la répétition des désastres dont la province a été témoin depuis quelques années, et pour exercer un contrôle plus efficace sur la construction des édifices publics ; il soit :—

Résolu,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, le gouvernement serait justifiable de présenter immédiatement un projet de loi créant une commission technique avec une juridiction plus complète que celle des inspecteurs actuels et des pouvoirs assez étendus dans certains cas pour imposer l'obligation de construire à l'épreuve du feu.

Et, le débat se continuant,—

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que la dite motion soit amendée de façon à ce qu'elle se lise comme suit :

Qu'il soit résolu :—Que, dans l'opinion de cette Chambre, le gouvernement serait justifiable de mettre à l'étude un projet de loi créant une commission technique avec une juridiction plus complète que celle des inspecteurs actuels et des pouvoirs assez étendus dans certains cas pour imposer l'obligation de construire à l'épreuve du feu.

La motion est, alors, soumise à la Chambre par M. l'Orateur et adoptée.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (166) amendant la loi de la chasse.

M. Kelly propose, appuyé par M. Petit, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (155) amendant la loi des cités et villes, 1903.

M. Mousseau propose, appuyé par M. Jobin, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

Conformément à l'ordre du jour, la motion demandant la production d'un exemplaire de la brochure publiée par le département de la colonisation, des mines, et des pêcheries, intitulé : "Le Nouveau Québec", est soumise à la Chambre.

M. Dupuis propose, appuyé par M. Chauret, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1907, pour la production d'une copie de la correspondance et des documents en la possession du gouvernement, depuis le premier juillet 1906, se rapportant à la demande de certains intéressés, à l'effet que la Cour de Circuit siège tous les trois mois à Matane.

(Document de la session No 84).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1907, pour la production d'une copie des rapports d'inspection pour classification des terres, dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain.
(Document de la session No 85.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1907, pour la production d'une liste des lots vendus dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain, donnant le nom de l'acheteur, la date et le prix de l'achat, avec l'étendue et le numéro de chacun des lots ainsi achetés depuis le 1er juillet 1905,
(Document de la session No 86.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 mars 1907, pour la production d'une copie de la correspondance, des requêtes et de tous autres documents se rapportant à des accusations ou plaintes portées contre Joseph Thibault, employé du gouvernement à Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé.
(Document de la session No 87.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1907, pour la production d'un état détaillé donnant, année par année, le montant des droits perçus dans le district de Montréal, en vertu de la loi 12 Victoria, chapitre 112, intitulé : "Acte pour pourvoir à la construction et réparations de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada."

(Document de la session No 88.)

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

Huit heures, p. m.

M. Dupuis présente à la Chambre le premier rapport du comité spécial d'enquête, nommé par l'Assemblée législative, pour s'enquérir comment la lettre du baron de l'Epine, en date du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février 1907, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, et ce rapport se lit comme suit :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 11 mars 1907.

Rapport du comité spécial d'enquête nommé par l'Assemblée législative pour s'enquérir comment la lettre du baron de l'Epine, en date du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février 1907, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost.

Votre comité a l'honneur de soumettre à Votre Honorable Chambre son rapport, ainsi qu'il suit :

A sa première séance, le 5 mars 1907, votre comité a élu M. Dupuis comme son président.

Votre comité a été chargé de procéder à une enquête dans les circonstances suivantes :

Le trente octobre dernier, l'honorable M. Prévost, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a reçu, du baron de l'Épine, une lettre qui se lit comme suit :

“Baron de l'Épine,

Québec, ce 30 oct. 1906.

Rue d'Aiguillon, 134.

Monsieur le Ministre,

Je profite de vous savoir chez vous pour vous joindre et pour vous donner en même temps qu'à moi l'occasion de cesser nos dissensions, en un mot, c'est une dernière démarche de conciliation. Revêtu de votre caractère ministériel et usant librement de vos prérogatives, vous m'avez promis une position, c'est la revendication de cette promesse de votre part qui a amené nos dissentiments vous savez et je vous affirme que je suis résolu à poursuivre l'exécution de cette promesse par tous les moyens légitimes, ma volonté sera inébranlable. Jusqu'à présent, si j'ai parlé, et je n'avais aucun motif de me taire, je n'ai pas écrit, cela viendra si je n'obtiens pas satisfaction et à la prochaine session vous succomberez sous le poids de diverses accusations, notamment, celle d'avoir ruiné à jamais l'immigration belge dans la province de Québec, le hasard des circonstances a mis à ma disposition un dossier foudroyant pour la démonstration de cette théorie. Dans ces conditions, je ne crains pas la guerre ouverte mais elle me peinerait fort et me désobligerait extrêmement, je ne tiens pas du tout à vous créer des ennuis, je veux simplement me sauver du ridicule dont vous m'avez couvert et gagner honorablement ma vie.

Vous êtes ministre, je suis un simple particulier, à moi de faire la démarche, je la fais franchement, mais c'est la dernière ; il est facile pour vous d'y répondre indirectement, en me faisant donner dans un autre département un travail que vous ne pourriez plus me donner sous vos ordres. Dans de telles conditions, je travaillerai à effacer la mauvaise impression qui règne en Belgique, et je vous ferai remettre un dossier qui restera, sans cela, un document contre votre carrière politique.

Croyez-moi, cherchons plutôt un terrain d'entente qu'un lieu de combat, et je trace ces lignes sous l'inspiration du calme et de la réflexion.

J'ai l'honneur, monsieur le Ministre de vous saluer,

(Signé) BARON DE D'ÉPINE.”

Cette lettre a été consignée dans les procès-verbaux de la Chambre, après avoir été déposée par l'honorable ministre, à la suite de certains articles qui avaient été écrits dans les journaux et dans lesquels on prétendait que la lettre, dont une copie avait été distribuée aux membres de la Chambre, était un faux ou un document tronqué. Quelques jours plus tard, à savoir le vingt-cinq février mil neuf cent sept, monsieur le baron de l'Épine a écrit à l'honorable président de l'Assemblée législative de Québec la lettre qui suit :

“ Québec, ce 25 février 1907.

A l'honorable président de l'Assemblée législative de Québec.

M. le Président,

Par un vote de la majorité de ses membres, la Chambre d'Assemblée a décrété à sa séance de vendredi dernier l'insertion dans ses procès-verbaux d'une lettre que l'honorable monsieur Prévost a produite le mardi 18 du courant et qu'il a donnée comme une lettre venant de moi.

Je m'inscris en faux contre une telle assertion et je nie péremptoirement, sans réserve, avoir envoyé ou fait envoyer cette lettre à l'honorable ministre.

Je suis simplement la victime d'un procédé peu délicat, et je demande à la Chambre de ne pas s'en rendre le complice, en refusant l'acte de justice que je sollicite.

Je lui demande, en conséquence, de faire également insérer dans ses procès-verbaux ma présente dénégation.

Veillez M. le président, croire à l'expression de ma plus haute considération.

BARON DE L'EPINE.”

Le premiers mars, mil neuf cent sept, l'honorable M. LeBlanc a proposé qu'un ordre de la Chambre soit émané pour la reproduction de la lettre envoyée le 25 février 1907, par M. le baron de l'Epine à M. l'Orateur, le priant de la faire insérer aux procès-verbaux de cette Chambre et protestant n'avoir jamais envoyé à l'honorable M. Prévost cette lettre datée du 30 octobre 1906, insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février 1907.

M. Cherrier a proposé en amendement : Que tous les mots après “que” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ M. l'Orateur soit prié de déposer seulement sur le bureau de cette Chambre la lettre qui a été envoyée le 25 de février dernier par M. le baron de l'Epine afin qu'elle soit référée à un comité spécial d'enquête composé de MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier et d'Auteuil.”

M. Dupuis a proposé en sous-amendement :

“ Qu'il soit ajouté à l'amendement les mots suivants :

“ Et que ce comité s'enquiert comment la lettre datée du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février dernier, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost avec instruction d'assigner des témoins et les interroger sous serment, et de faire rapport durant la présente session.”

Le sous-amendement et l'amendement ont été adoptés, et la motion telle qu'amendée a été adoptée.

Conformément à l'ordre de référence, votre comité, à cette même séance du 5 mars 1907, a invité l'hon. M. Prévost et M. le baron de l'Epine à se pré-

senter devant le comité, jeudi, le 7 mars courant, à 10.30 du matin, avec leurs témoins.

A la séance suivante, à savoir le 7 mars 1907, votre comité a examiné quatre témoins, à savoir M. de l'Epine, l'hon. M. Prévost, M. Alexandre Girard, employé du département de l'Agriculture et M. Alfred Pelland, publiciste du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Ces témoins ont donné devant votre comité les dépositions qui suivent :

(VOIR APPENDICE A)

Après l'audition de ces témoins, votre comité n'ayant plus aucun témoin à entendre, vu la déclaration faite par M. de l'Epine qu'il était absolument seul à témoigner des faits en rapport avec la possession qu'avait eue l'honorable M. Prévost de la lettre du 30 octobre 1906, à l'exception toutefois de M. Brouët, qui a été entendu, à qui, d'après M. de l'Epine, l'honorable M. Prévost aurait fait certaines déclarations; et l'honorable M. Prévost, ayant de son côté fait aussi la déclaration qu'il ne connaissait aucune personne autre que celles qui avaient été examinées qui pouvaient témoigner en cette affaire, la preuve est terminée et l'enquête est déclarée close.

Les minutes des diverses séances de votre comité accompagnent le présent rapport.

Après avoir entendu la preuve verbale et écrite et après avoir délibéré, votre comité en arrive aux conclusions suivantes :

1. M. de l'Epine a écrit et signé la lettre du 30 octobre 1906 qui fait l'objet de la présente enquête, avec l'intention bien arrêtée de la faire parvenir à l'honorable M. Prévost.

2. De fait, il a remis cette lettre à M. Alexandre Girard, son ami, avec instructions de la transmettre à son destinataire.

3. Cette lettre a été remise, le 30 octobre 1906, à l'honorable M. Prévost par M. Girard lui-même, conformément aux instructions formelles qu'il avait reçues de M. de l'Epine.

4. Le lendemain, 31 octobre 1906, M. de l'Epine s'est rendu auprès de M. Girard pour s'enquérir du résultat obtenu par sa lettre.

5. M. de l'Epine, dans sa lettre en date du 25 février 1907 à l'honorable Président de l'Assemblée législative de Québec, dans laquelle il affirme n'avoir jamais envoyé ou fait envoyer cette lettre du 30 octobre 1906 à l'honorable M. Prévost a sciemment fait une affirmation fausse; et, en agissant ainsi vis-à-vis du Président de cette Chambre, il a porté une atteinte grave aux privilèges de l'Assemblée législative. Et votre comité ajoute qu'en affirmant sous serment, comme il l'a fait devant votre comité, le 7 mars courant, qu'il n'avait jamais chargé M. Girard de transmettre cette lettre à l'honorable M. Prévost, et de plus qu'il n'avait jamais adressé de menaces à ce dernier, M. de l'Epine a sciemment faussé la vérité et la chose est clairement prouvée, d'abord par M. Girard, dont le témoignage est corroboré par l'honorable M.

Prévost, par M. Alfred Pellant, par toutes les circonstances qui ont précédé et suivi la signature de cette lettre, et enfin par la reconnaissance que M. de l'Épine en fait lui-même, de la façon la plus formelle, et sous sa propre signature, dans la lettre qu'il a écrite et adressée deux jours plus tard, à savoir: le 1er novembre 1906, à l'honorable Premier Ministre, laquelle lettre fait partie du présent rapport.

Le tout humblement soumis.

(Signé) F. X. DUPUIS,
Président.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (173) amendant l'article 2098 du Code civil.

M. Chauret, appuyé par M. Décarie, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (151) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

M. Langlois propose, appuyé par M. Lacombe, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (194) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions, rapportées aujourd'hui du comité général, concernant les droits sur les successions.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ces résolutions soient adoptées maintenant. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ces résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du Bill (194) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (194) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et la question étant posée : cet amendement sera-t-il lu la première fois maintenant ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement est, en conséquence, lu la première fois.

Et la question étant posée : Cet amendement sera-t-il lu la deuxième fois maintenant ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la question étant posée : Cet amendement sera-t-il adopté maintenant ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, l'amendement est adopté.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (193) amendant la loi imposant des taxes sur les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Roy, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre qui se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Tessier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—1. Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, il soit imposé sur, et payé par les corporations commerciales, compagnies, sociétés, raisons sociales et associations commerciales ci-après mentionnées et leurs agents, les taxes annuelles ci-dessous spécifiées :

a. Sur toute compagnie, raison sociale, société ou association louant ou affermant des chars-dortoirs ou des chars-palais, ou dont les chars-dortoirs ou chars-palais circulent sur la ligne ou sont à l'usage d'une compagnie ou de compagnies de chemin de fer, dans les limites de la province :

(1) Un tiers d'un pour cent sur le capital de la compagnie placé dans les chars ou matériel roulant dont elle fait usage dans la province de Québec ;

(2) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

b. Sur toute compagnie de chemin de fer, tenant un ou plusieurs hôtels dans la province, sur le montant de son capital payé, employé à l'exploitation de ces hôtels, la taxe imposée par le paragraphe a de la division 1 de l'article 1145 des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 6 Edouard VII, chapitre 10, section 1, et aussi la taxe additionnelle imposée par le paragraphe b de la même division.

c. Sur les compagnies d'assurance mutuelle qui doivent, en vertu de l'article 5283 des Statuts refondus, clore leurs comptes annuels le trente et unième jour d'août de chaque année, un pour cent, calculé sur le montant brut des primes reçues ou dues pour assurances effectuées ou renouvelées par ces compagnies, entre le premier jour de septembre et le trente et unième jour d'août de chaque année.

d. Sur toute compagnie de téléphone exploitant une ligne de téléphone dans la province :

Douze cents piastres, sur le montant du capital versé, s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille piastres ; quinze cents piastres, s'il excède cinq cent mille piastres, mais n'excède pas un million de

piastres ; deux mille piastres, s'il excède un million de piastres, mais n'excède pas deux millions de piastres ; et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, mais ne devant pas être moins que trois mille piastres ni plus que cinq mille piastres, s'il excède deux millions de piastres.

e. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la province de Québec, faisant des affaires de messagerie et de transport, cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, dans la province, durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents piastres.

f. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la Puissance du Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport exclusivement, une taxe additionnelle d'une demie d'un pour cent sur les recettes brutes de la compagnie, société ou association, dans la province, provenant de telles autres affaires durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit pas inférieure à quatre cents piastres.

g. Sur toute compagnie de chemin de fer possédant, exploitant ou employant, en totalité ou en partie, dans cette province, un chemin de fer à vapeur ou électrique, trente piastres par mille par chaque ligne principale pour une voie simple et, quand la ligne se compose de deux voies ou plus, quinze piastres par mille pour chaque voie additionnelle possédée, exploitée ou employée comme susdit, et vingt piastres par mille par chaque embranchement pour une voie simple, et quand la ligne se compose de deux voies ou plus, dix piastres par mille pour chaque voie additionnelle.

Que la compagnie possédant le chemin de fer ou la partie du chemin de fer en question, et la compagnie ou les compagnies l'exploitant ou l'employant, soient toutes deux conjointement et solidairement responsables du paiement du montant de cette taxe au trésorier de la province, mais le montant total payable pour tout chemin de fer n'excédera pas les montants ci-dessus mentionnés respectivement, bien que ce chemin de fer soit possédé, exploité ou employé par plus d'une compagnie ; et que le mesurage d'une voie pour les fins de la présente section ne comprendra pas les voies d'évitement, bouts de ligne ou voies de garage.

h. Sur les sociétés, associations, raisons sociales ou personnes dont le bureau principal ou la principale place d'affaires est en dehors de la puissance du Canada et qui ne sont pas taxées en vertu d'autres dispositions de la loi 6 Edouard VII, chapitre 10, section 1.

1. Une demie d'un pour cent sur les recettes brutes dans la province durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit jamais inférieure à cinquante piastres.

2. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et Québec, et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

Résolu.—2. Que toute association contrevenant au paragraphe e de la division III de l'article 1145 des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 6 Edouard VII, chapitre 10, section 1, soit, pour chaque offense, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe ; mais que le Lieutenant-Gou-

verneur en conseil puisse faire remise de toute telle amende, pourvu que le tribunal devant lequel la condamnation a été obtenue, recommande telle remise.

Résolu.—3. Que toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent, ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance véritable des faits, accordant une assurance sur toute propriété, mobilière ou immobilière, située dans la province ou décrite dans toute police, reçu temporaire ou document d'assurance, comme située dans quelque partie de la dite province, dans toute compagnie étrangère à la province qui n'a pas un bureau ou place d'affaires dans la province, doit de suite et pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, reçu temporaire ou document d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie, à partir du document en premier lieu reçu, donner un avis par écrit et sous serment au trésorier de la province, énonçant : (a) le montant de cette assurance ; (b) le montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province. Et telle personne, société ou corporation doit, sur production, au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration assermentée à l'effet ci-dessus, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, le montant que la province recevrait d'une compagnie ayant un bureau ou place d'affaires dans la province, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand cette assurance est effectuée directement par le détenteur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui ; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lacombe rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu.—1. Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, il soit imposé sur, et payé par les corporations commerciales, compagnies, sociétés, raisons sociales et associations commerciales ci-après mentionnées et leurs agents, les taxes annuelles ci-dessous spécifiées :

a. Sur toute compagnie, raison sociale, société ou association louant ou affermant des chars-dortoirs ou des chars-palais, ou dont les chars-dortoirs ou chars-palais circulent sur la ligne ou sont à l'usage d'une compagnie ou de compagnies de chemin de fer, dans les limites de la province :

(1) Un tiers d'un pour cent sur le capital de la compagnie placé dans les chars ou matériel roulant dont elle fait usage dans la province de Québec ;

(2) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

b. Sur toute compagnie de chemin de fer, tenant un ou plusieurs hôtels dans la province, sur le montant de son capital payé, employé à l'exploitation de ces hôtels, la taxe imposée par le paragraphe a de la division 1 de l'article 1145 des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 6 Edouard VII, chapitre 10, section 1, et aussi la taxe additionnelle imposée par le paragraphe b de la même division.

c. Sur les compagnies d'assurance mutuelle qui doivent, en vertu de l'article 5283 des Statuts refondus, clore leurs comptes annuels le trente et unième jour d'août de chaque année, un pour cent calculé sur le montant brut des primes reçues ou dues pour assurances effectuées ou renouvelées par ces compagnies, entre le premier jour de septembre et le trente et unième jour d'août de chaque année.

d. Sur toute compagnie de téléphone exploitant une ligne de téléphone dans la province :

Douze cents piastres, sur le montant du capital versé, s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille piastres; quinze cents piastres, s'il excède cinq cent mille piastres, mais n'excède pas un million de piastres; deux mille piastres, s'il excède un million de piastres, mais n'excède pas deux millions de piastres; et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, mais ne devant pas être moins que trois mille piastres ni plus que cinq mille piastres, s'il excède deux millions de piastres.

e. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la province de Québec, faisant des affaires de messagerie et de transport, cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, dans la province, durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents piastres.

f. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la puissance du Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport exclusivement une taxe additionnelle d'une demie d'un pour cent sur les recettes brutes de la compagnie, société ou association, dans la province, provenant de telles autres affaires durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit pas inférieure à quatre cents piastres.

g. Sur toute compagnie de chemin de fer possédant, exploitant ou employant, en totalité ou en partie, dans cette province, un chemin de fer à vapeur ou électrique, trente piastres par mille par chaque ligne principale pour une voie simple et, quand la ligne se compose de deux voies ou plus, quinze piastres par mille pour chaque voie additionnelle possédée, exploitée ou employée comme susdit, et vingt piastres par mille par chaque embranchement pour une voie simple, et quand la ligne se compose de deux voies ou plus, dix piastres par mille pour chaque voie additionnelle.

Que la compagnie possédant le chemin de fer ou la partie du chemin de fer en question, et la compagnie ou les compagnies l'exploitant ou l'employant, soient toutes deux conjointement ou solidairement responsables du paiement du montant de cette taxe au trésorier de la province, mais le montant total payable pour tout chemin de fer n'excédera pas les montants ci-dessus mentionnés, respectivement, bien que ce chemin de fer soit possédé, exploité ou

employé par plus d'une compagnie ; et que le mesurage d'une voie pour les fins de la présente section ne comprendra pas les voies d'évitement, bouts de ligne ou voies de garage.

h. Sur les sociétés, associations, raisons sociales ou personnes dont le bureau principal ou la principale place d'affaires est en dehors de la puissance du Canada et qui ne sont pas taxées en vertu d'autres dispositions de la loi 6 Edouard VII, chapitre 10, section 1.

1. Une demie d'un pour cent sur les recettes brutes dans la province durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit jamais inférieure à cinquante piastres.

2. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et Québec, et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

Résolu.—2. Que toute association contrevenant au paragraphe *e* de la division III de l'article 1145 des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 6 Edouard VII, chapitre 10, section 1, soit, pour chaque offense, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe ; mais que le Lieutenant-Gouverneur en conseil puisse faire remise de toute telle amende, pourvu que le tribunal devant lequel la condamnation a été obtenue, recommande telle remise.

Résolu.—3. Que toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent, ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance véritable des faits, accordant une assurance sur toute propriété mobilière ou immobilière, située dans la province ou décrite dans toute police, reçu temporaire ou document d'assurance, comme située dans quelque partie de la dite province, dans toute compagnie étrangère à la province qui n'a pas un bureau ou place d'affaires dans la province, doit de suite et pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, reçu temporaire ou document d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie, à partir du document en premier lieu reçu, donner un avis par écrit et sous serment au trésorier de la province, énonçant : (a) le montant de cette assurance ; (b) le montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province. Et telle personne, société ou corporation doit, sur production, au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration assermentée à l'effet ci-dessus, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, le montant que la province recevrait d'une compagnie ayant un bureau ou place d'affaires dans la province, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand cette assurance est effectuée directement par le détenteur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui ; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues, la deuxième fois maintenant?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ces résolutions, en conséquence, sont lues la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (154) amendant l'article 5754a des Statuts refondus concernant l'expropriation.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général, et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Tellier.—1. La société ou la compagnie appelée "The Wrought Iron Furnace Company" a-t-elle obtenu du gouvernement de cette province une licence l'autorisant à colporter des poêles et des ustensiles de cuisine dans cette province?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date de cette licence, par qui a-t-elle été émise, et quel est le territoire qu'elle couvre?

3. Quel prix a-t-on chargé pour cette licence, et quand expire-t-elle?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. 2. et 3. Non ; mais cette compagnie, à titre de compagnie constituée en corporation, paie les taxes annuelles édictées par la division 1 de l'article 1145 de l'acte imposant des taxes sur les corporations commerciales.

Par M. Cardin.—Est-ce l'intention du gouvernement de satisfaire aux demandes de Damase Payette, établies dans un protêt signifié à Sa Majesté Edouard VII, représenté par l'honorable Amédée Robitaille, avocat et conseiller du Roi, de la cité de Québec, en sa qualité de Secrétaire et registraire de la province de Québec, le 26 mai 1903?

Réponse par l'honorable M. Gouin : Le gouvernement n'accepte pas la réclamation de Monsieur Damase Payette.

Il est proposé par M. Lafontaine (Maskinongé), appuyé par M. Bernard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, ou avec les commerçants ou colons du Lac Saint-Jean, au sujet du tarif de transport des marchandises sur les wagons de la dite compagnie.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et les autorités de Louiseville, dans le comté de Maskinongé, en rapport avec la destruction par un incendie d'une partie de cette ville, en 1903, et de tous documents s'y rapportant.

Il est proposé par M. Gauthier, appuyé par M. Lemay, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance entre le Procureur-Général et le Ministre de la Justice se rapportant à la modification des dispositions du Code criminel touchant la prise par écrit des dépositions dans les causes tombant sous la partie LVIII du dit code, concernant les convictions sommaires.

Conformément à l'ordre du jour, la motion demandant la production devant cette Chambre d'une copie de la correspondance et des documents relatifs à la location du lac Sainte-Anne, dans le comté de l'Islet, est soumise à la Chambre par M. l'Orateur.

M. Caron (L'Islet), appuyé par M. Panet, propose, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par M. Cardin, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le Bill (136) définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters, soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount.

M. Décarie propose, appuyé par M. Chauret, et il est—

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements avec les amendements suivants :

1. En ajoutant ce qui suit comme clause 11 :

L'article 9 du statut, chapitre 54, 59 Victoria est abrogé et remplacé par les articles 525 et 526 de la loi des cités et villes, 3 Edouard VII, chapitre 38.

2. La clause 11 devient la clause 12.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements au Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount, avec des amendements.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des cantons de l'Est, (exposition de Sherbrooke), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cent quatre-vingt-quinze piastres et vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-cinq mille quatre cent vingt huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publics dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Victoria, chap. 23, art. 17, tel qu'amendée par l'art. 4 de 3 Edouard VII, chap. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université-Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'Ecole Normale, et la somme de \$2,000 sera payée pour l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme gratification supplémentaire à l'école polytechnique de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les " High Schools " de Québec et de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institu-

tions catholiques pour l'allocation au " High Schools " dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et de chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles, dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût de l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les livres à donner en prix et les fournitures scolaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière

déterminées par le Secrétaire de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer une gratification aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument National, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en Conseil en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Et la Chambre siège jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 13 mars 1907.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité des subsides, à sa prochaine séance.

M. Lacombe rapporte alors les résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cent quatre-vingt quinze piastres et vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante cinq mille quatre cent vingt-huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc, de l'Assemblée législative pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contin-

gentes de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17, telle qu'amendée par l'art. 4 de 3 Edouard VII, chap. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université-Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'École Normale, et la somme de \$2,000 sera payée pour l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académiques, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme gratification supplémentaire à l'école polytechnique de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les "High Schools" de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools," dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de méde-

cine et de chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques ; cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles, dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des écoles normales pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût de l'inspection des écoles pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les livres à donner en prix et les fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des gratifications aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument National, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en Conseil en vertu de la loi 2 Édouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Ces résolutions sont lues la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (209) amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :—La réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 18 février 1907, demandant la production d'une copie de tous ordres en conseil et un état détaillé se rapportant aux ventes de terrains miniers, depuis le 1er juillet 1906, faisant voir : 1. La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit du canton, du comté, du territoire non organisé ou du territoire non arpenté où se trouve ce terrain, les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu ; 2. Le montant du prix de vente originaire avec la date du paiement, et, dans chaque cas, la nature de l'effet avec lequel tel paiement a été effectué ; et, si un terme de paiement a été donné, pour combien de temps et pour quelles raisons tel délai a été accordé ; 3. Le nom de l'acheteur originaire, dans chaque cas, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions, ainsi que le nom et la résidence des acquéreurs subséquents et le prix d'achat payé par ces derniers ; 4. La date de chacune de ces transactions.

(Document de la session No 89.)

Et, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 18 février 1907, demandant une copie de tous ordre-en-conseil et d'un état détaillé se rapportant aux ventes de terrains miniers au montant de \$19,770.00, tel que mentionné à la page 154 du rapport général du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906, faisant voir : 1. La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit, du canton, du comté, du territoire non organisé ou du territoire non arpenté où se trouve tel terrain ; les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu ; 2. Le montant du prix de vente, avec la date du paiement, et, dans chaque cas, la nature de l'effet avec lequel tel paiement a été effectué ; et, si un délai de paiement a été donné, pour combien de temps, et pour quelles raisons tel délai a été accordé ; 3. Le nom de l'acheteur originaire dans chaque cas, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions, ainsi que le nom et la résidence des acquéreurs subséquents, et le prix d'achat payé par ces derniers ; 4. La date de chacune de ces transactions.

(Document de la session No 90.)

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et trente-cinq minutes, mercredi matin, s'ajourne à trois heures cet après-midi.

Mercredi, 13 mars 1907.

Trois heures p. m.

M. Cherrier propose, appuyé par M. Dupuis, et il est—

Ordonné,—Que la réduction de \$5.00 par jour, mentionnée à l'article 149 des Statuts refondus de la province de Québec, ne soit pas faite pour quinze jours, dans les cas des députés de l'Assemblée législative qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours, et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (216)—amendant l'article 794 du Code municipal relativement à la nomination du surintendant.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que jeudi prochain et les jours suivants, y compris le samedi, il y ait trois séances, la première, de onze heures a. m. à une heure p. m. ; la seconde, de trois heures à six heures p. m. ; la troisième, de huit heures p. m. jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient préséance, à chaque séance.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Delàge, et il est—

Résolu,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est opportun de déclarer par des dispositions législatives, quelles sont les rivières navigables et flottables de cette province.

Il est proposé par Mackenzie, appuyé par M. Vilas, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette :—Copie : 1. De toutes résolutions du comité protestant du conseil de l'instruction publique concernant les modes de distribution de l'allocation aux écoles communes, parmi les écoles élémentaires de la province ; 2. De la résolution du comité recommandant l'augmentation de l'aide du gouvernement aux écoles élémentaires et particulièrement aux écoles rurales ; 3. De toutes résolutions passées par le comité protestant du conseil de l'instruction publique concernant l'allocation spéciale de la Législature aux universités McGill et Bishop.

Il est proposé par M. Mousseau, appuyé par M. Jobin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une liste des membres qui composent actuellement la commission scolaire catholiques de Montréal.

Il est proposé par M. Bernard, appuyé par M. Giard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous les documents et de la correspondance au sujet de l'établissement d'une école du soir dans le village de Granby, comté de Shefford.

Il est proposé par M. Giard, appuyé par M. Bernard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé du coût de l'ameublement du palais de justice de Sherbrooke, donnant : 1. le nom et l'adresse des fournisseurs. 2. Les articles vendus par chacun d'eux, avec le prix de chacun de ces articles.

Il est proposé par M. Gendron appuyé par M. Pelletier, et—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (138) amendant la charte de "The Ottawa Golf Club",—soit remise, vu que les promoteurs du bill ignoraient l'existence de la règle actuelle.

L'honorable M. Weir, du comité des comptes publics, dépose sur le bureau de la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre Comité a tenu des séances samedi le 9, lundi, mardi et ce matin, et il transmet à votre honorable Chambre une copie de ces délibérations, avec les documents qui suivent :

Exhibit No 1.—Billets envoyés par le département des Terres et Forêts, au Trésorier de la Province, pour être escomptés depuis le trente juin 1900 au 22 mai 1904.

Exhibit No 2.—Liste des billets reçus par le département du Trésor du département des Terres de la Couronne, et qui furent escomptés, ne furent pas renouvelés, mais payés à échéance.

Exhibit No 3.—Billets transmis au département du Trésor pour collection et non escomptés.

Exhibit No 4.—*Re* John Breakey, achat de limites le 22 juin 1905.

Exhibit No 5.—Département des Terres, Mines et Pêcheries : lois concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, 1904 (Brochure).

Exhibit No 6.—Département des Terres de la Couronne : lettre du 19 décembre 1864, adressée à M. C. E. Belle, de Montréal, par M. A. Campbell.

Exhibit No 7.—Mémoire sur certains billets, au montant de \$44,625.80, mentionnés dans les comptes publics à l'article des Terres, Mines et Pêcheries.

Exhibit No 8.—Copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en date du 1er décembre 1868.

Exhibit No 9.—Liste des limites qui ont été achetées à l'enchère publique et dont le prix d'adjudication n'a jamais été payé. "

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 février 1907, pour la production

d'une copie de tous documents, requêtes, affidavits, lettres et messages se rapportant à la destitution de M. Alfred Lévesque, de Joliette, de sa charge de grand constable du district de Joliette, ainsi qu'à la nomination de son remplaçant, M. Wilfrid St. George, du même lieu.

(Document de la session No 91).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1907, pour la production d'un état détaillé des permis d'exploitation minière accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant : 1. Le nom des personnes ayant obtenu ces permis ; 2. Le montant exigé pour chaque permis ; 3. Le montant payé pour chaque permis, avec la date du paiement ; 4. Le montant resté dû pour chaque permis ; 5. La superficie de chaque terrain mis ainsi sous permis ; avec, suivant le cas, l'endroit, le canton, le comté, le territoire non organisé ou le territoire non arpenté où se trouve tel terrain ; 6. Le terme ou la durée de tel permis.

(Document de la session No 92).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er mars 1907, pour la production d'un état des sommes d'argent dépensées dans le comté de Soulanges, par le gouvernement de la province de Québec, depuis 1887.

(Document de la session No 93).

Et réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er mars 1907, pour la production d'un tableau montrant, année par année, depuis le 1er juillet 1888, jusqu'au 1er juillet 1906, pour les écoles catholiques, et les écoles protestantes, séparément :

1. La moyenne du traitement des instituteurs laïques brevetés, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires, savoir : (a) dans les écoles élémentaires ; (b) dans les écoles modèles et les académies ; (c) dans les écoles élémentaires, les écoles modèles et les académies.

2. La moyenne du traitement des institutrices laïques brevetées, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires, savoir : (a) dans les écoles élémentaires ; (b) dans les écoles modèles et les académies ; (c) dans les écoles élémentaires, les écoles modèles et les académies.

(Document de la session No 94.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (8) accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

Bill (12) amendant la loi relative aux établissements industriels.

Bill (13) constituant en corporation l'école technique de Québec.

Bill (207) amendant la loi relative aux édifices publics.

Bill (208) amendant la loi relative aux établissements industriels.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (15) amendant l'article 1109 des Statuts refondus, concernant certaines amendes.

Bill (17) concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, et à d'autres fins.

Bill (197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (50) concernant le testament de feu James Jack.

Bill (114) amendant la charte de la cité de Québec.

Bill (120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903.

Bill (128) érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux.

Bill (143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (18) constituant en corporation l'école technique de Montréal.

Bill (210) légalisant un certain registre de l'état civil.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (104) constituant en corporation la congrégation du Temple Salomon de Montréal.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (50) concernant le testament de feu James Jack, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (114) amendant la charte de la cité de Québec, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (128) érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, vendredi, le 1er mars dernier, à l'effet qu'un ordre de la Chambre soit émis pour qu'une copie de la résolution de M. John White, au sujet d'une taxe provinciale pour l'éducation, etc., proposée au comité protestant de l'instruction publique, soit mise devant cette Chambre.

Et la motion étant soumise par M. l'Orateur, la proposition est acceptée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend l'étude ajournée des résolutions rapportées du comité des subsides, mardi, le 12 mars dernier, ainsi qu'il suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Poultry Association ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cent quatre-vingt-quinze piastres et vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-cinq mille quatre cent vingt-huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en

conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict, chap. 23, art. 17, telle qu'amendée par l'art. 4 de 3 Edouard VII, chap. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université-Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'École Normale, et la somme de \$2,000 sera payée pour l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme gratification supplémentaire à l'école polytechnique de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les " High Schools " de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation au " High Schools " dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et de chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques ; cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles, dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût de l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les livres à donner en prix et des fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des gratifications aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument National, Montréal,

sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en Conseil en vertu de la loi 2 Edouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures y compris l'enseignement des beaux-arts appliquées à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Et la question étant posée: La Chambre adoptera-t-elle ces résolutions, maintenant?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, ces résolutions sont adoptées.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions concernant les licences de Québec, rapportées du comité général, mardi, le 12 mars dernier.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que cette Chambre adopte ces résolutions. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ces résolutions sont, en conséquence, agréées.

Ordonné,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du Bill (30) concernant les licences de Québec.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions concernant les taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales, rapportées du comité général, mardi, le 12 mars dernier.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ces résolutions soient adoptées. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, ces résolutions sont agréées.

Ordonné.—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du Bill (193) amendant la loi imposant des taxes sur les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général, le Bill (30) concernant les licences de Québec.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault

fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

A six heures p. m. M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures, ce soir.

Huit heures, p. m.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (216) amendant l'article 794 du Code municipal relativement à la nomination du surintendant.

M. Tourigny, appuyé par M. Gosselin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, au cours de la séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (30) amendant la loi des licenciés de Québec.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée: Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant?—

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (193) amendant la loi imposant des taxes sur les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?
—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (216) amendant l'article 794 du Code municipal relativement à la nomination du surintendant.

La Chambre s'étant constituée en comité général et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se constitue en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'octroi d'une pension à la mère de Mademoiselle Sarah Maxwell.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

ATTENDU que mademoiselle Sarah Maxwell a sacrifié sa vie lors de l'incendie de l'école d'Hochelaga, à Montréal, le 26 février dernier, pour sauver celle des enfants confiés à ses soins et dont elle était l'institutrice ;

Attendu qu'il convient de marquer par un acte public l'appréciation du dévouement dont elle a fait preuve ;

Attendu que mademoiselle Sarah Maxwell était l'unique soutien de sa mère, et qu'il est à propos de pourvoir à la création d'une pension afin de subvenir aux besoins de cette dernière,—qu'il soit—

Résolu 1.—Qu'il sera accordé une pension annuelle et viagère de trois cents piastres à dame veuve J. W. Maxwell, à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolu 2.—Que cette pension sera payée en quatre versements dont le premier deviendra dû le jour de l'entrée en vigueur de la loi basée sur ces résolutions, et les autres de trois en trois mois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a adopté deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Perrault rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu 1. Qu'il sera accordé une pension annuelle et viagère de trois cents piastres à dame veuve J. W. Maxwell, à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolu 2.—Que cette pension sera payée en quatre versements dont le premier deviendra dû le jour de l'entrée en vigueur de la loi basée sur ces résolutions, et les autres de trois mois en trois mois.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois, sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un bill (217) concernant l'octroi d'une pension à la mère de mademoiselle Sarah Maxwell.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant.

En conséquence, ce bill est lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (218) amendant l'article 981^o du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Tessier, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Giard propose, en amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc : —Que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : "Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, regrette que dans tous ses divers amendements à la loi des licences, le gouvernement ait eu principalement en vue l'augmentation du revenu du trésor public, et qu'il se soit appliqué bien plus à prélever de nouvelles taxes sur le commerce des boissons enivrantes, en augmentant le coût des licences, qu'à régler ce commerce de manière à arrêter les ravages terribles de l'intempérance et à supprimer les nombreux abus qu'elle occasionne."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,

Giard,

Lafontaine (Maslinongé),

LeBlanc,

Tellier,—Total 5.

CONTRE :

Messieurs

Benoit,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Blanchard,
Cardin,
Caron, (Matane),
Caron (l'Islet),
Champagne,
Daignault,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Dorris,
Fiset,
Gauthier,
Girard,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,
Laferté,
Lafontaine (Berthier)
Langlois,

Lemay,
Lemieux.
Mackenzie,
Marchildon,
Morin,
Mousseau,
Neault,
Ouellette,
Panet,
Pelletier,
Perrault,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Tanguay (Lac-St-Jean),
Tanguay, (Wolfe),
Taschereau,
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières),
Thériault,
Tourigny,
Turgeon,
Walker,
Walsh,
Weir.—Total 50.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant, alors, soumise, il est :—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu,*—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu,*—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des écoles de réforme et d'industrie, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du bureau d'hygiène de la province de Québec, 1 Ed. VII, chap. 19, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspections), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Résolu,—Qu'au cours de la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Perrault rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues, la première fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des écoles de réforme et d'industrie, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du bureau d'hygiène de la province de Québec, 1 Ed. VII, chap. 19, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspections), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois, il est—

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance.

Il est, de nouveau, proposé que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, appuyé par M. Tellier :—

Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :—" Cette Chambre regrette que le gouvernement, au lieu de pratiquer l'économie des deniers publics, telle qu'il l'avait promise, à plusieurs

reprises, aux électeurs de cette province, ait augmenté d'année en année les dépenses de l'administration dans une telle proportion que, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1906 elles ont atteint la somme de \$5,179,817.55, ce qui, comparé aux dépenses de l'année finissant le 30 juin 1896, savoir : \$4,099,707.00, donne l'énorme augmentation de \$1,080,110.55."

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>LeBlanc,</i>
<i>Giard,</i>	<i>Tellier.</i> —Total 5.
<i>Lafontaine (Maskinongé),</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Benoit,</i>	<i>Lemieux,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Mackenzie,</i>
<i>Bissonnette (Montcalm),</i>	<i>Marchildon,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Morin,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Neault,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Ouellette,</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Panet,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Delâge,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Dion,</i>	<i>Roy (Kamouraska),</i>
<i>Dorris,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Fiset,</i>	<i>Tanguay, (Lac-St-Jean),</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Tanguay (Wolfe),</i>
<i>Girard,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Gosselin,</i>	<i>Tessier, (Rimouski),</i>
<i>Gouin,</i>	<i>Tessier (Trois-Rivières)</i>
<i>Jobin,</i>	<i>Thériault,</i>
<i>Kaine,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Kelly,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Lacombe,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Walsh,</i>
<i>Lafontaine (Berthier),</i>	<i>Weir.</i> —Total 49.
<i>Langlois,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant, alors, soumise, il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et seize mille cinq cent soixante quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes d'eau pour les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les inspections, explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection de chemins de fer, imputable au fonds de bâtisses et des jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'assurance des palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt-six piastres et soixante seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers des palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice à Montréal, pour bureaux des registrateurs et autres bureaux publics de la cité, balance due pour construction et mobilier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Résolu,—Qu'au cours de la présente séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Lacombe rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues, la première fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et seize mille cinq cent soixante quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les taxes d'eau pour édifices publics en général, cité de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les inspections, explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection de chemins de fer, imputable au fonds de bâtisses et des jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'assurance des palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers des palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice à Montréal pour bureaux des registrateurs et autres bureaux publics de la cité, balance due pour construction et mobilier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois, sont agréées.

Il est, de nouveau, proposé :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se constitue en comité des subsides.

M. Bernard propose, en amendement, appuyé par M. Lafontaine (Maskinongé) : Que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le parti libéral ait méconnu, depuis près de dix ans qu'il est au pouvoir, les promesses qu'il avait faites à l'électorat de cette province, de gouverner sans taxes ; et qu'il se soit appliqué au contraire, d'année en année, à créer de nouvelles taxes et à augmenter celles qui existaient déjà en 1897."

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Giard,
Lafontaine (Maskinongé),

LeBlanc,
Tellier.—5

CONTRE :

Messieurs

Benoit,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Blanchard,
Cardin,
Caron, (Matane),
Caron (l'Islet),
Champagne,
Cherrier,
Daignault,
Décarie,
Délage,
Dion,
Dorris.
Fiset,
Gauthier,
Girard,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,
Laferté,
Lafontaine (Berthier),
Langlois,

Lemay,
Lemicux,
Mackenzie,
Marchildon,
Morin,
Mousseau,
Neault,
Ouellette,
Panet,
Pelletier,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Smith,
Tanguay (Lac-St-Jean),
Tanguay (Wolfe),
Taschereau,
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières),
Thériault,
Tourigny,
Turgeon,
Walker,
Walsh,
Weir.—51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant alors soumise, il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'ascenseurs dans les bâtisses du parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction du pont de Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Résolu,—Qu'au cours de la présente séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Lacombe rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues la première fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'ascenseurs dans les bâtisses du parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction du pont de Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Ces résolutions, ayant été lues la deuxième fois, sont adoptées.

Il est, de nouveau, proposé :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se constitue en comité des subsides.

M. Lafontaine (Maskinongé) propose, en amendement, appuyé par M. Bernard :—Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants : "Cette Chambre regrette que le gouvernement ait administré nos bois et forêts de manière à favoriser les industries américaines au détriment des industries nationales, en ne prenant pas les mesures nécessaires pour arrêter l'exportation de notre bois de pulpe aux Etats-Unis, et protéger et encourager la fabrication de la pulpe et du papier en cette province."

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Giard,
Lafontaine (Maskinongé),

LeBlanc,
Téllier.—Total 5.

CONTRE :

Messieurs

*Benoit,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Blanchard,
Cardin,
Caron (Matane),
Caron (L'Islet),
Champagne,
Cherrier,
Daignault,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Dorris,
Fiset,
Gauthier,
Girard,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,
Laferté,
Lafontaine (Berthier),
Langlois.*

*Lemay,
Lemieux,
MacKenzie,
Marchildon,
Morin,
Mousseau,
Neault,
Ouellette,
Panet,
Pelletier,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Smith,
Tanguay, (Lac-St-Jean),
Tanguay (Wolfe),
Taschereau,
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières),
Thériault,
Tourigny,
Turgeon,
Walker,
Walsh,
Weir.—Total 51.*

Ainsi, cet amendement est rejeté,

La motion étant, alors, soumise, il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des "édifices publics et des établissements industriels", conformément à la loi 57 Vict, ch. 29 et 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastre soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage en vertu de la loi 1 Ed. VII, chap. 31.—"Loi des différends industriels de Québec," pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's National Immigration Society", de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût de publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de la pêche et de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 10 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuel, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer du bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du

Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement, et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du Saint-Laurent (O. C. No. 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Numismatic and Antiquarium Society of Montreal," pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Royal Military College and Canada Rifle Association", pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction du monument Laval, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi pour la construction d'un palais de justice et d'une prison dans la seconde division du comté de Pontiac, à condition que la municipalité du comté de la dite seconde division construise un palais de justice et prison, les plans devant être approuvés par le Ministre des Travaux Publics.—La dite bâtisse devra être entretenue par la dite municipalité, pour l'année financière finissant au 30 juin 1908.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Résolu,—Qu'au cours de la présente séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Lacombe rapporte alors du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des "édifices publics et des établissements industriels", conformément à la loi 57 Vict., ch. 29 et 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier des conseils de con-

ciliation et d'arbitrage en vertu de la loi 1 Ed. VII, chap. 31.—“Loi des différends industriels de Québec”, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la “Women's National Immigration Society”, de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la “Women's Protective Immigration Society”, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût de publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de la pêche et de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuels, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer du bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution

de l'Assemblée législative dn 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du Saint-Laurent (O. C. No. 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Numismatic and Antiquarium Society of Montreal," pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Royal Military College and Canada Rifle Association", pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction du monument Laval, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi pour la construction d'un palais de justice et d'une prison dans la seconde division du comté de Pontiac, à condition que la municipalité du comté de la dite seconde division construise un palais de justice et prison, les plans devant être approuvés par le Ministre des Travaux Publics.—La dite bâtisse devra être entretenue par la dite municipalité—pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois, sont adoptées.

Et, la Chambre s'ège jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 14 mars 1907.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (25) constituant en corporation l'Ecole des hautes études commerciales.

Et'l (57) concernant la compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu.

Bill (76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires en vertu du testament de feu Dame Mary Eleanor Wescott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (G) amendant la loi 2 Edouard VII, chapitre 115, concernant la succession Villeneuve, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (112) conférant certains pouvoirs à l'Académie de billards Marcotte.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (19) concernant la constitution en corporation par lettres-patentes des compagnies par actions.

Bill (61) revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

Bill (79) constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Île de Montréal,

Bill (106) constituant en corporation l'Aquarium.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (112) conférant certains pouvoirs à l'Académie de billards Marcotte, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (19) concernant la constitution en corporation par lettres-patentes des compagnies par actions, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (61) revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (79) constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Île de Montréal, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (106) constituant en corporation l'Aquarium, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Décarie propose, appuyé par M. Bergevin, et il est—

Ordonné,—Que le Bill (G du Conseil législatif) amendant l'acte 2 Edouard VII, chapitre 115, relativement à la succession Villeneuve, soit maintenant lu la première fois.

Ce bill est, en conséquence, lu la première et la seconde fois et renvoyé à la prochaine séance, pour étude en comité général.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens, et ces amendements sont lus la première et la seconde fois.

M. Jobin propose, appuyé par M. Lafontaine (Berthier),—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

La motion est soumise à la Chambre qui se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Champagne
Daignault,
Décarie,
Fiset,
Gauthier,
Gouin,
Jobin,
Lafontaine (Berthier),
LeBlanc,
Lemieux,
Mackenzie,

Morin,
Ouellette,
Pelletier,
Smith,
Tellier,
Tessier (Trois-Rivières),
Turgeon,
Walker,
Walsh,
Weir.—Total 21.

CONTRE :

Messieurs

Benoit,
Bernard,
Bissonnette (Montcalm),
Cardin,
Caron (Matane),
Caron (l'Islet),
Cherrier,
Delâge,
Dion,
Dorris,
Giard,
Girard,
Gosselin,
Kaine,

Kelly,
Lacombe,
Laferrière,
Lafontaine (Maskinongé),
Langlois,
Lemay,
Mousseau,
Neault,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Tanguay (Lac St-Jean),
Taschereau,
Tourigny.—Total 27.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

La motion principale est, de nouveau, soumise, et—

M. Jobin propose, appuyé par M. Lafontaine (Berthier), et il est—

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne croit pas devoir concourir dans les amendements du Conseil au Bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens parce qu'elle ne considère pas qu'il soit dans l'intérêt public de les accepter maintenant.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne peut pas accepter les amendements faits aux amendements du Conseil législatif au Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount, attendu que ces modifications ne se rapportent pas directement au bill.

M. Décarie propose, appuyé par M. Bergevin, et il est—

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur ses amendements à leurs amendements au Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount, mais que cette Chambre accepte leurs amendements faits au Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount, avec les modifications suivantes :

Le premier amendement du Conseil législatif est amendé en remplaçant la première clause par la suivante :

“ L'article 9 du chapitre 54, de la loi 59 Victoria, est abrogé et remplacé par les articles 525 et 526 de la loi des cités et villes, 3 Édouard VII, chapitre 38.”

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1907, pour la production d'un état détaillé des renouvellements de permis d'exploration accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant :

1. Le nom des personnes ayant obtenu ces renouvellements ; 2. Le montant exigé pour chaque renouvellement ; 3. Le montant payé pour chaque renouvellement ; 4. Le montant resté dû pour chaque renouvellement ; 5. La superficie du terrain pour l'exploration duquel tel renouvellement de permis d'exploration a été accordé, désignant la localité où se trouve ce terrain ; 6. Le terme ou la durée de tel renouvellement.

(Document de la session No. 95.)

Et, réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 mars 1907, pour documents se rapportant à l'établissement d'une école du soir dans Granby (village).

(Document de la session No. 96.)

La Chambre ayant siégé jusqu'à une heure moins quinze minutes, jeudi matin, s'ajourne à onze heures, aujourd'hui.

Jeudi, 14 mars 1907

Onze heures, a. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif au Bill (101) amendement la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (60) refondant la charte de la ville d'Iberville.

Bill (121) concernant “ The Shawinigan Hydro-Electric Company.”

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (20) amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure.

Bill (21) concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal.

Bill (196) amendant la loi des mines de Québec.

Bill (211) concernant les originaux de langue anglaise de certains statuts.

Bill (213) concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités.

Bill (215) amendant la loi des cités et villes, 1903.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (60) refondant la charte de la ville d'Iberville, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (121) concernant "The Shawinigan Hydro-Electric Company", et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend l'examen des résolutions rapportées du comité des subsides, mercredi, le 13 mars courant, ainsi qu'il suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des écoles et réforme et d'industrie, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du bureau d'hygiène de la province de Québec, 1^{re} Ed. VII, chap. 19, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspections), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces résolutions.

M. Langlois propose, appuyé par M. Fiset,—et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—" Que les minutes des délibérations du comité spécial nommé pour s'enquérir comment la lettre du Baron de l'Epine, en date du 30 octobre 1906, et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février 1907, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, ainsi que les dépositions reproduites dans le rapport du dit comité, soient publiées comme appendice dans les Journaux de cette Chambre."

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, appuyé par M. D'Auteuil :—Que tous les mots après “que” dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Les minutes des délibérations du comité spécial nommé pour s'enquérir comment la lettre du Baron de l'Epine, en date du 30 octobre 1906, et insérée aux procès-verbaux de la séance du 22 février 1907, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, ainsi que le rapport du dit comité en date du 11 mars 1907, et inséré aux procès-verbaux de la séance du 12 mars 1907, soient renvoyés de nouveau au dit comité avec instructions de retrancher de son dit rapport tout ce qui n'est pas dans les limites du mandat que cette Chambre avait originairement donné au dit comité, et, nommément, le paragraphe 5 du dit rapport. ”

Et cette motion étant soumise par M. l'Orateur, M. Tellier propose, en sous-amendement, appuyé par M. Giard :

“ Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement, savoir : “ Avec instruction de permettre à M. le baron de l'Epine d'être entendu et de se faire assister ou représenter par avocat ou procureur devant le dit comité, de lui permettre de contre-interroger ou de transquestionner les témoins déjà entendus devant le dit comité, et d'interroger de nouveaux témoins, s'il en a de nouveaux à produire, et avec instruction au dit comité de faire rapport ensuite. ”

Et, ce sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs.

D'Auteuil,
LeBlanc,

Giard,
Tellier. —Total 4.

CONTRE :

Messieurs

Bergevin,
Bissonnette (Stanstead),
Blanchard,
Cardin,
Caron (Matane),
Caron (l'Islet),
Champagne,
Chauvet,
Cherrier,
Décarie,
Delage,

Dion,
Gauthier,
Girard,
Gosselin,
Gouin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,
Laferté,
Lafontaine (Maskinongé),
Lafontaine (Berthier),

Mackenzie,
Marchildon,
Morin,
Neault,
Ouellette,
Panet,
Pelletier,
Petit,
Robitaille,

Roy (Kamouraska).
Smith,
Tanguay (Lac-Saint-Jean),
Tanguay (Wolfe),
Tessier (Rimouski).
Tessier (Trois-Rivières),
Thériault,
Tourigny,
Turgeon.—Total 40.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est aussi résolue dans la négative, sur la même division.

La motion principale est, alors, soumise et acceptée.

L'honorable M. Turgeon, président *pro tem* du comité des comptes publics, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a l'honneur de transmettre ses délibérations d'hier et de ce matin et le document portant : Exhibit No 2a.”

L'honorable M. Gouin, du comité des impressions, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Bryson, son président, et il recommande l'impression des documents portant les numéros : 29, 31, 33, 38, 40, 41, (excepté les plans) 42, 43, 50 (résolutions et dépenses seulement) 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 69, 70, 71 (les correspondances, les résolutions, ordres en Conseil, et le compte des dépenses seulement), 72, 74, 76, 79, 85, 86, 87, 88, 92, 94 et 95.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et il est—

Résolu,—Que les minutes et dépositions du comité des comptes publics soient annexés, comme appendice, aux Journaux de cette Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. A quel département M. Alexandre Girard était-il attaché en qualité d'employé temporaire ?

2. Quelles étaient ses fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. Département du Trésor. Département de l'Agriculture.

2. Au département du Trésor, assistant-secrétaire de l'honorable Premier Ministre. Au département de l'Agriculture, assistant-secrétaire du département de l'Agriculture.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement a-t-il acheté ou fait publier à ses frais des ouvrages signés : Alex. Santerre?

2. Dans l'affirmative, quels sont ces ouvrages?

3. A quelle date a-t-il acheté ou fait imprimer ces ouvrages?

4. Le gouvernement connaît-il le nom que recouvre ce pseudonyme?

5. Dans l'affirmative, quel est ce nom?

6. Le gouvernement a-t-il payé quelque chose à l'auteur de ces ouvrages, droits d'auteur et autres frais?

7. Dans l'affirmative, combien pour chacun de ces ouvrages?

Réponse par l'honorable M. Tessier :—1. Le gouvernement a acheté des ouvrages signés : Alex. Santerre.

2 et 3. Le Poulailier de la Ferme..... 13 juillet 1904

La Ruche Canadienne..... 31 mars 1903

Arbres et arbustes fruitiers..... 27 janvier 1904

"Fruit Trees and Shrubs"..... 2 juin 1904

Le Potager (1ère édition)..... 17 septembre 1902

do do 13 janvier 1903

do (2ème édition)..... 1er août 1903

4. Oui.

5. Alexandre Girard.

6 et 7. \$150 pour 1,000 exemplaires "Le Potager."

Par M. Bissonnette (Montcalm).—1. Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide à l'établissement d'une école modèle favorisant et développant la culture du tabac dans cette province?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention d'établir cette école dans le comté de Montcalm?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Questions à l'étude.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 8 mars 1907, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés et toutes personnes travaillant ou demeurant à La-Tuque, depuis le 1er juillet 1906, en rapport avec le retrait de la licence pour la vente de liqueurs spiritueuses à La-Tuque.
(Document de la session No 97).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 mars 1907, pour production d'une copie de la correspondance et des documents se rapportant aux plaintes portées contre Christophe Chouinard, percepteur du revenu provincial, à Matane, par le docteur A. Bouillon et autres.

(Document de la session No 98).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 février 1907, pour production d'une liste du montant total, par comté, des dépenses faites par les municipalités rurales de la province, dans l'espace des dernières dix années, pour la création ou l'amélioration des chemins, suivant les rapports faits aux départements de l'Agriculture, de la Colonisation ou des Travaux Publics. (*Document de la session No 99*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 mars 1907, pour la production d'une liste des membres qui composent actuellement la commission scolaire catholique de Montréal.

(*Document de la session No 100*).

Et réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 mars 1907, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean, ou avec les commerçants ou colons du Lac Saint-Jean, au sujet du tarif de transport des marchandises sur les wagons de la dite compagnie.

(*Document de la session No 101*.)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Mérite agricole provincial, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de l'inspection et de la classification des terres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés de colonisation, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le paiement de l'intérêt, pour un an, au 30 juin 1908, à 3% par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à

Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Lacombe rapporte, alors, plusieurs résolutions qui sont lues ainsi qu'il suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois milles cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Mérite agricole provincial, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

3. *Réso'u*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de l'inspection et de la classification des terres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés de colonisation, en général pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908,

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le paiement de l'intérêt, pour un an, au 30 juin 1908, à 3% par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois sont adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,549,944,62 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin 1908, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau.

M. Lacombe rapporte alors la résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,549,944,62 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil neuf cent huit, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (16) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1908, et pour d'autres fins du service public.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que les amendements suivants soient faits aux règles de procédure de cette Chambre :

“ Que le premier paragraphe de la 58ième règle soit amendé en remplaçant le mot “ huit ” par le mot “ quinze ” dans la sixième ligne du dit paragraphe, tel que reproduit dans le Manuel de l'Assemblée législative.

2. La 67ième règle est remplacée par la suivante :

“ 67. Aucun amendement à un bill privé, excepté quant à la forme, ne peut être proposé en comité général, ou à la troisième lecture, à moins qu'il n'en ait été donné préalablement avis par l'inscription au feuillet des ordres de la séance.

3. Le second paragraphe de la 86ième règle est remplacé par le suivant :

“ 2. Toute pétition qui ne porte pas atteinte aux privilèges de la Chambre et qui peut être reçue conformément aux règles et à la pratique, est apportée au bureau de la Chambre à la séance qui suit sa présentation sur l'ordre de l'Orateur, et celui-ci ne peut permettre aucun débat au sujet de cette pétition. Mais la pétition peut être lue par le greffier, s'il en est ainsi ordonné ; et si elle demande le redressement devenu urgent de quelque grief personnel, la Chambre peut, immédiatement, entamer la discussion sur ce sujet.

4. La 85ème règle est remplacée par la suivante :

“ 85. Un député qui présente une pétition doit apposer son nom au dos d'icelle et se borner à mentionner les personnes au nom desquelles il la présente, le nombre des signataires et les principales allégations qu'elle renferme.

Une pétition peut être écrite, clavigraphiée ou imprimée; mais la page qui contient les conclusions doit porter au moins trois signatures, s'il y a plus de deux pétitionnaires.”

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Ordonné,—Que Monsieur le Greffier soit chargé de préparer, pendant la vacance, un projet de révision des Règles de Procédure qui sera soumis à l'étude d'un comité spécial de cette Chambre, à la prochaine session.

M. Langlois propose, appuyé par M. Lemieux, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (100) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins,—soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que la cité de Montréal a payé deux honoraires et qu'il n'est passé qu'un seul bill.

M. Neault propose, appuyé par M. Fiset, et il est—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (121) concernant “ The Shawinigan Hydro Electric Company ”, soit remise, vu que les promoteurs du bill ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

M. Lemieux propose, appuyé par M. Langlois, et il est—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (140) concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, soit remise, vu que les promoteurs ignoraient l'existence de la règle actuelle.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (G du Conseil législatif) amendant la loi 2 Edouard VII, chapitre 115, concernant la succession Villeneuve.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur bill sans amendement.

A une heure p. m. M., l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures de l'après-midi.

Trois heures, p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, sans amendement :

Bill (16) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1908, et pour d'autres fins du service public.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (30) amendant la loi des licences de Québec.

Bill (216) amendant les articles 266 et 794 du Code municipal relativement à la nomination du surintendant.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur ses amendements au Bill (175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens, et qu'il les retire.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (80) amendant les articles 1688 et 2261 du Code civil concernant la responsabilité des architectes et des contracteurs.

Bill (188) amendant de nouveau la loi concernant le tarif des taux de péage des chemins à barrières de la rive sud.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il adopte les amendements qu'elle a faits aux amendements du Bill (126) amendant la charte de la ville de Westmount, sans autre amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (160) amendant l'article 21 du Code municipal.

Bill (182) amendant l'article 2896 des Statuts refondus.

Bill (200) amendant l'article 95 du Code de procédure civile.

Bill (204) amendant la loi de l'instruction publique.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (193) amendant la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

Bill (194) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

Bill (209) amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

Bill (217) accordant une pension à la mère de Mademoiselle Sarah Maxwell.

Bill (218) amendant l'article 981o du Code civil.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (160) amendant l'article 21 du Code municipal, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (182) amendant l'article 2896 des Statuts refondus, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (200) amendant l'article 95 du Code de procédure civile, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (204) amendant la loi de l'instruction publique, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Décarie propose, appuyé par M. Bergevin, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que le Bill (68) concernant la ville de Notre-Dame-de-Grâces, soit retiré.

Ordonné,—Que les sommes payées pour le Bill (68) concernant la ville de Notre-Dame-de-Grâces, soient remises, moins les frais de traduction et d'impression.

L'Honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 1er mars 1907, pour la production d'un état des sommes d'argent dépensées dans le comté de Soulanges, par le gouvernement de la province de Québec, depuis 1887.
(*Document de la session No 93a*).

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Arthur St. Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

“ Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif.”

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

- C Loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers.
- D Loi remplaçant l'article 5486 des Statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage ou les deux.
- E Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.
- F Loi amendant les Statuts refondus relativement à la société d'industrie laitière de la province de Québec.
- G Loi amendant la loi 2 Edouard VII, chapitre 115, concernant la succession Villeneuve.
- 8 Loi accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.
- 11 Loi amendant le Code de procédure civile relativement aux actions *in forma pauperis* et à certaines dépositions.
- 12 Loi amendant la loi relative aux établissements industriels.
- 13 Loi constituant en corporation l'école technique de Québec.
- 15 Loi amendant l'article 1109 des Statuts refondus concernant certaines amendes.
- 17 Loi concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, et pour d'autres fins.
- 18 Loi constituant en corporation l'école technique de Montréal.
- 19 Loi concernant l'incorporation par lettres patentes des compagnies par actions.
- 20 Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure.
- 21 Loi concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal.
- 22 Loi amendant l'article 4658 des Statuts refondus relativement aux compagnies à fonds social.
- 24 Loi concernant le coroner du district de Québec.
- 25 Loi constituant en corporation l'Ecole des hautes études commerciales.
- 26 Loi autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail.
- 27 Loi accordant une allocation pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.
- 28 Loi amendant le Code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales.

-
- 29 Loi concernant la pension de retraite des juges de sessions.
 - 30 Loi amendant la loi des licences de Québec.
 - 39 Loi constituant en corporation la ville de Verdun.
 - 40 Loi constituant en corporation la ville de Mégantic.
 - 44 Loi divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et la municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal.
 - 47 Loi concernant "The Gaspesian Railway Company."
 - 49 Loi amendant la charte de la ville de Beauharnois.
 - 50 Loi concernant le testament de feu James Jack.
 - 51 Loi amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company".
 - 52 Loi érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe.
 - 55 Loi amendant la charte de la compagnie de pulpe de Metabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires.
 - 57 Loi concernant la compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu.
 - 60 Loi refondant la charte de la ville d'Iberville.
 - 61 Loi revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke.
 - 67 Loi concernant la cité de Sorel.
 - 74 Loi amendant la loi organique de "The North Shore Power Company."
 - 76 Loi définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéi-commissaires en vertu du testament de feu Dame Mary-Eleanor Wescott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.
 - 79 Loi constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Ile de Montréal.
 - 81 Loi amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal."
 - 83 Loi amendant la charte de la ville de Notre-Dame-des-Neiges.
 - 84 Loi ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. A. Anderson et E. A. Robert.
 - 87 Loi concernant la succession A. F. Gault.
 - 88 Loi amendant la charte de la Compagnie de téléphone Bellechasse.
 - 89 Loi constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada".
 - 90 Loi constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company."
 - 91 Loi concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company."
 - 93 Loi concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe.
 - 98 Loi constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company."
 - 99 Loi constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi.

-
- 101 Loi amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale.
 - 102 Loi concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.
 - 104 Loi constituant en corporation " The Congregation Temple Salomon, of Montreal."
 - 105 Loi amendant le charte de la cité de Montréal.
 - 106 Loi constituant en corporation l'Aquarium.
 - 108 Loi érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigue, et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie.
 - 109 Loi validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux.
 - 112 Loi conférant certains pouvoirs à l'académie de billards Marcotte.
 - 113 Loi concernant la Commune de Laprairie.
 - 114 Loi amendant la charte de la cité de Québec.
 - 118 Loi concernant la substitution Ferdinand David.
 - 120 Loi amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903.
 - 121 Loi concernant " The Shawinigan Hydro-Electric Company ".
 - 124 Loi constituant en corporation " The Temiscamingue Chibougamou and James Bay Railway Company ".
 - 125 Loi amendant la charte du Crédit municipal canadien.
 - 126 Loi amendant la charte de la ville de Westmount.
 - 127 Loi concernant l'hôpital Notre-Dame.
 - 128 Loi érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux.
 - 131 Loi constituant en corporation l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs.
 - 132 Loi constituant en corporation " The Pontiac Central Railway Company."
 - 133 Loi constituant en corporation " The Mattawin Lumber Company ".
 - 135 Loi amendant la charte de l'hôpital Alexandra.
 - 137 Loi concernant le village de Montmorency.
 - 138 Loi confirmant la charte du " Ottawa Gulf Club " et augmentant ses pouvoirs.
 - 139 Loi validant la vente et adjudication, par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du trois juillet 1885.
 - 140 Loi concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine.
 - 141 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.
 - 142 Loi concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.
 - 143 Loi refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

-
- 148 Loi annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté du Lac Mégantic pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture.
- 160 Loi amendant l'article 21 du Code municipal.
- 169 Loi annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier pour toutes les fins.
- 175 Loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.
- 177 Loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.
- 180 Loi amendant l'article 2259 du Code civil, relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs.
- 182 Loi amendant l'article 2896 des Statuts refondus.
- 184 Loi détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le dit comté.
- 188 Loi amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage, sur les chemins à barrière de la rive Sud.
- 193 Loi amendant la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.
- 194 Loi amendant la loi relative aux droits sur les successions.
- 196 Loi amendant la loi des mines de Québec.
- 197 Loi relative à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.
- 200 Loi amendant l'article 95 du Code de procédure civile.
- 204 Loi amendant la loi de l'instruction publique.
- 207 Loi amendant la loi relative aux édifices publics.
- 208 Loi amendant la loi relative aux établissements industriels.
- 209 Loi amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.
- 210 Loi légalisant un certain registre de l'état civil.
- 211 Loi concernant les originaux de langue anglaise de certains statuts.
- 213 Loi concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités.
- 215 Loi amendant la loi des cités et villes, 1903.
- 216 Loi amendant les articles 266 et 794 du Code municipal relativement à la nomination du surintendant.
- 217 Loi accordant une pension à la mère de Mademoiselle Sarah Maxwell.
- 218 Loi amendant l'article 981o du Code civil.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction :

Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant l'année fiscale expirant le 30 juin 1908, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

“ Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill. ”

Après quoi il a plu, ensuite, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la troisième session de la onzième Législature de la province de Québec, par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Avant de mettre un terme aux travaux de cette session, je tiens à vous féliciter du zèle avec lequel vous vous êtes acquittés de vos devoirs parlementaires. L'attention que vous avez incessamment apportée aux mesures qui vous ont été soumises est une garantie que les lois adoptées contribueront au développement et à la prospérité de cette province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez voté généreusement les crédits qui vous ont été demandés pour les besoins du service public ; je vous en remercie. Je verrai à ce qu'ils soient dépensés avec économie et suivant leur destination..

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En prenant congé de vous, je vous prie d'agréer les vœux que je forme pour le bien-être des citoyens de cette province, et particulièrement pour votre bonheur et celui de vos familles.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'au mardi le vingt-troisième jour d'avril prochain, pour y être ici tenue. Cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée au mardi, le 23 d'avril prochain.

ETAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1907

TROISIEME SESSION DE LA ONZIEME LEGISLATURE

La session s'est ouverte le 15 janvier 1907.

L'adresse en réponse au discours du Trône a été proposée par M. Gauthier appuyé par M. Vilas.

La prorogation a eu lieu le 14 mars 1907.

Durée de la session.....	59 jours
Nombre de séances.....	43
La Chambre a voté.....	13 fois
Pétitions présentées.....	113
Adresses et ordres de la Chambre votés.....	69
Documents déposés devant la Chambre.....	80
Balance des documents ordonnés lors de la dernière session.....	22
Bills soumis par l'Assemblée législative.....	217
Bills soumis par le gouvernement.....	41
Bills publics.....	63
Bills du Conseil législatif.....	6

AVIS DE MOTIONS.

Avis de motions au sujet d'interpellations.....	92
Avis de motions au sujet de bills.....	89
Avis de motions au sujet d'adresses et d'ordres.....	72
Avis de motions au sujet de résolutions.....	22
La Chambre s'est constituée en comité général pour considérer des résolutions.....	23 fois
En comité des subsides.....	10 "
Pour l'étude des bills.....	196 "

RAPPORTS FAITS PAR LES COMITÉS.

Comité pour la formation des comités permanents.....	1
" des bills privés.....	21
" des chemins de fer, etc.....	8
" des Ordres Permanents.....	15
" de Législation et des lois expirantes.....	13
" des Comptes publics.....	4
" des impressions.....	1
" des privilèges et élections.....	1

“	de l'Agriculture, etc.....	1
“	des Industries.....	1

RAPPORTS FAITS PAR LES COMITÉS SPÉCIAUX.

Comité du Code municipal.....	7
“ de la Révision des Statuts.....	1
“ re incident du Baron de l'Épine.....	1

E. R. ALLEYN,
Greffier des Archives.

APPENDICE A

COMITÉ SPÉCIAL D'ENQUÊTE SUR LA LETTRE DE MONSIEUR DE LÉPINE

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, A LA DATE DU
VENDREDI, PREMIER MARS 1907

L'honorable M. LeBlanc propose qu'un ordre de la Chambre soit émané pour la production de la lettre envoyée le 25 février courant; par M. le baron de l'Épine à M. l'Orateur, le priant de la faire insérer aux procès-verbaux de cette Chambre et protestant n'avoir jamais envoyé à l'honorable M. Prévost cette lettre datée du 30 octobre 1906, insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février courant.

M. Cherrier propose en amendement :

Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les mots suivants :

“ M. l'Orateur soit prié de déposer seulement sur le bureau de cette Chambre, la lettre qui lui a été envoyée le 25 février dernier par M. le baron de l'Épine, afin qu'elle soit référée à un comité spécial d'enquête composé de MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier et D'Auteuil.”

M. Dupuis propose en sous-amendement :

Qu'il soit ajouté à l'amendement les mots suivants :

“ Et que ce comité s'enquiert comment la lettre, datée du 30 octobre 1906, et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février dernier, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, avec instructions d'assigner des témoins et de les interroger sous serment et de faire rapport durant la présente session.”

Minuit, 2 mars 1907.

Le sous amendement étant mis aux voix est adopté par la division suivante :

POUR :—MM. Bernard, Blouin, Caron (Matane), Cherrier, Côté, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Dion, Dupuis, Gouin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lafontaine (Berthier), LeBlanc, Lemay, Mackenzie, Morisset, Pelletier, Pilon, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Taschereau, Tellier, Thériault, Turgeon, Weir.—33.

CONTRE :—0.

L'amendement, tel qu'amendé, est adopté, et la motion principale, telle qu'amendée, est adoptée.

Conformément à cet ordre, l'avis suivant a été adressé à chacun des des membres du dit comité d'enquête :

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Québec, 4 mars 1907.

Le comité spécial se réunira dans la chambre No 45, le cinquième jour de mars, à 10.45 heures a. m.

F. L. DESAULNIERS,

Greffier des comités.

Québec, lundi, 4 mars 1907.

F. L. DESAULNIERS,

Greffier.

SÉANCE DU COMITÉ

Mardi, 5 mars 1907.

Membres présents : MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier, D'Auteuil.—10.

COMITE D'ENQUETE.

Re LETTRE DU BARON DE L'ÉPINE

PREMIÈRE SÉANCE

Mardi, 5 mars 1907.

Présents : MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier et D'Auteuil.

Proposé par M. Langlois, secondé par M. Morisset : Que M. Dupuis soit élu président de ce comité.

Adopté.

Proposé par M. Décarie, secondé par M. Langlois : Que monsieur Alexandre Bélinge soit prié de donner ses services comme sténographe et qu'il soit assermenté comme tel.

Adopté.

Le sténographe est alors assermenté par le président.

Le Président.—Ce comité est réuni ce matin pour procéder à une enquête dans les circonstances suivantes :

Le 30 octobre dernier, l'honorable M. Prévost, ministre de la colonisation et des mines, a reçu du baron de l'Épine une lettre qui se lit comme suit :

“ BARON DE L'ÉPINE,

Rue d'Aiguillon, 134.

Québec, 30 oct. 1906.

Monsieur le Ministre,

Je profite de vous savoir chez vous pour vous joindre et pour vous donner en même temps qu'à moi l'occasion de cesser nos dissensions, en un mot, c'est une dernière démarche de conciliation. Revêtu de votre caractère ministériel et usant librement de vos prérogatives, vous m'avez promis une position, c'est la revendication de cette promesse de votre part qui a amené nos dissentiments, vous savez et je vous affirme que je suis résolu à poursuivre l'exécution de cette promesse par tous les moyens légitimes, ma volonté sera inébranlable. Jusqu'à présent si j'ai parlé, et je n'avais aucun motif de me taire, je n'ai pas écrit, cela viendra si je n'obtiens pas satisfaction et à la prochaine session vous succomberez sous le poids de diverses accusations, notamment celle d'avoir ruiné à jamais l'immigration belge dans la province de Québec, le hasard des circonstances a mis à ma disposition un dossier foudroyant pour la démonstration de cette théorie. Dans ces conditions, je ne crains pas la guerre ouverte, mais elle me peinerait fort et me désobligerait extrêmement, je ne tiens pas du tout à vous créer des ennuis, je veux simplement me sauver du ridicule dont vous m'avez couvert et gagner honorablement ma vie.

Vous êtes ministre, je suis un simple particulier, à moi de faire la démarche, je la fais franchement, mais c'est la dernière ; il est facile pour vous d'y répondre indirectement, en me faisant donner dans un autre département, un travail que vous ne pourriez plus me donner sous vos ordres. Dans de telles conditions, je travaillerai à effacer la mauvaise impression qui règne en Belgique, et je vous ferai remettre un dossier qui restera sans cela un document contre votre carrière politique.

Croyez-moi, cherchons plutôt un terrain d'entente qu'un lieu de combat et je trace ces lignes sous l'inspiration du calme et de la réflexion.

J'ai l'honneur, monsieur le ministre, de vous saluer.

(Signé) BARON DE L'ÉPINE.

Cette lettre, comme vous le savez, a été consignée dans les procès-verbaux de la Chambre, après avoir été déposée par l'honorable Ministre, à la suite de certains articles qui avaient été écrits dans les journaux et dans lesquels on prétendait que la lettre, dont une copie avait été distribuée aux membres de la Chambre, était un faux ou un document tronqué. Quelques jours plus tard, à savoir le vingt-cinq février mil neuf cent sept, monsieur le baron de l'Épine a écrit à l'honorable président de l'Assemblée législative de Québec la lettre qui suit :

Québec, ce 25 février, 1907.

A l'honorable Président

de l'Assemblée législative de Québec.

Monsieur le Président,

Par un vote de la majorité de ses membres la Chambre d'Assemblée a décrété, à sa séance de vendredi dernier, l'insertion dans ses procès-verbaux d'une lettre que l'honorable monsieur Prévost a produite le mardi, 18 du courant mois, et qu'il a donnée comme une lettre venant de moi.

Je m'inscris en faux contre une telle assertion et je nie péremptoirement, sans réserve, avoir envoyé ou fait envoyer cette lettre à l'honorable Ministre.

Je suis simplement la victime d'un procédé peu délicat, et je demande à la Chambre de ne pas s'en rendre le complice en refusant l'acte de justice que je sollicite.

Je lui demande en conséquence de faire également insérer dans ses procès-verbaux ma présente dénégation.

Veuillez, monsieur le Président,

Croire à l'expression de ma plus haute considération,

BARON DE L'ÉPINE.

Le premier mars mil neuf cent sept, l'honorable M. LeBlanc a proposé qu'un ordre de la Chambre soit émané pour la production de la lettre envoyée, le 25 février courant, par M. le baron de l'Épine à M. l'Orateur, le priant de le faire insérer aux procès-verbaux de cette Chambre et protestant n'avoir jamais envoyé à l'honorable M. Prévost cette lettre, datée du 30 octobre 1906, insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février courant.

M. Chérier proposa en amendement :

Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les mots suivants :

"M. l'Orateur soit prié de déposer seulement sur le bureau de cette Chambre, la lettre qui lui a été envoyée, le 25 février dernier, par M. le baron de l'Épine, afin qu'elle soit référée à un comité spécial d'enquête composé de MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morrisset, Tellier et d'Auteuil."

M. Dupuis proposa en sous-amendement :

Qu'il soit ajouté à l'amendement les mots suivants :

“Et que ce comité s'enquiert comment la lettre, datée du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février dernier, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, avec instructions d'assigner des témoins et de les interroger sous serment et de faire rapport, durant la présente session.”

Le sous-amendement et l'amendement ont été adoptés et la motion, telle qu'amendée, a été adoptée.

Nous voici donc, messieurs, réunis pour procéder à cette enquête. Comme vous venez de le constater, il s'agit pour le comité de s'enquérir comment la lettre du 30 octobre 1906, qui est insérée aux procès-verbaux de la séance du 22 février, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost. C'est là la mission du comité. Je suppose, maintenant, que ce que nous avons à faire c'est d'assigner devant nous le baron de l'Épine et l'honorable M. Prévost pour la prochaine séance, à moins qu'on ait d'autres suggestions à faire.

M. Morrisset propose, appuyé par M. Dion, que l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine soient invités à comparaître devant ce comité, jeudi, le 7 mars 1907, à dix heures et demie du matin, avec leurs témoins, s'ils en ont.

Il est proposé par M. Morisset, secondé par M. Dion, que M. F. L. Desaulniers, greffier des comités, reçoive instruction de ce comité d'inviter l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine à comparaître devant ce comité, jeudi, le 7 mars courant, à dix heures et demie du matin, avec leurs témoins, s'ils en ont.

Proposé par M. Langlois, secondé par M. Décarie, que ce comité s'ajourne à jeudi, le 7 mars 1907, à dix heures et demie du matin.

Adopté..

Et la séance du comité est ajournée à jeudi, 7 mars, 1907, à dix heures et demie du matin.

F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

COMITÉ D'ENQUÊTE SUR LES LETTRES DE M. LE BARON DE L'ÉPINE

(SECONDE SÉANCE)

Québec, 7 mars 1907.

Membres du comité présents :—MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Langlois, Lemieux, Morrisset, Tellier, D'Auteuil.

Sous la présidence de M. Dupuis.

Au commencement de la séance, le greffier du comité fait rapport que, conformément à l'ordre du comité, à sa dernière séance, il a signifié copie de l'assignation suivante à l'honorable M. Prévost et à M. le baron de l'Épine :

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Québec, 5 mars 1907.

ASSIGNATION

Monsieur,

Vous êtes, par le présent avis requis de comparaître devant le comité spécial nommé par l'Assemblée législative, à sa séance du premier mars courant, auquel a été renvoyé l'affaire des lettres de M. le baron de l'Épine, (le comité désire aussi que vous vous fassiez accompagner des témoins dont vous pourriez lui suggérer les noms), jeudi prochain, le septième jour de mars, à 10.30 hrs. avant-midi, dans la chambre du comité No 45.

Par ordre du comité,

F. L. DESAULNIERS,
Greffier du comité.

Le greffier fait aussi rapport qu'il a signifié l'avis plus haut cité, mercredi après-midi, vers 4 heures, à l'honorable M. Prévost, en parlant à lui-même, dans l'enceinte de la Chambre d'Assemblée, et à M. le Baron de l'Épine, mercredi après-midi, le 5 mars, à 4.45 heures, en parlant à lui-même, au No 134, de la rue d'Aiguillon, Québec.

Présent : MM. Dupuis (Président), Langlois, d'Auteuil, Morrisset, Kelly, Lemieux, Tellier, Décarie et Dion.

La séance est ouverte à 10 heures et trente, a. m.

M. le Président :—J'ai l'honneur de faire rapport au Comité que j'ai devant moi le rapport de M. Desaulniers, greffier de ce comité, à l'effet que l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine ont été requis d'être ici, ce matin, conformément à la résolution de ce comité, à sa dernière assemblée. Je suppose que ce que nous avons à faire maintenant, c'est de prier M. le baron de l'Épine de se présenter.

M. I. N. Belleau, C. R.—M. le baron de l'Épine est ici présent à la disposition du comité et je le représente ici autant que cela peut être utile.

M. le baron de l'Épine comparaît et est assermenté par M. le Président.

Interrogé par M. le Président :

Q. M. le Baron, voulez-vous prendre communication de cette lettre en date du 30 octobre 1906, et nous dire si vous reconnaissez ce document ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce votre signature qui est au bas ?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est la lettre qui a été déposée par l'honorable Ministre de la Colonisation et des Mines devant la Chambre, à la date de ?

R. Le 22 février.

Q. Dans le courant de février ?

R. Oui, monsieur.

Q. Cette lettre est de vous ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous prendre aussi communication de cette autre lettre, en date du 25 février 1907, adressée à l'honorable Président de l'Assemblée législative de Québec et nous dire si cette lettre est également de vous ?

R. Oui, monsieur.

Q. Elle porte votre signature ?

R. Oui, monsieur.

Q. Je constate, M. le Baron, que, dans cette dernière, adressée à l'honorable Président de l'Assemblée législative de Québec, référant à la lettre du 30 octobre 1906, vous dites ceci : " Je nie péremptoirement, sans réserve, avoir envoyé ou fait envoyer cette lettre à l'honorable ministre. Voulez-vous, s'il vous plaît, dire au comité de quelle façon vous avez perdu la possession de cette lettre ?

R. Voici, monsieur. Comme il m'arrivait assez souvent, le jour que j'ai écrit cette lettre, c'est-à-dire le 30 octobre, je me suis rendu à 24 rue St-Amable, chez M. Alexandre Girard, à qui je rendais souvent visite, comme ami, pour lui demander conseil. J'étais porteur de cette lettre que j'avais l'intention de lui soumettre et que je n'avais aucunement l'intention d'envoyer sans la lui soumettre. Au cours de la conversation, je lui ai soumis cette lettre-là. M. Girard m'a fait observer différentes objections qui m'ont engagé à ne pas envoyer cette lettre. Je l'ai remise dans ma poche et nous avons continué à causer de cela et d'autres choses. A la fin de la visite, lorsque j'étais prêt à partir, M. Girard m'a dit :

" Mais, au fait, de l'Épine, sur l'incident de la lettre, laissez la moi et peut être y aurait-il moyen de l'envoyer en la modifiant ". " Bien volontiers ", lui répondis-je, et je la lui remis et je sortis. Je partis et je lui laissai la lettre. Le lendemain ou le surlendemain, le rencontrant au ministère de l'agriculture, il me dit : " Bien, il vaut mieux prendre patience. N'envoyez pas cette lettre, ni celle-là, ni une autre. Ensuite, le soir ou le lendemain, je suis parti pour m'absenter de la ville et je suis revenu après quelques jours. Je me suis rendu en visite chez M. Girard et dans le cours de la conversation, j'ai dit :

“ Tiens, à propos de la lettre que je vous ai remise l'autre jour, qu'en avez vous fait ? Il a immédiatement cherché sur son bureau, retournant tous ses papiers, ouvrant les tiroirs et les fermant et faisant le geste pour monter à l'étage supérieur. J'ai dit : Ce n'est pas la peine, ne faites pas tant d'affaires avec ça, lorsque vous mettrez la main dessus, vous la déchirez ”. “ Oui, oui ”, fit-il “ parfaitement ”. Alors, je suis sorti et je ne me suis plus inquiété de la lettre. A quelques temps de là, M. Girard m'a dit l'avoir déchirée. Voici l'histoire de la lettre.

Q. Voulez-vous nous dire combien de temps, après avoir remis cette lettre à M. Girard, chez lui, comme vous venez de nous le dire, vous l'avez rencontré de nouveau pour lui en reparler ?

R. De cette lettre-là, au département de l'agriculture, le lendemain ou le surlendemain, l'un des deux.

Q. Quand vous l'avez ainsi revu, c'était quelques jours plus tard ?

R. Oui, quelques jours plus tard, parce que entre les deux, je me suis absenté.

Q. Combien de jours, à peu près, avez-vous été absent ?

R. Mettez huit ou dix jours, quelque chose comme ça.

Q. Pas plus de dix jours ?

R. Ecoutez.....il y aurait peut être onze jours. Je ne peux pas spécifier la chose, parce que j'ai été à Lennoxville entre les deux.

Q. A peu près une semaine ?

R. Mettons une semaine, environ une semaine.

Q. C'est lui, M. Girard, qui vous a dit qu'il l'avait déchirée ?

R. Ça, c'est après. Ce jour là, il a cherché dans son bureau, retournant ses papiers et ouvrant ses tiroirs, et il a fait le geste pour monter à l'étage comme pour aller la chercher. J'ai dit : “ Ne faites pas tant d'embarras, quand vous mettrez la main dessus, vous la déchirez ”, moi, je n'y attachais pas d'importance.

Q. Ceci était à votre retour de Lennoxville, cette conversation là ?

R. Oui, monsieur.

Q. Le lendemain, à savoir, le 31 octobre, lorsque vous l'avez rencontré au département de l'agriculture, qu'est-ce qui s'est passé ?

R. Il m'a dit simplement ceci : “ Il ne faut pas écrire, il faut prendre patience, il ne faut écrire ni celle-là ni une autre. C'est mieux de tâcher de prendre patience. ” Je dis : “ avez-vous cette lettre ? ” Il dit : Je ne l'ai pas sur moi, je vous la rendrai à la première occasion. ”

Q. De sorte que vous nous dites, maintenant, que le lendemain il a dit qu'il vous la remettrait ?

R. Oui.

Q. Alors, si je vous comprends bien, vous êtes resté satisfait que le Ministre de la Colonisation n'avait jamais reçu de lettre de menace de vous ?

R. Evidemment, puisqu'il m'a fait remarquer des choses qui étaient justes et auxquelles je me suis rendu et, en revenant, je me félicitais même d'avoir consulté M. Girard, et je n'avais pas l'intention d'envoyer la lettre sans la lui soumettre.

Q. Et c'est pourquoi, à venir jusqu'au jour où vous avez constaté que cette lettre était entre les mains du ministre de la colonisation.....

R. J'ai été profondément surpris.

Q. A venir jusqu'à ce jour là, vous étiez parfaitement satisfait que le ministre de la colonisation n'avait jamais reçu de vous une lettre de menace?

R. J'étais satisfait qu'il ne l'avait pas reçue, évidemment, s'il dépendait de moi de la lui faire parvenir, n'est-ce pas.

Q. M. Girard vous a-t-il dit qu'il avait communiqué cette lettre-là au ministre?

R. Jamais, monsieur.

Q. M. Girard vous a-t-il dit qu'il en avait parlé au ministre?

R. Qu'il avait parlé de moi au ministre, oui,—La fois où il a regardé dans son bureau, il a dit qu'il avait vu le ministre, mais il disait que le ministre se sacrait des belges et de son voyage en Belgique.

Q. Cette fois où il a regardé dans son bureau, était-ce le lendemain du 30 octobre ou plus tard?

R. Non, dans son bureau, c'est après. C'était chez lui, dans son bureau, dans sa maison privée, lorsque je suis revenu.

Q. De Lennoxville?

R. Au bout de la période que nous avons estimé une semaine, tout à l'heure.

Q. M. Girard vous a-t-il dit qu'il avait fait part au ministre, soit verbalement ou autrement, des menaces contenues dans votre lettre du 30 octobre?

R. Non, monsieur, jamais.

Q. Il ne vous a jamais rien dit qui a pu vous faire comprendre qu'il avait eu une conversation avec le ministre pour l'informer que, s'il ne vous donnait pas une place, vous pouviez lui faire des misères?

R. Non, monsieur.

Q. Avez vous jamais reconnu devant qui que ce soit avoir adressé ces menaces au ministre?

R. Non, monsieur, jamais.

Q. Comme question de fait, vous ne lui en avez jamais adressé?

R. Non, monsieur.

M. le Président.—Y a-t-il quelqu'autre membre du comité qui voudrait poser quelques questions?

M. I. N. Belleau, C. R.—J'ai quelques questions à poser....

M. le Président.—Je vous demande pardon, si le témoin a un avocat....

M. le baron de l'Epine.—Oui monsieur, monsieur Belleau est mon avocat.

M. le Président.—Je ne pense pas qu'un témoin ait le droit d'appeler un avocat pour se faire poser des transquestions.

M. I. N. Belleau, C. R.—Il est témoin, c'est vrai, mais il est un petit peu intéressé, je pense.

M. le Président.—Comme tous les accusateurs.

M. I. N. Belleau, C. R.—Il vaut autant dire que le comité veut conduire ses procédés sans l'intervention de personne.

M. le Président.—C'est bien certain, et c'est comme ça que je comprends que nous devons faire. Nous avons le témoin devant nous. j'ai demandé à tous les membres du comité s'ils avaient quelques questions à lui poser, mais le témoin n'est pas pour se questionner lui-même. Je l'ai questionné et il a pu donner toutes les réponses qu'il a voulu.

M. I. N. Belleau, C. R.—Je me suis levé ici comme l'avocat du témoin, comme avocat de M. le baron de l'Epine qui, il me semble, a un intérêt considérable dans cette cause-ci. Ce comité est organisé pour s'enquérir si oui ou non M. le baron de l'Epine a eu raison de dire que cette lettre n'avait jamais été envoyée par lui.

M. le Président.—M. Belleau, si vous voulez bien me permettre.... pour moi, je décide que M. le baron de l'Epine n'a pas le droit de se questionner lui-même, ni directement ni indirectement. Si le comité n'est pas satisfait de ma décision....

M. I. N. Belleau, C. R.—Si c'est la décision du comité, il n'y a pas grand chose à dire.

M. D'Auteuil.—Ainsi que l'a fait observer M. Belleau, M. le baron de l'Epine n'est pas un témoin ordinaire. Il s'agit ici de deux affirmations contradictoires, une de M. le baron de l'Epine et l'autre du ministre. Je comprends que l'intérêt de M. le baron de l'Epine n'est pas le simple intérêt d'un particulier.

M. le Président.—M. le baron de l'Epine est ici devant le comité, et tout membre du comité a le droit de lui poser une question, du moment que cette question sera agréée par le comité.

M. Tellier.—Si j'ai bien compris ce que nous avons ordonné l'autre jour, c'est qu'une invitation soit faite à M. le ministre de la colonisation, ainsi qu'à M. le baron de l'Epine de comparaître ici avec leurs témoins. Donc, le comité a reconnu que, dans une certaine mesure, au moins, ces deux messieurs étaient parties devant le comité. Si M. le baron de l'Epine est dans une certaine mesure, au moins, partie, est-il juste, est-ce qu'il n'est pas équitable qu'il puisse se protéger, en se faisant assister d'un conseil. Je crois que c'est parfaitement juste et que le comité appréciera la question que j'ai posée.

M. Kelly.—Je crois M. le Président que si M. le baron de l'Epine désire par l'entremise de l'un des membres de ce comité poser une question, que cela lui sera permis, mais d'être ici à un tribunal avec des avocats des deux côtés, je crois que ce ne soit pas là notre mission.

M. le Président.—Ma décision est que M. le baron de l'Epine ne peut pas se questionner. Il n'a pas le droit de se questionner. Je lui ai posé toutes les questions pour lui permettre de répondre comme il le voulait. Je comprends que M. le baron avait le droit d'être ici accompagné d'un avocat pour le protéger au cas où le comité lui aurait posé quelques questions qui auraient pu le mettre dans une fausse position. Sur ce point, je comprends que M. le baron avait le droit d'être accompagné d'un avocat pour se faire protéger.

M. Tellier.—Comment son avocat peut-il le protéger, s'il à la bouche close. Il y a deux façons de protéger une partie ou un témoin dans la boîte. C'est

d'objecter aux questions qui lui sont posées, si elles sont irrégulières ou bien si la réponse donnée à une question est incomplète, c'est de provoquer toutes les explications qu'il peut donner.

M. le Président.—C'est ce que chaque membre du comité peut faire, s'il n'est pas satisfait des réponses que M. le baron de l'Epine a données. M. le baron n'a pas laissé savoir à personnes qu'il n'était pas satisfait des réponses qu'il avait données. Au contraire, il a l'air parfaitement satisfait. Le comité est chargé de s'enquérir de quelle façon la lettre du 30 octobre est arrivée en la possession de l'honorable ministre de la colonisation et des mines. Alors, je le répète : Si aucun des membres de ce comité veut poser des questions à M. le baron de l'Epine, à lui de le faire, mais M. le baron de l'Epine, je le répète pour la dixième fois, n'a pas plus droit d'avoir un avocat qu'un témoin, devant un tribunal, n'a le droit d'avoir un avocat.

M. Tellier.—Alors, pourquoi l'avons nous fait appeler ici avec ses témoins.

M. le Président.—Pour le cas où M. le baron de l'Epine aurait cru nécessaire d'avoir des témoins pour appuyer ses dires, ses déclarations.

M. Tellier.—Il s'agit d'un côté des dires de M. le baron de l'Epine et de l'autre côté des dires de M. le ministre.

M. le Président.—C'est évident.

M. Tellier.—Ce sont deux parties qui se contredisent et ce comité est invité à déclarer de quel côté se trouve la vérité ou si, lorsque les deux parties auront été confrontées, elles ont, en définitive, peut-être dit la vérité tous les deux. Si vous partez de ce principe que M. le baron de l'Epine est partie et a droit d'être contre-interrogé par un avocat, il n'a pas besoin d'avocat, lorsque celui-ci n'a pas le droit de parler.

M. le Président.—Je crois que vous n'avez pas saisi du tout la question telle que je vous l'ai posée. J'ai dit que M. le baron de l'Epine a le droit d'avoir un avocat à ses côtés pour le protéger au cas où des questions auxquelles il pourrait refuser de répondre lui seraient posées, parce que lui n'étant pas avocat, ne pourrait pas voir toute la portée des questions.

M. Tellier.—S'il n'a pas pu voir toute la portée des questions, il est possible qu'il n'ait pas vu toute la portée d'une réponse, et souvent, vous le savez aussi bien que moi, M. le Président, puisque vous êtes du barreau, souvent une réponse est incomplète. Quant à moi, je ne vois pas de question à poser à M. le baron de l'Epine, mais je ne connais pas la cause. M. le baron s'est consulté avec un avocat, est-ce que son avocat ne pourrait pas soumettre la question qu'il désire poser et que ce comité juge si la question est opportune ? Je reconnaitrais le même droit, naturellement, à n'importe quelle autre partie.

M. le Président.—Bien, messieurs, ma décision est là, un avocat ne peut pas venir ici.....

M. Tellier.—M. Belleau peut toujours soumettre au comité la question qu'il voudrait poser et si les membres du comité le désirent....

M. le Président.—Non, je ne permettrai à personne autre qu'aux membres du comité de questionner M. le baron, c'est ma décision, faites-en ce que vous voudrez.

M. Tellier.—Il est bien facile à M. Belleau de soumettre ou suggérer à n'importe quel membre du comité les questions qu'il désirera poser.

M. le Président.—Eh bien, messieurs, je comprends qu'il n'y a aucun membre de ce comité qui désire poser des questions à M. le baron.

M. Tellier.—M. le baron, cette lettre du 30 octobre, 1906, était-elle sous enveloppe, quand vous l'avez remise à M. Girard ?

M. le baron de l'Epine.—Eh bien, si elle était sous enveloppe, M. Girard doit l'avoir, et s'il ne l'a pas, probablement, c'est qu'il n'y en avait pas.

M. Tellier.—Dois-je comprendre que vous ne vous rappelez pas si elle était sous enveloppe ou non ?

R.—Elle était probablement sous enveloppe, parce que je l'aurais salie, n'est-ce pas, dans ma poche, à moins que je l'ai mise dans un papier, ce que je ne crois pas—je l'ai plutôt mise dans une enveloppe.

M. Tellier.—Voulez-vous nous dire si elle était dans une enveloppe adressée ou non ?

M. le baron de l'Epine.—Non, je ne le crois pas.

M. Tellier.—Vous ne le croyez pas ?

M. le baron de l'Epine.—Je ne saurais être absolument affirmatif, mais je ne le crois pas, je ne saurais pas passer serment de la chose.

M. Tellier.—Quels étaient vos rapports avec M. Alexandre Girard, dont vous nous avez parlé ?

M. le baron de l'Epine.—Eh bien, j'étais en très bons rapports avec M. Girard, je le considérais comme un ami et je le consultais chaque fois que j'avais une ou l'autre difficulté dans mes affaires avec le gouvernement, j'allais assez fréquemment chez lui, et je suivais généralement ses conseils.

M. Tellier.—Etait-ce des rapports d'affaires ou des rapports d'amitié que vous aviez avec lui ?

M. le baron de l'Epine.—Les deux, monsieur, nous étions bien ensemble.

M. Tellier.—Est-ce que vous avez eu avec lui des relations fréquentes et assidues ?

M. le baron de l'Epine.—Oui, monsieur, j'allais fréquemment chez lui. Il connaissait presque toutes mes affaires, j'avais entière confiance en lui, d'ailleurs, et quand il me donnait des conseils, je ne me rappelle pas de ne pas les avoir suivis.

M. Tellier.—Monsieur Girard est attaché au département de....

M. le baron de l'Epine.—Au département de l'agriculture, il est le directeur du Journal de l'Agriculture.

M. Tellier.—Et vous-même vous avez eu un emploi ?

M. le baron de l'Epine.—A l'Agriculture. Depuis cinq ans, j'ai été presque continuellement en mission pour le département de l'agriculture, pour les chevaux, pour l'achat des chevaux, même au mois d'octobre, je ne me rappelle plus à quelle date, j'ai été envoyé au Lac St-Jean.

M. Tellier.—Que devons nous comprendre lorsque vous dites que vos relations avec M. Girard étaient fréquentes et assidues. Devons nous comprendre que vous le voyiez une fois par mois ou une fois par semaine ?

M. le baron de l'Epine.—Ce n'était pas régulier. Je pouvais quel.

quefois y aller dans une semaine deux fois et rester quinze jours sans y aller, ça dépendait des circonstances, on se voyait d'ailleurs souvent au département de l'agriculture.

M. Tellier.—Vous vous considérez comme des amis ?

M. le baron de l'Epine.—Oui, moi, du moins, je le considérerais comme un ami, comme un homme de bon conseil.

M. Tellier.—M. Girard est originaire de France, n'est-ce pas ?

M. le baron de l'Epine.—Oui, monsieur.

L'HONORABLE M. PREVOST, ministre de la colonisation, des mines et pêcheries comparait, et, après avoir été assermenté par le président, dépose ainsi qu'il suit :

Interrogé par M. le Président :

Q. M. Prévost, vous êtes ministre des mines et de la colonisation ?

R. De la colonisation, des mines et des pêcheries.

Q. Voulez-vous prendre communication de cette lettre de M. le baron de l'Epine, en date du 30 octobre 1906, que vous avez vous-même déposée sur la table de la Chambre, durant la présente session, et nous dire de quelle façon vous en êtes venu en possession ?

R. Je ne puis pas bien fixer la date, mais je suis sous l'impression que c'est le 30 octobre 1906, jour de la date de la lettre que M. Pelland, publiciste du département, est venu à mon bureau me dire que M. Girard, du département de l'agriculture, que je connaissais à peine, me demandait d'avoir l'obligeance d'arrêter chez lui, lorsque je laisserais le Parlement pour m'en aller chez moi, rue Saint-Cyrille. M. Girard demeure rue St-Amable. Ça se trouve sur mon chemin pour me rendre du Parlement jusqu'à la rue Saint-Cyrille, et je passe ordinairement par cette rue, car c'est le chemin le plus court. Vers les cinq heures de l'après-midi de ce jour, je me suis rendu chez M. Girard, en compagnie de M. Pelland, qui demeure en face de chez moi, rue St-Cyrille. M. Girard me dit alors : M. le ministre, je vous demande pardon de ne pas être allé chez vous, à votre cabinet, mais comme je pars demain pour les Etats-Unis, et que j'ai été obligé de venir rencontrer quelques membres de ma famille—ma belle-mère étant bien malade là-bas—je veux vous remettre une lettre qui m'a été transmise par le baron de l'Epine. Il prit alors cette lettre qu'il sortit d'une enveloppe adressée à moi, et m'en fit prendre connaissance. C'est la lettre du 30 octobre, que le président vient de me mettre dans la main. Je l'ai lue et relue une deuxième fois et devant M. Girard et M. Pelland, j'ai dit : "C'est une ignoble lettre de chantage que cette lettre-là." Là-dessus M. Girard m'a répondu : "C'est la raison pour laquelle je vous la remets moi-même, car le baron était tellement excité que je l'ai dissuadé de vous l'envoyer par la poste, et je lui ai dit que je vous la remettrais à vous-même, pour tâcher d'en finir avec cette affaire-là. J'ai pris la lettre et je l'ai mise dans ma poche et la voilà. Nous avons passé chez M. Girard environ une demi-heure ou trois-quarts d'heure, et le soir je me suis rendu à la maison pour dîner.

Q. Est-ce là votre réponse ?

R. C'est tout.

Q. M. Girard vous a dit qu'il avait préféré vous la remettre à vous-même, afin d'en atténuer la portée. Dois-je comprendre par là que M. Girard prenait mission de chercher à vous amener à de meilleurs sentiments vis-à-vis M. le baron ?

R. M. Girard, à cette époque, était l'ami intime du baron et moi je n'avais peut-être pas parlé à M. Girard plus que trois ou quatre fois. Or, son but était, ni plus ni moins, de tâcher d'arranger cette affaire-là.

M. Kelly.—Monsieur le ministre, si je comprends bien, M. Girard vous a donné à entendre que cette lettre lui avait été délivrée avec l'intention de vous la remettre ?

R. M. Girard m'a dit en toute lettre que le baron voulait qu'il me la remette coûte que coûte.

M. Kelly.—M. le baron de l'Épine a dit tout à l'heure que M. Girard lui avait déclaré, dans une certaine occasion, que le ministre avait dit qu'il se sacrifierait des belges et de son voyage en Belgique, est-ce que vous avez tenu un tel langage à M. Girard ?

R. Sous le serment que je prête, jamais je n'ai employé telles paroles.

M. le Président.—Y a-t-il d'autres questions qu'on désirerait poser ?

M. Dion.—Monsieur le ministre, êtes-vous bien certain si l'enveloppe était adressée à votre nom ?

R. Oui, monsieur.

M. Tellier.—Avez-vous conservé cette enveloppe ?

R. Je l'ai perdu, malheureusement.

M. Tellier.—Quand et comment l'avez-vous perdue ?

R. J'ai fait un dossier de toutes les affaires de M. le baron de l'Épine. Lorsque j'ai reçu cette lettre, naturellement, j'ai mis tous ces documents ensemble, et je puis vous expliquer bien facilement, M. Tellier, si vous le constatez, la lettre est écornée au coin. J'avais mis tous les papiers du baron ensemble. Je les ai enlevés de l'enveloppe—je n'ai pas réalisé dans le moment quelle était l'importance de cette enveloppe, et je l'ai jetée au panier. Ça doit être comme ça que je l'ai séparée de l'enveloppe pour la mettre dans le dossier.

M. Kelly.—Ce n'est pas l'habitude, si je comprends bien, dans votre département, ni dans les autres départements, quand on fait un dossier de garder les enveloppes dans le dossier ?

R. C'est justement la raison qui explique que je n'ai jamais songé à garder cette enveloppe. Je ne croyais pas, à l'époque, que cette lettre deviendrait aussi importante, qu'elle ferait tant parler d'elle.

M. Tellier.—S'il n'y a pas d'autres questions de la part des membres du comité, serait-il permis à l'avocat de M. le baron de l'Épine, dans le cas où il aurait des transquestions à poser, de les poser lui-même ?

M. le Président.—Ma décision est la même. Il est bien facile pour M. le baron de l'Épine ou pour son avocat de faire poser toutes les questions qu'ils veulent poser. Je constate même que M. Tellier a, à sa droite, l'avocat de M. le baron de l'Épine. Pourquoi M. Tellier ne pose-t-il pas les questions qu'il veut poser ?

M. Tellier.—Je suis ici membre du comité. Je ne connais pas la cause de M. le baron de l'Epine, il est bien certain que si l'avocat de M. le baron de l'Epine n'est pas admis à poser des questions en contre-interrogatoire, je me ferai un plaisir et un devoir de soumettre au témoin n'importe quelle question judiciaire que l'on pourra me suggérer et j'aime à croire que n'importe quel membre du comité en fera autant.

M. le Président.—Je vous le déclare une fois pour toutes, la position dans laquelle le comité se trouve, en autant que le baron de l'Epine est concerné—elle a été décidée tout à l'heure. Le comité a été nommé par la Chambre pour s'enquérir des circonstances dans lesquelles l'honorable M. Prévost a reçu la lettre en date du 30 octobre. C'est à cette fin que nous avons procédé jusqu'à maintenant, et c'est à cette fin que nous allons procéder jusqu'à la fin, du moins je l'espère, c'est à cette fin que nous avons prié l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Epine de venir ici avec leurs témoins et c'est à cette fin que nous procéderons maintenant. Il me semble que les remarques que je viens de faire dispose de la question.

M. Tellier.—Mais pourquoi une enquête pour prouver la provenance de cette lettre ? C'est parce que la Chambre est en présence de deux affirmations contradictoires. Une affirmation de M. le ministre de la colonisation et une affirmation contraire ou contradictoire, je ne sais pas trop, de la part de M. de l'Epine. La Chambre a voulu évidemment se faire éclairer sur ce point litigieux, et dans une certaine mesure nous avons deux parties devant le comité, deux parties intéressées à faire établir l'exactitude de leurs avancées. J'ai compris, et je comprends encore, que sur ce point là nous avons à faire l'enquête et vous avez dit au début de cette séance, M. le président, que vous permettiez à M. le baron de l'Epine de comparaître ici assisté par un avocat. Prenons acte de cette déclaration, je vous demande et je demande au comité, à quoi sert un avocat, s'il est baillonné ?

M. le Président.—La réponse est bien simple—et le savant avocat qui parle maintenant le sait aussi bien que moi. La question n'est pas nouvelle, elle s'est présentée devant les tribunaux maintes et maintes fois. Il arrive tous les jours qu'un témoin assigné dans une cause demande à la cour d'être accompagné d'un avocat pour le protéger, quant aux questions qui vont lui être posées, je ne sache pas que jamais un tribunal ait refusé la chose et je ne sache pas, d'un autre côté, que dans ces circonstances, jamais un avocat ait osé assumer d'autre rôle que celui que je viens d'indiquer, à savoir, celui de protéger le témoin. Je ne sache pas que jamais un tribunal ait permis à chaque témoin d'avoir un avocat pour venir plaider la cause. Ici, nous avons des témoins devant nous et rien autre chose. Ce sont des témoins que le comité a amenés devant lui, ce ne sont pas des parties. Le comité a à faire une enquête et il amène des témoins devant lui et certainement ce ne sont pas ces témoins-là qui vont conduire l'enquête, c'est le comité. Vouloir faire ce que l'honorable député de Joliette demande maintenant, ce serait nous dépouiller des prérogatives dont nous sommes investis par la Chambre pour les remettre entre les mains de M. le baron de l'Epine ou de l'honorable M. Prévost ; nous avons, je le répète, une enquête à faire et nous allons la faire. Que chaque

témoin comparaisant vienne ici avec un avocat à ses côtés pour se faire protéger comme témoin, c'est fort bien, mais autrement, non.

M. Tellier.—Comment pourrait-il venir le protéger ?

M. le Président.—Comme je l'ai dit tout à l'heure, chaque fois qu'un témoin a droit de craindre que des questions compromettantes pour lui puissent lui être posées—ceci arrive tous les jours,—il peut avoir un avocat pour se protéger. J'espère que la discussion est close sur ce point-là.

M. Dion.—M. le baron de l'Epine a-t-il le droit de faire des questions à d'autres témoins qui viendront ?

M. Kelly.—Non.

M. le Président.—Chaque membre du comité a le droit de poser des questions, et je crois—s'il fallait parler pour le public,—ce que je regretterais infiniment—je crois que tout le monde sait ici que M. le baron de l'Epine est parfaitement capable, devant le comité, de faire poser toutes les questions qu'il a envie de poser, mais comme président de ce comité, je croirais manquer à mon devoir en retirant à ce comité les prérogatives qui lui sont conférées par la Chambre. C'est à nous de faire l'enquête et nous allons la faire.

M. Kelly.—Je suppose que M. Girard est ici ainsi que M. Pelland ?

M. le Président.—Oui, monsieur.

M. Kelly.—Je crois qu'il serait bon de les faire entendre.

M. le Président.—M. le baron, voulez-vous nous indiquer quelques témoins que vous aimeriez que nous entendrions ?

M. le baron de l'Epine.—Moi, je n'ai pas de témoins, je suis tout seul à comparaître.

M. Tellier.—Je suppose, M. le président, que, quand une partie est représentée par un avocat, la question de savoir quels sont les témoins qu'il y a à faire entendre est du ressort de l'avocat ?

M. le Président.—Il n'y a pas de parties ici. Comme président du comité je cherche à savoir la vérité, et pour cela, je voudrais connaître les noms de toutes les personnes qui connaissent quelque chose en rapport avec cette lettre-ci. Or, c'est en cette qualité que je pose à M. le baron de l'Epine la question, afin de savoir s'il ne pourrait pas m'indiquer quelques personnes qui pourraient nous renseigner sur la matière. C'est pourquoi, de crainte de n'avoir pas été compris parfaitement, je vais de nouveau poser à M. le baron la question suivante : M. le baron, avez-vous les noms de quelques personnes que vous pourriez nous indiquer afin de les faire entendre ici pour nous éclaircir sur l'enquête que nous avons à faire ?

M. le baron de l'Epine.—Eh bien, je n'ai aucun témoin, j'étais seul dans cette affaire-là, j'ai été seul chez M. Girard, mais le 13. de février, il y avait monsieur Brouët, un français....

M. le Président.—C'est inutile, nous sommes à nous enquérir des circonstances dans lesquelles.....

M. le baron de l'Epine.—Vous ne me laissez pas achever, le treize février il est venu me trouver soi-disant de la part.....

M. Kelly.—M. le président, je ne crois pas que l'on puisse entrer dans ceci.....

M. le Président.—Attendez—pour moi la question est bien simple, avez-vous des noms à nous soumettre pour que nous les fassions assigner dans cette affaire ?

M. le baron de l'Epine.—M. Brouët.

M. le Président.—Voulez vous donner son nom et son adresse ?

M. le baron de l'Epine.—M. Brouët habite chez Haas, je pense, maintenant, il est au Lac-St-Jean. C'est celui qui a des propriétés de l'autre côté du Lac-St-Jean, avec M. Demers.

M. le Président.—Est-il à Québec, présentement ?

M. le baron de l'Epine.—Je ne crois pas, je crois qu'il est au Lac-St-Jean, mais il va là, un jour au Lac St-Jean et l'autre jour il est à Québec.

M. Kelly.—M. le président, je crois que si nous entendions M. Pelland et M. Girard, ce sont autant les témoins de M. le baron de l'Epine que de M. le ministre. Ce sont les seuls témoins de la transaction, et ils vont corroborer soit l'un ou soit l'autre. Je crois que tout ce que nous avons à faire c'est d'entendre ces deux témoins.

M. le Président.—Je voudrais poser une question additionnelle à M. le Baron : M. Brouët, d'après ce que vous connaissez, a-t-il été témoin des circonstances dans lesquelles vous avez remis la lettre à M. Girard ?

M. le baron de l'Epine.—Non, il connaît la chose, parce que le Ministre la lui a racontée. Il n'a pas été mêlé dans cette affaire-là.

M. Tellier.—Je désirerais que vous demandiez à M. le baron, si c'est son désir de faire assigner M. Brouët, nous verrons ensuite ce que le comité décidera sur la question de savoir, s'il y a lieu de l'assigner ou non, mais voici un nom qui vient d'être mentionné en réponse à une question que vous avez posée à M. le baron de l'Epine et je ne comprends pas toute la pensée de M. le baron. Je ne sais pas s'il désire que M. Brouët soit assigné. S'il le désire nous nous enquerons ensuite des faits que peut révéler à ce comité M. Brouët et nous déciderons s'il y a lieu de l'assigner.

M. Morisset.—Monsieur avoue qu'il ne connaît rien de l'affaire à propos de la lettre.

M. Tellier.—Je n'ai pas compris ça, M. le baron disait que M. Brouët avait appris ce qui se rapporte à cette lettre de la bouche du ministre. Or, la preuve se fait devant un tribunal quelconque de différentes façons. Elle peut se faire par des témoins oculaires et elle peut se faire aussi par des témoins qui rapportent des aveux.

M. le Président.—Ne pensez-vous pas qu'il serait plus expéditif et plus dans l'ordre de procéder à notre enquête, sauf à revenir sur cette question avant d'ajourner ?

M. Tellier.—Je n'y ai pas d'objection, seulement vous avez mis M. le baron de l'Epine en demeure de déclarer s'il avait quelque nom à suggérer.

M. le Président.—Je ne l'ai pas mis en demeure, je lui ai demandé....

M. Tellier.—Dans tous les cas, il était en train de suggérer le nom de M. Brouët, lorsqu'un des membres de ce comité a clos l'incident pour attirer l'attention du comité d'un autre côté. Alors je comprends que vous décidez que nous y reviendrons plus tard, s'il y a lieu.

M. le Président.—S'il y a lieu.

M. Tellier.—Très bien.

M. ALEXANDRE GIRARD, de Québec, employé civil, comparaît alors et est assermenté par M. le Président.

Interrogé par M. le Président.—Monsieur Girard, vous êtes employé au département de l'Agriculture, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est de vous qu'il a été question dans les dépositions qui viennent d'être données par l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Epine ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous prendre communication de cette lettre en litige, en date du 30 octobre 1906, et nous dire dans quelle circonstance l'honorable ministre de la colonisation et des mines en est venu en possession, si vous le savez ?

R. Cette lettre du baron de l'Epine m'a été remise un mardi après-midi, au département de l'agriculture, entre trois heures et quart et trois heures et demie. La lettre était sous enveloppe. Le Baron m'a demandé d'en prendre connaissance. J'ai lu et j'ai relu la lettre, et j'ai déclaré à de l'Epine qu'il n'y avait pas de bon sens d'envoyer une lettre ainsi conçue à un ministre, je lui dis alors—car il a insisté—“je veux, mon désir est d'envoyer, coûte que coûte cette lettre au ministre”—je lui dis : “Vous feriez mieux, de l'Epine, d'avoir quelqu'un—même, attendez—votre lettre est par trop brutale—qui fera au moins comprendre au ministre que loin d'être calme vous êtes au contraire complètement en colère.” M. de l'Epine m'a demandé alors : “Voulez-vous vous en charger ?” J'avais depuis longtemps été mêlé aux petites difficultés, aux affaires de M. de l'Epine, et à chaque fois que l'occasion s'en était présentée, j'avais tenu à lui être utile. Comme il insistait et comme il répétait que la lettre partirait quand même, il me dit, comme je l'ai dit tout à l'heure : “Voulez-vous vous charger de la lettre ?” Je sortais du bureau du secrétaire du département de l'agriculture, je m'en fus immédiatement trouvé M. Prévost ou plutôt son secrétaire, M. Pelland, et je dis à M. Pelland : “Je voudrais absolument voir M. le ministre.” M. Prévost était engagé. Le secrétaire revint et me dit qu'il était engagé jusqu'à quatre heures ou quatre heures et demie. Je demandai alors à Pelland de retourner, de nouveau, voir le ministre et de lui dire, qu'ayant affaire chez moi pour des affaires de famille, j'étais obligé de quitter à quatre heures, et que s'il avait l'obligeance de passer chez moi que j'avais une communication très importante à lui faire. Pelland retourna retrouver le ministre et revint me dire que le ministre serait chez moi entre quatre heures et trois quarts et cinq heures. Dans le temps, j'étais obligé d'aller chez moi, parce que, le midi même, j'avais reçu un télégramme de Pawtucket disant que la mère de ma femme était mourante. Je devais partir le lendemain matin, ou le lendemain à une heure pour Boston, Providence et Pawtucket. Si je voulais communiquer la lettre, il fallait la communiquer immédiatement. M. Prévost est venu chez moi à quatre heures et trois quarts, à peu près—à quelques minutes près, je ne sais pas trop, je lui ai remis la lettre et il l'a lue et il l'a relue, et, mon Dieu, je dois avouer qu'il n'avait pas

l'air très content. Je lui dis alors : " M. Prévost, vous savez qu'il y a des difficultés, vous n'êtes pas d'accord avec M. de l'Epine—quoiqu'il dise qu'il est calme—laissez donc ça passer un peu tranquillement, et vous verrez que dans quelques jours ça s'arrangera." Nous avons continué la conversation, je ne sais pas combien de temps, vingt ou vingt-cinq minutes, peut-être. Je dois dire que M. Pelland était présent à la remise de la lettre et qu'elle était sous enveloppe adressée au ministre de la colonisation. Le lendemain, j'ai vu M. de l'Epine au bureau.

Q. A quel bureau ?

R. Devant le bureau, dans le couloir du ministère, devant le bureau de M. Sylvestre. C'était le 31 du mois et j'avais un peu besoin d'argent pour m'en aller aux Etats—j'avais une certaine provision, mais on n'en a jamais trop—enfin c'était le jour de la paye et je venais pour toucher mon salaire. Je rencontrai le baron de l'Epine.—"Eh bien, quel est le résultat de l'entrevue d'hier ?" me dit-il. Je lui dis : "Le ministre n'était pas content. La lettre est trop brutale, mais je dis, enfin, il faut espérer, soyez calme, il faut espérer qu'avec le temps, ça se passera." M. de l'Epine me dit alors : "Quoi qu'il en soit, je l'aurai, j'ai un dossier formidable contre lui et immédiatement je vais aller trouver ou écrire...—je ne peux pas préciser le nom, mais un des ministres... je vais écrire ou voir M. Gouin ou M. Turgeon."

M. Morrisset.—Que voulait-il dire par : "Je l'aurai ?"

R. Je l'aurai, M. Prévost, j'ai un dossier formidable contre lui, et je l'aurai ?

M. Lemieux.—Il vous a demandé quel était le résultat de l'entrevue d'hier ?

R. Oui.

M. Lemieux.—Bien certain ?

R. Oui, Monsieur, aussi sûr que je suis là.

M. le Président.—Il vous a dit qu'il partait de ce pas là.....

R. Il dit qu'il allait écrire ou qu'il allait voir, je ne sais pas lequel, soit M. Turgeon ou M. Gouin, voilà ce qu'il a dit.

M. le Président.—En rapport avec cette demande qu'il faisait à l'honorable M. Prévost ?

R. Nécessairement, c'était de suite, il dit : "Qu'il dise ce qu'il voudra, je m'en vais voir M. Gouin et je l'aurai : J'ai un dossier formidable contre lui et je l'aurai." Maintenant, il y a plus—si toutefois le comité veut me le permettre—il y a eu certaines déclarations de faites, ici, or, j'ai pris le train à une heure de l'après-midi et j'ai été dix-sept jours absent de Québec, j'ai été à Providence et à Pawtucket.

Q. Avez-vous revu M. le baron de l'Epine après votre retour, c'est-à-dire dix sept jours après ?

R. Je me souviens d'avoir revu M. le baron.....l'avant veille..... mais ceci je ne peux pas le garantir, parce qu'il y a eu tant d'accidents, des affaires qui se sont passées, que c'est assez difficile de préciser. Mais, en autant que ma mémoire est fidèle, le baron de l'Epine n'est revenu chez moi (je l'ai revu au département), mais il n'est revenu chez moi que le samedi qui était

l'avant veille de son départ, et là nous avons eu une conversation pendant une heure et demie, à peu près. Il n'a pas été question d'un mot de la lettre.

M. le Président.—Voulez-vous indiquer la date, à peu près.

R. C'était dans le mois de novembre, si je me souviens bien, mais je ne puis pas dire, c'est plutôt à la fin de novembre ou dans le mois de décembre, je ne peux pas dire la date. Il y a longtemps de ça, mais il y a des témoins qui ont entendu la conversation dans le salon, c'était un samedi, l'avant veille de son départ. Il est venu me voir, et nous avons parlé pendant une heure ou une heure et demie, mais il n'a pas été question de la lettre, c'était pour tout autre affaire.

M. le Président.—Avez-vous jamais déclaré au baron de l'Epine que vous aviez déchiré sa lettre ?

R. Jamais, monsieur.

Q. Lui avez-vous dit que vous l'aviez transmise au ministre tel qu'il vous avait donné instructions ?

R. Lui-même est venu demander le lendemain quel était le résultat de l'entrevue. Il me l'avait donnée pour la lui transmettre, parce qu'il voulait la lui envoyer, coûte que coûte. C'est difficile de rapporter les mots exacts de la conversation, lorsque je n'attachais pas d'importance à cela dans le moment. Qui aurait pensé que la lettre aurait fait tout le tapage qu'elle a fait..... mais quand il vient me la donner, et le lendemain il me demande le résultat de l'entrevue, je ne peux pas dire exactement les mots qu'il a dits, c'est assez difficile.

M. le Président.—De sorte que vous niez péremptoirement tout ce que M. le baron de l'Epine vous a dit tout à l'heure ?

R. Je nie avoir reçu la lettre chez moi, j'affirme l'avoir reçue au département de l'agriculture. Je nie que le baron soit venu chez moi le lendemain ou deux ou trois ou quatre jours après—parce que trois ou quatre jours après j'étais parti pour dix-sept jours. J'ai été dix-sept jours....

M. Lemieux.—Vous êtes parti le lendemain ?

R. Je suis parti le lendemain par le train d'une heure pour Montréal.

M. Lemieux.—Vous avez été dix-sept jours parti ?

R. J'ai été dix-sept jours.

M. Kelly.—Monsieur Girard, est-ce qu'il y a quelques records ici au département pour démontrer que vous avez été absent ?

R. Tous les employés du département, et le comptable entr'autres, on peut leur demander.....

M. Kelly.—Le livre d'entrée ?

R. Non, ça ne se signe pas, mais je peux le prouver par des témoins, c'est facile....je ne suis revenu que le dix-sept novembre.

M. Kelly.—Maintenant, M. Girard, est-ce que l'honorable M. Prévost vous a déclaré qu'il se sacrait des belges et de son voyage en Belgique ?

R. Jamais je n'ai entendu parler de ça.

M. Kelly.—Avez-vous dit ces mots-là à M. de l'Epine comme venant de M. Prévost.

R. Jamais. Tout ce que j'ai dit, j'ai vu de l'Epine. J'étais assez pressé

le lendemain—j'ai eu une conversation d'à peu près deux minutes dans le couloir et jamais de l'Epine n'est venu chez moi pour prendre des renseignements sur la lettre.

M. le Président.—Maintenant, monsieur Girard, en autant que vous pouvez l'apprécier vous-même, pourquoi le baron de l'Epine est-il allé vous trouver pour vous remettre cette lettre-là, à vous plutôt qu'à un autre ?

R. Parce que le bafon, quand il a eu des difficultés—je ne parle pas des grosses difficultés—mais quelquefois des affaires administratives dont il ne connaissait pas les rouages, qui ne marchaient pas bien, à chaque fois, il venait m'en parler et à chaque fois, je lui ai rendu service autant que j'ai pu,—et quand j'ai gardé cette lettre-là, je connaissais que le baron était en colère, je savais qu'il l'enverrait par la poste, comme il me l'a répété, " je l'enverrai, il l'aura, quand même." J'ai cru encore bien faire, lui rendre service en atténuant l'effet de la lettre devant le ministre.

M. Kelly.—Il était en colère, mais il savait parfaitement ce qu'il faisait ?

R. Je ne suis pas médecin aliéniste.

M. Kelly.—Il était maître de ses actes ?

R. Oui, oui.

M. le Président.—Y a-t-il quelques membres du comité qui désirent poser des questions ?

M. Tellier.—J'ai l'honneur de faire motion, M. le président, qu'il soit permis à M. Isidore Belleau, avocat, qui a comparu pour M. le baron de l'Epine de poser des contre-interrogatoires, s'il en a à poser.

M. le Président.—Je dois dire d'abord que je ne sache pas qu'il y ait eu de comparution ici de la part de M. Belleau. S'il y en eut eu, je l'aurais certainement refusée autrement que dans les conditions que j'ai expliquées tout à l'heure. Maintenant, je déclare la motion hors d'ordre, pour les mêmes raisons que j'ai données tout à l'heure.

M. Tellier.—Malgré tout le respect que j'ai pour votre décision, je désire consulter le comité sur ce point et j'en appelle au comité.

M. I. N. Belleau, C. R.—Si vous me permettez, M. le président.....

M. le Président,—Non, pardon.

M. Tellier.—Voulez-vous permettre à M. Belleau.....

M. I. N. Belleau, C. R.—Je désirerais auparavant faire quelques remarques.....

M. le Président.—Non, monsieur Belleau, excusez.

M. I. N. Belleau, C. R.—Pardon, M. le président, mais.....

M. le Président.—Excusez.....

(Cris de : à l'ordre, à l'ordre.)

M. I. N. Belleau, C. R.—Je vous demande pardon.....

M. le Président.—Je vous prie de ne pas interrompre les procédures régulières du comité.

M. I. N. Belleau, C. R.—Je ferai les remarques que j'ai à faire, et personne ne m'empêchera de les faire.

M. Tellier.—Vous ne savez pas quelle est l'application que veux faire monsieur Belleau.

M. le Président.—Quelque soit l'application.....ce qu'il y a devant le fauteuil, c'est un appel de la décision que j'ai rendue. J'espère que M. Belleau, avec l'expérience qu'il a, n'interviendra pas à cet étage de la procédure. Il est proposé par M. Tellier qu'il soit permis à M. Isidore Belleau, avocat, qui a comparu pour M. le baron de l'Epine, de poser des contre-interrogatoires, s'il en a à poser. J'ai décidé que cette motion n'était pas dans l'ordre, M. Tellier a appelé de cette décision.

M. D'Auteuil.—Sommes-nous prêts à voter là-dessus sans discussion ?

M. Tellier.—Les membres du comité peuvent avoir de la discussion à faire là-dessus.

L'honorable M. Prévost.—Si on veut me permettre simplement un mot. Je n'ai aucune objection, tout au contraire....

M. le Président.—Non, je saurais gré à tous ceux qui ne sont pas de ce comité de laisser faire la procédure régulière. Il s'agit maintenant de procéder sur l'appel de ma décision par M. Tellier.

M. Tellier.—Cette motion n'exclut pas la discussion ?

M. le Président.—Non.

M. Tellier.—Avant que cette motion soit mise au vote, M. Belleau a fait application à vous et aux membres du comité pour être entendu. Je ne sais pas ce qu'il a à dire, mais nous le saurons après l'avoir entendu.

M. le Président.—Il s'agit maintenant pour le comité de décider si ma décision était régulière ou non. On comprendra, je l'espère, qu'il incombe à toutes les personnes qui non-seulement ne sont pas membres de ce comité, mais qui ne sont pas membres, députés, de cette Législature, de ne pas intervenir dans cette discussion, qui est maintenant devant le fauteuil ; si quelques membres du comité.....

M. d'Auteuil.—Si je prenais les termes de l'assignation adressée à l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Epine, je suis porté à croire que l'un et l'autre ont le droit de questionner leurs propres témoins, et de transquestionner les témoins de l'autre. On les a assignés à être ici avec leurs témoins. Qui est-ce qui peut interroger convenablement ces témoins ? Est-ce nous, les membres de ce comité, qui ne connaissons rien de l'affaire ? Qui est-ce qui peut interroger les témoins de l'une ou l'autre des parties, si ce n'est pas la partie adverse ? Parcequ'enfin, la manière dont le comité les a assignés démontre qu'il les constitue toutes les deux parties. Pour cette raison, je suis disposé à permettre à M. Belleau de les transquestionner.

M. le Président.—Y a-t-il d'autres membres qui désirent parler ? Eh bien, messieurs, ceux qui seront pour maintenir la décision du président diront : Oui ; ceux qui seront pour la renverser diront : Non.

M. Langlois.—Oui.

M. d'Auteuil.—Non.

M. Dion.—Oui.

M. Tellier.—Non

M. Lemieux.—Oui.

M. Kelly.—Oui.

M. Morisset.—Oui.

M. Décarie. — Oui.

M. le Président. — La décision est maintenue par six contre deux..

M. Tellier. — M. le Président, puisqu'il n'est pas permis, devant ce comité à M. le baron de l'Epine de contre-interroger les témoins, il y a certains points du témoignage de M. Girard que je désire faire élucider pour ma propre satisfaction et je demande la permission.....je demande respectueusement la permission de poser quelques questions.

M. le Président. — La permission vous est respectueusement accordée.

Questions posées par M. Tellier :

M. Girard, à quel endroit cette lettre du 30 octobre vous a-t-elle été remise par M. le baron de l'Epine ?

R. Dans le bureau de M. Sylvestre, à trois heures et quart ou trois heures et demie de l'après-midi.

Q. M. Sylvestre était-il présent ?

R. Ma conviction personnelle c'est que M. Sylvestre était présent. Je lui ai demandé après s'il y était, et il m'a dit qu'il devait être engagé, qu'il n'a pas entendu la conversation échangée entre moi et le baron de l'Epine.

Q. Vous étiez seul avec le baron de l'Epine, à moins que M. Sylvestre, comme vous le croyez, fut présent ?

R. Oui.

Q. Dans quel but M. le baron de l'Epine vous soumettait-il cette lettre-là, vous l'a-t-il déclaré ?

R. Il vous l'a dit tout à l'heure — c'est parce qu'il avait l'habitude de me consulter à chaque fois qu'il avait quelque chose qui marchait de travers.

Q. Alors, c'est vrai cette partie-là de son témoignage.

R. Parfaitement.

Q. Vous lui avez objecté qu'il n'était pas convenable d'envoyer cette lettre-là ?

R. Oui.

Q. Ensuite, constatant qu'il était sous le coup de l'irritation, vous lui avez conseillé d'attendre qu'il eût repris son sang froid pour considérer la question ?

R. Oui, je n'ai peut-être pas employé les mêmes mots.

Q. N'importe, c'était l'idée, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. Et M. le baron vous a laissé la lettre entre les mains ?

R. M. le baron m'a dit que M. Prévost l'aurait, coûte que coûte. C'est là-dessus que je lui ai proposé : "Faites la plutôt envoyer par quelqu'un qui pourrait dire au ministre que, loin d'être calme, vous êtes furieux."

Q. M. le baron vous a-t-il chargé de remettre la lettre au ministre ?

R. J'ai déjà répondu deux fois, oui.

Q. Voulez-vous, s'il vous plaît, rapporter aussi exactement que possible les paroles dont il se serait servi en vous chargeant de remettre cette lettre au ministre ?

R. "Voulez-vous vous en charger vous-même" et c'est ça que j'ai fait. Je suis sorti du bureau pour aller trouver M. Pelland pour me ménager une entrevue avec le ministre.

Q. Le ministre était-il présent ?

R. Le ministre n'était pas présent. Il était dans son bureau, mais son secrétaire est venu me dire : Le ministre ne peut pas vous recevoir maintenant. Il est engagé pour jusqu'à quatre heures et demie ou quatre heures et trois quarts. J'ai renvoyé le secrétaire retrouver M. Prévost lui demandant s'il pouvait passer chez moi, que j'avais une communication importante à lui faire.

Q. M. le baron de l'Épine, après vous avoir demandé cette lettre, vous a-t-il demandé ce qu'elle était devenue ?

R. Jamais.

Q. Vous a-t-il jamais demandé de lui rendre cette lettre ?

R. Jamais.

Q. Pourquoi avez-vous conseillé au baron de l'Épine de ne pas envoyer cette lettre-là ?

R. La teneur de cette lettre le dit elle-même. La lettre est brutale, et je croyais que c'était dans son intérêt, lorsque l'on veut obtenir quelque chose....., je n'étais pas sûr que M. de l'Épine avait raison ou qu'il avait tort,—les difficultés qu'il avait avec M. Prévost ne me regardait pas, mais le style de la lettre était tellement brutal. Quand on veut obtenir quelque chose, on n'envoie pas les lettres de cette brutalité-là.

Q. Comment expliquez-vous que vous vous êtes chargé de transmettre au ministre cette lettre brutale ?

R. Comment j'explique le fait....., je ne vois pas ce que vous voulez me demander,

Q. Pour quel motif, pour quelle raison vous en êtes-vous chargé ?

R. Je le répète, c'était dans l'intérêt du baron de l'Épine, pour essayer de pallier l'effet brutal de la lettre, comme j'avais, en maintes circonstances, arrêter le baron de l'Épine.

Q. Vous n'aviez rien à faire avec le département de l'honorable M. Prévost ?

R. Je n'ai jamais rien à y faire.

Q. Vous êtes attaché au département de l'agriculture ?

R. Je suis attaché au département de l'agriculture. Je puis ajouter, qu'à ce moment, je connaissais dix fois et cent fois mieux M. de l'Épine que je connaissais M. Prévost.

M. Tellier. Je n'ai pas d'autre question.

M. ALFRED PELLAND, de Québec, employé au département des Mines et Pêcheries, comparait alors et est assermenté par M. le Président.

Interrogé par M. le Président :

Q. M. Pelland, vous êtes employé au département des Mines et Pêcheries ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous dire à ce comité si vous avez eu connaissance des circonstances dans lesquelles l'honorable M. Prévost est venu en possession de la lettre du 30 octobre 1906 que je mets maintenant devant vous, et, si oui, veuillez nous les dire ?

R. Une après-midi que j'étais à mon bureau, il pouvait être quatre heures, M. Girard est venu à mon bureau qui est séparé de celui de M. Prévost par une antichambre.

Q. M. Girard dont vous parlez est celui qui vient d'être entendu ?

R. Oui, monsieur, il m'a alors demandé s'il pouvait voir M. Prévost immédiatement. Je savais que M. Prévost était engagé, mais comme il m'avait dit qu'il avait quelque chose d'important à lui communiquer, je suis rentré dans le bureau de M. Prévost et M. Prévost m'a dit qu'il ne pouvait pas recevoir M. Girard maintenant, mais qu'il le recevrait plus tard, vers cinq heures. J'ai rapporté à M. Girard le fait, M. Girard m'a dit alors : " Il faut que je parte demain matin pour les Etats-Unis. Je suis très pressé. J'ai un oncle ici, et la mère de ma femme est mourante, tous mes instants sont pris. Veux-tu être assez bon de dire à M. Prévost que s'il pouvait venir chez moi, il me rendrait service, car j'ai un message à lui faire—24 rue St-Amable." Je suis de nouveau rentré dans le bureau de M. Prévost et je lui ai rapporté la conversation que je venais d'avoir avec M. Girard et j'ai expliqué à M. Prévost qu'il serait, en effet, très facile d'aller chez M. Girard vu que c'est sur notre chemin pour nous rendre sur la rue St-Cyrille, où M. Prévost habite et moi-même. Vers cinq heures moins le quart, ou à peu près, je quittai le bureau du ministre de la colonisation avec M. Prévost. Nous nous sommes rendus au No 24 rue St-Amable et là, dans le salon de M. Alexandre Girard, M. Girard, le maître de céans, a remis à M. Prévost une lettre sous enveloppe. M. Prévost a lu la lettre Il l'a lue fort et il l'a relue ensuite et ils ont discuté la chose ensemble. Moi je me trouvais là par hasard.

Q. Est-ce tout ce dont vous avez été témoin ?

R. C'est tout, monsieur. Je pourrais dire que, dans la suite, quelques jours après, peut-être trois ou quatre jours, je ne me rappelle pas exactement, M. Prévost m'a remis la lettre du baron de l'Epine et il m'a dit de recueillir, de ramasser dans sa correspondance privée et même dans sa correspondance officielle, tout ce qui avait trait au baron de l'Epine et à l'abbé Arts, et il m'a remis la lettre de M. le baron de l'Epine, cette lettre-ici. J'ai pris tous ces documents, je les ai attachés avec des épingles, séparés et classés et j'ai constitué deux dossiers, un le dossier du baron et l'autre le dossier de l'abbé Arts. Les enveloppes des lettres qui étaient sous enveloppes, j'ai déchiré les enveloppes.

M. le Président. — Quelques membres du comité désirent-ils poser quelques questions ?

M. Lemieux. — Vous n'avez pas l'habitude de conserver les enveloppes dans votre département ?

R. Jamais.

M. le Président. — De sorte que dans le département quand vous constituez un dossier les enveloppes sont écartées ?

R. Les enveloppes sont écartées. En ouvrant les lettres, nous écartons les enveloppes.

M. le Président. — Expliquez donc comment se font les dossiers dans le département ?

R. Bien, je n'ai jamais été secrétaire particulier, nous avons un mode particulier pour faire nos dossiers. Nous avons un meuble spécial—je ne sais pas si la chose se pratique dans tous les départements—la correspondance arrive et le secrétaire ouvre les lettres qui ne sont pas marquées personnelles. Le ministre arrive et il va prendre les lettres sous dictée. Les lettres marquées "personnelles" sont ouvertes par le ministre. Une fois que la correspondance est faite, les lettres reçues et les copies des lettres envoyées sont mises ensemble dans un carton, et placées dans un grand meuble *ad hoc* que nous avons au bureau.

M. le Président.—Les enveloppes sont toujours écartées ?

R. Les enveloppes sont toujours écartées. Alors, quand M. Prévost lui a dit de prendre dans sa correspondance privée ou dans la correspondance officielle du département tout ce qui avait trait au baron de l'Epine, M. Donovan, son secrétaire particulier et moi, nous avons ouvert ce meuble et nous avons cherché dans ce meuble tout ce qui avait trait à la question de l'Epine et de l'abbé Arts. J'ai pris ces lettres, je les ai classées et je les ai attachées avec des punaises, des épingles à papier, et j'ai mis au dos de chaque dossier, une feuille enveloppe que nous appelons chemise.

M. D'Auteuil.—L'enveloppe contenant la lettre était-elle ouverte ou fermée ?

R. Elle n'était pas fermée.

M. Tellier.—Je désire, M. le Président, renouveler l'application que j'ai faite quant au contre-interrogatoire, l'application que j'ai faite pour le témoin précédent.

M. le Président.—Je déclare l'application hors d'ordre. Eh bien, messieurs, y a-t-il d'autres personnes que l'on désirerait faire entendre ?

M. Tellier.—Vous déclarez mon application hors d'ordre, c'est-à-dire que vous la renvoyez ?

M. le Président.—Oui, je la renvoie.

L'honorable M. Prévost.—Je voudrais faire entendre d'autres témoins, demain.

M. Kelly.—M. le Président, je propose l'ajournement à demain, à dix heures.

M. Tellier.—Avant l'ajournement, M. le Président, quand vous avez invité M. le baron de l'Epine à déclarer s'il avait quelques témoins à assigner, il a mentionné un monsieur Brouët. Je désirerais que vous demandiez à M. le baron de l'Epine s'il aimerait que ce témoin soit assigné.

M. Kelly.—M. le Président, je crois qu'avant d'assigner un témoin nous devrions savoir ce que l'on entend prouver par ce témoin. Nous sommes nommés ici afin de savoir de quelle manière cette lettre est venue en possession du ministre. Il n'y a seulement que trois témoins qui ont eu une connaissance personnelle de cette lettre. Nous avons eu une preuve directe et tout ce que nous pouvons trouver, à part de cela, serait une preuve indirecte et je ne crois pas qu'elle serait admise par ce comité, quand nous avons une preuve directe déjà sur la manière dont cette lettre est parvenue entre les mains du ministre. Pour ma part, je ne vois pas quelle serait l'utilité d'appeler des témoins pour

prouver des choses secondaires, lorsque l'objet principal est déjà prouvé, je crois, à la satisfaction du comité.

M. Tellier.—Je ne sais pas qu'est-ce que ce témoin, dont le nom a été mentionné tout à l'heure, sera en état de prouver, mais je suppose que monsieur le baron de l'Epine, ou son avocat, si on lui permettait de parler, pourrait le dire. Je vous prie, M. le président, de demander à M. le baron de l'Epine, ou à son avocat, de vouloir bien déclarer au comité qu'est-ce qu'il entend prouver par M. Brouët ?

M. le Président.—Si nous ajournons à demain, M. le baron de l'Epine pourra amener ici tous ceux qu'il voudra amener, il n'aura qu'à nous les indiquer et nous pourrons les entendre.

M. Tellier.—Je comprends que si M. le baron de l'Epine désire que ce témoin soit assigné, il faudra un ordre du comité. Maintenant, moi pour un, je ne serais pas prêt à dire que ce témoin doit être assigné, parce que je ne sais pas encore qu'est-ce que ce témoin pourra prouver. C'est pour ça que je vous ai invité, tout à l'heure, à demander à M. le baron de l'Epine, ou mieux à son avocat, qu'est-ce que ce témoin pourra prouver, afin que ce comité puisse décider, en connaissance de cause, de l'opportunité d'assigner ce témoin ou de le laisser de côté.

M. le Président.—Je crois que ça sera mieux, et puis, dans l'intérêt du baron de l'Epine, de venir demain avec ce témoin-là. Qu'il vienne demain avec son témoin, il a déjà été invité de venir avec les témoins qui pouvaient lui être utiles à l'enquête. Il est venu ce matin et il nous a déclaré qu'il n'en avait pas, il s'est ravisé ensuite et il nous a parlé de M. Brouët, nous ajournerons à demain à cet effet. M. le baron, je vous répète, au nom du comité, que si demain matin vous avez des témoins qui peuvent être utiles à l'enquête, nous les entendrons.

M. le baron de l'Epine.—Ce témoin ne viendra que s'il est assigné.

M. Tellier.—Vous avez entendu la déclaration que vient de faire M. le baron que le témoin qu'il a mentionné ne viendra que s'il est assigné par le comité.

M. le Président.—Eh bien, alors, nous verrons, demain matin, ce que nous ferons.

Il est proposé par M. Kelly, secondé par M. Langlois, que ce comité s'ajourne maintenant à demain, 8 mars 1907, à neuf heures et demie du matin.

Adopté.

Le comité s'ajourne, alors, au lendemain, 8 mars 1907, à neuf heures et trente a. m.

F. L. DESAULNIERS,

Greffier.

(TROISIÈME SÉANCE DU COMITÉ).

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

PROVINCE DE QUÉBEC.

COMITÉ D'ENQUÊTE *re* LETTRES DU BARON DE L'ÉPINE.

Vendredi, 8 mars 1907.

Le greffier produit la lettre d'assignation transmise hier au soir, personnellement, à M. Brouët, vers 9 heures, au club de la Garnison et dont voici copie :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 7 mars 1907.

ASSIGNATION.

Monsieur,

Vous êtes par le présent avis requis de comparaître devant le comité spécial nommé par l'Assemblée législative, à sa séance du 1er mars courant, auquel a été renvoyée l'affaire des lettres de M. le baron de l'Épine, jeudi prochain, le 8ième jour de mars, à neuf heures et trente avant midi, dans la chambre du comité No 45.

Par ordre du comité.

F. L. DESAULNIERS,
Greffier du Comité.

A Monsieur Brouët.

En ville.

Présents : MM. Dupuis (Président), Langlois, Morrisset, Kelly, Dion, Lemieux, Tellier, D'Auteuil, Décarie.

La séance est ouverte à neuf heures et quarante-cinq a. m.

M. le Président,—J'ai l'honneur de faire rapport au comité que depuis hier j'ai réussi à faire savoir à M. Brouët que sa présence était désirée ici, et qu'il est maintenant présent à cette séance et prêt à répondre aux questions qu'on pourrait lui poser. Dans ces circonstances, je demanderai de nouveau à M. le baron de l'Épine s'il voudrait indiquer au comité quels sont les faits que M. Brouët connaît relativement à la possession de cette lettre par l'honorable M. Prévost.

L'honorable M. Prévost.—M. le Président, je n'ai qu'un mot à dire. Comme j'ai l'intention de faire entendre l'honorable Premier Ministre, et que l'honorable Premier Ministre vient de me faire dire qu'il est prêt à être entendu, j'aimerais avant que M. Brouët soit entendu, que l'on entende l'honorable Premier Ministre.

M. le Président.—Est-ce le désir du comité que l'honorable Premier Ministre soit entendu, maintenant ?

M. Morriset.—S'il est prêt.

M. le Président.—Les membres du comité ont eu, sans doute, connaissance qu'à la séance d'hier soir, l'honorable Premier Ministre a déposé sur la table de la Chambre toute la correspondance de M. le baron l'Epine avec le gouvernement et ses différents départements. Je puis porter à la connaissance du comité que j'ai pris connaissance de ce dossier et que j'y trouve une lettre qui contient des renseignements ou du moins qui semble comporter des renseignements au sujet de la lettre du 30 octobre. Est-ce le désir du comité de faire descendre ce dossier pour en prendre connaissance ?

Il est proposé par M. Langlois, secondé par M. Kelly, que ce dossier soit apporté devant le comité. Cette motion est adoptée, et le dossier en question est mis devant le comité.

M. Tellier.—M. le Président, dois-je comprendre que vous allez persister dans la décision que vous avez prise, hier, d'empêcher M. le baron de l'Epine d'être entendu par son procureur et, nommément, pour contre-interroger les témoins.

M. le Président.—Evidemment. La position que j'ai prise est la seule, je crois, qui doit être prise, dans la circonstance. Attendu que c'est le comité qui est chargé de procéder à cette enquête.

M. Tellier.—M. le Président, dans ces circonstances, je crois, pour ma part, devoir faire la déclaration suivante : Voyant la façon dont cette enquête est conduite, voyant que, contrairement à ce qui se pratique devant tout tribunal, et dans tout comité d'enquête parlementaire, on refuse ici à la principale partie intéressée le droit d'être entendue par son procureur et de contre-interroger les témoins, je déclare que je ne veux pas participer à ce qui se fait ici et que je me retire.

M. Tellier quitte alors la salle du comité.

M. le Président.—Voici, messieurs, la lettre à laquelle j'ai référé il y a un instant et dans laquelle, d'après moi, nous trouvons quelque chose qui puisse servir de preuve dans la circonstance qui nous occupe. Cette lettre est du baron de l'Epine et voici comment elle se lit :

“ Québec, ce 1 Nov. 1906

134 rue D'Aiguillon.

Monsieur le Premier Ministre,

Lors de la visite que j'eus l'honneur de vous faire, hier, vous me fîtes remarquer que je ne vous avais pas prévenu des promesses que l'honorable ministre de la colonisation m'avait faites ; dans le moment ma mémoire ne m'a

pas servi, mais je constate maintenant vous avoir mentionné la chose le 19 août... Y avait-il lieu de faire état de cette affaire avant cette date ? N'eut-il pas été préférable qu'il n'en fut jamais question ?

Permettez moi de laisser de côté ces fâcheux incidents, de les oublier, pour vous résumer, en quelques mots, ma situation telle qu'elle est. Voilà la cinquième année que je suis en missions diverses pour votre gouvernement, je sais y avoir mis tout mon zèle et tout mon dévouement, de fait, je pense avoir donné, en général, satisfaction; je n'ai pas gagné d'argent, au contraire, j'ai fait des dettes, je n'en fais de reproches à personne et je ne m'en plains pas, mais me trouvant dans une situation très critique, je demande à ce gouvernement, pour lequel j'ai consacré mon temps, que j'ai dignement représenté à Liège, de me donner momentanément une place qui me permette de gagner honorablement ma vie pendant cet hiver, ma demande n'est-elle pas naturelle et juste, d'autant plus que si on reconnaît que les importations de chevaux ont été utiles, que les députés s'en sont réclamés dans leurs élections, il me revient bien une petite part de l'œuvre quant à l'exécution. Quant à la polémique de certains journaux contre monsieur Prévost, j'en nie complètement la paternité, elle n'a révélé d'ailleurs au public que des faits qui ont été relatés dans les journaux belges et qui ont depuis longtemps passé l'océan, je reconnais toutefois qu'elle coïncide avec certaines menaces que je lui ai adressées après qu'il m'a poussé à bout et blessé de la façon la plus injuste, quoiqu'il en soit, je ne demande pas mieux que d'oublier.

Espérant, Monsieur le Premier-Ministre, que vous prendrez ces lignes en considération, je vous présente l'assurance de mon profond respect et de mon entier dévouement.

(Signé) B^{ON} DE L'ÉPINE.

L'HONORABLE M. GOUIN,

Premier Ministre de la province de Québec.

M. Lemieux.—M. le Président, voulez-vous relire, s'il vous plait là où il parle de menace—je n'ai pas saisi tout à fait.

M. le Président.—(Lisant la lettre) " Quant à la polémique de certains journaux contre M. Prévost, j'en nie complètement la paternité, elle n'a révélé d'ailleurs au public que des faits qui ont été relatés dans les journaux belges et qui ont depuis longtemps passé l'océan, je reconnais toutefois qu'elle coïncide avec certaines menaces que je lui ai adressées après qu'il m'a poussé à bout et blessé de la façon la plus injuste ; quoiqu'il en soit, je ne demande pas mieux que d'oublier ".

Est-ce le désir du comité de procéder à la vérification et à la production de cette lettre ? Le seul moyen est de demander à l'honorable Premier Ministre s'il veut bien produire l'original.

Il est proposé par M. Kelly, secondé par M. Langlois, que l'honorable Premier Ministre soit prié de mettre, devant le comité, l'original de la lettre en date du 1er novembre, produite hier devant la Chambre.

Cette motion est adoptée.

L'HONORABLE LOMER GOUIN, Premier Ministre, comparait alors et est assermenté par le président.

Interrogé par M. le Président :

Q. M. le Premier Ministre, avez-vous par devers vous l'original de la lettre dont je viens de donner lecture au comité ?

R. Oui, monsieur le Président.

Q. Voulez-vous être assez bon pour la mettre devant le comité ?

R. Je dépose cette lettre, monsieur le Président, et si c'est utile au comité je pourrai y ajouter l'accusé de réception en date du trois novembre.

L'honorable Premier Ministre dépose alors, devant le comité, l'original de la lettre du baron de l'Epine, en date du premier novembre 1906, et l'accusé de réception de la dite lettre, en date du 3 novembre 1906. Ce document se lit comme suit :

Québec, ce 1er novembre, 1906.

134, rue d'Aiguillon.

Monsieur le Premier-Ministre :

Lors de la visite que j'eus l'honneur de vous faire hier, vous me fîtes remarquer que je ne vous avais pas prévenu des promesses que l'honorable ministre de la colonisation m'avait faites, dans le moment, ma mémoire ne m'a pas servi, mais je constate maintenant vous avoir mentionné la chose le dix-neuf août... y avait-il lieu de faire état de cette affaire avant cette date, n'eut-il pas été préférable qu'il n'en fut jamais question ?

Permettez-moi de laisser de côté ces fâcheux incidents, de les oublier, pour vous résumer en quelques mots ma situation telle qu'elle est. Voilà la cinquième année que je suis en missions diverses pour votre gouvernement. Je sais y avoir mis tout mon zèle et tout mon dévouement, de fait, je pense avoir donné, en général, satisfaction ; je n'ai pas gagné d'argent, au contraire, j'ai fait des dettes, je n'en fais des reproches à personne et je ne m'en plains pas, mais me trouvant dans une situation très critique, je demande à ce gouvernement pour lequel j'ai consacré mon temps, que j'ai dignement représenté à Liège de me donner momentanément une place qui me permette de gagner honorablement ma vie pendant cet hiver; ma demande n'est-elle pas naturelle et juste, d'autant plus que si on reconnaît que les importations de chevaux ont été utiles, que les députés s'en sont réclamés dans leurs élections, il me revient bien une petite part de l'œuvre, quant à l'exécution. Quant à la polémique de certains journaux contre M. Prévost, j'en nie complètement la paternité, elle n'a révélé d'ailleurs au public que des faits qui ont été relatés dans les journaux belges et qui ont depuis longtemps passé l'océan, je reconnais toutefois qu'elle coïncide avec certaines menaces que je lui ai adressées après qu'il m'a poussé à bout et blessé de la façon la plus injuste, quoiqu'il en soit, je ne demande pas mieux que d'oublier.

Espérant, monsieur le Premier Ministre, que vous prendrez ces lignes en considération, je vous présente l'assurance de mon profond respect et de mon entier dévouement.

(Signé) BON DE L'EPINE.

Québec, 3 novembre 1906.

Monsieur le BARON DE L'EPINE,
134, rue d'Aiguillon,
Québec.

Monsieur le Baron,

J'accuse réception de votre lettre du 1er de ce mois.

Je pars pour Montréal à deux heures et je ne serai de retour que mercredi matin. Faites moi donc le plaisir de passer me voir, à mon bureau ce jour-là. Agréez, monsieur le baron, l'assurance de mes sentiments bien dévoués.

(Signé) LOMER GOUIN.

M. le Président.—M. le baron de l'Epine voudrait-il passer de ce côté-ci ?

M. le baron de l'Epine quitte la barre du comité et s'approche du Président.

M. le Président.—Vous pouvez passer de ce côté-ci, M. Belleau, si vous le désirez.

M. I. N. Belleau, C. R.—Avec le rôle que vous m'avez assigné, M. le Président, je suis bien ici.

M. le Président.—Vous avez le choix.

M. le baron de l'Epine est alors assermenté par M. le Président.

M. le Président.—Voulez vous prendre connaissance de cette lettre, en date du premier novembre mil neuf cent six, qui vient d'être mise devant le comité par l'honorable Premier Ministre et nous dire si cette lettre est de vous et porte votre signature.

M. le baron de l'Epine.—M. le Président, le comité ayant cru devoir me retirer la facilité, comme je le croyais, de défendre ma cause par mon procureur, je désire que le comité continue à faire l'instruction de la cause comme il l'entend, en dehors de moi.

M. le Président.—M. le baron, je vous pose de nouveau la question. Voulez-vous prendre communication de cette lettre-ci et me dire si cette lettre est de vous et si c'est votre signature qui est au bas.

M. le baron de l'Epine.—Monsieur, je désire ne pas répondre.

M. le Président.—Dois-je comprendre que vous refusez de répondre ?

M. le baron de l'Epine.—Oui, monsieur.

M. le Président.—Vous pouvez vous retirer, mais restez à la disposition du comité, s'il vous plait.

M. THEODOSE-LOUIS-ANTOINE BROUET, de Honfleur, sur la Péribonka, propriétaire, comparaît alors et est assermenté par M. le président.

M. le Président.—(S'adressant au baron de l'Epine) M. le baron, je désire vous poser la question suivante : Voulez-vous indiquer au comité quels sont les faits sur lesquels M. Brouët peut renseigner le comité en rapport avec la possession de cette lettre de la part de l'honorable M. Prévost ?

M. le baron de l'Epine.—M. le président, je vous ferai la même réponse que je vous ai faite tout à l'heure.

M. le Président.—M. Brouët voulez-vous dire au comité si vous avez quelque connaissance personnelle de quelques faits au sujet de la possession par l'honorable M. Prévost d'une lettre du baron de l'Epine en date du 30 octobre ?

M. Brouët.—Une connaissance personnelle, je n'en ai aucune.

M. Lemieux.—Vous ne connaissez absolument rien se rapportant à la lettre en la possession de l'honorable M. Prévost ?

M. Brouët.—Je sais que le douze février, je crois, M. de l'Epine que je rencontrai à Montréal me dit.....

M. Kelly s'objecte à cette réponse.

M. Brouët..... me dit ce qu'il a dit hier, d'après ce que j'ai vu dans les journaux, M. Prévost me dit.....

M. Lemieux.—Personnellement, vous n'en connaissez rien ?

M. Brouët.—Non.

M. le Président.—Tout ce que vous savez, c'est ce que M. le baron de l'Epine vous a dit.

M. Brouët.—Ce que monsieur le baron de l'Epine m'a dit, et ce que M. Prévost lui même m'a dit. Je n'ai personnellement aucune connaissance de ce fait auquel j'étais parfaitement étranger.

M. le Président.—Qu'est-ce que M. Prévost vous a dit ?

M. Brouët.—M. Prévost m'a dit, c'est très court d'ailleurs, je lui ai dit ce que M. baron de l'Epine m'avait dit, monsieur Prévost se mit à rire, il dit : Ce n'est pas tout à fait ainsi que les faits se sont passés. Remarquez que je ne peux pas préciser exactement les termes dont il s'est servi. C'avait à mes yeux un intérêt essentiellement relatif et trois semaines se sont écoulées depuis ce temps là. Je ne peux pas préciser d'une manière exacte, mais autant qu'il me souvient, M. Prévost dit : Ce n'est pas ainsi que les faits se sont passés. Il ne m'a pas envoyé cette lettre par la poste, mais il me l'a fait transmettre, m'a-t-il dit " par quelqu'un ", m'a-t-il dit " par monsieur Girard ", je n'en sais rien. Quand j'ai lu cette lettre je l'ai mise dans ma poche. Je me rappelle le mot et les gestes.

M. le Président.—Eh bien, messieurs, le comité est-il suffisamment informé.

M. Dion.—S'il n'y a pas d'autres preuves.

M. Kelly.—M. le Président, vu qu'il n'y a pas d'autres témoins à faire entendre, je propose que ce comité siège à huit clos pour préparer le rapport que nous devons soumettre à la Chambre.

M. Décarie.—Je seconde la motion.

La motion est adoptée.

Il est proposé par M. Langlois, secondé par M. Décarie, que ce comité s'ajourne maintenant à demain matin, 9 mars, à 10 heures.

Cette motion est adoptée.

Ce comité s'ajourne, alors, au lendemain, 9 mars 1907, à 10 heures a. m.

F. L. DESAULNIERS,

Greffier.

(QUATRIÈME SÉANCE)

COMITÉ D'ENQUÊTE, RE : LETTRE DU BARON DE L'EPINE

Samedi, 9 mars, 1907.

Présents : MM. Dupuis, (président), Langlois, Morrisset, Dion, Kelly, Décarie et Lemieux.

A dix heures a. m., monsieur le Président déclare la séance ouverte.

M. Alexandre Girard, de Québec, employé civil, comparaît alors et est assermenté par M. le président.

M. le Président.—M. Girard, connaissez-vous la signature de M. le baron de l'Epine ?

M. Girard,—Oui, monsieur.

M. le Président.—Voulez-vous prendre communication de cette lettre qui a été déposée devant ce comité par l'honorable Premier Ministre, qui porte la date du 1er novembre, 1906, et qui se lit comme suit :

“ Québec, ce 1 Nov. 1906.

134 rue d'Aiguillon.

Monsieur le Premier Ministre,

Lors de la visite que j'eus l'honneur de vous faire hier, vous me fîtes remarquer que je ne vous avais pas prévenu des promesses que l'hon. ministre de la colonisation m'avait faites, dans le moment ma mémoire ne m'a pas servi, mais je constate maintenant vous avoir mentionné la chose le dix-neuf août ; y avait-il lieu de faire état de cette affaire avant cette date, n'eut-il pas été préférable qu'il n'en fut jamais question ?

Permettez moi de laisser de côté ces fâcheux incidents, de les oublier, pour vous résumer en quelques mots ma situation telle qu'elle est. Voilà la cinquième année que je suis en mission diverses pour votre gouvernement, je sais y avoir mis tout mon zèle et tout mon dévouement, de fait, je pense avoir donné, en général, satisfaction : je n'ai pas gagné d'argent, au contraire j'ai fait des dettes, je n'en fais de reproche à personne et je ne m'en plains pas, mais me trouvant dans une situation très critique, je demande à ce gouvernement pour lequel j'ai consacré mon temps, que j'ai dignement représenté à Liège, de me donner momentanément une place qui me permette de gagner honorablement ma vie pendant cet hiver, ma demande n'est-elle pas naturelle et juste, d'autant plus que si l'on reconnaît que les importations de chevaux ont été utiles, que les députés s'en sont réclamés dans leurs élections, il me revient bien une petite part de l'œuvre, quant à l'exécution. Quant à la polémique de certains journaux contre monsieur Prévost, j'en nie complètement la paternité, elle n'a révélé d'ailleurs au public que des faits qui ont été relatés dans les journaux belges et qui ont depuis longtemps passé l'océan, je reconnais toutefois qu'elle coïncide avec certaines menaces que je lui ai adressées après

qu'il m'a poussé à bout et blessé de la façon la plus injuste, quoiqu'il en soit, je ne demande pas mieux que d'oublier.

Espérant, monsieur le Premier Ministre, que vous prendrez ces lignes en considération, je vous présente l'assurance de mon profond respect et de mon entier dévouement.

(Signé) B^{ON} DE L'ÉPINE.

A l'honorable M. GOUIN,

Premier ministre de la prov. de Québec.

M. Girard.—Je la connais.

M. le Président.—Pouvez-vous nous dire de qui est cette lettre ?

M. Girard.—La signature de la lettre est celle du baron de l'Épine, et à ma connaissance, le caractère du clavigraphie est un caractère spécial qui, suivant ma conviction, ne peut être reproduit que par un clavigraphie appartenant au baron de l'Épine, et je n'ai jamais vu de caractère, de clavigraphie de ce genre-ci dans toutes les correspondances que j'ai reçues excepté celles du baron de l'Épine. Je n'ai jamais vu d'autre clavigraphie donnant un caractère allongé dans ce genre-ci. La signature est celle du baron de l'Épine. Sur cela, je n'hésite pas. En autant que je peux le savoir, je crois qu'il serait impossible dans toute la correspondance départementale que nous avons reçue de trouver un caractère de clavigraphie comme celui-ci. Je n'en ai jamais vu.

M. le Président.—Il n'y a pas de doute que cette lettre est du baron de l'Épine ?

M. Girard.—C'est du baron de l'Épine.

Il est proposé par M. Langlois, secondé par M. Morisset, que ce comité siège maintenant à huis clos.

Cette motion est adoptée.

Le comité siège alors à huis clos, pour délibérer.

Attendu que la preuve est terminée et que l'enquête est déclarée close, M. Langlois propose, secondé par M. Dion, qu'il soit résolu que rapport en soit fait à la Chambre avec les conclusions suivantes :

Après avoir entendu la preuve verbale et écrite et après avoir délibéré, votre comité en arrive aux conclusions suivantes :

1^o M. de l'Épine a écrit et signé la lettre du 30 octobre 1906 qui a fait l'objet de la présente enquête, avec l'intention bien arrêtée de la faire parvenir à l'honorable M. Prévost.

2^o De fait, il a remis cette lettre à M. Alexandre Girard, son ami, avec instructions de la remettre à son destinataire.

3^o Cette lettre a été remise le 30 octobre 1906, à l'honorable M. Prévost par M. Girard lui-même, conformément aux instructions formelles qu'il avait reçues de M. de l'Épine.

4^o Le lendemain, 31 octobre 1906, M. de l'Épine s'est rendu auprès de M. Girard pour s'enquérir du résultat obtenu par sa lettre.

5^o M. de l'Épine, dans sa lettres en date du 25 février 1907, à l'honorable Président de l'Assemblée législative de Québec, dans laquelle il affirme

n'avoir jamais envoyé ou fait envoyer cette lettre du 30 octobre 1906, à l'honorable M. Prévost, a sciemment fait une affirmation fausse ; et, en agissant ainsi vis-à-vis du Président de cette Chambre, il a porté une atteinte grave aux privilèges de l'Assemblée législative.

Et votre comité ajoute, qu'en affirmant sous serment comme il l'a fait devant votre comité, le 7 mars courant, qu'il n'avait jamais chargé M. Girard de transmettre cette lettre à l'honorable M. Prévost, et de plus qu'il n'avait jamais adressé de menaces à ce dernier, M. de l'Epine a sciemment faussé la vérité et la chose est clairement prouvée, d'abord par M. Girard, dont le témoignage est corroboré par l'honorable M. Prévost, par M. Alfred Pelland, par toutes les circonstances qui ont précédé et suivi la signature de cette lettre, et enfin par la reconnaissance que M. de l'Epine en fait lui-même de la façon la plus formelle, et sous sa propre signature, dans la lettre qu'il a écrite et adressée deux jours plus tard, à savoir le 1er novembre 1906, à l'honorable Premier Ministre, laquelle lettre fait partie du présent rapport.

La motion est adoptée.

Québec, 9 mars 1907.

F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

APPENDICE B

Assemblée Législative de la Province de Quebec

COMITE DES COMPTES PUBLICS

Séance de Vendredi 8 Mars, 1907.

Membres présents, sous la présidence de l'honorable M. Weir ; les honorables MM. Gouin, Weir (président) ; MM. Benoit, Fiset, Gillies, Gosselin, Laferté, Neault, Ouellette, Roy (Montmagny), Tourigny, Walker, Vilas.

Aucune motion n'étant faite, le comité ajourne ses séances à demain matin, à 10 heures.

(Signé) F.-L. DESAULNIERS.

Greffier.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Séance de Samedi 9 Mars, 1907.

Présents : les honorables MM. Weir (président), Turgeon, Gouin, LeBlanc, Kaine, Prévost, Tessier : MM. D'Auteuil, Dion, Kelly, Langlois, Laferté, Neault, Tellier, Tourigny, Walker et Vilas.

M. H.-T. MACHIN est appelé comme témoin, par le comité, et après avoir prêté serment devant le président, il est examiné comme suit :

Questions posées par l'honorable M. LeBlanc :

Q. M. Machin, comment sont faits les paiements des dettes dues à la province ou au gouvernement ? Est-ce au moyen d'argent comptant ou de billets ?

R. Ils sont faits par argent comptant remis au département et ils sont faits aussi par dépôts en banque dont les reçus sont envoyés. Nous avons reçu du département des terres et forêts des billets pour en percevoir le paiement. Ces billets devenant dus pendant l'année fiscale durant laquelle ils ont été donnés, quand ils sont payés, les montants en sont mis au crédit du département des terres et forêts, autrefois le département des terres de la Couronne. Certains billets qui ont été donnés pour vente de limites vers la fin de l'année et sont devenus dus après la fin de l'année fiscale, ont été escomptés en banque et le produit de ces billets a été remis au département pour l'emprunter au revenu de l'année pendant laquelle les billets ont été souscrits.

Q. Cela a-t-il été fait pour le département des terres de la Couronne, seulement.

R. Seulement pour le département des terres et forêts, autrefois le département des terres de la Couronne. Toujours de ce département.

PROVINCE DE QUEBEC

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

(Continuation de l'examen de M. H. T. Machin, assistant-trésorier de la province.)

Par l'honorable M. LEBLANC :

Q. Avez-vous eu l'habitude des paiements en billets promissoires, non en argent comptant, au département des mines?

R. Nous ne savons pas au département du Trésor, pour quels comptes les billets sont donnés. On nous envoie les billets, et, quand ils ont été payés ou quand ils ont été escomptés, le produit en est crédité au département. On emploie les sommes d'argent pour les branches du service auxquelles elles appartiennent, mais on ne nous indique pas, en nous envoyant les billets pour quel revenu en particulier les billets sont souscrits.

Q. Qu'advient-il des billets échus qui ne sont pas payés à l'échéance?

R. Nous les renvoyons au département d'où ils viennent.

Q. Par conséquent, votre département reçoit les billets non échus, et, à leur échéance, s'ils ne sont pas payés, vous les renvoyez au département d'où ils viennent?

R. Oui.

Q. Prenez-vous note des billets échus et non payés qui ont été renvoyés au département d'où ils venaient, disons, pour la dernière année et demie?

R. Nous en prenons note dans la correspondance. Nous écrivons une lettre au ministre du département en lui disant que nous lui renvoyons tel billet qui n'a pas été payé à échéance.

Q. Vous nous avez déjà dit que vous aviez reçu des billets du département des terres et forêts. Avez-vous reçu, disons, depuis le 1er juillet 1905, des billets du département des mines.

R. Non.

Q. Avez-vous reçu des paiements de ce département au sujet de permis d'exploration ou d'exploitation ou de ventes de lots de mines ?

R. Le département nous envoie des reçus de dépôt de la banque pour les montants déposés par lui au crédit du trésorier, mais sans spécifier la partie du service à laquelle s'appliquent ces reçus de dépôts. Le département, après cela, produit au bureau de l'auditeur, des comptes indiquant le montant du revenu et le service auquel il appartient.

Q. Alors, s'il y a une distinction à faire, elle peut être faite par l'auditeur de la province quant à la source des différents paiements provenant du département des mines ?

R. Oui.

Q. Depuis combien de temps est-ce l'habitude, au département, de recevoir des billets ?

R. Je crois que ce fut vers 1887 que des billets furent envoyés pour la première fois au département du trésorier. Je ne puis dire si, avant cette époque, le département a reçu des billets et s'est occupé d'en percevoir le paiement. Ce fut en 1887 que les billets furent, pour la première fois, envoyés au département du trésorier pour perception. Les montants des billets n'étaient pas mis au crédit du département avant d'avoir été payés, à l'exception, comme je l'ai déjà dit, des billets donnés pour des limites à bois, lors de la vente, et qui étaient escomptés lorsqu'on nous en donnait instruction.

Q. Le trésorier de la province, a-t-il, à votre connaissance, éprouvé quelque perte d'argent sur des billets escomptés ?

R. Non, pas à ma connaissance.

Q. Vous rappelez-vous que des billets ayant été escomptés, le trésorier ou un département aient été obligés d'y satisfaire parce que ces billets n'avaient pas été payés à leur échéance ?

R. Non, je ne me le rappelle pas. Des billets ont été renouvelés de temps à autre, à leur échéance, en tout ou en partie, mais finalement ils ont été payés, à l'exception de quelques-uns qui ont été renouvelés et ne sont pas encore dus.

Q. Connaissez-vous le cas de quelques billets qui auraient été retenus et renouvelés pour un certain temps ou pour une époque assez éloignée, et s'il en est ainsi, voulez-vous les indiquer ?

R. Les billets sont généralement renouvelés pour un mois, ou trois mois ou quatre mois, et s'ils ne sont pas alors payés en entier, ils sont de nouveau renouvelés.

Q. Connaissez-vous certains billets qui ont été renouvelés plusieurs fois pendant un laps de temps comprenant même plus d'un an ?

R. Il y a un ou deux billets, je pense, qui, si je me le rappelle bien, ont été conservés au-delà d'un an.

Q. Au-delà de deux ans, aussi ?

R. Bien, je ne puis l'affirmer positivement, mais il peut y avoir un billet qui a été gardé au-delà de deux ans.

Q. Vous rappelez-vous quel était le faiseur de ce billet ?

R. Je désirerais d'abord consulter mes livres.

Q. Voulez-vous avoir la bonté de consulter vos livres d'ici à la prochaine séance pour être en position de déclarer avec autant de précision que possible ce qui a été fait au sujet de ces billets qui ont été renouvelés plusieurs fois et conservés par le département ?

R. Dois-je comprendre que vous désirez avoir des informations au sujet de tous les billets qui ont été renouvelés ?

Q. Non, mais au sujet de tous ceux qui ont été conservés au département au-delà d'un an. Je désirerais avoir les informations quant au système suivi et si vous pouviez nous donner les renseignements que vous avez, je pense que le comité en bénéficierait grandement.

Le témoin.—Je puis vous renseigner sur tous les renouvellements, si la chose est nécessaire. Il y a très peu de billets qui sont renouvelés pour au-delà d'un an. Une grande partie sont payés lors de leur première échéance.

M. LeBlanc.—Bien, tout ce qui concerne ces billets est très important, et je pense que nous devrions être renseignés sur le système suivi. Nous ne savons pas jusqu'à quel point il pourrait être continué et pour quelle raison il ne serait pas discontinué. Nous désirerions recevoir de vous, à ce sujet, M. Machin, autant d'informations que vous pouvez en donner.

Par l'honorable M. TURGEON :

Q. Ces billets qui vous sont envoyés par le département des terres et forêts, portent intérêt, je présume.

R. Ils portent intérêt, mais le département n'est crédité que de la somme produite par les billets, l'escompte de la banque enlevant l'intérêt.

Par M. TELLIER :

Q. Alors, le département du trésorier ne perd aucune somme d'argent par suite de l'escompte ?

R. Aucune.

L'examen de M. Machin est ajourné au lundi matin, 11 mars 1907.

(Signé)

F. L. DÉSAULNIERS,

Greffier.

Québec 9 mars, 1907.

Lundi matin, 11 mars 1907.

PROVINCE DE QUÉBEC

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Par l'honorable M. LEBLANC :

Q. Si l'escompte de la banque enlève l'intérêt sur ces billets donnés en paiement d'une dette, l'intérêt est perdu pour le gouvernement ?

R. Quelques billets portent intérêt et contiennent les mots "avec intérêt". Quant aux billets qui ne contiennent pas les mots "avec intérêt", l'intérêt si je comprends bien, est inclus dans le montant du billet et est escompté par la banque et le montant de l'intérêt se trouve enlevé.

Q. Mais l'intérêt dû au gouvernement n'est pas payé, alors ?

R. Le gouvernement reçoit le capital, tel que je le comprends. Il reçoit le montant de la dette.

Q. Sans intérêt, alors ?

R. Quand le billet est escompté.

Q. C'est-à-dire que pour les billets qui ne contiennent pas, à leur face même, la stipulation qu'ils portent intérêt, l'escompte de la banque est le seul intérêt payé sur iceux et le gouvernement ne reçoit rien, sur ces billets, à titre d'intérêt ?

R. Non, mais le gouvernement reçoit le montant qui est crédité au faiseur du billet.

Q. Moins l'escompte ?

R. Non, le faiseur du billet n'est crédité que proportionnellement à la somme que rapporte le billet escompté.

Par l'honorable M. KANE :

Q. Dans chaque cas, le gouvernement perçoit en entier la somme qui lui est due ?

R. Oui, tel que je le comprends.

Par l'honorable M. LEBLANC :

Q. Dois-je comprendre que le faiseur d'un tel billet escompté paie la différence entre le montant du billet à sa face même et le montant produit pour le billet escompté pour le gouvernement ?

R. Oui, c'est ainsi que je comprends la chose. Si le billet porte les mots "avec intérêt", alors la valeur du billet, telle qu'elle apparaît à sa face même, est tout de suite perçue par le gouvernement. Si le billet ne porte pas les

mots avec intérêt, alors le faiseur du billet n'est crédité que proportionnellement à la somme que rapporte le billet escompté.

Q. Cette opération se fait dans votre département ?

R. L'opération par laquelle le faiseur du billet est crédité se fait au département des terres et forêts. Nous faisons connaître à ce département le montant que rapporte le billet.

Q. Voulez-vous avoir la bonté de nous dire s'il y a eu des billets renouvelés pour au-delà d'un an et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances la chose a été faite ?

R. D'après mon carnet—un petit carnet où je garde note de ces billets—il y a eu six billets, depuis 1903, qui ont été renouvelés pour une période d'au-delà d'un an, c'est-à-dire que les derniers renouvellements ont prolongé le paiement du billet jusqu'à au-delà d'un an.

Q. Les billets ont-ils été tous payés ?

R. Deux d'entre eux ne l'ont pas été ; quatre ont été payés.

Q. Quels sont les deux qui n'ont pas été payés ?

R. Il y a un billet de la " Sherbrooke Lumber Company." Le montant originaire du billet était de \$72,184.43. Dans les renouvellements, il a été réduit à \$25,000.00 et le billet, pour ce montant, est dû le 25 de ce mois.

Q. La balance sera due ?

R. \$25,000.00, le 25 de ce mois.

Q. Quelle a été sa durée ?

R. Il a été souscrit en juin 1905.

Q. Quelle est l'entrée ?

R. L'entrée est un billet souscrit par la compagnie de pulpe de Chicoutimi, au montant originaire de \$2,699.51. Il a été réduit à \$2,400.00, et sera dû le 5 avril. Il a été souscrit en juin 1905.

Q. Quels étaient les faiseurs des quatre autres billets ?

R. Il y avait la compagnie de pulpe de Métabetchouan, pour \$1,388.19.

Q. Quelle a été sa durée ?

R. Donné en juin, 1904, et payé en février 1906. Il y en avait un de la compagnie de pulpe de Chicoutimi, pour \$24,000.00, donné en 1903. Je n'ai pas la date exacte de ce dernier. Il a été payé en juillet, 1905. Il y en avait un souscrit par " R. H. Klock & Co.", pour \$2,133.13, en juin 1905, et payé en août 1906. Il y en avait un par John Breakey, souscrit originairement pour \$72,405.12, réduit au moyen de renouvellement, à \$47,180.87 et payé en janvier 1907.

Q. Emis originairement à quelle date ?

R. En juin 1905.

Q. Etes-vous en position de donner le nombre de billets souscrits en paiement, comme ci-dessus, qui ont été renouvelés et le total des renouvellements qui ont été effectués depuis 1887, si vous l'avez ? Si non, donnez-nous les renseignements que vous pouvez ?

R. Je ne puis aller en arrière jusqu'à 1887.

Q. Pouvez-vous aller en arrière jusqu'à 1897-1898-1899 ?

R. Mon memorandum ne réfère que jusqu'à mai 1904. Je comprends

que votre question réfère aux renouvellements qui ont tous été donnés ensemble pour des billets ?

Q. Oui.

R. Je dois dire, d'après mon memorandum, que, parmi les billets souscrits en 1904, onze ont été renouvelés, et, sur ce nombre, neuf n'ont été renouvelés qu'une fois.

Q. Les deux autres ?

R. L'un des deux a été renouvelé deux fois, en 1904, avant d'être payé, en 1905, et le dernier a été renouvelé dix fois et payé en février 1906. C'est le billet de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan.

Q. Celui de M. Breakey ?

R. Non. Le billet de M. Breakey a été souscrit en 1905, c'est le billet de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan pour \$1,388.19.

Q. C'est 1904 ?

R. C'était un billet de 1904.

Q. Ces billets étaient donnés afin d'arriver à la fin de l'année fiscale et pour régler les comptes, quant aux billets, avant le commencement d'une autre année ?

R. Je n'en sais rien, c'était l'autre département qui devait y voir.

Q. Alors, combien de billets en mai et juin 1905 ?

R. Il y a eu sept billets renouvelés. Deux d'entre eux ont été renouvelés une fois ; un, deux fois ; un, trois fois ; un, quatre fois ; un, cinq fois, et un six fois, c'est-à-dire avant d'avoir été finalement payés. Deux de ces billets, que je viens de mentionner, n'ont pas encore été payés.

Q. Avez-vous quelque chose pour 1906 ?

R. Oui. En 1906, six billets ont été renouvelés ; quatre de ces billets ont été renouvelés une fois et deux l'ont été deux fois.

Q. Ceux qui ont été renouvelés deux fois sont-ils encore dus ?

R. Trois billets n'ont pas encore été payés.

Q. Connaissiez-vous quelques billets souscrits avant 1904 et payés durant ou après 1904 ?

R. Il y en a un, celui de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi pour \$24,000.00.

Q. Avant 1904 ?

R. Il a été donné avant 1904.

Q. Y en a-t-il d'autres ?

R. Bien, je n'en ai pas d'autres sur ce memorandum. Je ne me rappelle pas qu'il y en ait eu d'autres. Vous pourriez obtenir cette information du département des terres et forêts, car c'est là que les notes sont prises et que sont gardés les registres.

Q. Pourriez-vous faire un relevé des notes données depuis mai et juin 1900 jusqu'à 1904 ?

R. Je puis le faire.

Q. En avez vous donnés en 1907 ?

R. Non.

Q. Généralement ces billets sont donnés en mai et en juin, les informations que je vous ai données se rapportent aux billets escomptés.

Q. Y a-t-il des billets non escomptés donnés au département ?

R. Il y a, dans le cours de l'année, des billets donnés pour perception, payables durant l'année fiscale. Comme je l'ai dit, samedi, quand ces billets sont perçus, le montant en est crédité au département des terres et forêts. S'ils ne sont pas payés, ils sont renvoyés au département des terres et forêts.

Q. Avez-vous, sur vous, une liste de ces billets ?

R. Non.

Q. Voudriez-vous en faire une liste ?

R. Je puis le faire. Nous ne gardons aucun livre concernant ces affaires ; les billets nous sont envoyés du département des terres et forêts avec une lettre indiquant les billets qu'on nous envoie pour perception et nous les renvoyons à la banque quelques jours avant leurs échéances et s'ils ne sont pas payés nous en donnons avis au département. S'il ne sont pas payés, la banque nous renvoie les billets et nous les renvoyons au département des terres et forêts avec une lettre, mais nous ne gardons aucun registre au sujet des billets.

Q. Mais vous devez en tenir note pour pouvoir les retracer ?

R. Nous en gardons note au moyen de la correspondance.

Q. Voulez-vous avoir la bonté de donner une liste de ces billets, depuis 1900 jusqu'à date, liste aussi exacte que possible d'après vos constatations ?

R. Oui. Ces billets sont généralement payés ; de fait, je ne puis me rappeler quelques-uns d'entre eux qui n'aient pas été payés.

Q. Avez vous reçu quelques billets du département des mines ?

R. Non.

Q. Jamais ?

R. Non.

Q. Soit pour perception ou autre chose ?

R. Depuis la réorganisation du département des mines, comme je l'ai dit antérieurement, nous n'avons reçu aucun billet de ce département. Quand les mines étaient avec les terres de la Couronne, nous avons reçu des billets, mais je ne puis dire s'ils étaient pour les mines ou pour quel service ils étaient.

La continuation de l'examen de M. Machin est remise à demain matin, le mardi, 12 mars 1907, à 10 heures.

(Signé) F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

Québec, 11 mars 1907.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBÉC

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Lundi, 11 mars 1907.

Présents : les honorables MM. Turgeon, Gouin, Kaine, Leblanc, Prévost et Weir (président) et MM. Cardin, Gillies, Walker et Vilas.

M. E. E. Taché comparait devant le comité pour être entendu comme témoin, mais attendu qu'il déclare que son comptable, M. Boisvert, est absent, étant allé aux funérailles d'une de ses parentes et qu'il ne sera ici que demain, et attendu que le livre des billets se trouve dans la voûte dont il est en charge, l'audition de M. Taché est ajournée à demain matin, 12 mars 1907, à dix heures.

Le comité s'ajourne alors au lendemain, 12 mars 1907, à dix heures A. M.

PROVINCE DE QUÉBÉC

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Mardi matin, 12 mars 1907.

(Continuation de l'examen de M. H. T. Machin, assistant-trésorier de la province, ajourné depuis lundi, 11 mars 1907.)

Par l'honorable M. LEBLANC :

Q. Avez-vous préparé une liste des billets depuis 1900 ?

R. J'ai préparé une liste des billets qui ont été escomptés depuis 1900.

Q. Voulez-vous la produire comme exhibit No 1 ?

R. La voici.

Q. C'est une liste des billets envoyés par le département des terres et forêts au trésorier de la province pour être escomptés, depuis le trente juin 1900, jusqu'au 22 mai 1904, par plusieurs personnes et sociétés ?

R. Oui.

Q. Pour quelle considération ces billets ont-ils été donnés ?

R. Je n'ai aucun avis officiel de la considération pour laquelle ces billets ont été donnés. Les billets sont reçus par le département des terres et forêts et remis au département du trésorier pour être escomptés après avoir été endossés par le ministre des terres et forêts.

Q. Avez-vous eu une liste des billets envoyés par le département des terres de la Couronne à votre propre département, depuis le 22 mai 1904 ?

R. Non, on ne me l'a pas demandé. Hier, j'ai donné une liste des billets qui nous avaient été envoyés pour être escomptés et avaient été renouvelés, mais qui n'avaient pas été payés à leur première échéance.

Q. Avez-vous eu une liste des billets qui n'ont pas été renouvelés mais ont été payés à échéance ?

R. Je ne l'ai pas avec moi, ici.

Q. Vous pourriez peut-être en faire une et la produire comme exhibit No 2 ?

R. Certainement.

Q. Avez-vous déjà donné les billets de juin 1906 ?

R. Si je me rappelle bien, j'ai déclaré le nombre de billets qui avaient été renouvelés pour ce qui est de ceux qui ont été donnés en 1906.

Q. Je vois que vous avez donné les billets qui ont été renouvelés ?

R. C'est ce qu'on m'avait demandé.

Q. Maintenant quand à votre liste qui sera produite comme exhibit No 2, c'est-à-dire une liste de tous les billets qui ont été renouvelés, mais payés, à échéance, voulez-vous avoir la bonté de commencer en juin 1900, et la continuer jusqu'à juin 1906 ?

R. Oui, je produis aussi, comme exhibit No 3, une liste des billets qui ont été envoyés au département du trésorier pour perception et qui n'ont pas été escomptés.

Q. Cela comprend les billets à compter de quelle date ?

R. Le premier est du 20 octobre 1899.

Q. Jusqu'à 1906 ?

R. Jusqu'au 5 juin 1906.

Q. Avez-vous une autre catégorie de billets envoyés au département du trésorier et que vous n'avez pas mentionnés jusqu'ici ?

R. Non.

Q. Avec l'exhibit No 2 que vous promettez de produire et ceux que vous avez produits, vous présenterez au comité une liste de tous les billets envoyés à votre département ?

R. Oui.

Q. Depuis 1900 jusqu'à juin 1906 inclusivement ?

R. Oui.

Je, soussigné, certifie, par les présentes, que la déposition susdite est une reproduction vraie et fidèle de mes notes sténographiques.

(Signé) R. H. O'REGAN,
Sténographe.

Québec, 12 mars 1907.

(Signé) F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Mardi, 12 mars 1907.

Présents : Les Honorables MM. Weir (président) Turgeon, Gouin, LeBlanc, Prévost, et MM. Benoit, Cardin, Delâge, Décarie, Dion, Fiset, Gillies, Gosselin, Kelly, Langlois, Morin, Perrault, Tellier, Walker et Vilas.

M. E. E. Taché, sous-ministre des terres et forêts, comparait devant le comité et est assermenté par le président.

Interrogé par l'honorable M. LEBLANC :

Q. Monsieur Taché, voulez-vous nous dire pourquoi généralement les paiements à être faits au département des terres sont faits par billets—pour quelle espèce de dettes ?

R. Pour les paiements des droits de coupe seulement. C'est de règle depuis que je suis au département. Depuis mil huit cent soixante et neuf, les droits de coupe sont ordinairement payés, par ceux qui le veulent, par billets payables avec intérêt au quinze de juin de l'année dans laquelle ils sont donnés, et payés sans intérêt pour les billots qui sont restés en rivière, mais il en est donné aussi pour le paiement de la prime pour achat, sur achat de limites et quelquefois, très rarement, pour la rente foncière. Il est arrivé peut-être trois ou quatre de ces cas depuis que je suis au département.

Q. Depuis quand est-ce la coutume de donner des billets pour prime d'achat ?

R. Depuis très longtemps, d'après les notes que je vois, depuis mil huit cent quatre-vingt-trois. Il en a été donné même avant.

Q. Depuis quand est-ce la coutume de donner des billets pour la rente foncière ?

R. Ce n'est pas la coutume, ce sont des accidents. Je me rappelle qu'on a renouvelé des rentes foncières, qu'on a payé des rentes foncières par billets il y a vingt-cinq ou trente ans pour la première fois et il y a quelques années pour la deuxième ou la troisième fois. Je ne puis dire exactement l'année dans laquelle cela a eu lieu.

Q. Depuis mil huit cent soixante et neuf, dites-vous que la coutume a été, pour les porteurs de licences de coupe de bois, de payer les droits de coupe par billets remboursables au mois de juin ?

R. Payables au quinze de juin.

Q. Était-ce payé généralement au quinze de juin ?

R. Presque toujours.

Q. Pouvez-vous donner la raison de ce paiement de droit de coupe par billets remboursables au quinze de juin ?

R. La raison, c'était pour accommoder le commerce. Les gens n'ont pas toujours l'argent sur le pouce lorsqu'il s'agit de payer de grosses sommes. Certains ont besoin d'accommodation comme tous les marchands.

Q. C'est-à-dire, si je comprends bien, que cela dépend de l'importance des chantiers que l'on fait en hiver ?

R. Cela dépend, comme de raison, de la grandeur, de l'importance de la transaction.

Q. Quand est-ce que l'on a commencé à ne pas payer les billets donnés en paiement des droits de coupe au quinze de juin et que l'on a demandé à les renouveler ?

R. Dès le commencement, parcequ'il y en a toujours qui sont en arrière et, comme de raison, ils ne sont pas prêts à payer à l'heure dite, mais c'est l'exception ; cela est arrivé dès le commencement, alors on gardait les billets et on attendait.

L'honorable M. Gouin.—Qu'est-ce que vous entendez par le commencement ?

R. Dès mil huit cent soixante et neuf.

L'honorable M. LeBlanc,—Dans ce temps-là était-ce la règle ou bien si c'était un accident ?

R. C'était l'exception.

Q. C'était l'exception ?

R. Oui.

Q. N'est-il pas vrai que depuis un certain temps au lieu d'être l'exception, c'est la règle ?

R. Ah ! je ne dis pas ça. C'est encore une exception pour les paiements de droits de coupe, c'est encore l'exception, comme ça l'était autrefois, les gens paient régulièrement leurs droits de coupe et, lorsqu'ils donnent des billets, ils les paient à leur échéance.

Q. Vous rappelez-vous s'il y a eu beaucoup de billets depuis mil neuf cent, en paiement des droits de coupe, payables au mois de juin, et qui ont été renouvelés ?

R. Oui, dans ce cas-là ils ont été escomptés.....

Q. Permettez, monsieur ?

R. Oui, il y en a quelques-uns.

Q. Pouvez-vous me faire un état de ces billets ?

R. Certainement.

Q. Donnant la date, le faiseur du billet et le montant ?

R. Oui.

Q. Et la raison pour laquelle on a donné le billet, et suivant le billet à travers tous les renouvellements jusqu'au parfait paiement ?

R. Vous les avez dans l'état que M. Machin vous a donné.

Q. Nous en sommes aux billets pour les droits de coupe ?

R. Oui, M. Machin vous a donné cela aussi dans l'état qu'il vous a remis : il y a les deux..

Q. Ce n'est pas encore ça, voyons, ça peut s'y trouver, mais ce n'est pas distingué, comme je le veux, nous voulons distinguer. Maintenant, ne vous

occupez pas du témoignage de M. Machin. Veuillez me permettre de vous dire de répondre simplement à mes questions et cela ira plus vite. Maintenant, les billets donnés en paiement de la prime d'achat, depuis quand est-ce la coutume de payer par billets les primes d'achat ?

R. Je vous ai dit, depuis mil huit cent quatre-vingt-trois et avant même. Je ne peux pas préciser exactement la date, mais avant mil huit cent quatre-vingt-trois même.

Q. Pourriez-vous, pour les besoins de la réponse à mes questions, faire faire un relevé afin de bien établir aussi exactement que possible, quand est-ce que cette coutume s'est introduite dans le département ?

R. Certainement.

Q. Et jusqu'à quel point elle s'y est introduite.

R. L'état le dira.

Q. La prime d'achat, voulez-vous nous dire si elle est d'un taux uniforme ou si elle varie ?

R. Elle varie, c'est à l'enchère.

Q. Est-il arrivé quelquefois que la prime d'achat a été inférieure à la mise à prix ?

R. Dans deux ou trois circonstances.

Q. Avez-vous présente à la mémoire quelque'une de ces circonstances ?

R. Non, je ne peux pas préciser d'une manière certaine.

Q. N'est-il pas vrai qu'aux dernières ventes des limites à bois, en juin mil neuf cent six, le ministre des terres a été obligé de diminuer sa mise à prix ?

R. Oui, après avoir considéré les rapports qui lui ont été donnés sur la valeur de ces limites-là.

Q. Quelle avait été la mise à prix ?

R. Ah ! mon Dieu il faudrait me citer un cas, en particulier.

Q. Dans les ventes de limites à bois de mil neuf cent six ?

R. Ça varie suivant la valeur de ces limites-là. Il n'y avait pas une seule mise à prix qui fut la même.

Q. Pourriez-vous en faire un état constatant la mise à prix donnée par le ministre des terres à la vente des limites à bois en juin 1906, et constatant de plus le prix pour lequel cela a été vendu ?

R. Oui, cette mise à prix est fixée par le ministre lui-même, et c'est lui-même qui en décide. C'est laissé à sa discrétion. Je ne pourrais guère dire pourquoi le ministre dans certaines circonstances a cru qu'il était à propos de le faire, mais je crois que cela est toujours basé sur les rapports des inspections et les représentations qui lui sont faites.

Q. Tout ce que je vous demande, monsieur Taché, c'est de vouloir bien fournir l'état que je vous demande.

R. Oui, certainement.

L'honorable M. LeBlanc.—Afin d'établir la différence entre la mise à prix et le prix de vente.

R. Oui.

L'honorable M. LeBlanc.—Dans chaque cas.

R. Dans chaque cas.

• Q. Tandis que vous serez à faire cet état, pourriez-vous le faire remonter jusqu'à l'année 1900 ?

R. Pour chaque année.

Q. Pour chaque année ?

R. Pour dix-neuf cent six on peut peut-être s'en rappeler mais pour les années auparavant, je pense que ce serait difficile.

Q. Est-ce qu'il n'est pas gardé un record de toutes les ventes et conditions de ventes ?

R. Oui.

Q. Une espèce de procès-verbal faisant état des procédés de l'encan ?

R. Oui, monsieur.

Q. De la vente à l'enchère de toutes les limites à bois ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce que vous ne pourriez pas en consultant ces procès-verbaux des ventes nous donner le renseignement demandé ?

R. Nous vous donnerons la copie du procès-verbal.

Q. Monsieur Taché, je ne désire pas autant la copie que le fait que je vous demande dans ma question : la différence qu'il y a entre la mise à prix et le prix de vente—c'est tout ce qu'il me faut—les personnes à qui ça aurait été adjugé, le montant, l'étendue des limites à bois et le montant pour lequel ça été adjugé.

R. Oui.

Q. Avez-vous l'habitude d'assister à toute les ventes des limites à bois ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-il arrivé quelquefois que des députés de cette Chambre se soient portés acquéreurs de ces ventes de limites à bois ?

R. Très rarement, mais je crois que c'est arrivé une fois ou deux.

Q. Récemment ?

R. La dernière vente.

Q. Non, mais dans les cinq et six ou sept et huit dernières années ?

R. Il me semble qu'il y en a eu....attendez un peu....je croyais qu'une certaine personne qui avait assisté à cette vente et qui avait enchéri, était député, mais maintenant je constate qu'elle ne l'était pas dans ce temps-là, de sorte que je ne me rappelle pas qu'il y en ait eu. Vous ne parlez pas des députés d'Ottawa ?

L'honorable M. LeBlanc.—Non, je parle des députés, ici.

R. Non.

Q. Monsieur F. X. Dupuis, député de Châteauguay a-t-il jamais enchéri dans ces ventes-là ?

R. Oui, vous avez raison.

Q. Vous rappelez-vous pour quelle limite il a enchéri ?

R. Non, je ne peux dire au juste.

Q. Pouvez-vous le constater par le procès-verbal de vente ?

R. Certainement—je ne sais pas s'il a acheté à son nom, je ne le crois pas. On constatera ça par le procès-verbal.

Q. Voulez-vous, s'il vous plait, constater la chose ?

R. Oui.

Q. Et nous donner, en autant que les dossiers de votre département le peuvent dire, un récit de la transaction à laquelle monsieur Dupuis a pris part, et la manière en laquelle il a pris part à la transaction tel que cela peut apparaître dans votre dossier ?

R. Oui, monsieur.

Q. Y a-t-il d'autres députés de cette Chambre que monsieur Dupuis, qui ont acheté des limites à bois comme ça, soit par eux-mêmes, soit par d'autres ?

R. Je ne m'en rappelle pas.

Q. Voulez-vous, M. Taché, consulter les dossiers et faire état de la chose de manière à répondre à la question qui vient de vous être posée ?

R. L'état le dira. On fera une note à cet effet sur l'état ; d'ailleurs, le nom y sera.

Q. Votre mémoire pourrait-elle vous servir jusqu'au point de vous rappeler que M. Dupuis a transféré à la "Union Bag Paper Company" les limites qu'il avait achetées ?

R. Je sais qu'il a agi pour une autre personne. La licence n'a jamais été émise au nom de monsieur Dupuis.

Q. Pourquoi ?

R. Parcequ'il achetait "in trust" comme on dit en anglais, en fidéi-commis.

Q. Savez-vous ce que c'est la "Union Bag Paper Company" ?

R. Oui, c'est une très grande compagnie qui fait affaires dans le St-Maurice—qui a des limites dans le territoire de St-Maurice et sur les rivières l'Assomption et du lac Ouareau.

Q. Est-ce une compagnie canadienne ?

R. Ce sont des Américains.

Q. Savez-vous où se trouve le siège principal de leurs affaires ?

R. Non, mais c'est aux Etats-Unis, certainement.

Q. Je vous ai demandé de faire un état de tous les billets donnés en paiement des primes d'achat depuis l'année mil neuf cent ?

R. Oui.

L'honorable M. Gouin.—Vous avez demandé depuis mil huit cent soixante et neuf ?

L'honorable M. LeBlanc.—Si mon honorable ami me le permet, ce n'est pas ce que j'ai demandé, mais si l'honorable premier ministre le désire, je n'ai pas d'objection à ce que cela soit fait ?

L'honorable M. Gouin.—C'est à votre demande que monsieur Taché a dit, pour faire l'historique de l'usage du département et les exceptions, qu'il donnerait un état depuis le commencement, je lui ai posé la question : qu'entendez-vous par le commencement ? Et monsieur Taché a dit, mil huit cent soixante et neuf.

L'honorable M. LeBlanc.—Je serai enchanté de l'avoir.

Monsieur Taché.—Vous m'avez demandé, aussi, quand, pour la première fois, on avait payé des primes avec des billets ?

L'honorable M. LeBlanc.—Oui.

R. J'ai dit : avant mil huit cent quatre-vingt-trois.

Q. Oui, je serai enchanté, monsieur Taché, si vous pouvez nous donner un état constatant quand pour la première fois, ça été fait et nous donnant toutes les fois depuis ce temps-là où on aurait payé la prime d'achat par un billet.

R. Oui, depuis le commencement.

Q.—Oui, et faisant état à chaque fois du temps que l'on a mis à payer le billet, les renouvellements, les paiements en à-compte, etc.

R. Oui.

Q. Croyez-vous pouvoir préparer ça pour demain matin, M. Taché ?

R. C'est impossible.

Q. Pourriez-vous nous donner pour demain matin un état donnant la liste des billets donnés en paiement de la prime d'achat depuis mil neuf cent ?

L'honorable M. Gouin.—Non, j'objecte à ça, Monsieur le Président. Nous ne devons pas morceler comme ça. L'honorable député doit comprendre que ce serait injuste pour le gouvernement d'aujourd'hui et pour les gouvernements qui l'ont précédé que nous ne donnions que ce qui pourrait faire son affaire.

L'honorable M. LeBlanc.—J'ai déclaré, au début de cette enquête que je n'avais pas d'affaires personnelles à faire ici—pas même d'affaires politiques. Je l'ai déclaré à l'honorable Premier Ministre que tout ce que je désirais savoir c'était le système suivi dans le département des terres et dans les autres départements.

L'honorable M. Gouin.—Pour avoir le système, il faut avoir le commencement.

L'honorable M. LeBlanc.—M. Taché n'est-il pas vrai, qu'antérieurement à mil huit cent quatre-vingt-sept, le paiement des primes d'achat par billets était tout-à-fait exceptionnel ?

R. Je ne peux pas dire ça—il y en avait une bonne partie qui étaient payées par billets.

Q. Avant mil huit cent quatre-vingt-sept ?

R. Avant mil huit cent quatre-vingt-sept.

Q. Quand pourrez-vous nous donner une liste, un état de tous ces billets-là ?

R. Avant mil huit cent quatre-vingt-sept, c'était probablement le petit nombre.

Q. Après mil huit cent quatre-vingt-sept, ça été un nombre plus grand ?

R. Parce qu'on ne vendait pas les limites en aussi grand nombre dans ce temps-là, en aussi grande quantité qu'on l'a fait dernièrement, qu'on l'a fait depuis vingt ans.

Q. Quand, monsieur Taché, pourrez-vous nous donner cet état ?

R. Le plus tôt possible. Je vais mettre mes employés à l'œuvre tout de suite et on va faire toute diligence.

Q. Pourriez-vous nous donner ça pour après-demain ?

R. Je n'en sais trop rien—je ferai tout mon possible—je m'en occuperai moi-même.

L'honorable M. Gouin.—Mais vous l'avez ici l'état de mil neuf cent quatre. Est-ce vous qui avez donné cet état-là ?

R. Non, c'est M. Machin qui l'a préparé mais il est conforme.....

L'honorable M. LeBlanc.—Vous le transquestionnerez quand j'aurai fini.

L'honorable M. Gouin.—Je ferai remarquer à l'honorable député qu'il n'y a pas de transquestions—j'ai le droit de poser une question n'importe quand.

L'honorable M. LeBlanc.—J'ai été assez bon prince, monsieur le Président, pour permettre à l'honorable ministre de m'interrompre, mais il n'a pas le droit de venir dire ce qu'il vient de dire. La coutume est de laisser le témoin entre les mains de celui qui l'interroge jusqu'à ce qu'il ait fini.

L'honorable M. Gouin.—Je ne sais pas quelle est la coutume, ici, mais je sais quel est le droit.

L'honorable M. LeBlanc.—C'est la coutume des gens bien élevés, dans tous les cas.

L'honorable M. Gouin.—Eh bien ça..... je changerai de professeur.

L'honorable M. LeBlanc.—Monsieur Taché, voulez-vous nous dire, si vous vous en rappelez, combien a été payé l'achat de cette limite à bois qui se trouvait dans le comté de Bonaventure, au nord des limites à bois qui étaient la propriété de MM. Riopelle et Robitaille ?

R. La coupe de bois vendue à monsieur Drouin ?

L'honorable M. LeBlanc.—Oui.

R. Je ne peux pas dire au juste quel était le montant.

Q. Quand est-ce que ça été payé ?

R. Ça été payé.

Q. Par billet ou en argent ?

R. Par billet, je crois. Mais je ne vous le dis pas..... l'état que vous me demandez vous le dira. Je ne puis dire au juste si ça n'a pas été payé comptant.....mais, autrement, le billet a été payé à échéance.

Q. Pourrez-vous nous dire demain matin si ça été payé comptant ou par billet, et si ça été payé par billet combien on a mis de temps à le payer ?

R. Oui.

M. Kelly.—Il y a un état de la Chambre qui montre ça.

L'honorable M. LeBlanc.—J'espère, monsieur Taché, que c'est vous qui répondrez n'est-ce pas aux questions que je vous pose ?

R. Oui.

L'honorable M. LeBlanc.—C'est votre réponse à vous que je désire avoir à ma question.

R. Oui.

Q. Maintenant, revenons aux billets qui ont été donnés en paiement pour la rente foncière, y a-t-il longtemps que ce système-là existe ?

R. Je vous l'ai dit, je crois.

L'honorable M. LeBlanc.—Non, monsieur.

R. Oui, je vous l'ai dit.

Q. Voulez-vous me le répéter, si vous me l'avez dit ?

R. Cela a commencé il y a une trentaine d'années, le premier renouvellement qui a eu lieu.

Q. Pour les rentes foncières ?

R. C'est un cas particulier.

Q. Quel est ce cas-là monsieur ?

R. Bien, je crois que c'est le cas de M. H. M. Price, si je me rappelle bien.

Q. Y-a-t-il longtemps, de ça ?

R. Il y a longtemps, très longtemps.

Q. Voudrez-vous aussi, s'il-vous-plait, me faire état de tous les paiements par billets pour des rentes foncières ?

R. Oui.

Q. Quand a été vendu le pouvoir d'eau de La-Tuque ?

R. C'est en mars mil neuf cent cinq, si je me rappelle bien. Je crois qu'on a dû vous donner une réponse officielle à ce sujet, à la Chambre. Quelqu'un l'a demandé.

L'honorable M. Gouin.—Il y a eu une réponse de donnée.

L'honorable M. LeBlanc.—Quels sont les propriétaires, à l'heure qu'il est, de ce pouvoir d'eau ?

R. Je ne puis le dire.

Q. Est-ce une compagnie ?

R. C'est une compagnie américaine, je crois, mais je ne connais pas le nom de cette compagnie. Je sais qu'ils ont eu des pourparlers pour la vente de ce pouvoir d'eau avec les limites qui en dépendent, mais nous n'en connaissons rien.

Q. Monsieur John Breakey a acheté des limites à bois en juin dernier ?

R. Je ne crois pas. . . . c'est dans la vente précédente qu'il a acheté, si je me rappelle bien.

Q. N'est-il pas vrai qu'il y a eu un millier de milles carrés qui ont été vendus à M. John Breakey à la dernière vente ?

R. Il me semble que c'est à la vente précédente.

L'honorable M. Turgeon.—C'est en juin mil neuf cent cinq.

L'honorable M. LeBlanc.—N'est-il pas vrai que cela a été vendu bien plus bas que la mise à prix ?

R. Je ne m'en rappelle pas. Vous le constaterez dans l'état.

Q. Voudrez-vous le constater et nous donner ce renseignement, demain ?

R. Oui.

Q. Vous rappelez-vous quelle étendue de limite à bois il a acheté cette fois-là ?

R. Il a acheté une très grande étendue, je ne me rappelle pas exactement.

Q. Mille milles ?

R. Je ne me rappelle pas au juste.

Q. Savez-vous s'il en est encore propriétaire ?

R. Je ne crois pas qu'il en soit propriétaire ; le transfert n'a pas été signifié au département, mais je sais qu'il est en pourparlers avec certains

capitalistes pour la vente de ces limites, mais je ne puis dire si la vente est faite.

Q. Le prix de vente sur les transferts des limites est-il enregistré dans votre département?

R. Certainement, on a un livre spécial à cet effet-là.

Q. Vous avez un livre spécial constatant le prix de vente originaire de la limite?

R. Certainement.

Q. Et dans votre livre de transfert, avez-vous aussi le prix de vente sur le transfert?

R. Ah ! non—entre les parties intéressées, non.

Q. N'est-il pas vrai que le transfert doit être enregistré dans votre département?

R. Le transfert, c'est-à-dire : M. un tel vend à M. un tel, nous enregistrons ça, nous exigeons de M. un tel la prime du transfert. Au-delà, nous n'enregistrons rien.

Q. Sur quoi est basée la prime du transfert?

R. C'est basé sur le règlement, c'est uniforme. Quatre piastres par mille carré.

Q. De sorte que le prix payé sur le transfert n'a rien à faire avec ce que vous chargez ?

R. Ça n'a rien à faire avec la prime de transfert que le département charge.

Q. Est-ce que vous ne trouveriez pas très utile de voir enregistrer avec le transfert le prix de vente sur le transfert ?

R. Je ne vois pas quelle en serait l'utilité,—et les gens ne sont pas prêts à nous donner ces renseignements là. C'est une affaire privée entr'eux. Demandez à M. Gillies s'il aimerait qu'on lui fit telle question.

Q. D'après vous, vous croyez que ça ne serait d'aucune utilité pour le département ?

R. Je ne vois pas que ça soit d'aucune utilité avec les règlements tels qu'ils sont faits.

Q. Même pour établir la valeur de ces limites et des limites avoisinantes lorsque le département en a ?

R. A ce point de vue-là ça pourrait avoir une certaine portée.

Q. Une portée considérable, n'est-ce pas ?

R. Les limites en général vendues par le département n'ont jamais la valeur quelles ont entre particuliers. Il en est de même de tous les effets que le gouvernement possède. Entre particuliers ils ont toujours une plus grande valeur. D'abord surtout pour les limites anciennes où des améliorations considérables ont été faites sur les rivières, etc., alors les limites ont acquis une plus-value en conséquence.

Q. Ne trouveriez-vous pas très utile la connaissance de l'augmentation dans la valeur des limites à bois pour établir une mise à prix convenable, lors de la vente des limites par le gouvernement ?

R. Cette augmentation se fait sentir d'année en année. Les limites

qu'on vendait autrefois huit piastres, d'année en année, ont atteint mille piastres du mille, et cela dans le résultat des ventes faites par le gouvernement.

Q. Savez-vous si monsieur John Breakey, lors de l'achat de cette étendue considérable de limites—environ mille milles—a payé comptant ou s'il a payé par billet ?

R. Il a payé par billet.

Q. Ce billet est-il payé à l'heure qu'il est ?

R. Oui.

Q. Quand a-t-il été payé ?

R. Il a été payé d'après l'état que vous avez là. Il y a eu une autre vente, vous confondez deux ventes, il y a eu une vente dans le St-Maurice à monsieur Breakey et une autre dans la Gaspésie. Celle-là je ne sais pas si le billet est complètement payé, mais pour celle du St-Maurice, il est parfaitement payé.

Q. Celle de St-Maurice, c'est cette étendue de limite à bois qui se trouve dans le voisinage du rapide de La Tuque ?

R. Oui, en haut de La Tuque.

Q. Vous rappelez-vous le montant payé ?

R. Ah ! non. C'est un montant très considérable.

Q. Cent cinq mille piastres ?

R. Je ne crois pas que ce soit ça, mais c'est un montant très considérable. Je ne puis dire au juste le montant payé dans chaque cas, mais je sais que ce sont deux sommes considérables.

Q. Trouvez-vous que le fait d'être obligé d'enregistrer le prix de vente sur un transfert de limites peut faire du dommage au détenteur de limites à bois ?

R. Comment faire dommage ?

Q. C'est-à-dire quel intérêt les marchands de bois qui transfèrent leurs limites peuvent-ils avoir à cacher le prix payé sur le transfert ?

R. Ça, c'est leur affaire.

Q. Voyez-vous un intérêt de leur part ?

R. Je sais qu'ils n'aiment pas à nous mettre au courant des secrets de leurs transactions. Ils n'aiment pas cette intrusion. Allez leur demander et vous allez voir quelle réponse ils vont vous faire. Ils vont vous dire : Ce n'est pas votre affaire. Quelquefois ils le disent bien volontiers, mais il y en a d'autres qui ne le diront pas.

Q. Combien avez-vous vendu de milles de limites à bois en juin mil neuf cent six ? Vous rappelez-vous ?

R. Treize cents, il me semble.

Q. A qui avez-vous vendu ?

R. Vais-je vous le donner de mémoire.

Q. Oui, donnez ça à peu près. Nous le prenons comme tel. A qui avez-vous vendu la plus grande partie de ces limites-là ?

R. Ah ! bien, je ne peux pas dire ça. Si vous aviez le rapport du ministre vous l'auriez d'un bout à l'autre. Le résultat de la vente est donné *in extenso*. Le nom de chaque enchérisseur est donné. La prime est donnée ainsi que la quantité vendue, de sorte que vous avez tous les renseignements là-dedans.

Q. Voudrez-vous aussi nous donner une liste de toutes les compagnies américaines possédant des limites à bois dans la province avec l'étendue possédée par chacune d'elles—pourrez-vous nous donner ça pour demain matin ?

R. Vous nous donnez un travail extraordinaire, parce qu'ici il va falloir faire des recherches—on ne peut pas toujours dire exactement si ces messieurs sont américains ou non, rien que d'après leurs opérations ou leurs noms, il va falloir faire des recherches.

Q. Est-ce que vous n'avez rien au département pour vous renseigner sur le siège d'affaires de chaque compagnie ?

R. D'après la correspondance on peut le constater.

Q. Ce n'est pas enregistré,—vous n'avez aucun record du siège d'affaires des compagnies qui transigent avec le département ?

R. Non, toutes ces compagnies ont un bureau d'agence dans la province, elles ont des agents. D'après eux l'on peut dire exactement où telle compagnie opère, où elle a son bureau d'agence, par exemple la "Union Bag" dont vous avez parlé, a son siège d'affaires à Trois-Rivières.

Q. Est-ce qu'il n'est pas de la plus haute importance de connaître dans le département le siège principal des affaires de ces compagnies-là ?

R. Il n'y a pas de nécessité absolue, mais c'est bien facile de le constater par la correspondance. Ensuite, ces compagnies-là sont formées d'un nombre considérable d'actionnaires qui résident dans bien des endroits différents.

Q. De sorte que lors des ventes des limites à bois à des compagnies américaines, vous vous contentez de savoir si elles ont oui ou non un bureau dans la province ?

R. Oui. Nous savons qu'elles sont propriétaires de telle ou telle limite, dans tel territoire, et qu'elles ont leur bureau d'agence dans telle ville.

Q. Vous n'avez jamais poussé la curiosité jusqu'à essayer de savoir qu'elle était la nature de leurs opérations, la valeur de leurs établissements, principaux ou autre.

R. Non, on se contente de tâcher de se faire payer régulièrement, c'est la principale affaire.

Q. Se faire payer bien régulièrement ?

R. Oui, monsieur, et le plus possible.

Q. A propos du droit de coupe, quels sont vos agents à l'heure qu'il est pour contrôler la collection du droit de coupe ?

R. Ce sont les agents des bois dans chaque localité.

Il y en a un à Ottawa, il y en a à Trois-Rivières, il y en a un à Sherbrooke, il y en a un à Arthabaska, et il y en a un à St-François de Beauce, il y en a dans tous les différents districts, les différentes agences de la province.

L'honorable M. Weir—Leurs noms sont dans le rapport annuel du département ?

R. Ils sont donnés au long dans le rapport.

Q. Y a-t-il à la disposition de ces employés d'autres choses que des livres

des marchands de bois propriétaires des limites à bois pour leur indiquer la quantité de bois coupé et le droit de coupe à établir ?

R. Toutes ces opérations-là sont contrôlées par les gardes-forestiers et par le surintendant des gardes-forestiers.

Il y a deux surintendants des gardes-forestiers pour la province, et à part le contrôle que l'agent exerce, toutes les opérations sont surveillées par le garde-forestier et par le surintendant.

Q. N'est-il pas vrai, monsieur Taché, que le seul moyen pour les employés du département des terres, de contrôler la quantité de bois coupé et les droits de coupe à percevoir, sont les livres même des marchands de bois tenus par eux et par leurs employés ?

R. Non, parce qu'ils sont contrôlés par des mesurages partiels, si vous voulez, de tous les gardes-forestiers.

Q. Qu'entendez vous par des mesurages partiels ?

R. Il est impossible que les gardes-forestiers mesurent tout le bois que les marchands de bois font pièce par pièce. L'hiver ne serait pas assez long, la saison ne serait pas assez longue et l'on n'aurait pas assez d'agents s'il fallait compter chaque pièce de bois, alors le devoir des gardes-forestiers consiste à compter à travers tout le champ des opérations d'un marchand de bois une certaine quantité de bois afin de pouvoir le comparer avec l'état que les marchands de bois produira pour cette partie-là en particulier, et de cette façon-là on voit à peu près quel est le résultat général. Il n'est pas possible de faire autrement ni de faire plus que ça.

Q. De sorte que les seuls documents qui établissent, à première vue l'exacte quantité de bois coupé, sont les livres des différents marchands de bois ?

R. Oui, contrôlés par les opérations des gardes-forestiers et contrôlés aussi par le surintendant des gardes forestiers lui-même et par l'agent qui a aussi une connaissance de ces limites et de ces opérations-là.

L'honorable M. Weir.—Est-ce que les marchands de bois ne sont pas obligés de donner leur affidavit ?

R. Oui, leurs états sont assermentés.

L'honorable M. LeBlanc.—Par qui ?

R. Par eux-mêmes ou par leur principal homme d'affaires, par eux-mêmes lorsque ce sont eux qui veillent à la chose, et ensuite leurs propres livres, les livres qu'ils tiennent eux-mêmes sont sujets à inspection et peuvent être inspectés du moment qu'on a quelque doute que les choses ne se font pas comme elles doivent se faire.

Q. Quels sont ceux des employés du département des terres qui sont aussi employés des marchands de bois ?

R. Du moment que l'on constate qu'un employé des terres est aussi un employé des marchands de bois, monsieur le ministre le renvoie. On ne peut pas servir deux maîtres.

Q. Est-ce qu'il en est ainsi pour tous les employés du département des terres ?

R. Du moment qu'on le sait. Comme de raison, il peut arriver des choses que l'on ignore, mais du moment que le ministre a connaissance

d'un fait comme celui-là il n'hésite pas un instant—il en a été de même de tous les ministres.

Q. N'est-il pas vrai qu'il y a certains employés des marchands de bois, comme les mesureurs de bois, par exemple, qui sont en même temps employés dans votre département ?

R. Pas à ma connaissance. Du moment que nous sommes avertis ils sont renvoyés. A ma connaissance, il est arrivé plusieurs fois que ces messieurs ont été avertis d'avoir à discontinuer, d'avoir à choisir entre le gouvernement et les marchands de bois.

Q. De sorte que, d'après vous, vous déclarez ignorer complètement qu'il existe des employés qui soient en même temps à l'emploi des marchands de bois et à l'emploi du gouvernement ?

R. Oui, certainement.

Q. Et qu'il n'existe pas même comme gardes-forestiers aucun employé des marchands de bois ?

R. Bien, comme je vous le dis, du moment que nous le saurons, le cas sera soumis au ministre. On n'a pas eu de plaintes dernièrement à ce sujet-là.

Q. Vous avez renvoyé tous ceux qui sont venus à votre connaissance ?

R. Oui, monsieur.

Q. La "St-Maurice Lumber Company" est une compagnie américaine, n'est-ce pas.

R. En partie, je pense.

Q. Elle fait affaires depuis de longues années ?

R. Oui.

Q. Elle fait surtout du bois de pulpe pour l'exportation, n'est-ce pas ?

R. Du bois de pulpe et des billots, aussi en grande quantité. Autrefois elle ne faisait que des billots.

Q. Quel est l'employé de votre département qui est chargé de contrôler la coupe de bois de chaque année pour cette compagnie ?

R. C'est M. John Ryan, agent à Trois-Rivières, et il y a différents gardes-forestiers dans l'endroit dont je ne me rappelle pas les noms. Il y a trois ou quatre gardes-forestiers qui agissent sous la direction de monsieur Chrysostôme Langelier.

Q. M. Chrysostôme Langelier est le surintendant des gardes-forestiers de toute la province ?

R. De toute la province, avec l'aide, pour la partie-est, de son fils, M. Gustave Langelier.

Q. M. Taché, vous avez concédé récemment par lettres patentes des lots de plus de cinq cents acres de terre.

R. Oui, le rapport du ministre le constate, chaque année.

Q. En avez-vous fait de plus de mille acres de terre ?

R. Je pense que oui, en certains cas.

Q. Un grand nombre ?

R. Non, pas un très grand nombre. Chaque année, au-dessus de cinq cents acres, il y a à peu près sept ou huit en moyenne et en dessus de mille acres, de deux ou trois, trois ou quatre.

Q. C'est généralement vendu sans condition d'établissement, ces choses-là ?

R. Sans condition d'établissement, à un prix spécial, d'après évaluation.

L'honorable M. Weir.—M. Dupuis dont on vous a parlé est avocat pratiquant, n'est-ce pas ?

R. De Montréal, oui.

La déposition du présent témoin est alors ajournée à demain, treize mars mil neuf cent sept.

M. ARTHUR GAGNON employé du département des terres, comparait alors devant le comité et est assermenté par M. le président.

Interrogé par l'honorable M. LeBlanc.

Q. Vous êtes comptable au département de la colonisation, des mines et pêcheries.

R. Oui, monsieur.

Q. Depuis la réorganisation de ce ministère, avez-vous reçu, en paiement de dettes dues au ministère, des billets ?

R. Non, monsieur.

Q. A-t-il été émané dans le département pour le paiement des billets ?

R. Non, monsieur, aucun billet.

Q. Comment M. le baron de l'Epine a-t-il été payé de ce qui lui revenait de son dernier voyage en Belgique avec le ministre de la colonisation, des mines et pêcheries.

Q. Comment a-t-il été payé ?

R. Il a été payé par M. le ministre de la colonisation.

Q. A-t-il été payé par billet de M. le ministre ou par l'argent du département ?

L'hon. M. Prévost.—Je comprends que le député de Laval pose des questions sur les affaires du département.

M. le Président.—Naturellement.

L'hon. M. Prévost.—Et non pas sur mes affaires privées. Sur l'argent du département et n'ont pas sur le mien.

M. le Président.—Oui, c'est entendu que nous parlons des comptes publics —des comptes du département.

L'hon. M. LeBlanc.—Voulez-vous répondre à ma question ? La question est relue au témoin.

R. Il n'a été rien payé de l'argent du département pour le baron de l'Epine.

Q. Le baron de l'Epine avait-il présenté un compte au département ?

R. Le baron de l'Epine a présenté un compte au département et ce compte étant personnel à M. le ministre, il lui a été remis et M. le ministre l'a payé.

Q. N'était-ce pas pour payer M. le baron de l'Epine pour ce qu'il avait fait pour le département lors de son voyage ?

R. Je ne peux pas répondre là-dessus, je ne connais pas ça. Je n'ai rien payé pour le baron de l'Epine, absolument rien.

Q. En sorte que les livres de votre département ne contiennent le compte d'aucune charge en faveur du baron de l'Epine en rapport avec ce voyage du ministre en Europe, et ce que le baron de l'Epine a pu faire ?

R. Les comptes de la comptabilité ne contiennent que le voyage proprement dit de M. le ministre et puis un montant de deux cent cinquante piastres pour encourager l'immigration belge dans la province. C'est tout ce que j'ai.

Q. Avez-vous eu connaissance de la réclamation que monsieur le baron de l'Epine avait contre le ministre de la colonisation, pour des avances faites par M. le baron de l'Epine au ministre, sur des fonds avancés par le département de l'agriculture.

R. Non, monsieur, aucunement.

Q. Les permis d'exploration et les permis d'exploitation et le produit de la vente des concessions minières, est-ce payé comptant, ça ?

R. Oui, monsieur.

Q. Toujours ?

R. Oui, même nous avons des dépôts faits au département et applicables sur ces permis-là. Des dépôts faits à l'avance.

Q. Avez-vous un livre de transfert pour les permis d'exploration et des concessions minières, etc. ?

R. A la comptabilité générale nous tenons la recette du département qui est répartie pour le revenu des mines, le revenu des pêcheries et les différents honoraires payés au département. En sus de ça, le comptable balance tous les mois sa caisse avec les différentes branches. Quant à la comptabilité des pêcheries et des mines, c'est tenu dans les différentes branches.

Q. Quel est l'employé qui tient le livre de transferts ?

R. Aux mines, c'est M. E. W. Prévost.

L'honorable M. Prévost.—Le ministre de la colonisation a-t-il jamais retiré un seul sou au nom du baron de l'Epine ?

R. Non, monsieur.

L'honorable M. Prévost.—A part les deux milles piastres, le ministre de la colonisation a-t-il retiré du département un seul sou pour son voyage en Belgique ?

R. Non, monsieur.

L'honorable M. Prévost.—Vous disiez tout-à-l'heure que le baron de l'Epine n'apparaissait pour aucun compte. Apparaît-il comme employé pendant cinq mois à cinquante piastres par mois, faisant deux cent cinquante piastres.

R. Pour encourager l'immigration belge.

M. Tellier.—M. le ministre de la colonisation a touché une somme de deux mille dollars en rapport avec son voyage en Belgique ?

R. Oui.

M. Tellier.—Naturellement il a produit au département un compte détaillé de ces deux mille dollars ?

R. Il a produit un compte pour ses déboursés de voyage pour ces deux mille piastres. Il n'a pas produit de compte détaillé.

Q. Ce compte a-t-il plusieurs items ?

R. Il a deux ou trois items formant le montant de deux mille piastres.

Q. Pourriez-vous le communiquer à ce comité ?

R. Oui, monsieur.

M. le Président.—Ce compte-là incluait-il les dépenses de ses officiers, aussi ?

R. Il y a un compte, à part de ça, pour le secrétaire de M. le ministre.

L'honorable M. Prévost.—A combien s'élevait ce compte-là à peu près ?

R. Je ne peux préciser le montant, mais c'est dans les trois cents et quelques piastres.

M. Tellier.—Dans ce compte de deux mille piastres présenté par M. le ministre et à lui payé, est-ce que le nom de M. le baron de l'Epine apparaît en aucune façon ?

R. En aucune façon.

Q. Il n'est pas question du baron ?

R. Non.

Q. Ni dans le compte ni dans les pièces justificatives ?

R. Non, monsieur.

Q. Le compte produit par M. le baron de l'Epine a-t-il été remis au ministre personnellement ?

R. Oui.

Q. Dans ce compte là ?

R. Non.—Le ministre a ce compte-là en sa possession.

M. le Président.—Comment savez-vous ça ?

R. Que le ministre a le compte en sa possession ?—C'est parce que monsieur le ministre me le l'a dit lui-même.

Q. Vous ne l'avez jamais vu ?

R. Oui, j'ai vu le compte, même je vous ai dit que le compte avait été produit au département et qu'il avait été remis à M. le ministre, parcequ'il avait été payé par M. le ministre.

M. Tellier.—A part le salaire de M. le baron de l'Epine, au taux de cinquante piastres par mois, il n'y a rien du tout dans vos livres au nom de ce monsieur ?

R. Non, absolument rien.

Q. Absolument rien ?

R. Non.

Q. Et il n'y a jamais rien eu ?

R. Il n'y a jamais rien eu.

M. ERNEST-WILFRID PRÉVOST comparait alors devant le comité et est assermenté par M. le président.

Interrogé par l'honorable M. LEBLANC :

Q. Quelles sont vos fonctions, monsieur Prévost, dans le département des mines ?

R. Commis.

Q. Avez-vous un livre de transfert, de permis d'exploration et de permis d'exploitation et de concessions minières ?

R. Oui, oui, c'est-à-dire ces transferts-là sont faits dans les mêmes livres dans lesquels sont accordés les permis de recherches et des permis d'exploitation.

Q. Est-ce un livre considérable ?

R. Oui, ça comprend sept volumes.

Q. Y a-t-il eu beaucoup de permis d'exploration et de permis d'exploitation et de concessions minières de transférés depuis la réorganisation du département tel qu'il est ?

R. Non, pas beaucoup, il y en a eu quelques-uns.

Q. Pourriez-vous nous faire un état, un tableau de ces transferts donnant le nom des détenteurs originaires, le prix payé au département, la date du transfert, le prix payé sur le transfert avec le nom de l'acquéreur et la date ?

R. C'est toujours possible de le faire.

Q. Est-ce bien considérable ?

R. C'est très long parce qu'il faudra feuilleter tous les volumes.

Q. Est-ce que vous n'avez pas un livre spécial pour les transferts ?

R. Non, pas du tout, c'est le même livre qui sert pour les permis et lorsqu'il y a quelque transfert, on fait l'annotation au bas du permis.

Q. N'avez-vous pas un livre pour vous indiquer qu'un transfert a eu lieu à telle date ?

R. La date est là.

Q. Est-ce que vous ne croyez pas que ce serait complétement avantageusement votre comptabilité que d'avoir un livre spécial pour les transferts ?

R. Je ne crois pas, c'est le même montant qui est payé pour le permis. Quelqu'un se désiste d'un permis et il est transféré à un autre et il est enregistré sous le nom du nouveau titulaire.

Q. Pourriez-vous préparer un état de ça ?

R. Nous sommes surchargés d'ouvrage, c'est difficile, nous travaillons au département jusqu'à six heures pour nous débrouiller,—c'est-à-dire pour le département, sans ouvrage extra.

Q. Est-ce de l'ouvrage du département ou de l'ouvrage de la Chambre ?

R. C'est l'ouvrage du département, il faut répondre au public, n'est-ce-pas ?

Q. Et quant à la Chambre, vous ne vous en occupez guère ?

R. Autant qu'on peut.

Q. Vous ne vous occupez de l'ouvrage de la Chambre qu'après l'autre ?

R. C'est difficile de faire autrement.

Q. Avez-vous travaillé à préparer les états que la Chambre a demandés ?

R. Certainement.

Q. Etes-vous rendu bien loin ?

R. Nous avons fait une partie, établir les ventes tout simplement.

Q. Et les permis ?

R. Les permis, on n'a pas eu le temps.

Q. Combien avez-vous d'employés surnuméraires à cet ouvrage-là ?

R. Nous en avons un.

Q. Voulez-vous aller chercher l'ouvrage qu'il y a de fait et nous le montrer ?

L'honorable M. Prévost soulève un point d'ordre que le fait que ces documents étant déjà demandés sur un ordre de la Chambre, le comité n'a pas le droit d'intervenir pour en prendre connaissance avant que la Chambre en ait pris connaissance.

M. le Président maintient l'objection.

Q. Monsieur Prévost, pouvez-vous nous dire combien il y a eu de transferts de permis d'exploitation et de permis d'exploration et de concessions minières depuis la réorganisation de votre département ?

R. Je ne peux pas dire ça de mémoire.

Q. A peu près ?

R. C'est impossible.

Q. Pouvez-vous nous dire—cela vous aidera peut-être à rafraîchir votre mémoire—quelles sont les personnes qui ont obtenu de ces permis ou de ces concessions et qui les ont transférés ?

R. Cela revient à peu près au même. Si je pouvais dire les noms de ceux à qui ils ont été transférés, je me rappellerais facilement ceux qui les ont transférés.

Q. De sorte que vous vous déclarez absolument incapable de nous donner quoi que ce soit à titre de renseignement sur cette question-là ?

R. De mémoire, certainement.

Q. Pouvez-vous mettre sept ou huit employés surnuméraires, un par chaque volume que vous venez de mentionner, pour chercher ces transferts-là ?

R. C'est possible.

Q. Pouvez-vous voir à les engager, ces gens-là ?

R. Si on m'en charge, je le ferai bien.

L'honorable M. Prévost.—Je vous en ai chargé, hier.

Q. Alors voudrez-vous les mettre aussitôt que possible à ce travail pour l'avoir demain, s'il y a moyen, demain après-midi ?

R. Sept ou huit personnes, je ne peux pas m'engager à ça, d'abord il faudrait que je trouve le personnel. Ensuite, c'est bien trop court encore pour pouvoir produire ça, c'est une copie d'à peu près deux mille permis de recherche.

Q. Ce que je vous demande, c'est un état, un tableau nous donnant le nom des concessionnaires originaires de permis quels qu'ils soient, permis en concessions minières quels qu'ils soient, avec la date, le territoire, l'endroit et le prix du transfert.—c'est un tableau, c'est facile ?

R. Il n'y a pas de prix de transfert.

Q. Vous n'avez pas le prix de transfert enregistré dans vos livres ?

R. Nous ne chargeons rien pour le transfert.

Q. Est-ce que le prix de vente du concessionnaire originaire au deuxième concessionnaire n'est pas enregistré dans vos livres ?

R. Il est enregistré, oui.

Q. C'est ça qu'on veut avoir.

R. Il n'y a pas de prix de chargé, il n'y a pas d'honoraire.

Q. Je ne vous parle pas de vos honoraires, je vous parle du prix de venté payé par l'acheteur sur le transfert—avez-vous ça ?

R. Certainement.

Q. C'est ce que je vous demande. Ce n'est pas l'honoraire que je vous demande, je vous demande le prix de vente sur le transfert ?

M. Delâge.—La considération du transfert.

Q. Oui, Pierre concessionnaire d'un permis vend à Paul moyennant telle considération. Est-ce que cette considération est enregistrée dans votre livre ?

R. Jamais de la vie.

Q. Est-ce que ça ne devrait pas l'être, croyez-vous ?

R. Rien ne nous y oblige. Le propriétaire d'une mine aujourd'hui fait un transfert et il nous en donne avis et on l'enregistre.

Q. Il ne dit pas : pour la considération de....

R. Il n'y a pas besoin de ça. Il le vendra le prix qu'il voudra du moment que le gouvernement est payé du prix demandé.

M. Delâge.—Quel intérêt le gouvernement a-t-il de connaître la considération d'un transfert ?

L'honorable M. LeBlanc.—Quel intérêt le gouvernement a-t-il de connaître ces choses-là ?

L'honorable M. Prévost.—Il y a trois espèces de manières par lesquelles le département, dans lequel vous êtes commis, fait des contrats miniers avec le public.

R. Oui.

L'honorable M. Prévost.—Voulez-vous nous donner ces trois espèces de manières ?

R. D'abord, il y a le permis d'exploration.

L'honorable M. Prévost.—Combien chargez-vous pour le permis d'exploration ?

R. Il y a différents prix.

L'honorable M. Prévost.—Sur quoi vous basez-vous pour charger ces différents prix ?

R. Sur la loi, la loi des mines.

L'honorable M. Prévost.—Pouvez-vous vendre, en vertu des instructions que vous avez reçues dans la branche, pouvez-vous vendre plus cher ou meilleur marché que l'indique la loi ?

R. Pas du tout.

L'honorable M. Prévost.—Toutes les ventes, tous les permis d'exploration que vous accordez, tous les permis d'exploitation que vous accordez, depuis que vous êtes à l'emploi du département des mines, avez-vous émané un seul permis ou fait une seule vente en-dessous ou au-dessus du prix fixé par la loi ?

R. Jamais. Le prix payé a toujours été le prix demandé et le prix demandé était selon la loi.

L'honorable M. Prévost.—Maintenant, à propos des transferts, que comprenez-vous par ce mot transfert ?

R. Par le mot transfert, je comprends ceci : le détenteur d'un permis d'exploration ou d'exploitation peut transférer son permis à un tiers. Alors il

nous donne avis et nous en faisons l'enregistrement dans nos livres et à l'avenir c'est au tiers.

L'honorable M. Prévost.—Quel intérêt, selon vous, pour la bonne administration du département, y aurait-il de constater le prix de ce transfert ?

R. Je n'en vois aucun.

L'honorable M. Prévost.—Vous ne pouvez vendre que suivant les prix fixés par la loi.

R. Suivant les prix fixés par la loi.

L'honorable M. Weir.—Est-ce que la loi oblige l'acheteur de mentionner au département le prix qu'il paie pour une concession minière ?

R. Le prix qu'il paie est toujours payé au département et est fixé par les employés du département.

L'honorable M. Weir.—L'acheteur qui achète d'un concessionnaire est-ce que la loi l'oblige de mentionner au département le prix qu'il paie ?

R. Pas du tout.

L'honorable M. Turgeon.—C'est une transaction privée ?

R. C'est une transaction privée. Ils sont obligés de donner avis au département mais pas du prix qu'ils paient.

L'honorable M. LeBlanc.—Depuis quand êtes-vous à l'emploi du département ?

R. Il y a eu un an au mois de septembre passé.

L'honorable M. LeBlanc.—Vous êtes cousin germain du ministre, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Il est proposé par M. Turgeon, secondé par M. LeBlanc que ce comité s'ajourne maintenant à demain, treize mars 1907, à dix heures a. m.

Cette motion est adoptée.

Le comité s'ajourne alors au 13 mars 1907, à dix heures a. m.

(Signé) F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

Québec, 12 mars 1907.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Mercredi, 13 mars 1907.

Présents : Les honorables MM. Weir (Président), Turgeon, Gouin, Kaine, LeBlanc, Roy (Kamouraska), et MM. Bergevin, Benoit, Cardin, Décarie, Dion, Fiset, Gillies, Gosselin, Kelly, Langlois, Lemieux, Laferté, Perrault, Tellier, Tourigny et Walker.

M. E. E. TACHÉ, sous-ministre des terres et forêts, comparait de nouveau devant le comité et son interrogatoire est continué comme suit :

Interrogé par l'honorable E. LeBLANC :

Q. Avez-vous préparé, M. Taché, quelques-uns des états que je vous ai demandés ?

R. J'ai préparé l'état qui regarde les billets donnés par M. Breakey en paiement de ses achats de limites et je produis cet état comme exhibit No. 4.

Q. Avez-vous d'autres états.

R. Non, il m'a été impossible de préparer les autres, il faut absolument plus de temps que cela pour préparer ces états—il nous faut, au moins, je crois, trois semaines.

Q. Trois semaines ?

R. Il s'agit de transcrire d'abord trois gros volumes de cette épaisseur-ci (indiquant du geste à peu près trois pouces), examiner les procès-verbaux des ventes, et ensuite...

L'hon. M. LeBlanc.—Pardon, ce n'est pas ce que j'ai demandé, ce sont des tableaux donnant les détails suivants : le montant, la date, le signataire du billet, la balance du renouvellement et ainsi de suite.

R. Il y a deux choses que vous demandez. Ça, c'est quant aux billets, c'est la transcription du livre de billets qui est épais comme ça (indiquant du geste trois pouces). A présent.....

L'hon. M. LeBlanc.—Ce n'est pas la transcription du livre de billets, c'est l'analyse comportant trois choses.

R. C'est justement les entrées dont se compose le livre des billets,—justement les données que vous indiquez.

Q. Pourriez-vous nous apporter ce livre de billets,—ça simplifierait peut-être l'examen ?

R. Dans ce livre de billets c'est une véritable étude que de trouver les véritables données.

Q. Nous vous aiderons, monsieur, à en faire l'étude. Voulez-vous aller le chercher ?

R. Je pourrais facilement le faire, si vous vouliez seulement me donner le temps.

L'hon. M. LeBlanc.—Nous sommes ici pour vous aider.

R. Quant à ça je n'ai pas besoin de votre aide, c'est simplement le temps qu'il me faut.

Q. Pouvez-vous nous l'apporter maintenant ?

R. Je vais aller le chercher.

M. Taché va chercher un livre de billets recevables, qu'il dépose devant le comité.

Q. Ce n'est pas bien considérable, M. Taché ?

R. La copie elle-même, mais il faut l'annotation aussi, parce que si je fais une copie du livre tel qu'il est là, il y a certaines choses que vous ne comprendrez pas.

Q. Vous m'avez dit que, pour les droits de coupe, la coutume avait été, dès le début, de donner des billets payables au 15 juin—cela est constant ?

R. Oui, et cela date d'avant la confédération, en vertu d'un statut consolidé, je pense, chapitre 23, section 5. Je produis une copie de la loi des Terres comme exhibit 5.

Q. Ceci se rapporte au paiement des droits de coupe tel que vous l'avez expliqué hier, mais pour les billets donnés en paiement des primes d'achat, ça ne remonte pas aussi loin ?

R. Il n'en est pas question dans la loi, ni dans ce temps-là, ni à présent.

Q. N'est-il pas vrai que pour les billets donnés en paiement de rentes, foncières, cela n'est pas autorisé par la loi ?

R. Ceci que je produis, comme exhibit 6, est un ordre en conseil de mil huit cent soixante et quatre, qui indique comment on doit accepter ces billets pour le paiement des droits de coupe.

L'hon. M. LeBlanc.—Ce n'est pas nécessaire de nous montrer la loi parce que ça ne regarde pas ni le paiement par billets des primes d'achat, ni le paiement par billets des rentes foncières.

R. Non, ça ne s'applique pas à cela. Vous m'avez parlé des droits de coupe.....

L'hon. M. LeBlanc.—Certainement, M. Taché, et ceci donne l'autorisation que vous avez eue de recevoir des billets en paiement des droits de coupe.

R. Oui.

Q. Mais il n'y a aucune autorisation quelconque pour recevoir des paiements par billets pour les primes d'achat des rentes foncières, si ce n'est la coutume ?

R. Oui.

Q. Qui a pris origine à l'époque où cela a commencé et qui a été suivi depuis, plus ou moins ?

R. Oui.

Q. C'est cela, n'est-ce pas ?

R. C'est à dire qu'il a été payé des rentes foncières par billets à une époque assez reculée, par exemple j'en ai un, ici, qui date de mil huit cent quatre-vingt-trois, un billet payé par M. G. A. Gouin, d'Ottawa, pour prime et rente foncière.

Q. Pour prime d'achat et rente foncière ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Pour quel montant ?

R. Pour le montant de dix mille cent soixante et huit piastres et quatre-vingt-trois centins (\$10,168.83). Le témoin produit l'exhibit No 7.

Q. C'est à dire que ce monsieur Campbell était à l'époque du dix neuf décembre, mil huit cent soixante-quatre, commissaire des terres de la Couronne, si je comprends bien ?

R. Certainement.

Q. Et comme tel il a donné au chef du département les instructions contenues dans une lettre portant la date que je viens de citer ?

R. Oui, monsieur.

Q. Et qui est signée par lui ?

R. Oui, monsieur.

Q. Il est dit dans cette lettre que chaque fois qu'on prendra un billet en paiement du droit de coupe ou du droit de glissoires, tel que cela existait alors, et qu'il aura été exporté une certaine quantité de bois coupé, sujet aux droits de coupe, l'officier en charge du contrôle de ce bois devra voir à ce que le marchand de bois intéressé garde assez de bois pour garantir le billet donné en paiement ?

R. Oui, ça c'est un règlement antérieur à la Confédération. Maintenant, voici le règlement depuis la Confédération, en mil huit cent soixante et huit, je le produis comme exhibit 8.

Q. A propos du règlement d'avant la Confédération, cette dernière instruction a-t-elle été suivie, à savoir : a-t-on toujours vu à ce qu'une quantité de bois suffisante reste pour garantir le paiement du billet ?

R. Je n'étais pas là dès mil huit cent soixante et quatre, je ne sais pas comment on a agi, mais voici comment on agit maintenant.

Q. Ceci est un ordre en conseil établissant, pour l'année mil huit cent soixante et huit, seulement, la pratique que l'on suivra en rapport avec le paiement du droit de coupe ?

R. Oui, par d'autres ordres en conseil subséquents, cela a été admis, et s'est continué jusqu'à ce jour.

Q. C'est à dire que soit par d'autres ordres en conseil subséquents ou par la coutume basée sur ce qui s'est fait précédemment, on a suivi dans le département la pratique de, généralement, recevoir le paiement des droits de coupe en billets des marchands de bois ou des compagnies marchandes de bois ?

R. Conformément au statut, payables au quinze juin.

Q. Et pour le bois qui n'était pas encore descendu, payables en novembre suivant ?

R. Maintenant, c'est toujours au quinze juin, aussi, à la même date, et sans intérêt.

Q. Vous venez de parler d'un certain montant qui aurait été payé en mil huit cent quatre-vingt-trois par un monsieur Gouin pour rente foncière ?

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous le montant ?

R. Oui, monsieur. Dix mille cent soixante et huit piastres et quatre-vingt trois centins (\$10,168.83) pour prime et arrérage de rente foncière.

Q. Prime d'achat ?

R. Prime d'achat et arrérage de rente foncière, oui, monsieur.

Q. Avez-vous d'autres exemples depuis celui-là, ça c'était le premier exemple—depuis mil huit cent quatre-vingt-trois, avez-vous d'autres exemples comme celui-là ?

R. Bien, il y a eu des règlements ensuite à différentes époques. Il y a eu un billet donné par M. Bell-Forsyth en mil huit cent quatre-vingt-dix, je crois, pour arrérage de prime et rente foncière aussi. Cela datait de mil huit cent soixante et douze. Il s'agissait d'achat de limites fait en mil huit cent soixante et douze et impayé à cette époque. C'était une vente de gré à gré.

Q. C'était un achat de limites forestières ?

R. Oui.

Q. Fait en mil huit cent soixante et ²douze ?

R. Oui.

Q. Par un monsieur Bell-Forsyth ?

R. Oui.

Q. Et c'était resté impayé, depuis ?

R. Jusqu'à mil huit cent quatre-vingt-dix.

Q. En mil huit cent quatre-vingt dix on a reçu un billet en paiement de la prime d'achat ?

R. De la prime d'achat et de la rente foncière.

Q. Ce billet de monsieur Forsyth a-t-il été payé ?

R. Oui, monsieur. Il a été payé par un autre règlement, mais il a été payé en argent. Il a été payé après mil huit cent quatre-vingt-dix—il a été payé en mil huit cent quatre-vingt-douze ou en mil huit cent quatre-vingt-treize, je crois. (*)

Q. Maintenant, M. Taché, y a-t-il d'autres cas ?

R. Nous sommes justement occupés à en chercher, peut-être que nous en trouverons encore.

Q. Avant mil huit cent quatre-vingt-dix, y a-t-il d'autres cas que celui de mil huit cent quatre-vingt-trois que vous venez de citer ?

R. Dans le moment, je ne peux pas vous en citer, je suis à en chercher dans le moment, lorsque j'en trouverai, je vous en donnerai.

Q. De fait, savez-vous si la chose est assez rare pour vous justifier de dire que ça n'a jamais été un système suivi ?

R. Ah non, ça n'a jamais été un système suivi. Ce n'était que de rares exceptions.

Q. Ce n'était que de rares exceptions que l'on ait accepté le paiement des rentes foncières en billets ?

R. Oui monsieur, mais c'était dans le temps où les ventes se faisaient à l'enchère, il était entendu que le prix devait être payé de suite. La conséquence était que la moitié de ceux qui enchérissaient ne payaient rien. Nous étions obligés d'attendre dix, douze, treize, quatorze ans avant d'être payé, jusqu'à ce qu'enfin le ministre ait dit : Nous allons notifier ces messieurs pour une dernière fois d'avoir à payer, sinon, nous allons les forfaire de leurs droits et c'est ce qui a été fait dans plusieurs circonstances.

Q. Nous parlons des rentes foncières ?

R. Des rentes foncières et des primes.

L'honorable M. Gouin.—Ils ne payaient pas du tout ni en billets ni en argent ?

R. Ni en billets ni en argent.

(*) Après examen des documents officiels, je constate que ce billet a été payé à échéance, le 8 avril dix huit cent quatre-vingt dix : mais qu'un autre billet au montant de \$2711.15 en règlement des intérêts dus à cette date, a été donné le 2 janvier dix neuf cent un, et qu'il fut payé le 5 mai suivant, et, ce, pour permettre à M. J. Bell Forsyth d'acquitter tout ce qui était dû sur ses limites, et le mettre eu état, suivant les exigences des règlements, de les transférer à Messieurs Williamson et Morrison.—E.-E. T.

Q. Y a-t-il plusieurs cas ?

R. Je n'ai pas la liste—si vous voulez je vais aller la chercher, il y en a eu quatorze d'un coup.

L'honorable M. Gouin.—Allez donc la chercher.

R. Je vais aller la chercher.

M. Taché dépose devant le comité l'exhibit 9.

M. Taché.—Voici une liste qui comprend vingt-trois limites qui ont été forfaites par le fait du non paiement du bonus.

Q. M. Taché, dans la liste que vous venez de produire comme exhibit 9, il n'y a personne qui paraisse avoir payé par billets ?

R.—Ils n'ont pas payé par billets, c'est justement la.....

Q. Ils ont acheté purement et simplement sans rien donner—they se sont portés enchérisseurs et acquéreurs apparents à l'encan et n'ont jamais rien payé ni en argent ni en billet ?

R. Non.

Q. Et, en mil huit cent quatre-vingt-quatorze, après avoir reçu un avis public ou un avis quelconque, les limites achetées de cette manière-là ont été annulées par M. Flynn ?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, à part du cas de monsieur Gouin, en mil huit cent quatre-vingt-trois, qui a payé par billet cette prime d'achat et les arrérages de rente foncière, avez-vous d'autres cas que celui-là de paiement de rente foncière par billets ?

R. Oui, je crois qu'il y a le cas de madame Hall, madame J. B. Hall, je crois. Cela a été réglé après, mais la rente foncière a été comprise avec les droits de coupe. Madame Hall.... G. B. H. Hall & Cie.

Q. Vers quelle date ?

R. Le dix décembre mil huit cent quatre-vingt-six.

Q. Combien de temps le billet a-t-il été non payé ?

R. Depuis mil huit cent quatre-vingt-six à aller jusqu'à mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Q. De mil huit cent quatre-vingt-six à mil huit cent quatre-vingt-neuf ?

R. Oui.

Q. Y a-t-il d'autres cas que celui de G. B. Hall & Cie ?

R. Il y a celui de monsieur Lamontagne.

Q. De Ste-Anne des Monts ?

R. Oui, le cas de monsieur Lamontagne qui a été réglé aussi, ça comprenait des droits de coupe et ça comprenait des rentes foncières, limites des Escou mains.

L'honorable M. Gouin.—C'est le cas de Vermette, ça ?

R. Oui.

L'honorable M. Weir.—En quelle année ?

R. En mil huit cent quatre-vingt-trois.

L'honorable M. LeBlanc.—Payé en quelle année ?

R. Mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

L'honorable M. Gouin.—Dans quel mois ?

R. Dans le mois de mai, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

L'honorable M. Weir.—Est-ce que le plein prix a été payé ?

R. Le plein prix, ah ! non, le plein prix n'a pas été payé.

L'honorable M. LeBlanc.—Ca été réglé ?

R. C'a été réglé.

Q. Y a-t-il d'autres cas ?

R. Je n'en vois pas dans le moment. Je vais en chercher encore, si vous me donnez le temps, peut-être que j'en trouverai.

Q. Pas nombreux ?

R. Pas nombreux.

Q. S'ils l'étaient, vous vous en rappelleriez ?

R. Oui, ce n'est pas nombreux.

Q. Maintenant, pour les primes d'achat, à quelle date le système a-t-il commencé à être pratiqué ?

R. Le système a commencé à être pratiqué en mil neuf cent, je crois, parce que l'honorable M. Marchand préférerait qu'on vint escompter des billets que l'on donnerait, dans le cas où on ne paierait pas comptant—il préférerait qu'on vint escompter ces billets-là, afin de s'en débarrasser et d'obtenir de l'argent de suite. C'est pour cela que plusieurs de ces billets ont été renouvelés à plusieurs reprises, mais le département n'en a pas souffert, ces billets-là étaient à la banque et le département n'a pas perdu un sou.

Q. Maintenant, monsieur, est-ce qu'il y a eu un ordre en conseil à propos de ça, ou simplement une entente provenant du ministre ?

R. Provenant du ministre et du premier ministre. Il n'y a pas eu d'ordre en conseil écrit, mais probablement que ça été entendu dans le cabinet.

Q. Ce sont les ordres que vous avez reçus ?

R. Ce sont les ordres que j'ai reçus.

Q. De recevoir en paiement des primes d'achat des billets ?

R. Oui.

Q. Lorsque l'on ne pouvait pas payer comptant ?

R. Oui.

Q. Depuis dix-neuf cent, pouvez-vous nous donner une liste des billets donnés en paiement de primes d'achat ?

R. Certainement.

Q. L'avez-vous avec vous ?

R. Je ne l'ai pas là.

Q. Ce n'est pas bien long ?

R. Est-ce que monsieur Machin ne vous l'a pas donnée ? Elle a été préparée par monsieur Machin, hier.

Q. Je vous ai dit hier, et vous me permettrez de vous le répéter aujourd'hui, qu'on n'a pas fait de distinction entre les billets donnés pour la rente foncière, pour la prime d'achat et pour les droits de coupe—et j'aimerais à avoir cette distinction-là ?

R. C'est très bien.

Q. Alors, depuis mil neuf cent, j'aimerais à avoir une liste des billets donnés en paiement des primes d'achat ?

R. Oui.

Q. Donnant le montant, la date, le signataire du billet, les renouvellements, les accomptes et suivant le billet jusqu'à parfait paiement.

R. Donnant l'historique complet du billet.

Q. C'est-à-dire donnant les renseignements que je viens de vous demander?

R. Oui.

Q. Pourriez-vous nous faire la même chose pour les rentes foncières?

R. Pour les rentes foncières c'est plus difficile, parce qu'il va falloir chercher dans la correspondance. C'est une affaire spéciale. Mais cependant, oui, on en viendra à bout.

Q. Maintenant, pouvez-vous nous dire quand-est-ce que le système suivi aujourd'hui d'accepter des billets en paiement de la rente foncière a commencé à être pratiqué pour tout de bon?

R. Ce n'est pas un système à l'heure qu'il est. Quant à la rente foncière, c'est une exception.

Q. C'est une exception?

R. Oui.

Q. Quand a-t-on commencé à faire ces exceptions de la rente foncière?

R. J'ai dit en mil huit cent quatre-vingt-trois.

Q. Il y a le cas de M. Gouin?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, en mil huit cent quatre-vingt-six il y a le cas de madame Hall?

R. Oui, G. B. Hall & Cie. Ensuite, il y a le cas de monsieur Lamontagne.

Q. De Ste-Anne des Monts pour les limites des Escoumains?

R. Oui, dont l'affaire remonte à mil huit cent quatre-vingt-trois et a été réglée en mil huit cent quatre-vingt-dix-sept. Il y en a un autre encore. Il y a M. Fraser & Cie.

Q. De Québec?

R. Oui.

L'honorable M. Weir.—Cette affaire de Lamontagne a été réglée avant les élections de mil huit cent quatre-vingt-dix-sept?

R. Oui, monsieur, je crois.

L'honorable M. Prévost.—Ç'a été réglé par le ministre des terres alors à Montréal?

R. Oui, je crois que c'est monsieur Nantel qui a réglé ça.

L'honorable M. Prévost.—A Montréal?

R. Je crois que oui.

L'honorable M. Prévost.—Vous rappelez-vous si c'est au commencement de mai, avant le 11 de mai de cette année-là, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept?

R. Je crois que oui.

L'honorable M. Prévost.—Vous rappelez-vous que depuis longtemps le

département était en correspondance avec l'acheteur et que le prix de vente a été bien inférieur à celui originellement demandé ?

R. Je sais qu'il y a eu une correspondance à n'en plus finir avec ceux qui étaient propriétaires de la limite des Escoumains et je sais qu'il y a eu une diminution notable, mais je ne peux pas donner le chiffre, mais c'est facile à constater.

L'honorable M. LeBlanc.—N'est-il pas vrai que cela était dû surtout au fait que les bois de fuseaux qui autrefois se vendaient à des prix tout à fait rémunérateurs sont tombés tout à coup ?

R. Cela peut bien être, mais c'est surtout des billots qu'on fait aux Escoumains, des billots de sciage, du bois d'épinette et le bois de fuseaux, ce n'est qu'un accident.

Q. Pardon, Monsieur Taché.—nous sommes en mil huit cent quatre-vingt trois—on ne faisait pas beaucoup de bois d'épinette pour le bois de pulpe dans ce temps-là ?

R. Non, pas pour le bois de pulpe mais pour le bois de sciage.

Q. N'est-il pas vrai que la correspondance fait voir (je vous demande cela, si vous êtes en état d'y répondre, c'est parce que je tiens le renseignement de M. Lamontagne lui-même) cela est dû au fait que M. Lamontagne est venu en mauvaise affaires et dans l'incapacité de rencontrer ses paiements par le fait que le bois de fuseaux, c'est-à-dire le bouleau, qui était en grande demande en Angleterre et rapportait, par conséquent, des prix très rémunérateurs est tombé tout à coup, et que M. Lamontagne qui était organisé pour faire ces bois de fuseaux s'est trouvé tout à coup à avoir toute une grosse organisation sur les bras qui ne lui rapportait rien ?

R. Je ne peux pas dire si c'est cela, mais je sais que monsieur Lamontagne a toujours été embarrassé dans ses affaires parce qu'il ne pouvait réaliser, en temps, les montants sur lesquels il comptait.

Q. Dans tous les cas, son cas est une exception ?

R. Il y a plusieurs cas de ce genre-là.

Q. Avec le cas de monsieur Gouin dont vous avez parlé tout à l'heure ?

R. Oui, et celui de monsieur Fraser.

Q. Parlons du cas de Monsieur Fraser. Quand est-ce que son cas a commencé et quand s'est-il terminé ?

R. Monsieur Fraser, ç'a commencé le quinze janvier, mil huit cent quatre-vingt.

Q. Quand ça-t-il été réglé ?

R. Ç'a été réglé en mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Q. Ça n'était pas à la veille des élections ?

R. Non.

Q. Ç'a été réglé par monsieur Flynn ?

R. Oui, par monsieur Flynn.

Q. Y a-t-il un autre cas que celui de monsieur Fraser que vous auriez présent à la mémoire ?

R. Non, il n'y en a pas d'autres.

Q. Maintenant, aurez-vous la bonté de nous donner un état des billets

donnés en paiement de la rente foncière depuis le premier juin, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept ?

R. Oui.

Q. Vous m'avez donné tout ce qu'il y avait avant, j'aimerais à avoir tout ce qu'il y a après ?

R. Tout ce que j'ai pu trouver.

L'honorable M. Turgeon.—Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux faire un seul état depuis le commencement jusqu'à la fin ?—Je veux dire faire des états séparés pour chacun de ces chefs, les faire séparés, mais complets, depuis le commencement jusqu'à présent.

L'honorable M. LeBlanc.—Je n'ai pas d'objection. Pour les rentes foncières nous avons ce qu'il y a jusqu'à mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, au mois de juin. Pour les primes d'achat, ça commence en mil neuf cent. Maintenant pour les droits de coupe, il faudrait avoir un état qui remonte à l'origine.

R. La liste des billets donnés pour prime d'achat, c'est à dater de mil neuf cent, vous dites ?

Q. A partir de mil neuf cent—et la liste des billets donnés en paiement de la rente foncière, c'est à dater du premier juin, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept ?

R. Il n'y a rien qu'un cas : c'est celui de monsieur H. M. Price. Je n'en connais pas d'autres.

Q. Savez-vous à quelle date, à peu près ?

R. Je ne peux pas dire à quelle date, il y a eu deux billets là-dedans.

Q. Est-ce payé à l'heure qu'il est ?

R. Je ne crois pas—je crois qu'il doit encore un billet.

Q. Pour rente foncière ?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, monsieur, vous avez parlé du cas de monsieur F. X. Dupuis, député ?

R. Oui, monsieur.

Q. Qui se serait porté enchérisseur en mil neuf cent quatre ?

R. Oui.

Q. Y a-t-il plusieurs cas où monsieur Dupuis s'est porté acquéreur ou enchérisseur de certaines limites à bois ?

R. Je n'en connais pas d'autre que celui-là. Vous verrez probablement son nom, une seconde fois, mais c'est comme renouvellement.

Q. C'est la même chose ?

R. Oui.

Q. C'est la limite à bois qu'il a achetée le trente juin, mil neuf cent quatre ?

R. Oui, monsieur, sur le St. Maurice.

Q. Qui lui a été adjugée ?

R. Qui lui a été adjugée et pour laquelle il a donné un billet qui a été renouvelé et qui a été payé le deux février, mil neuf cent cinq, par la "Union Bag & Paper Company," au montant de vingt-six mille cent trois piastres et soixante et neuf centins (\$26,103.69).

L'honorable M. Weir.—Qui est-ce qui était le ministre, dans le temps ?

R. Dans le temps c'était monsieur Parent.

Q. Avez-vous préparé une liste des compagnies américaines, comme je vous l'ai demandé ?

R. Je n'ai pas eu le temps même d'y songer, on a pensé qu'au plus important.

L'honorable M. Gouin.—Vous la mettrez, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

L'honorable M. Turgeon.—Tout sera produit.

L'honorable M. LeBlanc.—Je comprends qu'il y a la question de garder pour les gens de la province de Québec ou ceux qui feront affaires dans la province de Québec les produits de nos forêts, vous comprenez immédiatement l'importance de la question ?

L'honorable M. Weir.—Est-ce que cela tend à hausser les prix d'avoir les compagnies américaines qui viennent ici enchérir sur nos limites ?

R. Ils n'aiment pas beaucoup à venir eux mêmes. Ils aiment mieux se faire représenter par des canadiens pour savoir au juste quelle est la valeur des limites.

L'honorable M. LeBlanc.—C'est-à-dire pour ne pas payer trop cher ?

R. Peut-être, je ne puis le dire, mais cependant lorsque cela passe par deux mains, je crois que le prix revient à plus cher que si l'on eut acheté directement.

Q. Pour ce qui en est de la mise à prix, lors de la vente à l'enchère des limites à bois et la nécessité où se trouve quelquefois le ministre de diminuer cette mise à prix, vous nous avez dit hier que cela dépendait des circonstances et que c'était basé sur des rapports d'inspection quant à la valeur des limites à bois et sur des représentations faites au ministre ?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous nous donner la nature des représentations qui auraient été faites au ministre, dans les deux dernières ventes des limites à bois, pour l'avoir amené à baisser la mise à prix dans cette vente à l'enchère ?

R. Ces représentations ont du être faites au ministre lui-même.

Q. Vous n'en connaissez pas la nature ?

R. Je n'en connais pas la nature, non. Excepté que cette mise à prix est faite par le ministre lui-même. Il prend les rapports qu'on lui donne et s'il croit que la mise à prix dans un cas doit être à tel chiffre il peut aussi bien dans le cours de la séance s'apercevoir qu'il est dans l'erreur et la baisser.

Q. Maintenant, monsieur, est-il à votre connaissance que dans un grand nombre de cas, l'acquisition de limites à bois par un enchérisseur quelconque devenu propriétaire, par le fait même, de la limite a été transportée à un tiers acquéreur ?

R. Oui, dans bien des cas.

Q. Dans bien des cas ?

R. Oui.

Q. Avez-vous quelque chose dans le département qui puisse nous indiquer la considération de la vente du premier acquéreur au deuxième acquéreur ?

R. C'est-à-dire le profit que peut faire le premier enchérisseur sur celui qui a obtenu la licence en dernier lieu, c'est ça que vous voulez dire, n'est-ce pas ?

L'hon. M. LeBlanc.—Oui.

R. Nous n'avons rien de ça.

Q. Ne croyez-vous pas que ce serait de nature à aider le ministre à établir sa mise à prix en lui faisant mieux connaître la valeur, marchandise réelle, des limites situées dans la même position ?

R. Je ne crois pas que cela fasse de différence en ce qui regarde les ventes faites par le département. Comme je vous l'ai déjà dit, ce qui est vendu par un particulier à un autre particulier a toujours une plus grande valeur que ce qui est vendu par le gouvernement à un particulier et cela pour toute espèce de transactions, soit des lots, soit des droits de pêche, soit la coupe du bois, c'est la même chose.

Q. Avez-vous des renseignements relativement à cet achat de limites considérables par monsieur Breakey en mil neuf cent cinq ?

R. Près de La-Tuque, oui monsieur. Il y a une exploration faite par monsieur Bureau.

Q. C'est dans le rapport des terres de la Couronne ?

R. Oui.

Q. L'étendue des limites et le montant payé ?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, avez-vous eu connaissance du fait que cette limite a été revendue ?

R. Oui, certainement.

Q. Savez-vous pour quel prix ?

R. Non, je ne sais pas même à qui. La transaction n'est pas complète même, parce qu'il leur faudra nous payer le bonus. Le bonus n'a pas été payé.

Q. Voulez-vous dire la prime d'achat ?

R. Il y a la prime de transfert, il y a une prime pour les transferts, du moment que la limite est vendue à quelqu'un. C'est ce qu'on appelle le bonus. Ce transfert est sujet à un honoraire de quatre piastres par mille ; c'est ce que nous appelons le bonus, le bonus de transfert.

Q. A part la prime d'achat ?

R. A part la prime d'achat.

Q. La prime d'achat a-t-elle été payée là-dessus ?

R. Oui, oui.

Q. Par billets ?

R. Oui.

Q. Ces billets-là sont-ils encore dus ?

R. Non, ils sont tous payés. Je les ai donnés dans la liste produite en premier lieu.

Q. Si la transaction a été terminée, vous ne le savez pas ?

R. Nous devrions le savoir aussitôt qu'elle sera terminée parce que ces messieurs ne peuvent pas transférer une limite sans que ce transfert soit reconnu au département.

L'hon. M. Turgeon.—C'est-à-dire que le bonus du transfert est un honoraire d'enregistrement exigé par le département des terres ?

R. Oui, monsieur.

L'hon. M. LeBlanc.—Savez-vous qui est-ce que c'est qui a acheté ?

R. Non, je ne sais pas.

Q. Pas même officieusement ?

R. Officieusement, on m'a dit que la " Burgess Sulphide Company " était en pourparlers à ce sujet là.

Q. La " Burgess Sulphide Company " de Berlin Falls, Vt. ?

R. Oui, monsieur. On m'a dit ça.

Q. Vous ne le savez pas officiellement ?

R. Non, ni même d'une manière positive. Je l'ai su comme au vol.

Q. A part de monsieur Dupuis, y a-t-il d'autres députés de cette Chambre qui se sont portés acquéreurs ?

R. Oui,—je ne me rappelle pas bien—mais à cette dernière vente-là, monsieur Gillies est un de ceux qui ont acheté des limites.

Q. Monsieur Gillies est un marchand de bois qui a succédé à son père ?

R. Oui.

Q. Y en a-t-il d'autres ?

R. Il y a un monsieur Petit, aussi.

Q. Monsieur Petit est un autre marchand de bois ?

R. Il y a monsieur Kaine, je crois, aussi.

Q. Monsieur Kaine est un marchand de bois ?

Hon. M. Kaine,—Yes, I regret to say I am.

L'hon. M. LeBlanc, à part de monsieur Kaine ?

R. Je ne me rappelle pas d'autres.

Q. Monsieur Kaine, monsieur Gillies et monsieur Petit sont des marchands de bois réguliers ?

R. Oui, oui.

Q. Monsieur Dupuis est un marchand de bois irrégulier—un avocat pratiquant ?

L'hon. M. Gouin.—J'objecte à la question.

M. le Président décide que la question peut être posée.

Q. Monsieur Dupuis est un marchand de bois irrégulier, un avocat pratiquant ?

R. Monsieur Dupuis semblait agir pour un autre dans cette affaire-là. Il était tout simplement J'ai le mot anglais—il agissait *in trust*.

Q. Est-ce qu'il a déclaré, avant de se porter acquéreur, qu'il se portait acquéreur pour un autre ?

R. Je crois que oui, mais pas à moi, par exemple.

Q. Avez-vous quelque chose dans le procès-verbal de cette vente-là ?

R. Non, non, rien.

Q. Qui vous permette de le constater ?

R. Non.

Q. Mais ça été la rumeur, dans le temps ?

R. Oui, monsieur.

Q. Les droits de coupe pour les opérations de l'an dernier, l'année fiscale terminée le trente juin mil neuf cent six, ont-ils été payés ?

R. Tous payés.

Q. Par billets ?

R. En argent et une partie aussi par billets pour le bois resté en rivière. Le restant a été payé en argent.

Q. Et en billets a être rencontrés à échéance ?

R. Si vous parlez de l'année finissant le trente juin mil neuf cent six, ça été rencontré à échéance. C'est payé.

Q. Tous les billets sont payés ?

R. Tout est réglé.

Q. Pourriez-vous nous donner un état des droits de coupe payés, l'an dernier ?

R. Oui,

Q. Et il y a deux ans ?

R. Oui.

Q. Disons dans les trois dernières années, pour pouvoir suivre la valeur des transactions et des opérations dans les derniers temps, pour juger un peu de l'avenir quant au revenu de la Province.

R. Vous pouvez comparer cela, il y a un état comparatif, dans le rapport du ministre, qui l'indique.

Q. Maintenant y a-t-il des billets donnés en paiement, soit des droits de coupe ou de primes d'achats ou de rentes foncières qui, à l'heure qu'il est, ne sont pas encore payés ?

R. De quelle année parlez-vous.

L'honorable M. Leblanc.—Cette année ?

R. L'année mil neuf cent six, pour l'année qui est en cours, il n'y a rien. encore, le moment de payer n'est pas encore arrivé.

Q. Disons pour les opérations jusqu'au trente de juin, mil neuf cent six.

R. En ce qui regarde les droits de coupe, comme je l'ai déjà dit, tout est payé. Il n'y aurait que pour certaines primes sur lesquelles il reste une balance due encore par billets. Je crois qu'il y a quatre de ces billets. Un de la "Sherbrooke Lumber Company", un de la "Chicoutimi Lumber Company," et un autre de monsieur H. M. Price et un quatrième dont je ne me rappelle pas.

Q. Vous avez déjà été entendu il y a quelques années devant le comité des comptes publics en rapport avec le système suivi quant au contrôle des droits de coupe à être payés, pour ce qui s'est fait à Trois-Rivières ?

R. Oui.

Q. En rapport avec le contrôle des droits de coupe par les employés du département ou autrement, c'est le même système depuis ce temps-là, n'est-ce pas ? Rien n'a été changé ?

R. Non, rien n'a été changé, excepté que la surveillance est encore plus active et qu'il y a de plus un garde-forestier qu'il n'y avait pas dans le temps, je veux dire qu'il y a un surintendant des gardes-forestiers qu'il n'y avait pas dans le temps. Il y a plus de gardes-forestiers et il y a de plus un surintendant des gardes-forestiers.

Q. L'étendue du territoire sous licence de coupe de bois est beaucoup plus considérable aussi maintenant ?

R. Ah ! oui. Dans cet état comparatif auquel j'ai fait allusion il y a un instant, vous verrez aussi l'augmentation, année par année, dans la superficie sous licence.

L'honorable M. Turgeon.—Au sujet du St-Maurice, vous avez dit tout-à-l'heure que la surveillance était plus active pendant ces dernières années ?

R. Oui.

Q. Le ministre actuel a-t-il pris des mesures spéciales à ce sujet ?

R. Oui, il a envoyé trois gardes-forestiers spéciaux pour faire un examen de toutes les opérations, non seulement les opérations par mesurages partiels, mais même un examen complet de toutes les opérations dans le St-Maurice.

Q. Quels sont leurs noms ?

R. Il y a monsieur Turgeon.

Q. Quel Turgeon ?

R. L'agent des bois et des terres de Bellechasse.

Q. Monsieur Sweezy aussi ?

R. Monsieur Sweezy, un garde-forestier très-bien connu et qui a été employé par les marchands de bois depuis très longtemps, et un troisième dont je ne me rappelle pas le nom. M. Hamilton.

Q. Tous des hommes d'expérience ?

R. Tous des hommes d'expérience.

Q. Et qui ont été chargés de faire un relevé complet de toutes les opérations forestières dans la région du St-Maurice ?

R. Oui, et non-seulement quant à la quantité, mais aussi quant à la qualité et aux dimensions, parce que les règlements exigent qu'on ne coupe pas certains bois en dessous de certaines dimensions et ces messieurs avaient mission de voir à ce qu'on ne vint pas outrepasser les limites fixées par le règlement à ce sujet-là.

Interrogé par l'honorable M. GOUIN :

Q. Vous avez été nommé en quelle année au département des Terres ?

R. Comme député ou assistant, vous voulez dire ?

L'hon. M. Gouin.—Comme chef du département des terres.

R. En septembre, mil huit cent soixante et neuf.

Q. Qui était alors premier ministre ?

R. Monsieur Chauveau.

Q. Qui était ministre des Terres ?

R. Monsieur Beaubien.

Q. Et vous êtes resté au département jusqu'à aujourd'hui ?

R. Oui.

Q. Sans interruption ?

R. Sans interruption.

Q. Voulez-vous nous dire les noms des ministres sous lesquels vous avez agi, depuis ce temps là ?

R. D'abord, monsieur Beaubien.

Q. Par l'hon. M. LeBlanc.—Quel monsieur Beaubien ?

R. Qui était représentant du comté de Montmagny.

Q. Par l'honorable M. LeBlanc.—Pas monsieur Louis Beaubien, de Montréal ?

R. Non, pas celui de Montréal, le docteur Beaubien, de Montmagny.

Q. Ensuite ?

R. Monsieur le docteur Fortin, le commandant Fortin, l'honorable M. Mailhot, Monsieur Garneau, feu l'honorable Pierre Garneau, l'honorable François Langelier, l'honorable monsieur Marchand, feu l'honorable F. G. Marchand, ancien Premier Ministre de la Province. L'honorable monsieur Flynn. Ensuite l'honorable monsieur Lynch. Ensuite l'honorable monsieur Garneau, sous le ministère Mercier, par intérim, monsieur Ross, l'honorable monsieur David Ross, député de Québec-Centre, et par intérim aussi, monsieur Turcotte, de Trois-Rivières. Ensuite l'honorable monsieur Duhamel, et ensuite l'honorable monsieur Flynn, de nouveau, ensuite l'honorable monsieur Nantel, et ensuite l'honorable monsieur Parent et ensuite l'honorable monsieur Turgeon.

Q. Voulez-vous dire quand cette question de mise à prix dont vous avez parlé a été établie dans votre département pour la vente des limites à bois ?

R. Elle a été établie dès le commencement, quand on a commencé à vendre à l'enchère.

Q. Quand a-t-on commencé à vendre à l'enchère ?

R. En mil huit cent soixante-et-treize.

Q. Est-ce que vous donniez la mise à prix avant l'enchère ?

R. Au commencement. Dans le commencement, on mettait la mise à prix publique.

Q. Depuis quand l'avez-vous gardé secrète ?

R. C'est depuis mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

Q. C'est monsieur Parent qui a changé ça ?

R. C'est monsieur Parent qui a changé ça.

A la page 473 de l'Appendice B, ligne 31ème, au lieu de : Audessus lire : Audessous.

L'honorable M. LeBlanc.—En êtes-vous sûr ?

R. Il me semble que oui parce cette mise à prix était toujours un peu arbitraire.

Q. Voulez-vous faire un état de ça ?

R. Oui, quand le relevé de monsieur LeBlanc sera fait je crois qu'il pourra constater ce fait.

Q. Avant mil huit cent soixante-et-treize, sous M. Beaubien et M. Fortin, comment vendiez-vous les limites à bois ?

R. Elles étaient généralement vendues de gré à gré.

Q. Dans le cabinet du ministre ?

R. Oui.

Q. Sans aucune annonce ?

R. Sans aucune annonce.

Q. Ça ne se vendait pas cher ?

R. Non, ça ne se vendait pas cher, pour le sûr.

Q. Combien ça se vendait-il à peu près ?

R. Dans Gaspé, disons, ou il a été vendu dernièrement des limites de deux cent cinquante piastres, il y en a qui se sont vendues cinquante centins (\$0.50) du mille.

Q. A qui ?

R. A monsieur Lowndes. Ce n'était pas plus que quatre piastres.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas eu des limites qui ont été données pour rien sous ce régime-là ?

R. Certainement pas sous ce régime-là.

Q. Depuis que vous êtes au département ?

R. Depuis que je suis au département ? Je crois que dans l'agence de Gaspé, pour quelques-unes de ces limites-là, il n'a pas été payé de bonus ; je crois qu'il n'y a pas eu de primes ; mais cela devait être avant mon temps, en mil huit cent soixante et huit.

Q. On demandait aux marchands de bois de vouloir bien accepter les limites gratuitement ?

R. Oui, parce que personne n'en voulait.

Q. Maintenant, en parlant de Gaspé—vous rappelez-vous des limites Robitaille, combien ça été vendu, ça ?

R. Ça été vendu huit piastres du mille.

Q. En quelle année ?

R. En mil huit cent soixante-douze.

Q. Qui était premier ministre dans ce temps-là ?

R. Dans ce temps-là, c'était l'honorable monsieur Chauveau.

Q. Qui était le Ministre des Terres ?

R. Monsieur Beaubien.

Q. Quand ça se vendait cinquante cents ou huit piastres, il ne devait pas être question de billets, naturellement ?

R. Non.

Q. Vous nous avez donné une liste des ventes où les acquéreurs n'avaient donné ni billets, ni argent ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il y a eu d'autres ventes qui ont été faites, ou il n'y a eu ni argent, ni billet de donné ?

R. Certainement qu'il y en a eu. On a reconnu de ces transactions-là et on a permis de racheter les droits en payant les arrérages.

Q. Connaissiez-vous les limites de la rivière Madeleine, dont les messieurs Ross sont devenus les possesseurs ?

R. Oui.

Q. Combien ont-ils payé pour ça ?

R. Ils ont payé quatre piastres, je crois.

Q. En quelle année ?

R. En mil huit cent soixante et douze ou en mil huit cent soixante et onze, je crois.

Q. Quel était le nom de ce monsieur Ross ?

R. C'était monsieur Vachon à qui on a fait la vente, mais monsieur Vachon n'était que le représentant de monsieur Ross, monsieur Frank Ross.

Q. Qu'est-ce que c'était que monsieur Frank Ross—était-il dans la politique ?

R. Non, il était marchand.

Q. Il avait un frère qui était sénateur, je crois.

R. Il avait un frère qui a été sénateur.

Q. Il était dans le commerce de bois, il était dans la maison ?

R. Oui, monsieur.

Q. Comme il y avait un monsieur Price qui était sénateur, aussi, et qui était dans la maison, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Ces limites ont été payées quatre piastres ?

R. Oui.

Q. Naturellement, il n'y a pas eu de billets donnés pour ça ?

R. Ah ! non.

Q. Par M. Kelly.—Les limites Ross, est-ce qu'elles ont été forfaites et revendues de nouveau ?

R. Une partie. Ils ont abandonné une partie de leurs limites, et ils en ont repris ensuite à l'enchère, deux. Ils n'ont payé que six piastres, je crois, du mille.

L'honorable M. Gouin.—Vous dites que vous n'avez jamais perdu d'argent avec vos billets ?

R. Non.

Q. A part ces quelques réductions qui ont été faites dans le règlement de Vermette ?

R. Oui, et d'autres comme ceux que je viens de citer.

Q. Quel avait été le prix des limites payées par.....

R. Ce sont des limites qui ont été vendues avant la Confédération. Ça ne devait pas dépasser deux piastres.

Q. Et en mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, dans le mois de mai, il y a eu un règlement pour les arrérages de rentes foncières et de la prime ?

R. Pas de la prime. De la rente foncière et des droits de coupe. Il y a eu une réduction considérable qui a été faite pour lui permettre de reprendre ses limites ?

Q. A qui ?

R. A monsieur Vermette.

Q. Vous savez que Vermette a vendu les mêmes limites quelque temps après ?

R. Je crois que oui, mais je ne puis le dire.

Q. Vous ne connaissez pas le prix ?

R. Non.

L'honorable M. Weir.—A quelle date monsieur Vermette a-t-il revendu cette propriété-là ?

R. Un an après, je crois.

L'honorable M. Gouin.—Pour résumer la situation : Vous dites que c'est

monsieur Marchand qui, le premier, pour régulariser la tenue de livres, a exigé que lors de la mise en vente des limites à bois, si l'argent n'était pas prêt immédiatement, qu'un billet serait donné par l'acquéreur ?

R. Oui, et que ce billet serait escompté à la banque.

Q. Depuis cette époque vous n'avez fait aucune perte ?

R. Aucune perte.

Q. Avant mil neuf cent, lorsque les ventes se faisaient il y avait quelque fois des billets de donnés ?

R. Oui, ça, c'était l'exception—rarement.

Q. Quelque fois, il y avait de l'argent de donné ?

R. Toujours.

Q. Quelque fois il n'y avait ni argent.....

R. Quand je dis toujours—ordinairement, la plupart des enchères se payaient comptant, mais il en restait beaucoup pour lesquelles on ne recevait rien du tout.

Q. Avant mil neuf cent, quelque fois, les acquéreurs donnaient des billets pour le prix de la prime ?

R. Oui, comme exception.

Q. Et quelquefois, les acquéreurs payaient comptant ?

R. Oui.

Q. D'autres fois, ils ne payaient pas comptant et ils ne donnaient pas de billet ?

R. Non, comme vous le dites.

Q. Et d'autres fois, dans certains cas que vous avez mentionnés, ils n'avaient pas à donner de billet ni d'argent parce qu'ils avaient les limites pour rien ?

R. Antérieurement à tout ça, oui monsieur, c'est-à-dire avant mil huit cent soixante et sept.

Q. Cette clause 1319 des Statuts refondus qui nous donne partie de la loi des terres quant aux billets,—il n'y a rien dans cette clause-là qui vous autorise particulièrement à prendre des billets ?

R. Non.

Q. Il est simplement dit que lorsque vous prendrez des billets ou des reconnaissances les privilèges de la Couronne ne seront en aucune façon affectés par cela ?

R. Oui.

Q. Il n'y a rien là qui défende de prendre des billets pour payer la rente foncière ?

R. Non.

Q. Ni pour les primes sur les ventes de limites ?

R. Non.

Q. Et cela a été une règle absolue, constante, comme vous l'avez dit tantôt, suivie dans le département, de la façon que vous avez expliquée ?

R. Oui, monsieur.

Interrogé par l'honorable M. LEBLANC :

Q. Pouvez-vous nous dire pourquoi les limites à bois vendues à monsieur Robitaille, dans le comté de Bonaventure, pour huit piastres du mille, et celles vendues à la rivière Madeleine pour quatre piastres du mille à monsieur Vachon, ont été vendues pour ces prix-là, lorsqu'aujourd'hui elles valent beaucoup plus que ça ?

R. Comme je vous l'ai dit, cette valeur a augmentée considérablement.

Q. Pourquoi ?

R. A cause du prix plus grand de la matière première qu'on obtient.

Q. C'est-à-dire que dans le temps de ces concessions-là à huit piastres et à quatre piastres du mille, le bois de pulpe qui fait surtout aujourd'hui la valeur des limites en question, ne valait à peu près rien ou presque rien ?

R. Dans ce temps-là, on ne faisait pas de bois de pulpe.

Q. Tandis qu'aujourd'hui c'est un des bois les plus précieux de nos forêts ?

R. Certainement.

Q. Voulez-vous nous dire, combien il y a de limites à bois sous licence et non exploitées dans la province ?

R. C'est impossible de vous dire cela.

Q. A peu près ?

R. C'est impossible de vous dire cela.

Q. Pourriez-vous en consultant les rapports de votre département nous donner un état de cela ?

R. Pour cela, il faudrait référer la chose aux agents pour leur demander d'examiner les retours de chacun des marchands de bois dans chacune de leurs circonscriptions pour désigner au juste sur une carte—les endroits qui ont été exploités durant la précédente saison. Ce n'est pas facile à définir mais les agents pourraient le faire.

Q. N'est-il pas vrai que vous savez pertinemment qu'à l'heure qu'il est il y a des quantités considérables de limites à bois non exploitées ?

R. Oui, et tant mieux parce qu'elles sont mieux gardées en étant sous licence que si elles étaient laissées à l'abandon. Au moins il y a des gardiens pour voir à ce que le feu, les incendies ne les dévastent pas.

Q. Les gardiens des marchands de bois, intéressés, des propriétaires ?

R. Oui.

Q. Pourriez-vous nous procurer, si ce n'est pour cette session-ci au moins pour la session prochaine, le renseignement que je viens de vous demander, à savoir qu'elle est l'étendue, quel est le nombre d'acres, de limites à bois non exploitées maintenant dans la province de Québec ?

R. Oui.

Q. Pourriez-vous nous dire maintenant, d'une manière approximative, l'étendue de forêts disponibles pour être concédées comme limites à bois sous licence ?

R. La superficie vacante des terres de la Couronne.

L'hon. M. LeBlanc.—C'est-à-dire la superficie des terres de la Couronne comportant des forêts exploitables et par conséquent marchandes et en disponibilité maintenant. Pouvez-vous nous donner ça ?

R. C'est une affaire assez difficile à arranger, mais si monsieur le ministre croit qu'on doive le faire, on le fera, mais vous comprenez, avec la besogne que monsieur LeBlanc vient de nous donner.....

L'honorable M. Gouin.—Vous en ferez autant que vous pourrez.

R. Il faudrait qu'on néglige certains devoirs.

L'honorable M. Turgeon.—Je comprends que monsieur LeBlanc ne demande pas ça pour avant la prochaine session.

L'honorable monsieur LeBlanc.—Est-ce qu'il n'y a pas certains départements ou certains bureaux qui ne sont aucunement concernés dans la question des billets donnés en paiement des droits de la Couronne et qui pourraient peut-être nous donner le renseignement que je viens de vous demander en dernier lieu ?

R. Comme de raison, il y a les employés de la branche des Bois et Forêts qui peuvent donner ce renseignement, mais ils ont tous leur devoir à remplir. Il y a la correspondance et toutes espèces de choses à voir. Quant à préparer ces données pour à présent ce n'est pas possible.

L'honorable M. LeBlanc.—Du moment que vous déclarez que cela n'est pas possible....

R. Je vous l'assure.

Q. Voudrez-vous nous préparer cela pour la prochaine session, si ce n'est pas pour nous autres, au moins pour ceux qui nous succéderont ?

R. Oui, monsieur.

Il est proposé par l'honorable monsieur Turgeon, secondé par l'honorable monsieur LeBlanc, que ce comité s'ajourne maintenant au lendemain, à dix heures de l'avant-midi.

Cette motion est adoptée.

Le comité s'ajourne alors au lendemain, 14 mars 1907, à dix heures de l'avant-midi.

Certifié.

(Signé)

F. L. DESAULNIERS,

Greffier.

Québec, 14 mars 1907.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS.

Jeudi, 14 mars 1907.

Présents les honorables MM. Turgeon, Gouin, LeBlanc, et MM. Dion, Gillies, Gosselin, Kelly, Laferté, Morin et Neault.

En l'absence de l'honorable M. Weir, l'honorable M. Turgeon prend le fauteuil.

M. S. Dufault, sous-ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries comparaît devant le comité et est assermenté par le président.

Interrogé par l'honorable M. LEBLANC :

Q. M. Dufault, avez-vous au mois d'avril 1906, reçu un cablegramme soit de Paris ou de Bruxelles de la part de l'honorable ministre de votre département, demandant de lui envoyer de l'argent ?

R. Je ne me rappelle pas la date précise, mais on a reçu une semblable demande.

Q. Auriez-vous la bonté de produire une copie de cette dépêche comme exhibit numéro 10 ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous y joindre un état des sommes que le ministre avait prises au département pour défrayer les dépenses de son voyage, antérieurement à cette dépêche. Exhibit 11 ?

R. Oui.

M. E. E. Taché, sous-ministre des Terres et Forêts comparaît de nouveau devant le comité, et son interrogatoire est continué comme suit :

Interrogé par l'honorable M. LEBLANC :

Q. M. Taché, j'ai examiné l'état, appendice numéro 17, à la page 32 du rapport général du ministre des Terres et Forêts, pour l'année expirant le trente juin, mil neuf cent six, et je ne vois pas qu'il soit possible d'avoir le renseignement que je désirais avoir, savoir : l'étendue du territoire actuellement sous licence de coupe de bois, maintenant exploité, et l'étendue du territoire sous licence de coupe de bois non encore exploité. Auriez-vous la bonté de me procurer ce renseignement ?

R. Oui, nous allons envoyer une circulaire demandant ce renseignement pour la saison de 1906-1907, et nous allons aussi adresser une circulaire à tous les marchands de bois leur demandant de nous donner le même renseignement.

Q. Ce renseignement aurait dû nous être donné déjà, n'est-ce pas ?

R. Non, monsieur, il n'a jamais été demandé.

Q. Quand pensez-vous que nous pourrions avoir le renseignement en question ?

R. A la session prochaine.

Q. Pendant la vacance ?

R. Pendant la vacance, certainement.

Q. A quelle époque croyez-vous que vous aurez le renseignement voulu ?

R. Je crois que dans un mois d'ici nous devrions l'avoir.

Q. Serait-ce trop vous demander que de m'envoyer une lettre me donnant le renseignement voulu lorsque vous l'aurez ?

R. Si monsieur le ministre le permet.

Et le comité se lève.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la traduction fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

EXHIBIT No 1.—PRODUIT PAR M. MACHIN

BILLETS envoyés par le département des terres et forêts au trésorier de la province, pour être escomptés depuis le 30 juin 1900 au 22 mai 1904.

NOM.	MONTANT.	DATE.	ECHÉANCE.	Combien de fois renouvelé.	QUAND PAYÉ.
W. C. Edwards Co., Ltd.	\$ 35,363 45	30 juin 1900...	3 oct. 1900 ..	.....	3 oct. 1900.
M. J. O'Brien.....	25,216 66	26 juin 1901...	29 juillet 1901..	1	29 oct. 1901.
do	29,741 87	do	29 sept. 1901..	1	15 déc. 1901.
W. H. Davis.....	84,000 00	27 do	30 do	1	3 février 1902.
La Cie de Pulpe Métabetchouan.	4,486 96	28 do	31 juillet 1901..	.....	31 juillet 1901.
W. C. Edwards.....	10,000 00	29 do	2 oct. 1901.....	.....	1er oct. 1901.
M. P. Davis.....	3,692 53	19 juin 1902...	22 août 1902..	1	26 sept. 1901.
					24 oct. 1902.
W. C. Edwards & Co.....	30,000 00	31 mai 1902...	3 oct. 1902....	.....	3 do
La Cie de Pulpe Péribonca.....	1,759 00	25 juin 1902 ..	13 juillet 1902..	.....	13 juillet 1902.
W. C. Edwards & Co.....	15,000 00	31 mai 1903...	3 sept. 1903 ..	.....	3 sept. 1903.
do	28,000 00	do	3 oct. 1903 ..	.....	3 oct. 1903.
"The Riordan Paper Mills Co., Ltd".....	12,440 10	23 juin 1903...	26 juillet 1903..	.....	26 juillet 1903.
"The Riordan Paper Mills Co., Ltd".....	12,463 80	do	3 août 1903. ....	.....	3 août 1903.
Horacy Graham & Raymond Dand	12,106 27	18 do	21 juillet 1903..	1	21 sept. 1903.
La Cie de Pulpe de Chicoutimi..	25,002 53	29 do	1er nov. 1903..	5	6 juillet 1905.
La "Sherbrooke Lumber Co."..	61,542 17	do	2 oct. 1903.	2	31 janvier 1904.

EXHIBIT No 2

LISTE des billets reçus, par le département du trésorier, du département des terres de la Couronne, qui ont été escomptés et qui n'ont pas été renouvelés mais ont été payés à échéance.

Date du billet.	Date de l'échéance.	Faiseur.	Montant.	Date du paiement.
30 juin 1900.	3 oct. 1900.	" W. C. Edwards & Co.".....	\$ 35,363 45	3 oct. 1900.
28 do 1901.	31 juillet 1901.	Pulpe de Metabetchouan.....	4,488 96	31 juillet 1901.
27 do do	2 oct. do	" W. C. Edwards & Co.".....	10,000 00	5 oct. do
31 mai 1902.	3 oct. 1902.	do	30,000 00	3 oct. 1902.
25 juin do	13 juillet do	Cie de Pulpe de Peribonka.....	1,759 00	13 juillet do
31 mai 1903.	3 sept. 1903.	" W. C. Edwards & Co.".....	15,000 00	3 sept. 1903.
31 do do	3 oct. do	do	28,000 00	3 oct. do
23 juin do	26 juillet do	" Riordan Paper Mills Co.".....	12,440 10	26 juillet do
23 do do	3 août do	do	12,463 80	3 août do
23 mai 1904.	4 sept. 1904.	" W. C. Edwards & Co.".....	10,000 00	4 sept. 1904.
13 juin do	16 juillet do	" Riordan Paper Mills Ltd.".....	10,511 22	16 juillet do
13 do do	26 do do	do	10,511 22	26 juillet do
15 do do	18 sept. do	" Saguenay Lumber Co.".....	3,652 16	18 sept. do
15 do do	18 do do	Succession Frank Dudley.....	2,173 95	18 do do
21 do do	24 oct. do	John Breaky.....	1,310 00	24 oct. do
29 do do	12 juillet do	Moulins de la Baie des Chaleurs....	2,295 90	12 juillet do
29 do do	1 août do	W. H. Davis.....	10,000 00	1 août do
29 do do	2 oct. do	do	8,513 55	2 oct. do
30 do do	2 sept. do	Bazile Neron.....	202 40	2 sept. do
29 do do	1 do do	Drouin Frères.....	520 89	1 do do
29 do do	2 oct. do	do	520 89	2 oct. do
29 do do	1 nov. do	do	520 90	1 nov. do
28 do 1905.	31 août 1905.	" W. C. Edwards & Co.".....	15,000 00	31 août 1905.
28 do do	1 oct. do	do	15,000 00	1 oct. do
10 do do	13 sept. do	Telephore Piché.....	859 87	13 sept. do
15 do do	18 oct. do	" Battle Island Paper Co.".....	4,000 00	18 oct. do
28 do do	31 oct. do	" W. C. Edwards & Co.".....	30,000 00	31 oct. do
29 do do	1 nov. do	" H. M. Price & Co.".....	841 79	31 août do
22 do do	25 déc. do	Moulins de la Baie des Chaleurs....	504 64	25 déc. do
22 do do	25 déc. do	John Breaky.....	75,989 34	25 do do
14 do 1906.	17 sept. 1906.	" W. C. Edwards & Co.".....	10,000 00	17 sept. 1906.
14 do do	17 oct. do	do	15,000 00	17 oct. do
14 do do	17 nov. do	do	20,000 00	17 nov. do
26 do do	29 sept. do	" Battle Island Paper Co.".....	5,000 00	29 sept. do
25 do do	9 juillet do	" Riordan Paper Mills Ltd.".....	14,738 02	9 juillet do
28 do do	31 do do	J. P. Mullarkey.....	805 00	26 juillet do

EXHIBIT No 2a.—PRODUIT PAR M. MACHIN.

Liste des billets reçus, par le département du trésorier, du département des terres de la Couronne, depuis le 30 juin 1900 au 30 juin 1906 qui ont été escomptés et renouvelés de temps à autre.

Faiseur.	Montant.	Date.	Echéance.	Nombre de renouvellements.	Quand payé.
M. J. O'Brien.....	\$ 25,216 66	26 juin 1901..	29 juillet 1901.	1	29 octobre 1901.
do	29,741 87	26 " " "	29 sept. " "	1	15 décembre 1901.
W. H. Davis.....	84,000 00	27 " " "	30 sept. " "	1	3 février 1902.
M. P. Davis.....	3,692 33	19 " " 1902.	22 août 1902.	1	26 septembre et 24 octobre 1902.
Harvey, Graham & Raymond Dand..	12,106 27	18 " " 1903.	21 juillet 1903.	1	21 septembre 1903.
La Cie de Pulpe de Chicoutimi.....	25,002 53	29 " " "	1 nov. " "	3	6 juillet 1905.
" Sherbrooke Lumber Co".....	61,542 17	29 mai " "	2 octobre " "	2	31 janvier 1904.
do	10,000 00	23 " " 1904..	18 sept. 1904.	1	22 janvier 1905.
" W. C. Edwards & Co.".....	20,000 00	23 " " "	4 octobre " "	1	1 février 1905.
do	7,246 30	23 juin 1904.	26 août " "	1	28 novembre 1904.
" The Calhoun Lumber Co.".....	6,000 00	30 " " "	2 nov. " "	1	2 " "
" Battle Island Paper Co.".....	18,067 29	23 " " "	26 octobre " "	1	29 décembre " "
H. M. Price.....	1,388 19	29 " " "	1 août " "	12	23 juin 1906.
La Cie de Pulpe Metabetchouan..	4,000 00	22 " " "	25 octobre " "	1	28 janvier 1905.
N. Piché & Fils.....	245 04	30 " " "	2 nov. " "	1	8 décembre 1904.
Basile Neron.....	26,108 00	30 " " "	3 " " "	1	2 février 1905.
F. N. Dupuis.....	2,133 13	21 " " 1905..	24 oct. 1905.	4	8 août 1906.
" R. H. Klock & Co.".....	72,184 43	29 " " "	1 nov. " "	6	Réduit à \$25,000, échéance 25 mars 1907.
" Sherbrooke Lumber Co.".....	2,699 51	29 " " "	1 janv. 1906.	7	2 janvier 1907.
La Cie. Pulpe de Chicoutimi.....	72,405 12	22 " " "	25 déc. 1905.	2	29 juin 1906.
John Breakey.....	12,520 43	22 " " "	25 " " "	1	22 mars 1906.
do	1,426 00	29 " " "	2 octobre " "	1	30 juin 1906.
John Champoux.....	19,965 75	28 " " "	31 déc. " "	2	Réduit à \$1,500 échéance 24 mars 1907.
Lefebvre & Malon.....	2,000 00	15 " " 1906..	18 sept. 1906.	2	27 février 1907.
H. M. Price.....	14,004 00	22 " " "	25 octobre " "	1	27 " "
Lefebvre & Malon.....	12,932 00	22 " " "	25 " " "	1	Réduit à \$11,700, échéance 27 mars 1907.
do	11,778 02	20 " " "	23 déc. " "	1	Plein montant échu 15 avril 1907.
La Cie. Pulpe de Chicoutimi.....	134,616 00	28 " " "	1 octobre " "	2	21 novembre 1906.
J. P. Mullarkey.....	683 75	29 " " "	1 sept. " "	1	4 mars 1907.
" The Charlevoix Lumber Co.".....	2,078 73	30 " " "	2 nov. " "	2	
Cie Moulins de la Baie des Chaleurs.					

EXHIBIT No 3.

Billets envoyés au département du trésorier pour perception et non escomptés.

Dates.	Noms.	Montants.	Notes.
20 oct. 1899	" H. M. Price & Co.".....	\$ 4,193.21	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
20 janv. 1900	do	2,193.21	do
30 mars "	do	1,111.21	do
25 avril "	Gagnon & Frère.....	538.11	do au dépt. des T. M. et P.
22 mai "	" A. A. Snell & Co.".....	16,216.47	Payé
" " "	" E. B. Eddy & Co.".....	2,981.30	do
" " "	J. R. Booth.....	6,445.17	do
" " "	do	23,252.26	do
" " "	"Charlemagne & L. Ouareau L. Co."	2,133.09	do
" " "	L. Villeneuve & Co.	2,621.28	do
" " "	" H. M. Price & Co.".....	611.21	do
25 juillet "	B. A. Scott.....	2,000.00	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
" " "	do	4,207.40	do do
1 juin 1901	" Hull Lumber Co.".....	27,735.22	Payé
3 déc. "	" H. M. Price & Co.".....	1,444.31	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
28 avril 1902	Gagnon & Frère.....	1,134.06	do do
6 juin "	" Price Bros.".....	5,099.08	Payé
" " "	" Fraser Co.".....	3,000.00	do
" " "	" A. H. Scougall ".....	710.43	do
" " "	"Charlemagne & L. Ouareau L. Co."	2,054.32	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
" " "	" Hull Lumber Co.".....	12,642.67	Payé
1 juin 1903	" Fraser & Co.".....	4,826.69	do
" " "	" Price Bros. & Co.".....	4,245.33	do
" " "	" H. M. Price & Co.".....	725.35	do
15 sept. 1903	Cie de Pulpe de Metabetchouan.....	188.07	do
" " "	do Chicoutimi.....	1,200.00	do
7 déc. "	" H. M. Price & Co.".....	691.63	do
" " "	" Price Bros. & Co.".....	20,000.00	do
1 mars 1904	do	20,000.00	do
" " "	H. Kennedy.....	650.00	do
10 juin "	" Shepard Morse Lumber Co.".....	1,547.00	do
" " "	" Batiscan River Lumber Co.".....	780.00	do
" " "	" Rivière Ouelle Pulp & L. Co.".....	793.00	do
" " "	" Hull Lumber Co.".....	12,000.00	do
" " "	" W. C. Edwards & Co.".....	20,000.00	do
" " "	J. R. Booth.....	41,710.00	do
" " "	" G. H. Perley & Co.".....	1,825.00	do
" " "	John Breakey.....	8,584.54	do
" " "	" Price Bros. & Co.".....	11,477.16	do
" " "	do	7,227.13	do
" " "	" J. Cartier Lumber Co.".....	3,279.74	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
" " "	"Charlemagne & L. Ouareau L. Co."	788.74	do do
" " "	" H. M. Price & Co.".....	1,679.95	do do
16 janv. 1905	" Bennett & Co." Agents.....	880.75	Payé
7 juin 1905	" Shepard Morse L. Co.".....	18,030.15	do
" " "	" Hull Lumber Co.".....	6,678.46	do
" " "	" Batiscan River L. Co.".....	1,029.60	do
" " "	Compagnie de Pulpe de Jonquières..	2,929.89	do
" " "	Cie de Pulpe de la Rivière Ouelle ..	2,600.00	do
" " "	"Charlemagne & L. Ouareau L. Co." ..	3,110.80	do
" " "	" Riordan Paper Mills Co.".....	9,960.38	do
" " "	do	9,960.38	do

EXHIBIT No 3.—*Suite.*

Dates.	Noms.	Montants.	Notes.
18 août “	Cie des produits chimiques Labelle..	2,464.50	Billet payé au dépt. des T. M. et P.
“ “ “	do	2,464.50	do do
27 mai 1906	“ James Richardson & Co.”.....	2,709.65	Payé
“ “ “	do	1,039.79	do
5 Juin “	“ H. M. Price & Co.”.....	2,452.43	Billet payé au dépt. des T. M. et P.
“ “ “	“ R. Ouelle Pulp & Lumber Co.”..	650.00	Payé
“ “ “	“ Union Bag & Paper Co.”.....	7,464.48	do

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS, P. Q.

EXHIBIT NO 4.—PRODUIT PAR M. E. E. TACHÉ, *re* JOHN BREAKKEY

En paiement des limites achetées le 22 juin, 1905, M. Breakey a donné trois billets :

L'un	de	\$75,989.34	échu	22 déc. 1906
L'autre	“	12,520.43	“	“ “ “
Le dernier	“	72,405.12	“	“ “ “

Les deux premiers ont été payés à leur échéance.

Le dernier a été renouvelé une première fois pour le plein montant à 6 mois et devenait dû le 26 juin, 1906.

A cette date un acompte de \$25,224.25 a été payé et le billet a été renouvelé pour la balance de \$47,180.87, à six mois, et devenait dû le 29 déc. 1906, date à laquelle il a été payé.

(Sgé) J. H. B.

NOTE.—L'exhibit No 5 est la brochure renfermant les lois relatives à la vente et à l'administration des terres publiques, des bois et forêts.

A la page 484, Appendice B, dans l'exhibit No 4, à la fin des 3ème, 4ème et 5ème lignes, au lieu de : 22 déc. 1906, lire 22 déc. 1905.

EXHIBIT NO 6.—PRODUIT PAR M. TACHÉ

PROVINCE DE QUÉBEC

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE

Québec, 19 décembre 1864.

Monsieur,

Dans les cas de demande, pendant cette saison, de délai pour le paiement des droits de la coupe du bois (et des droits de descente de billots, s'il y a lieu), j'ai l'honneur de vous informer que vous devrez vous guider sur les instructions suivantes :

Ces demandes peuvent être accordées, pourvu que ceux qui les font souscrivent des billets promissaires endossés, par le plein montant des droits de coupe et de descente des billots dus par eux et payables avec intérêt, le 15 de juin 1865 ; ces billets doivent être faits payables à quelqu'un des officiers ou agents de la banque de Montréal.

Dans chaque cas, cependant, vous devrez prendre l'avis du gérant résidant de la dite banque au sujet de la situation financière de l'endosseur ou des endosseurs offerts et vous devrez soumettre au département l'opinion de ce gérant avec toutes les remarques que vous jugerez nécessaires. Le département vous fera alors savoir si les endosseurs sont acceptés et si votre demande est accordée. Quand les billets seront complets, vous voudrez bien les déposer dans la succursale de la banque de Montréal où ils seront faits payables et vous en faire donner un reçu dans un livret de dépôts ou des comptes courants. Vous voudrez, s'il vous plaît, produire au département un état détaillé de tous ces billets qui vous seront ainsi donnés.

Dans les cas où une partie du bois, au sujet duquel un délai est demandé pour le paiement des droits de coupe, a été exporté, vous devrez vous contenter qu'une quantité suffisante reste encore dans la Province, entre les mains de la personne ou de la société qui demande un fort délai, de manière à percevoir (au moyen du privilège de la Couronne) le montant pour le paiement duquel un délai est demandé.

Dans chaque cas, celui à qui du délai est accordé devra être informé que le preneur du billet promissaire ne devra pas considérer comme pouvant bénéficier, en quelque manière que ce soit, du privilège de la Couronne.

Vous devrez communiquer ce qui précède aux personnes qui demanderont spécialement du délai.

Je demeure, etc.

(Signé) A. CAMPBELL,
Commissaire.(Sig.) - C. E. BELLE, Ecr. }
A. T. C. }
Montréal.

EXHIBIT NO 7.—PRODUIT PAR M. TACHÉ

Mémoire sur certains billets, au montant de \$44,625.80, mentionnés dans les comptes publics, à l'article des terres, mines et pêcheries.

T. J. Lamontagne.—\$1,151.21. Réclamation pour droits de coupe, réglée en 1897 par le rachat du droit au renouvellement des licences. Escoumains, etc.

A. Fraser & Co.—\$851.06. Réclamation pour droits de coupe, réglée par ordre en conseil du 22 octobre 1894.

G. A. Gouin.—\$10,168.63. Cette somme représentant des arrérages, intérêt 7 juillet 1883, comme prime et rente foncière, dûs sur certaines concessions forestières que M. Gouin désirait acquérir par transfert; mais, après exploration, M. Gouin renonça au transfert, la Couronne reprit les concessions et en disposa.

Dame M. L. Mayrand.—\$774.91. Réclamation pour droits de coupe de 1874-75, réglée par l'acceptation du transfert des concessions forestières de la débitrice à M. Charlebois, en 1890.

Eric Marchand.—\$88.21. Cette réclamation a été payée.

Cunliff & Stevens.—\$7966.63. Cette somme représente des droits de coupe de 1873-74 et 1874-75. Les débiteurs ayant failli, leurs concessions forestières furent reprises par la Couronne, qui en dispose à l'enchère publique, au prix de \$6,277.50.

J. A. Gravel.—\$117.00. Cette somme représente un reste de droits de coupe de 1874-75. Le débiteur est mort pauvre, et le département n'a pu se faire payer.

Benson Bros. & Co.—\$5,514.52. Réclamation pour droits de coupe de 1882-83. La maison Benson ayant failli, ses concessions forestières furent reprises par la Couronne et vendues à l'enchères au prix de \$7,755.83.

W. Russell.—\$489.75. Cette réclamation a été réglée.

Abel Tremblay.—\$60.00. Billet donné en règlement d'une coupe illégale de bois, en 1876. Réclamation sans valeur.

John Breakey.—\$7,604.21. Réclamation pour droits de coupe réglée en 1904.

10 déc. 1886. G. B. Hall & Co.—\$3,233.56 et Dame Mary Hall, \$2,605.57. Réclamations pour droits de coupe, réglées lors du transfert des concessions forestières des héritiers Hall à Alger & Bliss, en 1889.

Hall, Neilson & Co.—\$4,098.40. Réclamation pour droits de coupe, réglée en 1890.

(Signé) PAUL BLOUIN,
Surintendant des Bois et Forêts.

Département des Terres et Forêts.

Québec, 15 février 1906.

EXHIBIT No 8, PRODUIT PAR M. TACHÉ.

COPIE d'un rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, approuvé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 1er décembre, 1868.

No 25

Sur le rapport de l'honorable commissaire des terres de la Couronne, en date du 1er décembre 1868, au sujet des droits de coupe.

L'honorable commissaire des terres de la Couronne expose que :

De fortes représentations ont été faites par des personnes qui sont beaucoup intéressées dans le commerce du bois, pour démontrer que ça n'a pas été l'usage d'exiger le paiement des droits de coupe avant que les billots aient atteint les moulins ou passé les estacades, en allant vers les moulins ; et que, même pour les billots descendus, ça été plus ou moins la pratique, quand la demande en était faite, d'accepter, au lieu d'une somme en argent comptant, des billets approuvés payables avec intérêt ; et l'on demande que cette faveur soit, cette année, accordée au commerce de bois.

Que le commissaire est d'opinion qu'aucune telle faveur ne devrait être accordée, parce que l'on citerait un précédent semblable ou de manière à ce que la chose puisse être invoquée, dans l'avenir, comme un précédent, mais croit qu'il est absolument désirable, et cela pour des raisons manifestes, que l'on établisse et maintienne un système qui entraînera la ponctualité la plus complète possible dans le paiement de coupe de tous les billots, qu'ils soient descendus ou non.

Que, en même temps, le commissaire admet qu'il y a des circonstances qui, cette année, donnent à cette demande une force plus qu'ordinaire, car les parties intéressées doivent avoir compté sur une réponse favorable plus qu'elles ne le devaient en présentant leur demande ou plus qu'elles seront justifiables de le faire à l'avenir, après qu'un avis régulier du système qui sera mis en force aura été donné, et vu aussi que le niveau peu élevé de l'eau des rivières, sans doute, fait qu'une plus grande quantité de billots que d'habitude sont restés en arrière.

Que, pour ces raisons seulement et avec la conviction qu'il est bien compris que cette faveur est une exception seulement et ne devra pas être considérée comme un précédent, le commissaire recommande qu'autorisation lui soit donnée, quand les intéressés le désireront et quand il n'y aura aucune objection de le faire à d'autres points de vue, d'accepter des billets approuvés payables avec intérêt le quinze de juin prochain, pour tous droits de coupe sur les billots descendus, et que, pour tous les droits de coupe sur les billots non descendus, il soit autorisé à demander, à défaut d'argent comptant, des billets approuvés sans intérêts, cette acceptation ne devant, en aucun cas, impliquer un abandon de quelque autre droit de la Couronne au sujet, soit des billots soit des limites en question.

Le comité concourt dans le rapport ci-dessus et le soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur de la province.

Certifié, (Signé) FELIX FORTIER.

Gref. Con. Ex.

A l'honorable Commissaire
des Terres de la Couronne, etc., etc.

EXHIBIT No 9, PRODUIT PAR M. TACHÉ.

Les limites suivantes ont été achetées à l'enchère publique et le prix d'adjudication n'a jamais été payé

NOMS	LOCALITÉS	DATE DE L'ACHAT	MONTANT DU
Jas. McShane.....	Rivière Nouvelle No 2.....	17 octobre 1888.....	\$ 2,585 40
do	No 608 Ottawa	9 janvier 1890.....	9,364 93
do	" " "	do do	7,783 38
			\$ 19,733 71
P. Fitzpatrick	No 596 Ottawa	9 janvier 1890.....	6,969 68
do	" 595 do	do do	9,404 09
do	" 584 do	do do	8,290 89
do	" 583 do	do do	2,835 72
do	" 607 do	do do	9,528 62
do	" 611 do	do do	6,232 54
do	" 612 do	do do	6,969 68
do	S. $\frac{1}{2}$ 12/3 Bloc A.....	do do	3,068 62
do	N $\frac{1}{2}$ 12/3 do	do do	3,068 62
			\$ 56,377 48
C. Audet.....	Rivière Ouelle Ouest.....	9 janvier 1890.....	\$ 730 89
do Rear.....	do do		
G. H. Dechène.....	Canton Armand.....	9 janvier 1890.....	743 45
F. H. Henderson....	A. & F. Rivière Rouge Sud.....	15 octobre 1880.....	16,909 93
A. Campbell.....	Nos 10, 11, N. $\frac{1}{2}$ 13/3 Bloc A.....	15 octobre 1880.....	44,529 54
do	" N $\frac{1}{2}$ 10, 11, 12/2 do		
B. A. Scott.....	No 120 Petite Rivière Péribonka..	17 octobre 1888.....	8,170 48
do	" 121 do do		
do	" 122 do do		
do	Canton Dalmas.....		
H. J. Beemer.....	No 166 Rivière Mistassini Ouest...	9 janvier 1890.....	
do	" 167 do do Est.....		
do	" 126 do Péribonka.....		

Avis a été donné le premier octobre courant (1894) qu'à défaut de paiement de prix d'achat, rentes foncières, taxes de feux et intérêts, les limites en question seraient forfeites et retomberaient dans le domaine de la Couronne, le 25 octobre courant (1894). Rien n'a été payé sur ces limites jusqu'à ce jour, 25 octobre 1894.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 25 octobre 1894.

(Signé) PAUL BLOUIN,
Sur. B. et F.

(Signé) E. E. TACHÉ,
Asst.-Commissaire.

Je, soussigné, commissaire des terres de la Couronne, déclare que les limites à bois ci-dessus et d'autre part mentionnées, sont forfeites et sont retombées dans le domaine de la Couronne. Avis de la présente déclaration devra être donné immédiatement par le Département aux parties intéressées.

Québec, 25 octobre 1894.

(Signé) E. J. FLYNN,
Commissaires des Terres.

EXHIBIT No 10.

L. R. 3288/06.

From Bruxelles to Arthur Gagnon, Comptable,
Colonisation, Québec.

Câblez, mille dollars, Hôtel Europe, Bruxelles.

PRÉVOST.

EXHIBIT No 11.

Avance faite à l'honorable Jean Prévost.....		\$2,500 00	
“ “ “ “ “		1,000 00	
Dépenses de voyage en Belgique :			
Bâteaux et chemin de fer.....	\$ 700 00		
Pension, cochers, etc.....	800 00		
Réception, dîners, etc.....	500 00	2000 00	
Dép. voyage secrétaire.....		332 85	
L'Abbé J. Arts.....		289 15	
Le Baron de l'Epine.....		250 00	
Balance remboursée au Département.....		628 00	
		<u>\$3,500 00</u>	<u>\$3,500 00</u>

INDEX

DU

QUARANTE UNIÈME VOLUME

6-7 Édouard VII, 1907

ACCIDENTS DU TRAVAIL :—Résolutions concernant la commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les—160, 191, 192.

ACCIDENTS DU TRAVAIL :—Bill autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail. Voir *Bills*, 26.

ACTIONS ,—Résolution concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations, 216.

ACTIONS EN DOMMAGES :—Voir *Bills* 164.

ACTIONS, TAXE SUR TRANSFERT :—Voir *Documents*, *item* 1

Adresses :

Au Lieutenant-Gouverneur : — 1. En réponse au discours du Trône, à l'ouverture de la session, 19.

AFFAIRES DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, *item* 2.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité de l'—. Voir *Comités*.

AGRICULTURE :—Rapport du Commissaire de l'—pour 1906. Voir *Documents*, *item*, 3.

ALIMENTS :—Voir *Bills*, 149.

AMENDES :—Bill amendant l'article 1109 des Statuts refondus concernant certaines amendes. Voir *Bills*, 15.

ANDERSON, Revd. J. D.—:—. Voir *Bills*, 84.

ANNEXION DE PAROISSE :—Bill amendant l'article 31 du Code municipal relativement à l'annexion de partie de paroisse à une municipalité rurale. Voir *Bills*, 191.

APPAREILS DE SAUVETAGE :—Voir *Documents*, *item*, 4.

AQUARIUM :—Bill constituant en corporation l'Aquarium. Voir *Bills*, 106.

ARCHITECTES :—Bill amendant les articles 1688 et 2261 du Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs. Voir *Bills*, 180.

ARPENTAGE : Résolutions à l'effet d'accorder une allocation pour la fondation d'une chaire d'—à Québec, 160, 213.

ARPENTAGE. CHAIRE D'—:—. Bill accordant une allocation pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec. Voir *Bills*, 27.

ARSENEAULT, M. N.—:—. Voir *Documents*, *item* 5.

ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS :—Bill amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français. Voir *Bills*, 48.

ARTS, L'ABBÉ—:—. Voir *Documents*, *item* 7.

Assemblée législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 385.
2. La Chambre siège après minuit, 230, 252.
3. S'ajourne à une date future, 130.
4. Devant siéger le samedi, 260.
5. Devant avoir deux séances par jour, 305 ; trois, 346.
6. Motion d'ajournement retirée, 153.

ASSISTANCE PUBLIQUE :—Bill constituant en corporation L'Assistance publique. Voir *Bills*, 95.

ASSURANCES :—Voir *Documents*, *item* 6. *Bills*, 23.

ASSURANCE "EQUITABLE" : — Bill concernant la compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu. Voir *Bills*, 57.

ASSURANCE MUTUELLE DU CANADA : — Bill conférant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada. Voir *Bills*, 58.

ASSURANCE MUTUELLE DU COMMERCE : — Bill constituant en corporation La compagnie d'assurance mutuelle du commerce. Voir *Bills*, 35

AIS SPÉCIAL : — Bill amendant l'article 291 de la loi de l'instruction publique, relativement à la signification de l'avis spécial. Voir *Bills*, 199.

BARREAU : — Bill amendant la loi du Barreau. Voir *Bills*, 212.

BEAUDRY, F.-X. : — Bill autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué. Voir *Bills*, 116.

BEAUHARNOIS : — Bill amendant la charte de la ville de Beauharnois. Voir *Bills*, 49.

BEAUHARNOIS : — Bill ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois, et le révérend J.-D. Anderson et E.-A. Robert. Voir *Bills*, 84.

BELGIQUE, VOYAGE EN . — Voir *Documents*, item 7.

BENOIT. I. A. : — Certificat d'élection du comté d'Iberville, 8.

BIBLIOTHÈQUE : — Comité conjoint de la — de la Législature. Voir *Comités*.

BIBLIOTHÈQUE : — Résolution à l'effet qu'une bâtisse devrait être construite pour l'amélioration des services de la —, 156.

BIBLIOTHÉCAIRE : — Rapport du — pour 1906-1907, 45.

Bills :

C. Bill (du Conseil législatif) concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers. (Hon. M. Tessier). — 1ère lecture, 185 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité, 242 ; considéré, amendé ; 3ème lecture, passé, 250 ; amendements de l'Ass. lég. agréés par le Conseil, 262 ; sanctionné, 385 (7 Ed. VII, ch. 51.)

BILLS :—*Suite.*

D. Bill (du Conseil législatif) remplaçant l'article 5486 des Statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage ou les deux. (Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 185 ; 2ème lecture, référé, considéré, passé, 250 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 50.)

E. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture. (Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 185 ; 2ème lecture sur division, considéré, passé, 250 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 19).

F. Bill (du Conseil législatif) amendant les Statuts refondus relativement à la société d'industrie laitière de la province de Québec. (Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 242 ; 2ème lecture sur division, considéré, amendé, rapporté, 251 ; 3ème lecture et passé, 261 ; amendements agréés par le Conseil, 269 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 20).

G. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi 2 Edouard VII, chapitre 115, concernant la succession Villeneuve. (M. Décarie).—1ère et 2ème lecture, référé, 372 ; considéré, rapporté, passé, 382 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 136).

1. Acte relatif à la prestation des serments d'office. (L'Hon. M. Gouin). 1ère lecture, 9.

2. Bill concernant l'école polytechnique. (L'Hon. M. Roy).—1ère lecture, 65 ; 2ème et 3ème lecture, passé, 82 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 143 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 28).

4. Bill amendant la loi de l'Instruction publique. (L'Hon. M. Roy).—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture, 66 ; considéré en comité général et rapporté, 3ème lecture, passé, 72 ; adopté par le Conseil législatif, 115 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 22).

5. Bill amendant la loi d'hygiène publique de Québec, 1901. (L'Hon. M. Roy).—1ère lecture, 83 ; 2ème et 3ème lecture, passé, 105 ; adopté par le Conseil législatif, 143 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 41).

6. Bill concernant l'observance du dimanche. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture sur division ; 2ème lecture, 171 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements lus deux fois, agréés, 3ème lecture, passé, 181 ; passé par le Conseil législatif, 200 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 42).

7. Bill amendant la loi concernant les terres publiques. (L'Hon. M. Turgeon).—1ère lecture, 105 ; 2ème et 3ème lecture, passé, 151 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus deux fois, agréés, 200 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 17).

BILLS :—*Suite.*

8. Bill accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins. (L'Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 261 ; 2ème et 3ème lecture, sur division, passé, 277 ; Conseil, 203, sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 3).

9. Bill affectant certains deniers au paiement de la dette publique. (L'Hon. M. Turgeon).—1ère lecture, 136 ; 2ème lecture, 151 ; 3ème lecture, passé, 154 ; passé par le Conseil législatif, 203 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 2.)

10. Bill amendant la loi concernant les syndicats coopératifs. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 122 ; 2ème lecture, 151 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 154 ; passé par le Conseil législatif, 203 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 49).

11. Bill amendant le Code de procédure civile relativement aux actions *in forma pauperis* et à certaines dépositions. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 122 ; 2ème lecture, 154 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 192 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 57).


12. Bill amendant la loi relative aux établissements industriels. (Hon. M. Weir).—1ère lecture, 193 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois, agréés, 3ème lecture, passé, 276 ; par le Conseil 349 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 39).

13. Bill constituant en corporation l'école technique de Québec. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 193 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, 285 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois, agréés, 3ème lecture, passé, 287 ; par le conseil, 349. (7 Ed. VII, ch. 24).

14. Bill concernant les jurés du coroner. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 122 ; 2ème lecture, 150 ; considéré en comité général, rapporté, 154 ; 3ème lecture, passé, 154 ; par le Conseil, 203 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 34).

15. Bill amendant l'article 1109 des Statuts refondus concernant certaines amendes. (L'Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 213 ; 2ème lecture, sur division, 242 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 261 ; par le Conseil, 349 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 12).

16. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1908, et pour d'autres fins du service public. (L'Hon. M. Tessier).—1ère, 2ème et 3ème lectures, passé, 381 ; par le Conseil, 383 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 1).



BILLS:—*Suite.*

17. Bill concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, et à d'autres fins. (L'Hon. M. Weir).—1ère lecture, 193 ; 2ème lecture, 218 ; considéré en comité général, rapporté, 260 ; 3ème lecture, passé, 260 ; par le Conseil, 349 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 26).

18. Bill constituant en corporation l'école technique de Montréal. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 159 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, 280 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3ème lecture, passé, 282 ; par le Conseil, 348 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 25).

19. Bill concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions. (L'honorable M. Roy).—1ère lecture, 181 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, 218 ; de nouveau en comité général, rapporté, 247 ; 3ème lecture, passé, 259 ; par le Conseil, amendé, 371 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 48).

20. Bill amendant la loi concernant la constitution de la cour supérieure. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 295 ; 2ème lecture, considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3e lecture sur division, passé, 306 ; par le Conseil, 375 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 31.)

21. Bill concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal, (L'Hon. M. Weir).—1ère lecture, 294 ; 2ème lecture sur division, 296 ; 3ème lecture sur division, passé, 313 ; par le Conseil, 262 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 36).

22. Bill amendant l'article 4658 des Statuts refondus relativement aux compagnies à fonds social. (L'Hon. M. Weir).—1ère lecture, 181 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 220 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 47).

23. Bill concernant les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables de Québec. (L'Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 232.

24. Bill concernant le coroner du district de Québec. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 216 ; 2ème lecture sur division, 241 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 247 ; passé par le Conseil législatif, 300 ; sanctionné, 385 (7 Ed. VII, ch. 35).

BILLS:—*Suite*.

25. Bill constituant en corporation l'Ecole des hautes études commerciales. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 159 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, 278 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3ème lecture, passé, 280 ; Conseil, 370 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 23).

26. Bill autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail. (L'Hon. M. Weir).—1ère lecture, 158 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé sur division, 220 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 5).

27. Bill accordant une allocation pour aider à la fondation et au maintien d'une chair d'arpentage dans la cité de Québec. (L'Hon. M. Roy).—1ère lecture, 213 ; 2ème lecture, 3e lecture, passé, 214 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, c. 27),

28. Bill amendant le Code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 159 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 187 ; passé par le Conseil législatif, 232 ; sanctionné, 385. (7 Ed. VII, ch. 61).

29. Bill concernant la pension de retraite des juges de sessions. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 215 ; 2ème lecture sur division, 241 ; considéré en comité général, rapporté, 241 ; ordre pour 3ème lecture rescindée, de nouveau en comité général sur motion Gouin, amendé, rapporté, amendements agréés, 3e lecture, passé, 249 ; passé par le Conseil législatif, 305 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 33).

30. Bill amendant la loi des licences de Québec. (L'Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 300 ; 2ème lecture sur division, 321 ; considéré, progrès, 355 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés, 3ème lecture, sur division passé, 355 ; Conseil, 383 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 11).

31. Loi amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien. (M. Décarie).—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté et considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 67 ; passé par le Conseil législatif, 116 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 99).

32. Bill amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal. (M. Lacombe).—1ère lecture, 24 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 28 ; rapporté avec amendements, 56 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 66 ; passé par le Con-

BILLS:—*Suite.*

seil législatif avec amendements, 138 ; amendements adoptés, 140 ; sanctionné, 204 ; honoraires remis, 255. (7 Ed. VII, ch. 114).

33. Bill concernant le club allemand Teutonia. (M. Décarie).—1ère lecture, 24 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 28 ; rapporté, 37 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 44 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 179 ; amendements agréés, 184 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 124).

34. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans. (M. Côté).—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 52 ; rapporté avec amendements, 111 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 120 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, rapporté, 179 ; amendements agréés, 184 ; sanctionné, 204. (7 Ed VII, ch. 88).

35. Bill constituant en corporation la compagnie d'assurance mutuelle du commerce. (M. Daignault).—1ère lecture, 43 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 48 ; rapporté avec amendements, 62 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 73 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 179 ; amendements agréés, 183 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 108).

36. Bill constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges. (M. Décarie).—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 52 ; rapporté avec amendements, 75 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 79 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 180 ; amendements agréés, 183 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 74).

37. Bill concernant "The Engineers Club of Montreal". (M. MacKenzie).—1ère lecture, 54 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 61 ; rapporté avec amendements, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 106 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 164 ; amendements agréés, 169 ; sanctionné, 204. (7 Ed. VII, ch. 125.)

38. Bill déclarant légale la vente du lot No 238 du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par Dame Marcelline Labranche *et al.*, à la Société de l'Hôpital-Général de Montréal et ratifiant le contrat de cette vente. (M. MacKenzie).—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté, 56 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 67 ; passé par le Conseil législatif, 138 ; sanctionné, 205 ; honoraire remis, 298. (7 Ed. VII, ch. 149.)

BILLS :—*Suite.*

39. Bill constituant en corporation la ville de Verdun. (M. MacKenzie).—1ère lecture, 26 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 48 ; rapporté avec amendements, 75 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés ; 3ème lecture, passé, 100 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 165 ; amendements agréés, 211 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 73).

40. Bill constituant en corporation la ville de Mégantic. (M. Godbout).—1ère lecture, 2ème lecture avec le consentement de la Chambre, renvoyé au comité des bills privés, 26 ; rapporté avec amendements, 62 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, 3ème lecture, passé, 73 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une première fois, 144 ; 2ème lecture des amendements, amendements adoptés avec des amendements, 203 ; amendements agréés par le Conseil législatif, 211 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 77.)

41. Bill modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137 et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs. (M. Décarie).—1ère lecture, 26 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 35 ; rapporté avec amendements, 49 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 54 ; considéré de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés ; 3ème lecture, passé, 61 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements adoptés, 149 ; sanctionné, 205 ; honoraire remis, 230. (7 Ed. VII, ch. 135).

42. Bill constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec. (M. Côté).—1ère lecture, 27 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 35 ; rapporté avec amendements, 49 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 54 ; adopté par le Conseil législatif, 115 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, c. 126).

43. Bill constituant en corporation " The Royal Highlanders of Canada Armoury Association. " (M. Stephens).—1ère lecture, 2ème lecture avec assentiment de la Chambre et renvoyé au comité des bills privés, 26 ; rapporté avec amendement, 37 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 44 ; passé par le Conseil législatif, 109 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 127).

44. Bill divisant la paroisse de la Longue Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et la municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal. (M. Décarie).—1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté avec amendement, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 114 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une fois, 233 ; amendements agréés, 248 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 81).

BILLS :—*Suite.*

45. Bill amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt. (M. Perrault).—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté avec amendements, 126 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 137 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 179 ; amendements agréés, 184 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 137).

46. Bill refondant et revisant la charte de la ville de Longueuil. (M. Perrault).—1ère lecture, 43 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 48 ; rapporté avec amendements, 69 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 77 ; passé par le Conseil législatif avec amendements ; amendements adoptés, 138 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 71).

47. Bill concernant la compagnie du chemin de fer de Gaspé. (M. Kelly).—1ère lecture, 57 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 68 ; rapporté avec amendements, 85 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, 108 ; passé par le Conseil législatif avec amendements ; 1ère lecture des amendements, 257 ; amendements agréés, 272 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 89).

48. Bill amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français. (M. Gauthier).—1ère lecture, 40 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté avec amendements, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 106 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 138 ; amendements adoptés, 138 ; sanctionné, 205 ; honoraire remis, 298. (7 Ed. VII, ch. 113).

49. Bill amendant la charte de la ville de Beauharnois. (M. Bergevin).—1ère lecture, 63 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 79 ; rapporté avec amendements, 188 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 201 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 262 ; 1ère lecture de ces amendements, 263 ; amendements agréés, 272 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 70).

50. Bill concernant le testament de feu James Jack. (M. Stephens).—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 44 ; préambule non prouvé, 84 ; motion pour réinscription en comité général, adoptée, 168 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 209 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 271 ; par le Conseil, amendé, 349 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 138).

51. Bill amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company." (M. Décarie).—1ère lecture, 26 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 35 ; rapporté avec amendements, 85 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture, passé, 109 ; passé par le Conseil

BILLS:—*Suite.*

législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 211 ; amendements agréés, 222 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 98).

52. Bill érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe. (M. Décarie).—1ère lecture, 57 ; 2e lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté avec amendements, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 114 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 233 ; 1ère lecture des amendements, 234 ; amendements agréés, 248 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 80).

53. Bill amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 111, concernant le paiement de la construction de l'église de Sainte-Cunégonde de Montréal. (M. Décarie).—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté et retiré du consentement de la Chambre, 152 ; honoraire remis, 230.

54. Bill constituant en corporation "The Merchants' Light and Power Company." (M. Langlois).—1ère lecture, 152 ; retiré, 249.

55. Bill amendant la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires. (M. Caron, L'Islet).—1ère lecture, 102 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123 ; rapporté avec amendements, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 162 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 234 ; amendements agréés, 248 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 106).

57. Bill concernant la compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu. (M. Langlois).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 165 ; rapporté avec amendements, 212 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 235 ; Conseil, 370 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 112).

58. Bill conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada. (M. Cherrier).—1ère lecture, 128 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 137 ; rapporté, retiré, 212 ; honoraire remis, 231.

59. Bill constituant en corporation les Frères de Saint-Vincent de Paul. (Hon. M. Robitaille).—1ère lecture, 27 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 61 ; rapporté avec amendements, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 106 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, amendements lus une fois, 157 ; amendements adoptés, 165 ; sanctionné, 205 ; honoraire remis, 255. (7 Ed. VII, ch. 133).

BILLS :—*Suite*,

60. Bill refondant la charte de la ville d'Iberville. (M. Benoit).—1ère lecture, 131 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 170 ; rapporté avec amendements, 212 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 236 ; par le Conseil, amendé, 374 ; amendements adoptés, 375 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 72).

61. Bill revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke. (M. Pelletier).—1ère lecture, 127 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 170 ; rapporté avec amendements, 243 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 271 ; Conseil, 371 ; sanctionné, 386. (7 Ed VII, ch. 66).

62. Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de Lotbinière et Mégantic. (M. Roy, Montmagny).—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 110 ; rapporté, 130 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 142 ; passé par le Conseil législatif, 178 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 92).

63. Bill constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company". (M. Roy, Montmagny).—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 114 ; rapporté avec amendements, 131 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 143 ; passé par le Conseil législatif, 178 ; sanctionné. 205. (7 Ed. VII, ch. 87).

64. Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis. (M. Décarie).—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté avec amendements, 115 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 122 ; passé par le Conseil, avec amendements, 1ère lecture des amendements, 166 ; amendements agréés, 183 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 68).

65. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres après examen. (M. Benoit).—1ère lecture, 57 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 108 ; passé par le Conseil législatif, 143 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 156).

66. Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire. (M. Blouin).—1ère lecture, 27 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 35 ; rapporté, 49 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 54 ; adopté par le Conseil législatif, 114 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 159).

BILLS :—*Suite*.

67. Bill concernant la cité de Sorel. (M. Cherrier).—1ère lecture, 116 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123 ; rapporté sans amendement, 170 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 183 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 66).

68. Bill amendant la charte de la ville de Notre-Dame de Grâces. (M. Décarie).—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté avec amendements, 171 ; de nouveau renvoyé au comité des bills privés, 182 ; rapporté avec un amendement, 212 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 236 ; par le Conseil, 383 ; bill retiré, 384 ; honoraire remis, 385.

69. Bill constituant en corporation "The Lower Saint-Lawrence Power Company." (M. Roy, Montmagny).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 114 ; rapporté, retiré, 141.

70. Bill ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion. (M. Lafontaine, Berthier).—1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté, 75 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 79 ; passé par le Conseil législatif, 143 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 150).

71. Bill amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent. (M. Décarie).—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté avec amendements, 56 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 100 ; considéré de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements lus, une première fois, 105 ; amendements lus une deuxième fois, agréés, 3ème lecture, passé, 113 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une fois, 145 ; amendements lus une deuxième fois, sur division, adoptés, 165 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 104).

72. Bill concernant la "Shawinigan Carbide Company Limited". (M. Mackenzie).—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté, 62 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 74 ; passé par le Conseil législatif, 117 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 103).

73. Bill constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company". (M. Décarie).—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté avec amendements, 127 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 137 ; passé par le Conseil législatif, 179 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 111).

BILLS :—*Suite.*

74. Bill amendant la loi organique de "The North Shore Power Company". (M. Décarie).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 115 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 161 ; passé par le Conseil législatif, 232 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 102).

75. Bill amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des Commissaires d'écoles protestants de Montréal. (M. Décarie).—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté avec amendements, 69 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 77 ; passé par le Conseil législatif, 117 ; sanctionné, 205 ; honoraire remis, 230. (7 Ed. VII, ch. 30).

76. Bill définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires en vertu du testament de feu Dame Mary Eleanor Westcott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau. (M. Mackenzie).—1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 143 ; rapporté avec amendements, 243 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 271 ; par le Conseil, 371 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 139.)

77. Bill concernant la succession Tourville. (M. Décarie).—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 52 ; rapporté avec amendements, 70 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 77 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture de ces amendements, 180 ; amendements agréés, 184 ; sanctionné, 205, (7 Ed VII, ch. 140).

78. Bill concernant la succession de feu l'honorable sir Hector L. Langevin. (M. Tellier).—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté, 56 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 66 ; passé par le Conseil législatif, 138 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 141).

79. Bill constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Île de Montréal. (M. Décarie).—1ère lecture, 63 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 243 ; rapporté avec amendements, 243 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 271 ; par le Conseil, amendé, 371 ; amendements adoptés, 372 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 94).

80. Bill constituant en corporation les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception. (M. Décarie).—1ère lecture, 57 ; 2ème lecture renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté avec amendements, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif, 157 ; sanctionné, 205 ; honoraire remis, 230. (7 Ed. VII, ch. 134).

BILLS :—*Suite.*

81. Bill amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal". (M. Décarie).—1ère lecture, 76 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 114 ; rapporté, 189 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 202 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; honoraire remis, 303 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 122).

82. Bill autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres. (M. Lacombe).—1ère lecture, 63 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité des bills privés, 74 ; rapporté, 111 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 130 ; passé avec amendements par le Conseil législatif, 1ère lecture des amendements, 179 ; amendements agréés, 184 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 160).

83. Bill amendant la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges. (M. Chauret).—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté avec amendements, 111 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 121 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une fois, 234 ; amendements agréés, 249 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 79).

84. Bill ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert. (M. Bergevin).—1ère lecture, 128 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; rapporté, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 163 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 151).

85. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen. (M. Décarie).—1ère lecture, 63 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 74 ; rapporté, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 114 ; passé par le Conseil législatif, 143 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 158).

86. Bill concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires. (M. Bergevin).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 115 ; rapporté avec amendements, 127 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 138 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 156 ; passé par le Conseil législatif, 156 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 142).

87. Bill concernant la succession A. F. Gault. (M. Bergevin).—1ère lecture, 27 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 44 ; rapporté, 56 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 66 ; passé par le

BILLS :—*Suite.*

Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture de ces amendements, 211 ; amendements agréés, 236 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 143).

88. Bill amendant la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse. (M. Morissette).—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 110 ; rapporté avec amendements, 151 ; considéré en comité général, rapporté, amendé, 3ème lecture, passé, 164 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 262 ; amendements agréés, 272 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 107).

89. Bill constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada." (M. Tourigny).—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 110 ; rapporté avec amendements, 170 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 201 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 262 ; amendements agréés, 273 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 109).

90. Bill constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company." (M. Morissette).—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 110 ; rapporté avec amendements, 188 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 202 ; passé par le Conseil législatif, 282 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 110).

91.—Bill concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company." (M. Mackenzie).—1ère lecture, 83 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 110 ; rapporté avec amendements, 127 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 138 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 156 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une fois, 233 ; amendements agréés, 248 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 93).

92. Bill ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme *et al*, à James N. Greenshields. (M. Mackenzie).—1ère lecture, 75 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 79 ; rapporté, 116 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 122 ; par le Conseil législatif, 179 ; sanctionné, 205. (7 Ed. VII, ch. 152).

93. Bill concernant la succession de feu Dame Joseph Lacombe. (M. Décarie).—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 52 ; rapporté avec amendement, 151 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 162 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 144).

94. Bill amendant la charte de la "Dominion Park Company, Limited". (M. Décarie).—1ère lecture, 76 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 80 ; rapporté, retiré, 243 ;

BILLS :—*Suite*.

95. Bill constituant en corporation l'Assistance publique. (M. Lacombe).—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté avec amendements, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif, 179 ; sanctionné, 206 ; honoraire remis, 255. (7 Ed. VII, ch. 128).

96. Bill constituant en corporation les syndics de l'école de Saint-Edouard, à Beauport. (M. Delâge).—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 52 ; rapporté avec amendements, 116 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 122 ; passé par le Conseil législatif, 164 ; sanctionné, 206 ; honoraire remis, 230 (7 Ed. VII, ch. 115).

97. Bill ratifiant et confirmant le contrat d'une vente par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal. (M. Langlois).—1ère lecture, 71 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 109 ; passé par le Conseil législatif, 143 ; sanctionné, 206 ; honoraire remis, 239. (7 Ed. VII, ch. 153).

98. Bill constituant en corporation " The Little Nation River Railway Company. " (M. Gendron).—1ère lecture, 128 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 138 ; rapporté avec amendements, 151 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 164 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 233 ; amendements lus la première fois, 234 ; amendements agréés, 248 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 86).

99. Bill constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, limitée. (M. Petit).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 121 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 161 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 262 ; amendements agréés, 273 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 95).

100. Bill amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins. (M. Langlois).—1ère lecture, 76 ; 2e lecture, renvoyé au comité des bills privés, 79 ; rapporté avec amendements, 212 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 235 ; honoraire remis, 382.

101. Bill amendant la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale. (M. Langlois).—1ère lecture, 76 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 79 ; rapporté avec amendements, 167 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois, agréés, 3ème lecture, amendement Décarie rejeté, bill passé, 222 ; passé par

BILLS :—*Suite*.

le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture, des amendements, 300 ; 2ème lecture des amendements, 311 ; concours de la Chambre après amendements, sur division, 311 ; Conseil accepte amendements, 374 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 63).

102. Bill concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal. (M. Champagne).—1ère lecture, 40 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 52 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus la première fois, 161 ; amendements agréés, 169 ; 3ème lecture, passé, 181 ; passé par le Conseil législatif, 300 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 64).

103. Bill concernant la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay. (M. Girard).—1ère lecture, 71 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 78 ; rapporté, 85 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 109 ; passé par le Conseil législatif, 300 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 64).

104. Bill constituant en corporation la Congrégation du Temple de Salomon de Montréal. (M. Décarie).—1ère lecture, 128 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 152 ; rapporté, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture passé, 163 ; honoraire remis, 303 ; Conseil, 348 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 120).

105. Bill amendant la charte de la cité de Montréal. (M. Décarie).—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté, 131 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passée, 142 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 300 ; amendements agréés, 332 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 65).

106. Bill constituant en corporation l'Aquarium. (M. Marchildon).—1ère lecture, 58 ; 2e lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté avec amendements, 116 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 178 ; de nouveau considéré en comité général, rapport de progrès, 209 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 223 ; de nouveau en comité général, rapport de progrès, 248 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 1ère lecture des amendements, 257 ; agréés, 270 ; 3ème lecture du bill, 271 ; par le Conseil, 371 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 96).

107. Bill constituant en corporation le mont-de-piété, Le Bonsecours. (M. Lacombe).—1ère lecture, 102 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 122 ; rejeté, 243.

108. Bill érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nomingue, et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction

BILLS :—*Suite.*

d'une église et d'une sacristie. (M. Gendron).—1ère lecture, 75 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 79 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 161 ; honoraire remis, 269 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 301 ; amendements agréés, 312 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 118).

109. Bill validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux. (M. Décarie).—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 165 ; rapporté avec amendements, 188 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 202 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 262 ; amendements agréés, 273 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 154).

110. Bill concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma. (M. Tanguay, Lac-St-Jean).—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 61 ; rapporté avec amendements, 127 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 137 ; passé par le Conseil législatif, 179 ; sanctionné, 203 ; honoraire remis, 141. (7 Ed. VII, ch. 117).

111. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Henry Dillon au nombre de ses membres. (M. Walsh).—1ère lecture, 71 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 108 ; passé par le Conseil législatif, 142 ; sanctionné, 206. (7 Ed. VII, ch. 157).

112. Bill conférant certains pouvoirs à l'académie de billard Marcotte. (M. Langlois).—1ère lecture, 63 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 74 ; rapporté avec amendements, 111 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 120 ; par le Conseil, amendé, 371 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 129).

113. Bill concernant la commune de Laprairie. (M. Cherrier).—1ère lecture, 102 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 130 ; rapporté avec amendements, 212 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 236 ; passé par le Conseil législatif, 305 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 83).

114. Bill amendant la charte de la cité de Québec. (Hon. M. Robitaille).—1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté avec amendements, 192, considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus une fois, 235 ; 2ème lecture des amendements, agréés,

BILLS :—*Suite.*

3ème lecture, passé, 247 ; par le Conseil, amendé, 349 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 62).

115. Bill amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve. (M. Décarie).—1ère lecture, 43 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 48 ; rapporté avec amendements, 56 ; considéré en comité général, rapporté, 66 ; 3ème lecture, passé, 73 ; honoraires remis, 303.

116. Bill autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué. (M. Langlois).—1ère lecture, 57 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 114 ; passé par le Conseil législatif, 144 ; sanctionné, 206 ; amende remise, 240. (7 Ed. VII, ch. 145).

117. Bill élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal. (M. Langlois).—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; rapporté, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 108 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus deux fois, agréés, 200 ; sanctionné, 206 ; honoraire remis, 239. (7 Ed. VII, ch. 119).

118. Bill concernant la substitution Ferdinand David. (M. Décarie).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 121 ; rapporté, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 163 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 387 ; honoraire remis, 303. (7 Ed. VII, ch. 146).

119. Bill amendant la loi qui constitue en corporation "The Quebec and St Maurice Industrial Company." (M. Taschereau).—1ère lecture, 64 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 74 ; rapporté avec amendements, 129 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 137 ; passé par le Conseil législatif, 179 ; sanctionné, 206. (7 Ed. VII, ch. 101.)

120. Bill amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903. (M. Dion).—1ère lecture, 102 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 157 ; rapporté avec amendements, 212 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 235 ; de nouveau considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 247 ; amende remise, 289 ; par le Conseil, amendé, 349, 350 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 76.)

121. Bill concernant "The Shawinigan Hydro Electric Company." (M. Neault).—1ère lecture, 117 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 170 ; rapporté avec amendements, 242 ; considéré en comité général, rapporté,

BILLS :—*Suite.*

—motion Neault pour 3^{ème} lecture, amendement Tellier rejeté, 258 ; 3^{ème} lecture, passé, 259 ; par le Conseil, 374, 375 ; sanctionné, 387 ; honoraires remis, 382. (7 Ed. VII, ch. 105.)

122. Bill concernant la succession de feu Robert Peddie. (M. Tasche-reau).—1^{ère} lecture, 64 ; 2^{ème} lecture, renvoyé au comité des bills privés, 74 ; rapporté, 111 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture, passé, 120 ; passé par le Conseil législatif, 144 ; sanctionné, 206 ; amende remise, 240. (7 Ed. VII, ch. 147.)

123. Bill constituant en corporation "The Life Underwriters' Association of the province of Quebec". (M. Décarie).—1^{ère} lecture, 57 ; 2^{ème} lecture, renvoyé au comité des bills privés, 68 ; bill retiré, 84.

124. Bill constituant en corporation "The Chibougamou and James Bay Railway Company". (M. Langlois).—1^{ère} lecture, 63 ; 2^{ème} lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 138 ; rapporté avec amendements, 188 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture, passé, 210 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1^{ère} lecture des amendements, 305 ; amendements agréés, 313 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 84.)

125. Bill amendant la charte du Crédit municipal canadien. (M. Décarie). 1^{ère} lecture, 116 ; 2^{ème} lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123 ; rapporté avec amendements, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture, passé, 162 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 233 ; amendements agréés, 234 ; honoraire supplémentaire remis, 288 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 100.)

126. Bill amendant la charte de la ville de Westmount. (M. Décarie).—1^{ère} lecture, 62 ; 2^{ème} lecture, renvoyé au comité des bills privés, 115 ; rapporté avec amendements, 167 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture, passé, 223 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1^{ère} lecture des amendements, 301 ; honoraire remis, 303 ; 2^{ème} lecture des amendements, 322 ; amendements amendés, message, 336 ; Conseil refuse amendements, 373 ; message, 373 ; agréés, 383 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 69.)

127. Bill concernant l'hôpital Notre-Dame. (M. Décarie).—1^{ère} lecture, 152 ; 2^{ème} lecture, renvoyé au comité des bills privés, 165 ; rapporté avec amendements, 188 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture, passé, 202 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; honoraires remis, 303 ; sanctionné 387. (7 Ed. VII, ch. 121.)

128. Bill érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux. (M. Dupuis).—1^{ère} lecture, 50 ;

BILLS :—*Suite.*

2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 156 ; rapporté avec amendements, 212 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 235 ; par le Conseil, amendé, 349 ; am. agréés, 350 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 78).

129. Bill constituant en corporation "The Canadian Nurses Association." (M. Perrault).—1ère lecture, 43 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 48 ; rapporté, 84 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif, 144 ; sanctionné, 206 ; honoraire remis, 287. (7 Ed. VII, ch. 130).

130. Bill amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec, quant à certains pouvoirs du Bureau des Commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec. (M. Côté).—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 52 ; rapporté 56 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 67 ; passé par le Conseil législatif, 117 ; sanctionné, 206 ; honoraire remis, 240. (7 Ed. VII, ch. 29).

131. Bill concernant en corporation l'Institut des Frères de Notre-Dame-des-Champs. (M. Roy, Montmagny).—1ère lecture, 141 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 146 ; rapporté, 170 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 182 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; honoraire remis, 288 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 132).

132. Bill constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company". (M. Gillies).—1ère lecture, 116 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 123 ; rapporté avec amendements, 188 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3ème lecture, passé, 203 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 262 ; 1ère lecture des amendements, 263 : agréés, 273 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 85).

133. Bill constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company". (M. Décarie).—1ère lecture, 76 ; 2ème lecture, renvoyés au comité des bills privés, 143 ; rapporté avec amendements, 193 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 210 ; amende remise, 298 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture, des amendements, 301 ; amendements agréés, 312 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 97).

134. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec au lac Champlain. (M. Côté).—1ère lecture, 117 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 138 ; rapporté, rejeté, 188 ; honoraire remis, 297.

135. Bill amendant la charte de l'hôpital Alexandra. (M. Mackenzie).—1ère lecture, 128 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; rap-

BILLS :—Suite.

porté, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 164 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; honoraire remis, 298 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 123).

136. Bill définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters. (L'Hon. M. Robitaille).—1ère lecture, 70 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 143 ; préambule non prouvé, 243 ; amende et honoraire remis, 336.

137. Bill concernant le village de Montmorency. (M. Delâge).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; rapporté, sans amendement, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 163 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; amende remise, 269 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 82).

138. Bill confirmant la charte du " Ottawa Golf Club " et augmentant ses pouvoirs. (M. Gendron).—1ère lecture, 128 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 157 ; rapporté avec amendements, 193 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 210 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; amende remise, 347 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 131).

139. Bill validant la vente et adjudication par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 3 juillet 1885. (M. Décarie).—1ère lecture, 141 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 169 ; rapporté, 193 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 211 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture de ces amendements, 301 ; amendements agréés, 312 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 148).

140. Bill concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine. (M. Lemieux).—1ère lecture, 113 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 138 ; rapporté avec amendements, 170 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 210 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements 305 ; amendements agréés, 313 ; amende remise, 382 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 90).

141. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen. (M. Mackenzie).—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 143 ; rapporté, 167 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 178 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; amende remise, 298 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, ch. 155).

142. Bill concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime. (M. Tanguay, Lac-St-Jean).—1ère lecture, 117 ; 2ème lecture, renvoyé au

BILLS:—*Suite*.

comité des bills privés, 138 ; rapporté avec amendements, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 163 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; amende remise, 288 ; sanctionné, 386. (7 Ed. VII, ch. 116).

143. Bill refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne. (M. Champagne).—1ère lecture, 152 ; renvoyé au comité des bills privés, 178 ; rapporté avec amendements, 242 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 272 ; par le Conseil, amendé, 349 ; amendements agréés, 350 ; sanctionné, 387. (7 Ed. VII, c. 75).

145. Bill amendant la loi de la chasse de Québec. (M. Lafontaine, Berthier).—1ère lecture, 188 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 240 ; rapporté, 253 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 275.

147. Bill détachant du comté de Sherbrooke une partie du canton d'Orford dans le comté de Sherbrooke et l'annexant au canton de Shefford, dans le comté de Shefford pour toutes fins. (M. Pelletier).—1ère lecture, 167 ; retiré, 276.

148. Bill annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston actuellement comprise dans le comté de Compton au comté du Lac Mégantic pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture. (M. Pelletier).—1ère lecture, 167 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 209 ; rapporté avec amendements, 243 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 256 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 7).

149. Bill amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments. (L'hon. M. LeBlanc).—1ère lecture, 171 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 199 ; rapporté, 253.

150. Bill amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 27. (M. Roy, Montmagny).—1ère lecture, 34 ; motion pour renvoi à six mois, adopté, 59.

151. Bill amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal. (M. Langlois).—1ère lecture, 40 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 113 ; rapporté avec amendements, 243, retiré, 328.

152. Bill ratifiant certains actes de transport de biens de successions. (M. Décarie).—1ère lecture, 34 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 55 ; rapporté, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 118 ; passé par le Conseil législatif, 144 ; sanctionné, 206. (7 Ed. VII, ch. 15).

BILLS :—*Suite.*

153. Bill conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence. (M. Blanchard).—1ère lecture, 34 ; renvoyé au comité du code municipal, 65 ; rapporté pour étude par le comité du code municipal, 140 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 208 ; de nouveau considéré en comité général, rapport de progrès, 222 ; de nouveau en comité général, rapport de progrès, 231 ; de nouveau en comité général ; le comité se lève sans faire de rapport, 273.

154. Bill annexant l'article 5754a des Statuts refondus concernant l'expropriation. (M. Mousseau).—1ère lecture, 50 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 60 ; rapporté, 243 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois, agréés, 3ème lecture, passé, 335.

155. Bill amendant la loi des cités et villes, 1903. (M. Mousseau).—1ère lecture, 50 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 60 ; rapporté, 243, retiré, 323.

156. Bill amendant l'article 806 du Code civil. (M. Delâge).—1ère lecture, 47, 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 76.

157. Bill amendant les articles 70, 2330 et 2340 des Statuts refondus pour donner au tribunal de Saint-Hyacinthe juridiction concurrente sur certaines paroisses du comté de Shefford. (M. Morin).—1ère lecture, 47 ; retiré 100.

158. Bill amendant l'article 283 du Code municipal. (M. Langlois).—1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 59.

159. Bill amendant l'article 426 du Code municipal. (M. Perrault).—1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 59 ; rapporté avec amendements, 101 ; de nouveau renvoyé au comité du Code municipal, 102 ; rapporté, 170 ; 2ème lecture sur division, 198 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3ème lecture, passé, 208.

160. Bill amendant l'article 21 du Code municipal. (M. Caron, L'Islet).—1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 54 ; rapporté, 101 ; 2ème lecture, 129 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 132 ; par le Conseil, amendé, 383 ; amendements agréés, 384 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 59.)

161. Bill amendant le Code de procédure civile relativement à la rédaction des jugements. (M. Taschereau).—1ère lecture, 71 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 100 ; rapporté avec amendement, 253.

BILLS :—*Suite.*

162. Bill amendant l'article 2427 des Statuts refondus relativement à la Cour des commissaires. (M. Chauret).—1ère lecture, 70 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 105 ; rapporté, 127 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture, passé, 133 ; passé par le Conseil législatif, 204 ; sanctionné, 206. (7 Ed. VII, ch. 32).

163. Bill amendant les articles 100, 809, 819 et 1061 du Code municipal relativement aux appels à la Cour de circuit et pourvoyant à la nomination d'experts. (M. Benoit).—1ère lecture, renvoyé au comité du code municipal, 70.

164. Bill amendant l'article 833 du Code de procédure civile, relativement à la contrainte par corps dans les cas d'actions en dommages basées sur injures verbales ou écrites. (M. Caron, L'Islet).—1ère lecture, 78 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 105 ; rapporté, rejeté, 128.

165. Bill détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond. (M. Laferté).—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 112 ; rapporté, 128 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 134 ; passé par le Conseil législatif, 200 ; sanctionné, 206. (7 Ed. VII, ch. 8).

166. Bill amendant la loi de la chasse de Québec. (M. Kelly).—1ère lecture, 76 ; 2ème lecture sur division, référé au comité de législation, 134 ; rapporté, 256 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 296 ; retiré, 323.

167. Bill amendant les articles 443 et 485 du Code de procédure civile relativement à la taxation des jurés. (M. Chauret).—1ère lecture, 104 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 130 ; rejeté après rapport, 131 ; renvoyé de nouveau au comité de législation sur motion Tellier, 160 ; rapporté avec amendements, 206 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 221.

168. Bill concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal. (M. Mousseau).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 142 ; rapporté, rejeté, 188 ; motion Mousseau pour remettre le bill sur l'ordre du jour retirée, 268.

169. Bill annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier pour toutes les fins. (M. Lafontaine, Berthier).—1ère lecture, 79 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 129 ; rapporté, 131 ; considéré en comité général, rapporté motion pour 3ème lecture, motion

BILLS :—*Suite.*

pour renvoi à six mois rejetée, 3ème lecture, passé, 154 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 211 ; 1ère lecture des amendements, 212 ; amendements agréés, 221, sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 9).

170. Bill remplaçant l'article 293 du Code de procédure civile. (M. Mousseau).—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 186.

171. Bill amendant les Statuts refondus relativement à la prestation du serment. (M. Chauret).—1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 152 ; rapporté sans amendement, 159 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 174 ; de nouveau considéré en comité général, rapport de progrès, 208 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3ème lecture, passé, 274.

172. Bill amendant le Code de procédure civile relativement à la cession de biens. (M. Taschereau).—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 128.

173. Bill amendant l'article 2098 du Code civil. (M. Chauret).—1ère lecture, 103 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 198 ; rapporté, 264 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 296 ; de nouveau en comité général, rapporté, 304 ; 3ème lecture, sur division, passé, 328.

174. Bill amendant l'article 89 du Code civil. (M. Chauret).—1ère lecture, 104 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 198 ; rapporté, rejeté, 264.

175. Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens. (M. Jobin).—1ère lecture, 104 ; 2ème lecture sur division, référé à un comité spécial, 186 ; rapporté avec amendements, 213 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 255 ; 3ème lecture sur division, passé, 273 ; par le Conseil, amendé, 371 ; amendements lus deux fois, motion pour concours, rejetée, 372 ; message au Conseil, 373 ; Conseil accepte amendements, 383 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 43).

176. Bill amendant la loi de la pêche de Québec. (M. D'Auteuil).—1ère lecture, 117 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 134 ; rapporté, 243 ; considéré en comité général, comité se lève, 274.

177. Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales. (M. Perrault).—1ère lecture, 111 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 130 ; rapporté, 131 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 155 ; passé par le Conseil légis-

BILLS : — *Suite*.

latif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 204 ; amendements agréés, 221 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 44).

178. Bill amendant l'article 535 du Code municipal relativement à l'entretien des chemins macadamisés. (M. Taschereau).—1ère lecture, référé au comité du Code municipal, 110 ; rapporté, 140 ; 2ème lecture, référé au comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 160.

179. Bill amendant l'article 1048 du Code municipal. (M. Lafontaine, Maskinongé).—1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 111 ; rejeté par le comité du Code municipal, 141 ; motion pour ré-inscription au feuillet des ordres, rejetée, 160.

180. Bill amendant les articles 1688 et 2261 du Code civil, relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs. (M. Perrault).—1ère lecture, 117 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 155 ; rapporté avec amendements, 193 ; 3ème lecture, passé, 208 ; par le Conseil, 383 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 55).

181. Bill amendant les articles 541 et 836 du Code municipal concernant l'abattis des clôtures dans les chemins d'hiver. (M. D'Auteuil).—1ère lecture, renvoyé au comité du code municipal, 132 ; rapporté avec amendements, 192 ; 2ème lecture, considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3ème lecture, passé, 209.

182. Bill amendant l'article 2896 des Statuts refondus de la province de Québec. (M. Mousseau).—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 186 ; rapporté, 206 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 221 ; par le Conseil, amendé, 383 ; amendements agréés, 384 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, c. 37).

183. Bill remplaçant l'article 2054 du Code civil. (M. Mackenzie).—1ère lecture, 170 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 199 ; rapporté, 264 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 296 ; de nouveau en comité général, rapport de progrès, 304.

184. Bill détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard dans le comté de Nicolet et l'annexant pour toutes fins, à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le dit comté. (M. Marchildon).—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 174 ; rapporté, 243 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 256 ; passé par le Conseil législatif, 305 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, c. 10).

185. Bill relatif aux termes et séances de la Cour Supérieure et de la Cour de circuit dans le comté de Drummond. (M. Laferté).—1ère lecture,

BILLS:—*Suite.*

159 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 186 ; rapporté et rejeté, 193.

186. Bill amendant le Code municipal relativement au rachat des rentes constituées. (M. Benoit).—1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 153 ; rapporté avec amendements, 192 ; 2ème lecture sur division, 256 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 274 ; bill retiré, 303.

187. Bill amendant la loi de la pêche de Québec. (M. Kelly).—1ère lecture, 144 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 199 ; rapporté, 264 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 297.

188. Bill amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrière de la rive Sud. (M. Blouin).—1ère lecture, 144 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 174 ; rapporté, 253 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 274 ; Conseil, 383 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, c. 53).

189. Bill amendant les Statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons. (M. Kelly).—1ère lecture, 223 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 241 ; rapporté, 264 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 297.

190. Bill pour le maintien des libertés communes, en matière d'observance dominicale. (M. Mousseau).—1ère lecture, 153 ; retiré, 199.

191. Bill amendant l'article 31 du Code municipal relativement à l'annexion de partie de paroisse à une municipalité rurale. (M. Benoit).—1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 153 ; rapporté, rejeté, 192.

192. Bill concernant la juridiction de la Cour de circuit quant aux cantons de Nantel, Lynch et Mousseau dans le comté de Montcalm. (M. Bissonnette, Montcalm).—1ère lecture, 153 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 186 ; rapporté avec amendements, 231 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3ème lecture, passé, 255.

193. Bill amendant la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales. (Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 299 ; 2ème lecture sur division, 329 ; considéré, amendé, rapporté, 3ème lecture, sur division, passé, 356 ; par le Conseil, 383 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 13).

194. Bill amendant la loi relative aux droits sur les successions. (Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 300 ; 2ème lecture, sur division, considéré en

BILLS :—*Suite.*

comité général, rapport de progrès, 328 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 3ème lecture sur division, passé, 329 ; Conseil, 384 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 14).

196. Bill amendant la loi des mines de Québec. (Hon. M. Prévost).—1ère lecture, 181 ; 2ème lecture sur division, 249 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 261 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 1ère lecture des amendements, 295 ; 2ème lecture des amendements, 3ème lecture sur division, passé, 306 ; Conseil, 375 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 18).

197. Bill relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation. (M. Taschereau).—1ère lecture, 180 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 240 ; rapporté avec amendements, 253 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 275 ; Conseil, 349 ; sanctionné, 388 ; (7 Ed. VII, ch. 52).

198. Bill amendant l'article 291 du Code municipal relativement aux électeurs municipaux. (M. Gosselin).—1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 188 ; rapporté avec amendements, 253 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, 275 ; de nouveau considéré en comité général, rapport de progrès, bill retiré, 304.

199. Bill amendant l'article 291 de la loi de l'instruction publique, relativement à la signification de l'avis spécial. (M. Chauret).—1ère lecture, 188 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 240 ; rapporté sans amendements, 264 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 296.

200. Bill amendant l'article 95 du Code de procédure civile. (M. Tellier).—1ère lecture, 206 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 257 ; rapporté, 264 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 304 ; Conseil, amendé, 383 ; am. agréés, 384 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 58).

201. Bill relatif aux termes et séances de la cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa. (M. Kelly).—1ère lecture, 193 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 256.

202. Bill concernant la responsabilité résultant des accidents aux ouvriers au cours de leurs travaux. (M. Stephens).—1ère lecture, 193.

203. Bill amendant l'article 497 du Code municipal. (M. Vilas).—1ère lecture renvoyé au comité du Code municipal, 243 ; rapporté, 253 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 275.

BILLS :—*Suite*.

204. Bill amendant la loi de l'Instruction publique. (M. Vilas).—1ère lecture, 214 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 276 ; Conseil, amendé, 383 ; amendements agréés, 384 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 21.)

205. Bill amendant l'article 237 du Code de procédure civile. (M. Girard).—1ère lecture, 253.

206. Bill amendant la loi de la chasse de Québec. (M. Cardin).—1ère lecture, 232 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 241 ; rapporté, 253 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 274.

207. Bill amendant la loi relative aux édifices publics. (L'hon. M. Weir).—1ère lecture, 232 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 283 ; par le Conseil, 349 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 38.)

208. Bill amendant la loi relative aux établissements industriels. (L'hon. M. Weir).—1ère lecture, 232 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 277 ; par le Conseil, 349 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 40.)

209. Bill amendant la loi concernant les véhicules-moteurs. (Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 264 ; 2ème lecture sur division, 316 ; en comité général, ordre de la Chambre rescindé, rapport de progrès, 322 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements agréés, 344 ; par le Conseil, 384 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 16.)

210. Bill légalisant un certain registre de l'état civil. (M. MacKenzie).—1ère lecture, 264 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 297 ; par le Conseil, 348 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 56.)

211. Bill concernant les originaux de langue anglaise de certains Statuts. (Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 300 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 321 ; par le Conseil, 375 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 6.)

212. Bill amendant la loi du Barreau. (M. Taschereau).—1ère lecture, 300.

213. Bill concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités. (L'hon. M. Gouin).—1ère lecture, 232 ; 2ème lecture sur division, 295 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 296 ; par le Conseil, 375 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 46.)

BILLS :—*Suite.*

214. Bill amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts. (M. Roy, Montmagny).—1ère lecture, 264 ; 2ème lecture, considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois, agréés, 3ème lecture sur division, passé, 306.

215. Bill amendant la loi des cités et villes, 1903. (Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 300 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 321 ; par le Conseil, 375 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 45).

216. Bill amendant l'article 794 du Code municipal relativement à la nomination du surintendant. (M. Tourigny).—1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 311 ; rapporté, 346 ; 2ème lecture, sur division, considéré, progrès, 355 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté la 3ème fois et passé, 356 ; par le Conseil, 383 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 60).

217. Bill concernant l'octroi d'une pension à la mère de mademoiselle Sarah Maxwell. (L'hon. M. Gouin).—1ère, 2ème et 3ème lectures, passé, 357 ; par le Conseil, 384 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 4).

218. Bill amendant l'article 981o du Code civil. (L'hon. M. Gouin).—1ère lecture, 2ème lecture, comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 358 ; par le Conseil, 384 ; sanctionné, 388. (7 Ed. VII, ch. 54).

Bills :—DIVERSES PROCÉDURES :

1. Bill présenté et lu *pro forma* avant la considération du discours du Trône, 9.
2. Passé sans être considéré par un comité, 212.
3. Bill retiré, 99.
4. Suspension de la règle 58, sec. 3, 44, 54.
5. Bill rapporté le préambule non prouvé, 84.
6. Motion de renvoi à 6 mois, 154.
7. Bills passés sans délai, 105, 151, 357.
8. Bill rejeté par un comité, 131.
9. Comité se lève sans faire de rapport, 273, 274.
10. Bills retirés, 99.
11. Motion pour réinscrire un bill rejeté par un comité, 160.

12. Bill renvoyé une deuxième fois à un comité, 160.
13. Bill rapporté dont le préambule n'a pas été prouvé, inscrit de nouveau sur les Ordres du jour, 168.
14. Bill renvoyé à un comité sans que les avis aient été donnés, 182.
15. Bills sanctionnés, 204, 385.

Bills privés :

1. Comité des bills privés. Voir *Comités*.
2. Honoraires remis, 84, 152, 212, 243.
3. Que le délai pour la présentation soit prolongé, 84, 85, 127.

BOIS, LIMITES À :—Voir *Documents*, *items* 57, 58, 87, 88.

BONSECOURS. LE :—Bill constituant en corporation le Mont-de-Piété Le Bonsecours. Voir *Bills*, 107.

BORDEAUX :—Bill érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux. Voir *Bills*, 128.

BOULEVARDS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL :—Bill constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Île de Montréal. Voir *Bills*, 79.

BOVEY. F.-H.-W. :—Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Francis-Henry-Wilfrid Bovey au nombre de ses membres après examen. Voir *Bills*, 85.

BOXE :—Voir *Documents*, *item* 9.

BUDGET :—Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1908 et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 6. *Documents*, *item* 10.

“CANADIAN NURSES ASSOCIATION” :—Bill constituant en corporation “The Canadian Nurses Association.” Voir *Bills*, 129.

CENTRALISATION SCOLAIRE :—Demande de documents. Débat ajourné, 269.

CERCLES AGRICOLES DE SOULANGES :—Voir *Documents*, *item* 11.

CESSION DE BIENS :—Bill amendant le Code de procédure civile relativement à la cession de biens. Voir *Bills*, 172.

CHASSE :—Bill amendant la loi de la chasse de Québec. Voir *Bills*, 145.

CHASSE :—Bill amendant la loi de la chasse de Québec. Voir *Bills*, 166.

CHASSE :—Bill amendant la loi de la chasse de Québec. Voir *Bills*, 206.

CHASSE. PERMIS DE—:—Voir *Documents*, item 13.

CHEMINS :—Résolutions accordant une subvention aux municipalités pour la confection et l'entretien des—, 171, 201, 244, 245, 246, 259, 261.

CHEMINS :—Voir *Documents*, items 14, 15, 26.

CHEMINS, CONFECTION ET ENTRETIEN DES—:—Bill concernant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la—Voir *Bills*, 8.

CHEMINS A BARRIÈRES :—Bill amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrières de la rive Sud.—Voir *Bills*, 188.

CHEMINS DE FER :—Voir *Documents*, items 16, 17, 18.

CHEMINS DE FER :—Comité des—. Voir *Comités*.

CHEMINS MACADAMISÉS :—Bill amendant l'article 535 du Code municipal relativement à l'entretien des chemins macadamisés.—Voir *Bills*, 178.

“ CHIBOUGAMOU AND JAMES BAY RAILWAY ” :—Bill constituant en corporation “ The Chibougamou and James Bay Railway Company ”.—Voir *Bills*, 124.

“ CHIBOUGAMOU GOLD AND ASBESTOS Co. ” :—Voir *Documents*, item 19.

CHIRURGIENS :—Voir *Bills*, 175.

CHOUINARD, CHRISTOPHE—:—Voir *Documents*, item 20.

CHUTES :—Voir *Documents*, item 21.

CITÉS ET VILLES :—Bill amendant la loi des cités et villes 1903. Voir *Bills*, 155.

CITÉS ET VILLES :—Bill amendant la loi des cités et villes, 1903. Voir *Bills*, 215.

CLÔTURES :—Bill amendant les articles 541 et 836 du Code municipal concernant l'abattis des clôtures dans les chemins d'hiver.—Voir *Bills*, 181.

CODE CIVIL :—Bills amendant le—. Voir *Bills*, B, 149, 156, 173, 174, 180, 183, 218.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—Bills à l'effet d'amender le—. Voir *Bills*, 11, 161, 164, 167, 170, 172, 200, 205.

CODE MUNICIPAL :—Bills à l'effet d'amender le—. Voir *Bills*, 28, 153, 158, 159, 160, 163, 178, 179, 181, 186, 191, 198, 203, 216.

COFFIN. SIR I.-T. :—Bill validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac-Tristrain Coffin et autres, héritiers de feu Sir Isaac Coffin, à William-George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux. Voir *Bills*, 109.

COLONISATION, CONGRÈS DE :—Voir *Documents*, *items* 29, 30, 31.

COLONISATION, MINES ET PÊCHERIES :—Rapport du commissaire de la—, pour 1906. Voir *Documents*, *item* 22, p. 20.

COLONS :—Bill amendant les Statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons. Voir *Bills*, 189.

Comités :

1. Résolution pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 12. Rapport, 18. Voir *Agriculture*, *Bills privés*, *Chemins de fer*, *Comptes publics*, *Industries*, *Législation*, *Ordres permanents*, *Privilèges et Election*, *Bibliothèque et Impression*.
2. Comités conjoints. Voir *Bibliothèque*, *Impressions*.
3. Comités spéciaux. Voir *Code municipal*, *Statuts*, *De L'Épine*.
4. Liste des membres devant composer les divers comités permanents spéciaux, 18,

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :

1. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 23.
2. *Bills privés* :—Premier rapport, 23 ; deuxième, 37 ; troisième, 49 ; quatrième, 56 ; cinquième, 62 ; sixième, 69 ; septième, 75 ; huitième, 84 ; neuvième, 101 ; dixième, 110 ; onzième, 116 ; douzième, 126 ; treizième, 130 ; quatorzième, 140, etc.
3. *Chemins de fer et canaux* :—Premier rapport, 23 ; autres rapports, 85, 101, 127, 131, 151, 170, 187.
4. *Comptes publics* :—Premier rapport, 23 ; autres rapports, 64, 278, 347, 377. Voir *Appendice B*.

-
5. *Industries* :—Premier rapport, 23.
 6. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 23 ; autres rapports, 101, 127, 131, 158, 188, 193, 206, 212, 231, 243, 253.
 7. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 22 ; autres rapports, 25, 36, 42, 49, 56, 62, 70, 75, 83, 100, 115, 126, 141, 152.
 8. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 24.

COMITÉS CONJOINTS :

9. *Bibliothèque* :—Membres nommés par le Conseil, 24 ; par l'Assemblée législative, 43.
10. *Impressions* :—Membres nommés par l'Assemblée législative, 43 ; par le Conseil législatif, 43. Premier rapport, 377.

COMITÉS SPÉCIAUX :

11. *Code municipal* :—Formation, 44. Premier rapport, 49 ; autres rapports, 101, 140, 170, 192, 253, 346.
12. Comité conjoint nommé pour l'étude des rapports faits par la commission chargée de la revision et de la refonte des Statuts généraux. Membres nommés par l'Assemblée, 111 ; par le Conseil, 139. Premier rapport, 311.
13. Comité recommande la suspension de certaines règles en ce qui concerne un bill, 70, 101, 141.
14. Comité rejette un bill, 131, 188.
15. Comité rapporte que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 84, 243.
16. Comité recommande le retrait d'un bill, 84, 141.
17. Rapporte un bill sans donner d'opinion sur son mérite, 140.
18. Députés ajoutés aux autres membres des comités, 24, 104.
19. Comité rejette un bill parceque le dépôt n'a pas été fait, 243.
20. Comité pour s'enquérir comment la lettre du baron de l'Epine est venue en la possession de l'hon. M. Prévost, nommé, 228. Premier rapport, 324. Motion ordonnant l'impression des dépositions dans les Journaux de la Chambre, etc., 376. Voir *Appendice A*.

“ COMMERCIAL BURGLARY Co.” :—Bill constituant en corporation “ The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company. Voir *Bills*, 73.

COMMISSION D'ÉCONOMIE INTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Voir *Documents*, *item* 23.

COMMISSION SCOLAIRE :—Voir *Documents*, *item* 24.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Résolutions concernant l'incorporation par lettres-patentes des—, 187, 218, 219, 220.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill amendant l'article 4658 des Statuts refondus relativement aux compagnies à fonds social. Voir *Bills*, 22.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, ETC. :—Bill concernant les compagnies d'assurance, les société de secours mutuels et les sociétés charitables, de Québec. Voir *Bills*, 23.

COMPAGNIES PAR ACTIONS :—Bill concernant la constitution en corporation par lettres-patentes des compagnies par actions. Voir *Bills*, 19.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Documents*, *item* 25. Voir, aussi, *Comités* et *Appendice B*.

CONCASSEUR :—Voir *Documents*, *item* 26.

CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE :—48. Voir *Documents*, *item* 27.

CONFÉRENCIERS AGRICOLES :—145. Voir *Documents*, *item* 28.

CONGRÈS DE CHASSE ET DE PÊCHE :—Voir *Documents*, *item* 12.

CONGRÈS DE COLONISATION :—Voir *Documents*, *items* 29, 30, 31.

Conseil législatif :

Messages au Conseil :—

1. Nommant les membres de l'Assemblée législative devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 43 ; des impressions, 43.
2. Demandant au Conseil de nommer des membres pour faire partie d'un comité conjoint pour l'examen des rapports faits par la Commission chargée de la refonte des Statuts, 110.

Messages du Conseil .

3. Nommant les membres du comité de la Bibliothèque, 24. Des impressions, 69.
4. Acceptant les bills de l'Assemblée avec ou sans amendement : 109, 115, 117, 139, 143, 145, 157, 165, 178, 179, 200, 203, 204, etc.
5. Communiquant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée législative, 185, 242, 371.
6. Nommant les membres du comité pour la codification des Statuts, 138.
7. Refusant d'adopter les amendements faits à ses amendements, 373.
8. N'insiste pas sur ses amendements, 383.

CONSTRUCTEURS DE QUÉBEC, ASSOCIATION DES—:—Bill constituant en corporation L'Association des constructeurs de Québec : Voir *Bills*, 42.

CONTENT, ARTHUR—:—Bill autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres. Voir *Bills*, 82.

" CONTINENTAL FIRE INSURANCE " :—Bill constituant en Corporation " The Continental Fire Insurance Company. Voir *Bills*, 90.

CONVICTIONS SOMMAIRES :—Voir *Documents*, *item* 32.

CORONER :—Voir *Bills*, 14. *Documents*, *item* 33.

CORONER DE MONTRÉAL :—Voir *Documents*, *item* 33.

CORONER DU DISTRICT DE QUÉBEC :—Résolutions concernant le—199, 216. Voir *Bills*, 24.

CORONER DU DISTRICT DE QUÉBEC :—Bill concerçant le coroner du district de Québec. Voir *Bills*, 24.

CORPORATIONS COMMERCIALES :—Voir *Documents*, *items* 34, 35. *Bills*, 193.

COTÉ, BOIVIN & CIE :—Bill constituant en corporation la compagnie Côté Boivin & Cie, de Chicoutimi, limitée. Voir *Bills*, 99.

COTE-DES-NEIGES :—Bill constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges. Voir *Bills*, 36.

COUR DE CIRCUIT :—Bill amendant les articles 100, 809, 819 et 1061 du Code municipal, relativement aux appels à la Cour de circuit et pourvoyant à la nomination d'experts. Voir *Bills*, 163.

COUR DES COMMISSAIRES :—Bill amendant l'article 2427 des Statuts refondus relativement à la Cour des Commissaires. Voir *Bills*, 162.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure. Voir *Bills*, 20.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill relatif aux termes et séances de la Cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa. Voir *Bills*, 201.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN :—Bill amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien. Voir *Bills*, 31.

CRÉDIT MUNICIPAL CANADIEN :—Bill amendant la charte du Crédit municipal canadien. Voir *Bills*, 125.

DAVID, F. :—Bill concernant la substitution Ferdinand David. Voir *Bills*, 118.

DE L'EPINE, BARON :—Comité nommé pour s'enquérir comment la lettre du Baron—a été transmise à l'honorable M. Prévost, 228. Premier rapport, 324.

DE L'EPINE, BARON :—Lettre du—déposée sur la table de la Chambre, 231.

DE L'EPINE, BARON :—Motion à l'effet qu'une lettre adressée à l'honorable M. Prévost par le—et mise devant la Chambre soit imprimée dans les Journaux, etc. Débat, motion d'ajournement, point d'ordre, 153. Autre motion, 171, 172. Question d'ordre, 173.

DE L'EPINE, BARON :—Motion à l'effet qu'une lettre du—adressée à M. l'Orateur soit mise devant la Chambre. Amendement et sous amendement proposés et adoptés, 228. Premier rapport du comité, 324. Motion à l'effet d'imprimer les minutes du comité comme appendice, dans les Journaux de l'Assemblée législative, 376. Voir *Appendice A*.

DE L'EPINE, BARON :—Voir *Documents*, item 7.

DÉPENSES NON-PAYÉES :—Voir *Documents*, item 36.

DÉPUTÉS :—

1. Avis de vacances, 4, 5, 6.
2. Certificats d'élection de—, 7, 8, 9, 86.
3. Prêtent serment et prennent le 1^{er} siège, 9, 87.
4. Indemnité devant être payée, 346.

DETTE PUBLIQUE :—Résolutions au sujet de la —, 105. Comité 134, 135.

DETTE PUBLIQUE :—Voir *Documents*, item 37.

DETTE PUBLIQUE :—Bill affectant certains deniers au paiement de la dette publique. Voir *Bills*, 9.

DIFFÉRENDS MUNICIPAUX :—Bill relatif au règlement des différends municipaux. Voir *Bills*, 153.

DILLON, J. H.—:—Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Henry Dillon au nombre de ses membres. Voir *Bills*, 111.

DIMANCHE :—Bills concernant l'observance du —. Voir *Bills*, 6.

DIMANCHE :—Bill pour le maintien des libertés communes, en matière d'observance du dimanche. Voir *Bills*, 190.

Documents par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

REMARQUE —Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais est mis comme numéro de référence.

1. *Actions. Taxe sur transfert d'—* :—État indiquant le montant payé par les membres de la Bourse de Montreal pour taxe sur les transferts d'actions, bons, avec les noms des compagnies qui ont payé, le montant payé, etc. (*Document No 60*).

Par ordre
155

166

2. *Affaires de la province. Bilan des—* :—Documents depuis le 1er juillet 1897, entre le gouvernement et les agents financiers européens, ou toute personne, au sujet de la préparation du bilan général des affaires de la province, y compris les valeurs immobilières à son actif, en vue d'un nouvel emprunt, ou d'une consolidation définitive de toute la dette publique.

(*Document de la session No 47*).

Par ordre
de la dernière
session

146

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
3. <i>Agriculture</i> .—Rapport du Commissaire de l'—, pour 1906. (<i>Document No 3</i>).	Par ordre du Lieut.-Gouv.	20
4. <i>Appareils de sauvetage</i> .—Liste des établissements industriels, des édifices publics et des maisons d'éducation qui ne sont pas pourvus d'appareils de sauvetage en cas d'incendie.	Par ordre 239	
5. <i>Arseneault, M. N.</i> .—Document se rapportant à la destitution de M. N. Arseneault, agent des terres à Carleton, et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis. (<i>Document No 81</i>).	Adresse	168
6. <i>Assurances</i> .—Documents se rapportant aux taxes sur les compagnies d'assurance sur la vie et à l'assurance d'état. (<i>Document de la session No 68</i>).	Par ordre de la dernière session	181
7. <i>Belgique. Voyage en</i> .—Etat détaillé des items de dépenses suivantes : l'honorable Jean Prévost, dépenses de voyage en Belgique, \$2,000.00 ; Denis Donovan, \$332.85 ; L'abbé Jos. Arts, \$289.15 ; Baron de l'Epine, \$250.00 ; Rodolphe Lafrenière, \$25.00 ; F. E. Turcotte, \$50.00. (<i>Imprimé</i>). <i>Document No 56</i> .	Par ordre 52	158
8. <i>Bibliothèque</i> .—Rapport du bibliothécaire de la Législature pour 1906-07.	111ème règle	45
9. <i>Bore</i> .—Document se rapportant à des joutes de boxe au parc Riverside, dans la municipalité de De Lorimier.	Par ordre 268	
10. <i>Budget</i> .—Budget des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1908. (<i>Document No 1</i>).	Par message	72

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
11. <i>Cercles agricoles de Soulanges</i> :—Liste des membres de chaque cercle agricole en opération dans le comté de Soulanges, pour 1905-1906 et état des comptes produits par les secrétaires-trésoriers des cercles agricoles de St-Polycarpe, St-Télesphore et St-Clet. (Document No 75).	Par ordre 254	278
12. <i>Chasse et Pêche, Congrès de—</i> : — Correspondance et résolutions en rapport avec le congrès de chasse et de pêche, tenu à l'hôtel Windsor, les 13 et 14 décembre dernier (1905). <i>Imprimé.</i> (Document de la session No 50).	Par ordre de la dernière session	145
13. <i>Chasse, Permis de—</i> : — Documents concernant les permis de chasse accordés par le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, pour des fins scientifiques, durant l'année 1906. <i>Imprimé.</i> (Document No 63).	Par ordre 133	170
14. <i>Chemins</i> :—Liste du montant total des octrois, par comté, dans l'espace des dernières dix années, accordés par le gouvernement de la province aux municipalités rurales, pour la création ou l'amélioration des chemins. (Document No 99).	Par ordre 111	379
15. <i>Chemins</i> :—Liste du montant total, par comté, des dépenses faites par les municipalités rurales de la province, dans l'espace des dernières dix années, pour la création ou l'amélioration des chemins. (Document No 44).	Par ordre 113	145

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
16. <i>Chemins de fer</i> :—Etat indiquant : Quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par les lois 54 Victoria, chapitre 88, section 2 ; 58 Victoria, chapitre 6, et le montant encore dû à la Province, par ces compagnies de chemins de fer. <i>Imprimé.</i> (<i>Document de la session No 43</i>).	Par ordre de la dernière session	145
17. <i>Chemins de fer, Statistiques</i> :—Rapport et statistiques de certaines compagnies de chemins de fer au 30 juin 1906, conformément à l'article 5176 des S. R. P. Q. et suivants. (<i>Document No 20</i>).	Statut	41
18. <i>Chemins de fer subventionnés</i> :—Rapports pour l'année expirant le 30 juin 1905, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Edouard VII, chapitre 2. (<i>Document No 19</i>).	Par ordre du Lieut.-Gouv.	42
19. " <i>Chibougamou Gold and Asbestos Co.</i> :—Documents se rapportant à la " <i>Chibougomou Gold and Asbestos Company</i> ," avec un état donnant le nombre, le nom et la résidence de ses directeurs et de ses actionnaires, le montant du capital-action autorisé, le montant du capital souscrit, et celui du capital payé par chacun d'eux. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 54</i>).	Par adresse 150	157
20. <i>Chouinard, Christophe</i> .— :— Documents se rapportant aux plaintes portées contre Christophe Chouinard, percepteur du revenu provincial à Matane, par le docteur A. Bouillon et autres. (<i>Document No 98</i>).	Par ordre 239	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>21. <i>Chûtes</i> :—Etat détaillé de toutes les ventes, locations ou concessions de chûtes ou pouvoirs hydrauliques, consenties par le gouvernement de cette province, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er janvier 1907, avec indication du mode suivi dans chaque cas, du site et du nombre approximatif de chevaux-vapeur utilisables, du nom de chaque acquéreur, locataire ou concessionnaire, de la date, du terme et de la nature du droit concédé, du prix obtenu et des autres conditions imposées, du montant réellement perçu par la province et de la quantité de forces hydrauliques réellement développée ou utilisée. <i>Imprimé.</i> (Document No 69.)</p>	Par ordre 47	267
<p>22. <i>Colonisation, Mines et Pêcheries</i> :—Rapport du Ministre de la,—de la province de Québec, pour 1906. (Document No 7.)</p>	Par ordre du Lieut.-Gouv.	20
<p>23. <i>Commission d'Economie Intérieure de l'Assemblée Législative</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission. (Document No 10.)</p>	Par message	15
<p>24. <i>Commission scolaire</i> :—Liste des membres qui composent actuellement la commission scolaire catholique de Montréal. (Document No 100.)</p>	Par ordre 346	379
<p>25. <i>Comptes publics</i> :—Etat des,—de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1906. (Document No 2.)</p>	Par ordre du Lieut.-Gouv.	14

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
26. <i>Concasseur</i> :—Etat détaillé indiquant le nom de chaque municipalité qui a demandé au gouvernement un octroi pour l'achat d'un concasseur ou d'une machine à chemin quelconque, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour, les municipalités qui ont obtenu tel octroi, etc., etc.	Par ordre 288	
27. <i>Conférence interprovinciale</i> :—Minutes des procédures de la conférence interprovinciale et de la conférence des membres du gouvernement du Canada et des membres des gouvernements provinciaux tenues à Ottawa, en octobre 1906. <i>Imprimé.</i> (Document No 22.)		48
28. <i>Conférenciers agricoles</i> :—Noms des conférenciers agricoles nommés par le gouvernement de cette province, avec la liste des divers sujets qu'ils ont à traiter. (Document No 48.)	Par ordre de la dernière session.	145
29. <i>Congrès de colonisation</i> :—Etat complet et détaillé des dépenses occasionnées à la province par le congrès de colonisation de Saint-Jérôme, en 1905. <i>Imprimé.</i> (Document No 70.)	Par ordre 52	231
30. <i>Congrès de Colonisation</i> :— Documents autorisant le Congrès de colonisation à Saint-Jérôme, les 21, 22 et 23 novembre 1905, et le Congrès de chasse et de pêche, à Montréal, les 12, 13 et 14 décembre 1905, ainsi que des comptes des frais encourus par la Province pour la convocation et la tenue de ces deux Congrès. <i>Imprimé.</i> (Document No 70.)	Par adresse de la dernière session.	231

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
31. <i>Congrès de la Colonisation</i> :—Correspondance échangée avec le gouvernement relativement au Congrès de la Colonisation, tenu à St-Jérôme les 21, 22 et 23 novembre dernier, ainsi qu'une copie des résolutions passées à ce congrès. <i>Imprimé.</i> (Document No 71).	Par ordre de la dernière session.	232
32. <i>Convictions sommaires</i> :—Correspondance entre le Procureur-Général et le Ministre de la Justice se rapportant à la modification des dispositions du Code criminel touchant la prise par écrit des dépositions dans les causes tombant sous la partie LVIII du dit code, concernant les convictions sommaires.	Par ordre 336	
33. <i>Coroner de Montréal</i> :—Correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des archives du coroner du district de Montréal. (Document No 39)	105	126
34. <i>Corporations commerciales</i> :—Etat indiquant les permis accordés en vertu de la loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères (4 Ed. VII, ch. 34) dans le cours de l'année fiscale 1904-1905, et le fonds social autorisé de ces corporations étrangères munies de permis ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis. (Document No 14.)	Par ordre du Lt.-Gouverneur.	15
35. <i>Corporations municipales</i> :—Etat tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la Province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales, au Secrétaire de la Province, en vertu de l'article 4618, S. R. P. Q. (Document No 13.)	Statut	15

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>36. <i>Dépenses non-payées</i> :—Etat détaillé des dépenses du gouvernement encourues par chaque département et non payées avant le 1er juillet 1905, donnant :</p> <p>1. La nature et la date de chaque créance, avec le nom du créancier dans chaque cas. 2. Celles de ces créances qui ont été soldées depuis, avec, dans chaque cas, le montant payé, la date du paiement et le nom de la personne à qui tel paiement a été fait. <i>Imprimé.</i> (<i>Documents Nos 52 et 62.</i>)</p>	Ordre de la dernière session.	145, 166
<p>37. <i>Dette de la province</i> :—Document indiquant le montant total mis de côté pour le fonds d'amortissement sur chacun des emprunts constituant la dette fondée de la Province, depuis le 1er juillet 1880, en vertu des statuts autorisant les dits emprunts, etc. (<i>Document No 34.</i>)</p>	Par ordre 47	69
<p>38. <i>Douze enfants</i> :—Correspondance au sujet de l'octroi de terrain aux parents de douze enfants vivants, etc. (<i>Document No 30.</i>)</p>	Ordre de la dernière session	62
<p>39. <i>Drake, Clarence</i> :—Documents se rapportant au décès de Clarence Drake, de Compton, arrivé le 29 décembre 1906. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 79.</i>)</p>	Par ordre 156	302
<p>40. <i>Dupuis, A. B.</i> :—Documents relatifs à la réclamation de M. A. B. Dupuis, contre le gouvernement de la province de Québec, au sujet de la cause de Robitaille vs Leblanc, et de certains lots du canton de Hamilton. (<i>Document No 59.</i>)</p>	Ordre de la dernière session.	158

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
41. <i>Ecole d'industrie laitière</i> :—Liste des montants payés par le gouvernement à l'—, chaque année, depuis sa fondation jusqu'à ce jour. (<i>Document No 49.</i>)	Par ordre 72	145
42. <i>Employés</i> :—Liste des employés du palais de justice de Montréal et de ceux du palais de justice de Québec avec leurs salaires respectifs et la nature de leur emploi. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 31.</i>)	Par ordre 28	68
43. <i>Emprunts</i> :—Documents indiquant le résultat de l'affectation d'une partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O., au paiement des divers emprunts de 1874, 1876 et 1878, avec le détail des paiements et le résultat de l'affectation de la balance du prix de cette même vente, au montant de \$1,460,380.00, au paiement de l'emprunt temporaire de \$700,000.00 du 30 juin 1897, etc. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 33.</i>)	Par ordre 47	68
44. <i>Emprunts temporaires</i> :—Pièces justificatives sous forme de reçu ou extrait des livres comme preuve que les montants d'emprunts temporaires représentés par l'item "intérêt sur avances" ont été remis à la Banque de Montréal à ou avant l'expiration de l'année fiscale 1904-1905. (<i>Document No 45.</i>)	Par ordre de la dernière session	144
45. <i>Granby</i> :—Documents au sujet de l'établissement d'une école du soir dans le village de Granby. (<i>Document No 96.</i>)	Par ordre 347	
46. <i>Imprimeur du Roi</i> :—Rapport de l'—. (<i>Document No 11.</i>)	Message.	14

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
47. <i>Instituteurs et institutrices</i> : — Tableau montrant, année par année, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er juillet 1906, pour les écoles catholiques et les écoles protestantes, séparément : La moyenne du traitement des instituteurs et des institutrices laïques brevetés, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires. <i>Imprimé.</i> (Document No 94).	Par ordre 230	348
48. <i>Institutions littéraires, de bienfaisance, hôpitaux, etc., etc.</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions mis devant la Chambre. (Document No 23).	Statut	45, 78, 144, 180
49. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'—pour l'année 1905-1906. (Document No 8).	Par ordre du Lieut.-Gouv.	145
50. — <i>Etat financier du Surintendant de l'—</i> , pour 1906. (Document No 9).	Par ordre du Lieut.-Gouv.	130
51. <i>Instruction publique</i> : — Résolutions du comité protestant du conseil de l'instruction publique concernant les modes de distribution, de l'allocation aux écoles communes, parmi les écoles élémentaires de la province, résolution du comité recommandant l'augmentation de l'aide du gouvernement aux écoles élémentaires et particulièrement aux écoles rurales ; résolutions passées par le comité protestant du conseil de l'instruction publique concernant l'allocation spéciale de la Législature aux universités McGill et Bishop.	Par ordre 346	
52. <i>Instruction publique</i> :—Résolution adoptée sur motion de M. John White, au sujet d'une taxe provinciale pour l'éducation.	Par ordre 350	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
53. <i>Langelier, J. C.</i> :—Sommes payées en 1906 et 1907 à M. J. C. Langelier, pour dépenses de voyages et autres, ainsi que toutes autres sommes payées aux membres de sa famille, avec indication des noms de ceux-ci. (<i>Document No 77.</i>)	Par ordre 252	278
54. <i>Lejeune, Canton</i> :—Rapport d'inspection pour classification des terres, dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 85.</i>)	Par ordre 198	323
55. <i>Lejeune, Canton</i> :—Liste des lots vendus dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, donnant le nom de l'acheteur, la date et le prix de l'achat, avec l'étendue et le numéro de chacun des lots ainsi acheté depuis le 1er juillet 1905. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 86.</i>)	Par adresse 198	324
56. <i>Levesque, Alfred</i> :—Documents se rapportant à la destitution de M. Alfred Levesque, de sa charge de grand constable du district de Joliette, ainsi qu'à la nomination de son remplaçant, M. Wilfrid St. George, du même lieu. (<i>Document No 91.</i>)	Par ordre 208	348
57. <i>Limites forestières</i> :—Etat des limites forestières vendues ou sous licence dans la province de Québec, indiquant les noms des propriétaires primitifs, la date de la vente, le prix payé par mille carré, le nombre de milles vendus, les noms des propriétaires actuels et les prix payés par mille carré, par les propriétaires actuels, les noms des		

DOCUMENTS :—*Suite.**Limites forestières :—Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>possesseurs de limites qui exploitent actuellement leurs limites, la moyenne générale du montant de droits de coupe reçu annuellement par le gouvernement, et la moyenne du montant de droits de coupe reçu annuellement, au mille carré, de chaque possesseur de limites, séparément. <i>Imprimé. (Document No 42.)</i></p>	Ordre de la dernière session (Doc. No 59.)	138
<p>58. <i>Limites forestières :—</i>Etat détaillé des limites à bois vendues dans la province de Québec depuis le 13 mars 1902 avec le nom des acheteurs et adjudicataires originaires ; celui des acquéreurs subséquents, avec la date et le prix d'acquisition, et la date du transport dans chaque cas.</p>	Par adresse 120	
<p>59. <i>Longueuil :—</i>Documents se rapportant : 1. A l'approbation par le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil d'un certain règlement du conseil municipal de la paroisse de Longueuil accordant certaines franchises à la compagnie de tramway de Longueuil ; 2 A l'érection en municipalité de village, sous le nom de " Montréal-sud ", d'un certain territoire extrait des limites de la municipalité de la paroisse de Longueuil. (<i>Document No 64.</i>)</p>	Par adresse 168	173
<p>60. <i>Louiseville :—</i>Correspondance échangée entre le gouvernement et les autorités de Louiseville, en rapport avec la destruction par un incendie d'une partie de cette ville, en 1903.</p>	Par ordre 336	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
61. <i>Maguire, W.</i> — :—Documents se rapportant à la destitution du docteur W. Maguire, agent des terres à New-Carlisle, et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis. (<i>Document No 80.</i>)	Par adresse 168	302
62. <i>Malbaie</i> :—Documents se rapportant à la nomination, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'un conseiller municipal, pour le village de la Malbaie, en février 1907. (<i>Document No 83.</i>)	Par adresse 288	302
63. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etats des mandats spéciaux. (Art. 785 S. R. Q.) préparés par l'auditeur.	Statut	28
64. <i>Matane</i> :—Documents en la possession du gouvernement, se rapportant à la demande de certains intéressés, à l'effet que la cour de circuit siège tous les trois mois, à Matane. (<i>Document No 84.</i>)	Par ordre 198	
65. <i>Mines</i> :—Correspondance en rapport avec l'état actuel des réparations et de l'entretien des bureaux du département des mines. (<i>Document No 61.</i>)	Ordre de la dernière session.	166
66. <i>New-Carlisle, agent des terres à</i> — :—Lettres du ministère ou du département adressées à l'agent des terres à New-Carlisle, au sujet de la perception des droits de coupe de cette agence et des réductions des droits de coupe que cet agent a reçu instruction d'accorder, depuis le 1er juillet 1905. <i>Imprimé. Document No 76.</i>)	Par ordre 178	278
67. <i>Officiers publics</i> :—Etat des cautionnements donnés par les—, depuis le 1er février 1906. Art. 633, S. R. Q.) (<i>Document No 26.</i>)	Statut	52

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
68. <i>Palais de justice. Annexe au—Montréal :</i> —Documents se rapportant à la construction de la nouvelle annexe du palais de justice de Montréal, et état complet et détaillé des dépenses occasionnées à la province par la construction de la dite annexe. <i>Imprimé.</i> (Document No 41.)	Adresse 48	130
69. <i>Palais de justice de Montréal :</i> —Etat donnant le coût de la construction originale du palais de justice de Montréal, le coût de sa reconstruction ordonnée sous le gouvernement Mercier, et le coût des réparations qu'il a subies jusqu'au 30 juin 1906.	Par ordre 303	
70. <i>Palais de justice et prisons :</i> —Etat donnant le montant total approximatif dépensé par la province, depuis 1867 jusqu'au 1er juillet 1905, pour la construction des palais de justice et prisons. (Document No 28.)	Ordre de la dernière session.	61
71. <i>Palais de justice et prison :</i> —Etat détaillé donnant, année par année, le montant des droits perçus dans le district de Montréal, en vertu de la loi 12 Victoria, chapitre 112, intitulée : "Acte pour pourvoir à la construction et réparations de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada." <i>Imprimé.</i> (Document No 88.)	Par ordre 288	324
72. <i>Parc National des Laurentides :</i> —Etat détaillé des revenus et des dépenses du Parc National des Laurentides pour les années fiscales expirant les 30 juin 1905 et 30 juin 1906 et du nombre des bâtisses qu'il y a dans le Parc, l'endroit où elles sont situées et leur destination, avec le coût de construction et d'entretien de ces bâtisses. <i>Imprimé.</i> (Document No 57.)	Par ordre 119	158

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>73. <i>Parc National des Laurentides</i> :—Etat donnant : 1. La superficie en milles carrés du Parc National des Laurentides, le nombre des surintendants et des gardiens employés dans le parc, le salaire ou gages payés à chacun d'eux, l'endroit qu'ils surveillent, le nombre de caribous et d'orignaux tués durant l'année 1905 et 1906, le nom des personnes qui les ont tués, le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc etc., etc. Imprimé. (Document No 53.)</p>	Par ordre 119	157
<p>74. <i>Pêche aux saumons</i> :—Correspondance se rapportant à l'augmentation du montant de la licence pour pêcher le saumon au filet, devant être payé par les pêcheurs dans le comté de Bonaventure et autres comtés.</p>	Par ordre 254	
<p>75. <i>Permis d'exploitation minière</i> :—Etat détaillé des permis d'exploitation minière accordée depuis le 1er juillet 1905, donnant le nom des personnes ayant obtenu ces permis ; le montant exigé pour chaque permis ; le montant payé pour chaque permis ; avec la date du paiement ; le montant resté dû pour chaque permis ; la superficie de chaque terrain mis ainsi sous permis ; avec, suivant le cas, l'endroit, le canton, le comté, le territoire non organisé ou le territoire non arpenté où se trouve tel terrain ; le terme ou la durée de tel permis. Imprimé. (Document No 92.)</p>	Par ordre 149	348
<p>76. <i>Permis d'exploitation et d'exploration minières</i> :—Etat détaillé des permis d'exploitation et d'exploration minières.</p>		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Permis d'exploitation et d'exploration minières :—Suite.</i>		
accordés depuis le 30 juin 1905, donnant le nom des personnes qui ont obtenu ces permis ; le montant exigé pour chaque permis ; le montant payé avec la date du paiement ; le montant resté dû ; la superficie de chaque terrain mis ainsi sous permis avec, suivant le cas, l'endroit, le canton, le comté, le territoire non organisé ou le territoire non arpenté où se trouve tel terrain ; le terme ou la durée de tel permis.	Par ordre 149	
77. <i>Permis d'exploration minière :—Etat détaillé des permis d'exploration minière accordés depuis le 1er juillet 1905.</i>	Par ordre 149	
78. <i>Permis d'exploration minière :—Etat détaillé des renouvellement de permis d'exploration accordés depuis le 1er juillet 1905. Imprimé. (Document No 95.)</i>	Par ordre 149	374
79. <i>Prévost, Hon. J. :—Etat des dépenses de l'honorable Ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries en rapport avec son voyage en Belgique avec quelques-uns des officiers ou employés de son département, depuis le 1er janvier 1906, de M. le baron de l'Epine et de M. l'abbé Arts en rapport avec ce département depuis le 1er juillet 1905 et d'une copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et ces personnes. Imprimé. (Document No. 74.)</i>	Par ordre 252	277

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
80. <i>Prisons</i> :—Rapport de M. le Dr Woods, inspecteur des prisons, etc., en date du 10 avril 1906 et de la réponse à ce rapport de M. L. U. A. Genest, greffier de la paix, Trois-Rivières, en date du 28 avril 1906, adressée à M. le shérif Charles Dumoulin et transmise à l'honorable Procureur Général. (<i>Document No 65.</i>)	Par ordre 119	174
81. <i>Prisons et Asiles</i> :—Trente-sixième rapport des inspecteurs des—de la province de Québec pour 1905. (<i>Document No 15.</i>)	Statut	14
82. <i>Québec et Lac St-Jean, chemin de fer de</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, ou avec les commerçants ou colons du Lac-Saint-Jean, au sujet du tarif de transport des marchandises sur les wagons de la dite compagnie. (<i>Document No 101</i>)	Par ordre 335	379
83. <i>Rapports judiciaires</i> :—Documents concernant la publication des rapports judiciaires officiels de Québec. (<i>Document No 66.</i>)	Par ordre 159	174
84. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat détaillé des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1906 jusqu'au 21 janvier 1907. (<i>Document No 32.</i>)	Par ordre 36	68
85. <i>Réclamations non payées</i> :—Etat détaillé, par département, de toutes les réclamations faites contre le gouvernement avant le 1er juillet 1905, et qui n'ont		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Réclamations non payées :—Suite.</i>		
pas encore été réglées, indiquant le montant et la nature de ces réclamations, avec le nom du réclamant, dans chaque cas. <i>Imprimé.</i> (<i>Documents Nos 51 et 62.</i>)	Ordre de la dernière session.	145,166
86. <i>Réclamations pendantes :—</i> Etat des réclamations pendantes entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance du Canada, avec indication de leur nature, de la date à laquelle elles ont été faites et des dernières procédures effectuées pour en arriver à une solution. (<i>Document No 46.</i>)	Ordre de la dernière session.	146
87. <i>Rivière Bonaventure :—</i> Documents concernant la vente de certaines limites à bois comportant le bloc No 3 sur la rivière Bonaventure, et les blocs Nos 1 et 2 sur la rivière Bonaventure, en arrière, depuis le 1er juillet 1897. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 55.</i>)	Par adresse 120	158
88. <i>Rivière Bonaventure :—</i> Documents se rapportant à la location, par le gouvernement, à Napoléon Drouin, marchand et échevin de la ville de Québec, des îles de la rivière Bonaventure mentionnées à l'acte de location, depuis juillet 1897. <i>Imprimé.</i> (<i>Document de la session No 58.</i>)	Par ordre 120	158
89. " <i>Royal Trust Company</i> " :—Etat des affaires de la—. (<i>Document No 78.</i>)	Par statut.	278
90. <i>St-Louis de Montréal :—</i> Documents se rapportant à la vente de 92 lots de terrain situés dans la ville Saint-Louis,		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>St-Louis de Montréal :—Suite.</i>		
appartenant autrefois à la Compagnie d'Exposition de Montréal, telle qu'annoncée par le gouvernement dans la <i>Gazette officielle</i> du 28 avril. <i>Imprimé.</i> (Document No 29.)	Par adresse 35	61
91. <i>St-Patrice de Rawdon :—</i> Documents se rapportant à la demande d'allocation faite au gouvernement de cette province pour l'établissement d'une académie commerciale de langue anglaise en la paroisse de St-Patrice de Rawdon, dans le district de Joliette. <i>Imprimé.</i> (Document No 40.)	Par ordre 113	126
92. <i>St-Pierre et Miquelon :—</i> Correspondance échangée entre le gouvernement et quelque personne que ce soit, relativement à l'immigration récente d'une portion notable de colons originaires de la vieille colonie française St-Pierre et Miquelon. (Document No 67.)	Par ordre 168	181
93. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province :—</i> Rapport du—pour l'exercice finissant le 30 juin 1906. (Document No 6.)	Par statut	14
94. <i>Service civil :—</i> Copie des rapports du Conseil Exécutif concernant des nominations dans le—. (Document No 12.)	Message	15
95. <i>Sherbrooke, Palais de justice de :—</i> Documents en rapport avec le nouveau palais de justice de Sherbrooke. <i>Imprimé.</i> (Document No 72.)	Par adresse 198	257
96. <i>Sherbrooke, Palais de justice de :—</i> Etat détaillé du coût de l'ameublement du palais de justice de Sherbrooke.	Par ordre 347	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
97. <i>Sociétés de Colonisation</i> :—Liste des—avec leur constitution. (<i>Document No 82.</i>)	Ordre de la dernière session.	302
98. <i>Société d'industrie laitière</i> :—Liste des montants qui ont été payés, chaque année, depuis sa fondation jusqu'à ce jour, à la société d'industrie laitière, y compris les octrois spéciaux pour la construction et l'exploitation de l'école de laiterie, en 1893 et les années suivantes, ainsi que pour le salaire de ses officiers et des officiers de la dite école, etc.	Par ordre 133	
99. <i>Soulanges</i> :—Etat des sommes d'argent dépensées dans le comté de Soulanges, par le gouvernement de la province de Québec, depuis 1887. (<i>Documents Nos 93 et 93a.</i>)	Par ordre 223	
100. <i>Spencer-Wood</i> :—État des dépenses annuelles de—, depuis 1894-95, pour réparations, etc. (<i>Document No 36.</i>)	Par ordre 61	74
101. <i>Statistiques municipales</i> :—Statistiques et rapports municipaux pour 1905. (<i>Document No 16.</i>)	Par statut	14
102. <i>Statistiques municipales</i> :—Liste des comtés dont une ou plusieurs municipalités n'ont pas encore fait rapport à l'honorable secrétaire de la province, depuis 1905, sur leur situation financière, tel que requis. (<i>Document No 37.</i>)	Par ordre 113	121
103. <i>Statuts généraux de la Province de Québec</i> :—Rapport de la Commission relativement à la revision et à la refonte des—. (<i>Document No 35.</i>)	Par statut	69

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>104. <i>Subside fédéral</i> :—Documents se rapportant à l'augmentation du subside fédéral aux provinces, depuis le 1er juillet 1905, jusqu'à date. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 21.</i>)</p>	Par adresse 48	48.
<p>105. <i>Terrains miniers</i> :—Etat détaillé des ventes de terrains miniers, depuis le 1er juillet 1906, faisant voir : La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit où se trouve ce terrain, les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu ; le montant du prix de vente originaire avec la date du paiement, et, si un terme de paiement a été donné, pour combien de temps et pour quelles raisons tel délai a été accordé ; le nom de l'acheteur originaire, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions et la date de chacune de ces transactions. (<i>Document No 89.</i>)</p>	Par adresse 150	345
<p>106. <i>Terrains miniers</i> :—Etat détaillé des ventes de terrains miniers au montant de \$19,770.00, tel que mentionné à la page 154 du rapport général du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906. (<i>Document No 90.</i>)</p>	Par adresse 150	345.
<p>107. <i>Terres et Forêts</i> :—Rapport du Ministre des—de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1906. (<i>Document No 5.</i>)</p>	Par statut	14

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
108. <i>Terres publiques</i> :—Documents se rapportant aux lots et terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres patentes, avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces terrains et les fins pour lesquelles ils ont été octroyés, dans chaque cas, depuis le 31 mai 1904. (<i>Document No 17.</i>)	Adresse de la dernière session	15
109. <i>Terres Publiques</i> :—Copie de toutes les instructions générales ou particulières adressées par le Ministre des terres de la Couronne relativement à la vente ou à l'administration des terres publiques de cette province. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 38.</i>)	Par ordre de la dernière session	126
110. <i>Terres publiques, classification des</i> :—Documents se rapportant à la classification des terres de la Couronne, suivant la loi 4 Ed. VII, chap. 13. (<i>Document No 18.</i>)	Par ordre de la dernière session	15
111. <i>Thibaut, Joseph</i> :—Documents se rapportant à des accusations ou plaintes portées contre Joseph Thibaut employé du gouvernement, à Sainte-Anne-des-Monts. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 87.</i>)	Par ordre 239	324
112. <i>Travaux publics et du travail</i> :—Rapport général du Ministre des—de la province de Québec pour 1906. (<i>Document No 4.</i>)	Par statut	14
113. <i>Tuque, La</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et toutes personnes demeurant à La—Tuque, depuis le 1er juillet 1906, en rapport avec le retrait de la licence qui avait été accordée pour la vente des liqueurs spiritueuse à La—Tuque. (<i>Document No 97.</i>)	Par ordre 287	378

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
114. <i>Vallée, Arthur</i> :—Rapports faits sur la conduite d'Arthur Vallée, autrefois gardien de la prison de Montréal, et sur lesquels a été motivée la destitution du dit Vallée. (<i>Document No 73.</i>)	Par ordre 252	268
115. <i>Ventes pour taxes municipales</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés à propos du fait que dans certaines villes de cette province, les ventes de terrains pour taxes municipales sont faites par le shérif du district au lieu d'être faites par le greffier de la ville. (<i>Document No 27.</i>)	Par ordre de la dernière session	53

"DOMINION PARK" :—Bill amendant la charte de la *Dominion Park Company Limited*.—Voir *Bills*, 94.

DOUZE ENFANTS :—Documents se rapportant à l'octroi aux pères de douze enfants vivants, et à un prolongement de délai à leur être accordé pour faire valoir leur réclamation.—Voir *Documents*, *item* 38.

DRAKE, CLARENCE :—Voir *Documents*, *item* 39.

DROUIN, NAPOLEON :—Voir *Documents*, *item* 88.

DRUMMOND :—Bill relatif aux termes et séances de la Cour Supérieure et de la Cour de circuit dans le comté de Drummond.—Voir *Bills*, 185.

DUCHARME, G. N.—Bill ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme *et al.* à James N. Greenshields.—Voir *Bills*, 92.

DUPUIS, A. B. :—Voir *Documents*, *item* 40.

ÉCOLES :—Voir *Documents*, *items* 45, 51, 52.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES :—Résolutions concernant l'.—161, 279, 280.

ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES :—Bill constituant en corporation l'école des hautes études commerciales.—Voir *Bills*, 25.

ECOLE D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—Voir *Documents*, *item* 41.

ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL :—Résolutions concernant l'—55, 65.

ECOLE POLYTECHNIQUE :—Bill concernant l'école polytechnique.—Voir *Bills*, 2.

ECOLES PROTESTANTES :—Bill amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de Montréal. Voir *Bills*, 75.

ECOLES PROTESTANTES DE QUÉBEC :—Bill amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec. Voir *Bills*, 130.

ECOLES PUBLIQUES :—Bill amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal. Voir *Bills*, 151.

ECOLE TECHNIQUE DE MONTRÉAL :—Résolutions concernant l'—, 161, 280, 281.

ECOLE TECHNIQUE DE MONTRÉAL :—Bill constituant en corporation l'Ecole technique de Montréal. Voir *Bills*, 18.

ECOLE TECHNIQUE DE QUÉBEC :—Résolutions concernant l'—, 199, 286, 287.

ECOLE TECHNIQUE DE QUÉBEC :—Bill constituant en corporation l'Ecole technique de Québec. Voir *Bills*, 13.

EDIFICES PUBLICS :—Bill amendant la loi relative aux édifices publics. Voir *Bills*, 207.

EDUCATION :—Bill relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation. Voir *Bills*, 197.

ELECTEURS MUNICIPAUX :—Bill amendant l'article 291 du Code municipal relativement aux électeurs municipaux. Voir *Bills*, 198.

EMPLOYÉS DES PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC ;—Voir *Documents*, *item* 42.

EMPRUNTS :—Voir *Documents*, *items* 43, 44.

ENTREPRENEURS :—Voir *Bills*, 180.

EPOUX SURVIVANT :—Motion à l'effet qu'il serait désirable d'amender la loi de manière à mettre l'—au nombre des héritiers de l'époux prédécédé, 197.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Bill amendant la loi relative aux établissements industriels.—Voir *Bills*, 12.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Bill amendant la loi relative aux établissements industriels.—Voir *Bills*, 208.

ETAT CIVIL :—Bill légalisant un certain registre de l'état civil. —Voir *Bills*, 210.

EXPROPRIATION :—Voir *Bills*, 154.

FRASERVILLE :—Bill amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903. Voir *Bills*, 120.

FRÈRES DE ST-VINCENT-DE-PAUL :—Bill constituant en corporation Les Frères de Saint-Vincent-de-Paul.—Voir *Bills*, 59.

GAIN, RUE —:—Bill concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal .—Voir *Bills*, 102,

GASPÉ, CHEMIN DE FER DE—:—Bill concernant la compagnie du chemin de fer de Gaspé.—Voir *Bills*, 47.

GAULT, A. F.—:—Bill concernant la succession A. F. Gault.—Voir *Bills*, 87.

GAULT, C.-E.—:—Certificat d'élection de—pour Montréal No 5, 86.

GAUTHIER, L. J.—:—Certificat d'élection de—pour l'Assomption, 9.

GRANBY :—Voir *Documents item*, 45.

GREENSHIELDS, J.-N.—Voir *Bills*, 92.

HANNAH, THOMAS—:—Bill validant la vente et adjudication, par Ovide Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du trois juillet, 1885,—Voir *Bills*, 139.

HOPITAL ALEXANDRA—:—Bill amendant la charte de l'hôpital Alexandra —Voir *Bills*, 135.

HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL :—Bill déclarant légale la vente du lot No 238 du cadastre du quartier St-Louis, Montréal, faite par Dame Marcelline Labranche *et al* à la Société de l'Hôpital Général de Montréal; et ratifiant le contrat de cette vente.—Voir *Bills*, 38.

HÔPITAL NOTRE-DAME :—Bill concernant l'hôpital Notre-Dame,—Voir *Bills*, 127.

HYGIÈNE PUBLIQUE :—Résolutions concernant l'—, 55, Comité, 83.

HYGIÈNE PUBLIQUE :—Bill amendant la loi d'hygiène publique de Québec, 1901. Voir *Bills*, 5.

IBERVILLE ;—Bill refondant la charte de la ville d'Iberville. Voir *Bills*, 60.

IMPRESSIONS :—Voir *Comités*.

IMPRIMEUR DU ROI :—Voir *Documents*, *item* 46.

INDUSTRIES :—Voir *Comités*.

INGÉNIEURS, CLUB DES :—Bill concernant *The Engineers Club of Montréal*. Voir *Bills*, 37.

INJURES VERBALES :—Bill amendant l'article 833 du Code de procédure civile relativement à la contrainte par corps dans les cas d'actions en dommages basées sur injures verbales ou écrites. Voir *Bills*, 164.

INSTITUT DE N.-D.-DES-CHAMPS :—Bill constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs. Voir *Bills*, 131.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES :—Voir *Documents*, *item* 47.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE BIENFAISANCE, HÔPITAUX, ETC., ETC. :—Voir *Documents*, *item* 48.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—RAPPORTS DU SURINTENDANT DE L'—pour l'année 1905-06. Voir *Documents*, *items* 49, 50.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Bill amendant la loi de l'Instruction publique. Voir *Bills*, 4.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Bill amendant la loi de l'Instruction publique. Voir *Bills*, 204.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Bills*, 199.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Documents*, *items* 51, 52.

Interpellations au ministère :—

Agriculture :—Quels sont les journaux s'occupant d'—et d'élevage spécial ? 284.

Alcool :—A-t-il été organisé un enseignement anti-alcoolique dans les écoles primaires ? 51.

Animaux :—Quels sont les ouvrages contenant la description des meilleures races d'—pouvant s'acclimater au pays ? 283.

Arpentages :—Combien d'—ont été ordonnés depuis 1905, par qui ont-ils été faits, à quels endroits et quel en a été le coût ? 197.

Arsenault N. :—Pourquoi a-t-il été destitué ? 167.

Assurances :—Combien y a-t-il de Cies d'—mutuelles contre le feu et sur la vie faisant affaires dans la province ?—et le gouvernement se propose-t-il de faire des enquêtes sur leurs conditions financières, etc. ? 104.

Assurances :—Quel est le nombre de Cies d'—, non licenciées faisant affaires dans la province, etc. ? 177.

Assurances :—Quelles sont les Cies d'—qui ont payé la taxe directe imposée sur les corporations commerciales ? 123.

Assurances sur la vie :—Quel est le montant des primes payées pour—et quel a été le montant de la taxe perçue ? 132.

Banques :—Le gouvernement doit-il charger la même taxe sur la réserve que sur le capital des—et autres institutions financières ? 27

Barrières et ponts de péage :—Les taux de péage doivent-ils être abolis sur—? 237.

Bibliothèques :—Le gouvernement doit-il organiser un service de statistiques relativement aux—publiques ? 71.

Bibliothèques publiques :—Quel est le nombre des—et gratuites dans la province ? 51.

Breakey, John :—Pour quelles fins les terrains vendus à M—. ont-ils été vendus et où se trouvent-ils, etc ? 238.

Cercles agricoles :—Combien y en avait-il au 7 mars 1907 ? 268.

Chandler, W.-B. :—Le gouvernement a-t-il prélevé des sommes d'argent sur les transferts d'actions, etc, de—? 118.

Chasse :—M. Bruce Payne a-t-il été autorisé à collecter une piastre pour tuer le chevreuil dans la province de Québec ? 77.

Chasse :—Quel est le nombre de permis de—accordés en temps prohibé et à qui ? 64.

Chemins :—Quelle aide le gouvernement entend-il donner à l'amélioration des— ? 64.

Chibougamou :—Quelles sont les personnes—qui ont des permis de recherches dans—, quels sont les terrains vendus et à qui, etc ? 237.

“Chibougamou Gold and Asbestos Co.” :—Quelles sont les directeurs de la —, et quand a-t-elle été incorporée ? 149.

Code scolaire :—Reste-t-il des exemplaires du—, etc. ? 268.

Colonies :—Quel est le nombre, les noms et la date de fondation des—créées par le Ministère de la Colonisation, des Mines et Pêcheries ? 40.

Commissions scolaires :—En quelle année les—catholiques et protestantes des cités de Montréal et Québec ont-elles été organisées et par quel gouvernement, etc ? 80.

Cie d'Exposition de Montréal :—Quels sont les adjudicataires des terrains de la—, la superficie, le prix de vente, etc. ? 35.

Compagnies commerciales :—Le gouvernement a-t-il l'intention de fixer la taxe sur les—, à un taux uniforme ? 27.

Coroners :—Combien ont coûté les enquêtes de—durant la dernière année et le gouvernement doit-il apporter quelques changements aux systèmes d'enquêtes ? 123.

Courtiers étrangers :—Quels sont les—qui ont payé des droits de licence et quel montant ? 118.

De l'Epine, Baron de— :—Combien de colons belges ont été amenés par le —et où ont-ils été dirigés ? 251.

De l'Epine, Baron de— :—Le gouvernement a-t-il reçu une demande d'achat de terrains dans l'Abittibi du—etc ? 238.

Dépenses :—Quel est le montant des—encourues pour l'année financière 1905-1906 et quel est le montant payé à date ? 146.

Dimanche, observance du— :—Quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de la loi sur l'— ? 60.

Doncaster :—La réserve des sauvages située dans—appartient-elle aux sauvages ? 268.

Ecoles du soir :—Le gouvernement doit-il autoriser des—dans les centres où il y a une population d'au moins 2500 ? 71.

Examineurs :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'abolir le Bureau central des — ? 253.

Expositions :—Quelles sont les bases prises pour la distribution des points aux — ? 283.

Girard, Alexandre :—Depuis quand est-il à l'emploi du gouvernement, quel salaire a-t-il reçu, etc ? 302, 377.

Immigration :— Quel montant a-t-il été dépensé pour l'—et combien d'émigrants sont venus dans la province ? 254.

Inspection des bâtiments publics :—L'Ecole d'Hochelaga incendiée était-elle sujette à l'— ? 239.

Instituteurs et Institutrices :—Quel est le nombre des—enseignant sans brevet dans la province, etc ? 196.

— Le gouvernement doit-il l'octroi au fonds de pension des— ? 196.

Institutrices :—Les—qui ont enseigné pendant 25 ans ont-elles demandé une gratification ? 82.

Institutrices :— Quelle est la moyenne des traitements payés aux— en 1904-1905-1906 par comtés, etc. ? 207.

Instruction publique :—Est-ce l'intention d'augmenter le crédit voté pour l'éducation élémentaire ? 254.

Instruction publique :—Quel est le montant dépensé par tête d'élèves pour l'éducation élémentaire et supérieure en 1905-06 ? 236.

Instruction publique :—Quel est le montant payé au fonds des municipalités pauvres dans chaque comté et à combien d'écoles ? 147.

Instruction publique :—Sur quelles bases se fait la distribution des fonds destinés à l'éducation supérieure, etc. 237.

Jurés :—Le gouvernement sait-il que huit — ont été condamnés à l'amende, à Montréal, etc. ? 185.

La Minerve :—A qui a été vendu le lot 25 du XIème rang de— ? 77.

"La Province de Québec" :—Combien d'exemplaires de ce volume ont été tirés et distribués ? Combien a-t-il coûté ? 149.

Lévis :—Y a-t-il des hôteliers de—qui ont payé l'amende pour infraction à la loi des licences ? 285.

Licences :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi des licences ? 27.

Licence d'hôtel :—Le gouvernement doit-il amender la loi de façon à n'accorder qu'une—par mille de population ? 71.

Limites forestières :—Est-ce l'intention de vendre des—cette année ? 51.

Livres d'écoles :—Le gouvernement doit-il établir l'uniformité des— etc ? 252.

Lupien, M.-E. :—A-t-il été destitué et par qui remplacé ? 51

Magistrats de district :—Leur salaire doit-il être augmenté ? 237

Maguire, W. :—Pourquoi a-t-il été destitué et par qui a-t-il été remplacé ? 167..

Mégantic :—Combien d'acres de terre le gouvernement possédait-il en 1897 et en 1906, combien sous licences, combien d'acres données en vertu de la loi des douze enfants et à qui ? 132.

Mines :—Combien d'experts miniers ont-ils été employés par le gouvernement ? 197.

"Mon premier Livre" :—Combien d'exemplaires de—ont été distribués, etc ? 148.

Mortalité infantile :—Le gouvernement doit-il prendre des mesures pour protéger la vie des enfants ? 112.

"Nouveau Québec" :—Quel est le coût du volume—et combien M. Pelland a-t-il retiré pour cet ouvrage ? 196

Obatski, M. :—A-t-il obtenu des congés, etc ? 196 ..

Palais de Justice de Montréal :—Quand a-t-il été construit, combien a-t-il coûté, etc ? 284.

Palais de Justice et prisons :—Quels ont été les droits imposés en vertu de la loi 12 Victoria, ch. 112 ? 284

Payette, Damase :—Le gouvernement doit-il satisfaire aux demandes de—? 335.

Pelland, Alf. :—Combien a-t-il retiré pour le volume *Le Nouveau Québec*? 196—Combien a-t-il retiré comme salaire, etc? 196, 239.

Prison de Montréal :—Combien a-t-elle coûté en réparations depuis 1849? 284.

“ Province de Québec ” :—Combien d'exemplaires de la—ont été distribués à Liège, etc? 285.

Québec :—Le gouvernement doit-il contribuer aux dépenses de la célébration du 3^{ème} centenaire de la fondation de—? 254.

Quinlan & Cie :—Le gouvernement a-t-il prélevé des sommes d'argent sur les transferts d'actions, etc, de—et quel montant? 118.

“ Région du Témiscamingue ” :—Quel prix a été payé pour le volume—combien en a-t-il été tiré et distribué? 239.

Reviseurs :—Quels ont été les—des listes électorales à Montréal? 285

Rivière Bell :—Quelle est la compagnie qui fait des explorations dans la vallée de la—? 155.

Rivière Bonaventure :—Le prix d'achat des limites à bois sur la—a-t-il été payé, à quelle date et par qui? 119.

Roy, Delphis :—Pour quel prix ont été vendus des lots de grève à M.—? 238.

St-Jacques et St-Théodore :—Le gouvernement doit-il aider à la construction du chemin de fer de—etc? 185.

Ste-Scholastique :—A-t-il été exécuté des travaux aux palais de justice et prison de—et quel a été le coût de ces travaux? 197.

Santerre, Alexandre :—Le gouvernement a-t-il acheté des ouvrages de—et quels sont-ils, etc? 378.

Secours mutuels, Sociétés de :—Quel montant a été prélevé des—pour défrayer les dépenses occasionnées par la nomination d'un inspecteur, etc? 194.

Société des gens de Lettres :—Le gouvernement sait-il que la—prélève des droits sur les journaux français de la province et doit-il imposer une taxe sur cette société? 148.

Stuart, G. :—Quelle est l'étendue des terrains vendus à M.—et à quel prix ? 238.

Tabac :—Doit-on venir en aide à l'établissement d'une école développant la culture du tabac ? 378.

Tessier, Cyrille :—Quelle est l'étendue et le prix des terrains vendus à M.—? 238.

"*The Wrought Iron Furnace Co*" :—A-t-elle obtenu une licence l'autorisant à colporter des poêles, etc., dans la province ? 335.

Thibeault :—M. Jos—est-il à l'emploi du gouvernement et a-t-il été fait des plaintes contre lui ? 81.

Timbres judiciaires :—Quel est le produit de la vente des—et quel est le montant pour chaque district ? 118.

Tuque, La :—A qui le pouvoir d'eau de —a-t-il été vendu et combien de chevaux ce pouvoir développe-t-il ? 167.

Tuque, La :—Quand, pour quel montant et à quelles conditions a été vendu le pouvoir d'eau de—? 82.

Vallée, Alexandre :—Quelles sont les causes de la destitution d'—? 148.

Ventilation :—Le gouvernement sait-il que le système de—est nul dans 94 écoles du district d'inspection de M. Filteau, etc ? 207.

"*Vermont Mutual*" :—Le gouvernement sait-il que la Cie d'assurance—fait des affaires dans la province sans autorisation, etc ? 178.

Voyageurs de commerce :—Quel est le montant de la taxe perçue des—? 61.

ACK, JAMES :—. Bill concernant le testament de feu James Jack : Voir *Bills*, 50.

JUGES DE SESSIONS :—Résolutions relativement à la pension des—, 161, 214, 215.

JUGES DE SESSIONS :—Bill concernant la pension de retraite des juges de sessions. Voir *Bills*, 29.

JURÉS :—Bill amendant les articles 443 et 485 du Code de procédure civile relativement à la taxation des jurés. Voir *Bills*, 167.

JURÉS DU CORONER :—Bill concernant les jurés du coroner. Voir *Bills*, 14.

KINGSEY FALLS :—Voir *Bills*, 165.

LAC MÉGANTIC :—Voir *Bills*, 148.

LACOMBE :—Bill concernant la succession de feu dame Joseph Lacombe
Voir *Bills*, 93.

LAC STE-ANNE :—Motion pour la production des documents relatifs à la
location du lac Ste-Anne, dans le comté de l'Islet, retirée, 336.

LAC ST-JEAN :—Voir *Documents*, 82.

LANGELIER, J.-C. :—Voir *Documents*, item 53.

LANGEVIN :—Bill concernant la succession de feu l'honorable sir Hector
L. Langevin. Voir *Bills*, 78.

LAPRAIRIE :—Bill concernant la Commune de Laprairie. Voir *Bills*, 113.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Voir *Comités*.

LEJEUNE, CANTON—Voir *Documents*, items 54, 55.

LEVESQUE, ALFRED :—Voir *Documents*, item 56.

LICENCES :—Résolutions concernant les—de Québec, 316, 318, 321, 354.

LICENCES :—Bill amendant la loi des licences de Québec. Voir *Bills*, 30.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 9 ; Adresse à Son Honneur en réponse, 19. Voir *Adresse*.
2. Son discours à la clôture de la session, 389.

Messages de Son Honneur :

3. Invitant la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction de certains bills, 204 ; à la clôture de la session, 385.
4. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 53.
5. Transmettant des documents à la Chambre, 14, 72, 15.

“ LIFE UNDERWRITERS ” :—Bill constituant en corporation *The life Underwriters Association of the province of Quebec*. Voir *Bills*, 123.

LIMITES FORESTIÈRES :—Voir *Documents*, items 57, 58, 87, 88.

“ LITTLE NATION RIVER Railway ” :—Bill constituant en corporation *The Little Nation River Railway Company*. Voir *Bills*, 98.

LONGUE-POINTE :—Bill érigeant en corporation de ville la municipalité de la Longue-Pointe. Voir *Bills*, 52.

LONGUEUIL : Bill refondant et revisant la charte de la ville de Longueuil. Voir *Bills*, 46.

LONGUEUIL :—Voir *Documents*, item 59.

LOTBINIÈRE ET MÉGANTIC :—Bill amendant la charte de la compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic. Voir *Bills*, 62.

LOUISEVILLE :—Voir *Documents*, item 60.

“ LOWER ST. LAWRENCE POWER Co. ; ”.—Bill constituant en corporation *The Lower St. Lawrence Power Company*. Voir *Bills*, 69.

MAGUIRE, W. :—Voir *Documents*, item 61.

MALBAIE :—Voir *Documents*, item 62.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, item 63.

MARCOTTE :—Bill conférant certains pouvoirs à l'académie de billards Marcotte. Voir *Bills*, 112.

MARION, J.-BTE :—Bill ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion (M. Lafontaine, Berthier.) Voir *Bills*, 70..

MATANE :—Voir *Documents*, item 64.

MATTAWIN LUMBER Co :—Bill constituant en corporation *The Mattawin Lumber Company*. Voir *Bills*, 133.

MAXWELL, MADEMOISELLE SARAH :—Résolution à l'effet d'accorder une pension à la mère de—, 356, 357.

MAXWELL, MADEMOISELLE SARAH :—Bill accordant une pension à la mère de—, Voir *Bills*, 217.

- McCORKILL. HON. J.-C. :—Démission de l'— comme député de Brome, 3.
- McGILL, ÉCOLE NORMALE :—Bill concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la Province de Québec, et l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, et à d'autres fins. Voir *Bills*, 17.
- MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens. Voir *Bills*, 175.
- MÉGANTIC :—Bill. constituant en corporation la ville de Mégantic. Voir *Bills*, 40.
- MERCHANTS LIGHT & POWER Co :—Bill constituant en corporation "The Merchants Light & Power Co". Voir *Bills*, 54.
- METABETCHOUAN, CIE DE PULPE DE :—Bill amendant la charte de la compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires. Voir *Bills*, 55.
- MINES :—Voir *Documents*, items 65, 75, 76, 77, 78, 105, 106.
- MINES DE QUÉBEC :—Résolutions concernant les—, 200, 289, 290, 295.
- MINES DE QUÉBEC :—Bill amendant la loi des mines de Québec.—Voir *Bills*, 196.
- MINISTRE DE LA COLONISATION, ETC. :—Voir *Documents*, item 7.
- MOISON, JOHN-T. — :—, Voir *Bills*, 99.
- MONTCALM :—Bill concernant la juridiction de la Cour de circuit quant aux cantons de Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm.—Voir *Bills*, 192.
- MONTMORENCY :—Bill concernant le village de Montmorency.—Voir *Bills*, 137.
- MONTRÉAL :—Bill amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins.—Voir *Bills*, 100.
- MONTRÉAL :—Bill amendant la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale.—Voir *Bills*, 101.
- MONTRÉAL :—Bill amendant la charte de la cité de Montréal.—Voir *Bills*, 105.
- MONTRÉAL :—Voir *Bills*, 18, 21, 32, 75, 102, 151, 168.—Aussi, *Documents*.

MONTREAL STREET RAILWAY Co. : Bill amendant de nouveau les lois concernant la *Montreal Street Railway Company*.—Voir *Bills*, 51.

MUIR, E. — : —Bill concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.—Voir *Bills*, 86.

MUNICIPALITÉS :—Bill concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités :—Voir *Bills*, 213.

NEW-CARLISLE, AGENT DES TERRES A — :—Voir *Documents*, *item* 66.

“ NORTH SHORE POWER Co ” :—Bill amendant la loi organique de la *North Shore Power Company*. Voir *Bills*, 74.

NOTRE-DAME-DE-GRACES :—Bill amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces. Voir *Bills*, 68.

NOTRE-DAME-DES-NEIGES :—Bill amendant la charte de la ville de Notre-Dame-des-Neiges. Voir *Bills*, 83.

“ NOUVEAU QUÉBEC ” :—Motion pour la production d'un exemplaire de la brochure publiée par le département de la colonisation, des mines, des pêcheries, intitulée : “ Le Nouveau Québec ”, retirée, 323.

OBSERVANCE DU DIMANCHE :—Motion pour la production d'une copie des documents se rapportant à la loi concernant l'observance du dimanche, retirée, 159.

OBSERVANCE DU DIMANCHE :—Bill concernant l'observance du dimanche. Voir *Bills*, 6.

OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Documents*, *item* 67.

ORATEUR :

1. Nomination de Philippe-Honoré Roy, écuyer, comme Orateur, 2. Confirmation de cette nomination par le Lieutenant-Gouverneur, 3.
2. Se rend avec la Chambre auprès du Lieutenant-Gouverneur à l'ouverture de la session, 3. Pour la sanction de certains bills, 204.
3. A la clôture de la session, 385.

ORATEUR :—*Suite*

4. Informe la Chambre qu'il a reçu avis que des vacances sont survenues dans les districts électoraux d'Argenteuil, Iles-de-la-Madeleine, L'Assomption, Brome, Iberville et Montréal No 5,—4, 5, 6.
5. Présente le bill des subsides, 396.
6. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats d'élections pour les districts électoraux d'Argenteuil, Iles-de-la-Madeleine, L'Assomption, Brome, Iberville et Montréal No 5,—4, 5, 6, 7, 8, 86.
7. Communique à la Chambre le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, 9. La réponse à l'adresse du discours du Trône, 29. Le rapport du Bibliothécaire, 45. L'état des affaires de plusieurs institutions, 45, 78, 144, 180.
8. Dépose sur la table de la Chambre une lettre du baron de l'Epine, 231.

ORDRES DU JOUR :—Ordres rescindés, 183, 249, 322.

ORDRES PERMANENTS :—Voir *Comités*.

ORDRES SESSIONNELS :—Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre.—Voir *Documents*.

ORFORD :—Bill détachant du comté de Sherbrooke une partie du canton d'Orford dans le comté de Sherbrooke et l'annexant au canton de Shefford, dans le comté de Shefford, pour toutes fins.—Voir *Bills*, 147.

OTTAWA :—Voir *Bills*, 201.

"OTTAWA GOLF CLUB" :—Bill confirmant la charte du *Ottawa Golf Club* et augmentant ses pouvoirs.—Voir *Bills*, 138.

OUVRIERS :—Bill concernant les responsabilités résultant des accidents aux ouvriers au cours de leurs travaux.—Voir *Bills*, 202.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL :— Voir *Documents*, *items* 42, 68, 69.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS :—Voir *Documents*, *items* 70, 71.

PAPINEAU, L.-J.-A. :—Voir *Wescott, succession*—

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES :—Voir *Documents*, *items* 72, 73.

PÊCHE :—Bill amendant la loi de la pêche de Québec.—Voir *Bills*, 176.

PÊCHE :—Bill amendant la loi de la pêche de Québec.—Voir *Bills*, 187.

PÊCHE AU SAUMON :—Voir *Documents*, item 74.

PEDDIE, R. — : — Bill concernant la succession de feu Robert Peddie.—Voir *Bills*, 122.

PERMIS D'EXPLOITATION ET D'EXPLORATION MINIÈRES : — Voir *Documents*, item 76.

PERMIS D'EXPLOITATION MINIÈRE :—Voir *Documents*, item 75.

PERMIS D'EXPLORATION :—Voir *Documents*, items 77, 78.

PETERS, SIMON— : — Bill définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters.—Voir *Bills*, 136.

PÉTITIONS :—13, 16, 20, 25, 34, 42, etc.

“ PHILIPSBURG RAILWAY ” :—Bill concernant *The Philipsburg Railway and Quarry Company*.—Voir *Bills*, 91.

POMPIERS DE MONTRÉAL :—Bill amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.—Voir *Bills*, 32.

“ PONTIAC CENTRAL RAILWAY ” :—Bill constituant en corporation *The Pontiac Central Railway Company*.—Voir *Bills*, 132.

PRATT, JOHN :—Bill amendant la loi de la succession de feu John Pratt. Voir *Bills*, 45.

PRÉVOST, HON. JEAN-B. :—Voir *Documents*, items 7, 79.

PRISON DU DISTRICT DE MONTRÉAL :—Résolution concernant l'érection d'une nouvelle—, 187, 292, 293, 294.

PRISON DU DISTRICT DE MONTRÉAL :—Bill concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal. Voir *Bills*, 21.

PRISONS :—Voir *Documents*, item 80.

PRISONS ET ASILES :—Rapport de l'Inspecteur des—pour 1905. Voir *Documents*, item 81.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Voir *Comités*.

PRIVILÈGE, QUESTION DE — :—Un député soulève une—et propose que certains articles de l'*Evènement* soient lus à la table de la Chambre, 223. Articles sont lus, 224. Motion 227.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant la Législature, V à XIII.

PROFESSIONS LIBÉRALES :—Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales. Voir *Bills*, 177.

PROVINCIAL FIRE INSURANCE :—Bill constituant en corporation *The Provincial Fire Insurance Company of Canada*. Voir *Bills*, 89.

QUEBEC :—Voir *Bills*, 13, 24, 27, 130.

QUÉBEC :—Bill amendant la charte de la cité de Québec. Voir *Bills*, 114.

QUEBEC EASTERN RAILWAY Co :—Bill constituant en corporation *The Quebec Eastern Railway Company*. Voir *Bills*, 63.

QUÉBEC ET ÎLE D'ORLÉANS :—Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans. Voir *Bills*, 34.

QUÉBEC ET LAC ST. JEAN :—Voir *Documents*, item 82.

QUÉBEC ET LAC CHAMPLAIN :—Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec au Lac Champlain. Voir *Bills*, 134.

QUÉBEC ET SAGUENAY :—Bill concernant la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.—Voir *Bills*, 103.

“ QUEBEC AND ST. MAURICE INDUSTRIAL Co. ” :—Bill amendant la loi qui constitue en corporation *The Quebec and St. Maurice Industrial Company*. Voir *Bills*, 119.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL, CHEMIN DE FER :—Voir *Documents*, item 43.

QUESTIONS D'ORDRE :—

—M. l'Orateur déclare qu'un avis de motion n'est pas nécessaire pour renvoyer à un comité permanent un bill inscrit sur l'ordre du jour pour étude en comité général de la Chambre ou pour troisième lecture ou même quand ce bill est à l'étude, à ce moment-là, 182.

—M. l'Orateur déclare qu'on ne peut s'adresser à la Chambre par l'intermédiaire de son Orateur, mais seulement par requête régulière présentée selon les règles établies de la Chambre, 189.

—M. l'Orateur décide, après une motion présentée demandant l'insertion d'une lettre dans les Journaux de la Chambre, qu'avis n'a pas été donné et que, par conséquent, la motion n'est pas dans l'ordre, 153.

—Objection est faite que l'impression dans les Journaux, etc., d'une certaine lettre ne peut être ordonnée conformément à la règle 94, de cette Chambre,—

QUESTIONS D'ORDRE :—*Suite.*

—M. l'Orateur décide que la règle 94, ne s'applique qu'aux documents sessionnels et que cette Chambre peut ordonner l'impression d'un document qui a été déposé sur la table de la Chambre, et, conséquemment renvoie l'objection, 173.

QUESTIONS DE PROCÉDURE :—La question suivante est soumise à l'interprétation de M. l'Orateur :

“ D'après la 43^e règle, faut-il le consentement unanime de la Chambre, ou seulement le vote de la majorité, pour soumettre immédiatement la motion pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement par le comité général ? ” M. l'Orateur réserve sa décision, 244.

—M. l'Orateur décide : “ Que la majorité des votes de la Chambre seulement est requise, ” 264.

—La question suivante est soumise à l'interprétation de M. l'Orateur :

—“ Quelle est la véritable interprétation à donner à la règle 67^e ? ” M. l'Orateur réserve sa décision, 244.

—M. l'Orateur décide que la règle étant ambiguë il conclut qu'il ne peut décider le point et il suggère de changer cette règle, 267.

RAPPORTS JUDICIAIRES :—Voir *Documents*, item 83.**RECETTES ET DÉPENSES :—Voir *Documents*, item 84.****RÉCLAMATIONS NON-PAYÉES :—Voir *Documents*, item 85.****RÉCLAMATIONS PENDANTES :—Voir *Documents*, item 86.****RÈGLES DE LA CHAMBRE :—**

1. Règle 51 suspendue, 101.
2. Règle 58, sec. 3, suspendue pour ce qui concerne la présentation des bills privés, 54.
3. Règle 62 amendée.
4. Règles 58, 59^a, 67, 86, 85, motion à l'effet de les amender, 298. Adoptée, 381.
5. Parag. 3 de la règle 58 suspendu, 44.
6. Règle 49 suspendue, 55, 62, 63.
7. Parag. 5 de la règle 57 amendé, 100.
8. Règles 49 et 51 suspendues, 109.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—*Suite.*

9. Règle 31 suspendue, 171.
10. Interprétation de la règle 43,—244.
11. Interprétation de la règle 67,—244.
12. Ordre au greffier de préparer un projet de révision des règles de procédures de la Chambre, 382.

RENTES CONSTITUÉES :—Bill amendant le Code municipal relativement au rachat des rentes constituées.—Voir *Bills*, 186.

RIVIÈRE BONAVENTURE :—Voir *Documents*, *items* 87, 88.

RIVIÈRES NAVIGABLES ET FLOTTABLES :—Motion à l'effet de déclarer qu'il est opportun de définir par des dispositions législatives quelles sont les—dans cette province, 346.

ROBERT, A.-E.— :—Voir *Bills*, 84.

“ ROYAL HIGHLANDERS ARMOURY ASSOCIATION ” :—Bill constituant en corporation *The Royal Highlanders of Canada Armoury Association*.—Voir *Bills*, 43.

ST-CHARLES DE MANDEVILLE :—Bill annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier pour toutes les fins. Voir *Bills*, 169.

STE-CUNÉGONDE, ÉGLISE DE— :—Bill amendant la loi 4 Edouard VII concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde, Montréal. Voir *Bills*, 53.

ST-EDOUARD :—Bill constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Edouard, à Beauport. Voir *Bills*, 95.

STE-EULALIE :—Voir *Bills*, 184.

ST-GEORGES, WILFRID— :—Voir *Documents*, *item* 56.

ST-HYACINTHE :—Voir *Bills*, 157.

ST-IGNACE DE NOMININGUE :—Bill érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe, et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie. Voir *Bills*, 108.

-
- ST-JOSEPH D'ALMA :—Bill concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma. Voir *Bills*, 110.
- ST-LÉONARD :—Bill détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet et l'annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le dit comté. Voir *Bills*, 184.
- ST-LÉON DE MARSTON :—Loi annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston actuellement comprise dans le comté de Compton au comté du Lac Mégantic pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture. Voir *Bills*, 148.
- SAINT-LOUIS :—Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis. Voir *Bills*, 64.
- ST-LOUIS DE MONTRÉAL :—Voir *Documents*, item 90.
- ST-PATRICE DE RAWDON :—Voir *Documents*, item 91.
- ST-PIERRE ET MIQUELON :—Voir *Documents*, item 92.
- ST-PRIME :—Bill concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.—Voir *Bills*, 142.
- ST-THOMAS :—Bill ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson; de Montréal. Voir *Bills*, 99.
- SECOURS MUTUELS :—Voir *Bills*, 23.
- SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—Rapport du — pour 1906, 14. Voir *Documents*, item 93.
- SÉCURITÉ PUBLIQUE :—Résolutions à l'effet de créer une commission chargée de veiller à la — en construisant des édifices à l'épreuve du feu, 269, 322, 323.
- SERMENT :—Bill amendant les Statuts Refondus relativement à la prestation du serment.—Voir *Bills*, 171.
- SERMENT D'OFFICE :—Bill relatif à la prestation des serments d'office. Voir *Bills*, 1.
- SERVICE CIVIL :—Voir *Documents*, item 94.
- SESSION DE 1907 :—Etat des travaux de la —, 391.
- " SHAWINIGAN CARBIDE Co " :—Bill concernant la *Shawinigan Carbide Company*.—Voir *Bills*, 72.

"SHAWINIGAN HYDRO-ELECTRIC Co":—Bill concernant *Shawinigan Hydro-Electric Company*. Voir *Bills*, 121.

"SHAWINIGAN WATER AND POWER Co.":—Bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company* et les lois qui l'amendent. Voir *Bills*, 71.

SHEFFORD :—Voir *Bills*, 147.

SHERBROOKE :—Bill revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke. Voir *Bills*, 61.

SHERBROOKE, PRISON DE :—Voir *Documents*, items 95, 96.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Voir *Bills*, E.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—Voir *Documents*, item 98.

SOCIÉTÉS DE COLONISATION :—Voir *Documents*, item 97.

SŒURS DE L'IMMACULÉE CONCEPTION :—Bill constituant en corporation Les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception. Voir *Bills*, 80.

SŒURS STE-CROIX :—Bill modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137, et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs. Voir *Bills*, 41.

SOREL :—Bill concernant la cité de Sorel. Voir *Bills*, 67.

SOULANGES :—Voir *Documents*, item 11.

SOULANGES :—Voir *Documents*, item 99.

SPENCER-WOOD :—Motion à l'effet qu'il serait désirable de disposer de—, 168, 174, 176.

SPENCER-WOOD :—Voir *Documents*, item 100.

STATISTIQUES MUNICIPALES :—Voir *Documents*, items 101, 102.

STATUTS GÉNÉRAUX :—Rapport de la Commission chargée de la révision des— 69. Voir *Documents*, item 103.

STATUTS REFONDUS :—Bill amendant les—. Voir *Bills*, D, F, 15, 22, 154, 157, 171, 182, 189.

Subsides :

1. Estimations pour l'année finissant le 30 juin 1908 renvoyées au comité des subsides. 72 (*Document No 1*).
2. La Chautbre devant se former en comité des subsides, 20.
3. La Chambre en comité, 72, 87, 307, 337, 359, 362, 364, 366.
4. Résolutions rapportées, 73, 93, 309, 341, 360, 362, etc.
5. Considération de certaines résolutions remises à plus tard, 310, 344, 360.
6. Amendements proposés aux motions demandant que la Chambre se forme en comité des subsides. Amendements rejetés ; par M. Giard, 358. Par l'hon. M. LeBlanc, 360. M. Bernard, 362. M. Lafontaine, 365.
7. Voies et moyens, 20. La Chambre en comité, 380, résolutions rapportées, 380 ; adoptées, 381.
8. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1908 et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 16. (7 Ed. VII, ch. 1).

SUBSIDE FÉDÉRAL :—Voir *Documents*, item 104.

SUCCESSIONS, DROITS SUR LES—:—Résolutions concernant les—, 304, 315, 316, 329.

SUCCESSIONS :—Bill ratifiant certains actes de transport de biens de successions. Voir *Bills*, 152.

SUCCESSIONS :—Bill amendant la loi relative aux droits sur les successions.— Voir *Bills*, 194.

SURINTENDANT :—Bill amendant l'article 794 du Code municipal relativement à la nomination du surintendant. Voir *Bills*, 216.

SYNDICATS COOPÉRATIFS :—Bill amendant la loi concernant les syndicats coopératifs. Voir *Bills*, 10.

SYNODE DE MONTRÉAL :—Bill élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal. Voir *Bills*, 117.

TAXES :—Résolutions concernant les taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les raisons sociales et associations commerciaux, 304, 330, 332, 334, 354.

-
- TAXES**—Bill amendant la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales. Voir *Bills*, 193.
- TAXES SCOLAIRES** :—Bill concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal. Voir *Bills*, 168.
- TÉLÉPHONE DE BELLECHASSE**. Cie de—:—Bill amendant la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse. Voir *Bills*, 88.
- TEMPLE SALOMON** :—Bill constituant en corporation La Congrégation du Temple Salomon, de Montréal. Voir *Bills*, 104.
- TERRAINS MINIERS** :—Voir *Documents*, items 105, 106.
- TERREBONNE** :—Bill refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne. Voir *Bills*, 143.
- TERREBONNE** :—Voir *Bills*, 201.
- TERRES ET FORÊTS** :—Rapport du Ministre des—pour 1906, 14.—Voir *Documents*, item 107.
- TERRES PUBLIQUES** :—Résolutions concernant les—, 82.—*Comité*, 87, 105.
- TERRES PUBLIQUES** :—Bill amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.—Voir *Bills*, 214.
- TERRES PUBLIQUES** :—Bill amendant la loi concernant les terres publiques.—Voir *Bills*, 7.
- TERRES PUBLIQUES** :—Voir *Documents*, items 108, 109, 110.
- TÉTRAULTVILLE** :—Bill divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et la municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal.—Voir *Bills*, 44.
- “ TEUTONIA ”** :—Bill concernant le club allemand Teutonia.—Voir *Bills*, 33.
- THÉRIAULT, L.-A.** :—Certificat d'élection de—, pour les Iles-de-la-Madeleine, 8.
- THIBAUT, JOSEPH** :—Voir *Documents*, item 111.
- TINGWICK** :—Bill détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.—Voir *Bills*, 165.

TOURVILLE :—Bill concernant la succession Tourville. Voir *Bills*, 77.

TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL :—Rapport du Ministre des—pour 1906, 14.
Voir *Documents*, *item* 112.

TUQUE, LA— :Voir *Documents*, *item* 113.

TURCOTTE, F.-E.— :—Voir *Documents*, *item* 7.

VALLÉE, ARTHUR— :—Voir *Documents*, *item* 114.

VALLÉE DE LA RIVIÈRE MADELEINE :—Bill concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Rivière Madeleine. Voir *Bills*, 140.

VÉHICULES-MOTEURS :—Bill amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.
Voir *Bills*, 209.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—Voir *Documents*, *item* 115.

VERDUN :—Bill constituant en corporation la ville de Verdun. Voir *Bills*, 39.

VILAS, WM.-F.— :—Certificat d'élection de— pour Brome, 7.

VILLENEUVE, HON. J.-O.— : —Bill amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.—Voir *Bills*, 115.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*.

WALTON, F.-P. :—Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.—Voir *Bills*, 141.

WEIR, HON. W.-A. — : —Certificat d'élection de—, pour Argenteuil, 7.

WESCOTT, MARY-E. — :—Bill définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires en vertu du testament de feu Dame Mary-Eleanor Wescott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.—Voir *Bills*, 76.

“ WESTERN HOSPITAL ” :—Bill amendant la loi constituant en corporation *The Western Hospital of Montreal*.—Voir *Bills*, 81.

WESTMOUNT :—Bill amendant la charte de la ville de Westmount.—Voir *Bills*, 126.

WOOD, DR :—Voir *Documents*, *item* 80.

ERRATA.

A la page 473, Appendice B, ligne 31ème, au lieu de : Audessus, lire : Audessous.

A la page 484, Appendice B, dans l'exhibit No. 4, à la fin des 3ème, 4ème et 5ème lignes, au lieu de : 22 déc. 1906, lire : 22 déc. 1905.